



# **Le sursaut**

*Editoriaux politiques*

***Par Pierre Chastanier***

*Mai 2025*



## Sommaire

|                                                                                      |       |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <i>Introduction</i>                                                                  | p.5   |
| <i>Une dissolution qui se voulait machiavélique.</i>                                 | p.7   |
| <i>Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose !</i>                        | p.13  |
| <i>Une Assemblée ingouvernable</i>                                                   | p.16  |
| <i>Aux urnes citoyens !</i>                                                          | p.18  |
| <i>La pantomime politicienne !</i>                                                   | p.20  |
| <i>La honte des déserts médicaux !</i>                                               | p.22  |
| <i>Sécurité routière ?</i>                                                           | p.27  |
| <i>Une manière indolore de donner du pouvoir d'achat aux plus pauvres !</i>          | p.28  |
| <i>Peut-on réduire la dette de la France ?</i>                                       | p.30  |
| <i>Existe-t-il un avenir pour Marine Le Pen ?</i>                                    | p.32  |
| <i>Assez parlé de politique politicienne !</i>                                       | p.34  |
| <i>Immigration et assimilation</i>                                                   | p.37  |
| <i>Sécurité au quotidien</i>                                                         | p.39  |
| <i>Les retraites face aux problèmes démographiques</i>                               | p.41  |
| <i>Réformer l'Education Nationale</i>                                                | p.45  |
| <i>L'urgence d'un référendum !</i>                                                   | p.48  |
| <i>Adieu aux armes ?</i>                                                             | p.49  |
| <i>Quelle proportionnelle pour la France ?</i>                                       | p.51  |
| <i>Réalités préoccupantes et solutions à envisager</i>                               | p.54  |
| <i>Le retour à l'instabilité politique et les solutions pour en sortir</i>           | p.57  |
| <i>Vers un renouveau politique, économique et social</i>                             | p.59  |
| <i>Peut-on encore ostraciser le Rassemblement National ?</i>                         | p.62  |
| <i>Part à deux ?</i>                                                                 | p.65  |
| <i>Comment les Députés pourraient-ils se répartir ?</i>                              | p.67  |
| <i>Comment accueillir les migrants ?</i>                                             | p.68  |
| <i>Rassembler les Français</i>                                                       | p.70  |
| <i>Les vœux promptés !</i>                                                           | p.73  |
| <i>Les Tartuffes sont toujours là !</i>                                              | p.75  |
| <i>La Paix ou la 3<sup>ème</sup> Guerre mondiale en Ukraine ?</i>                    | p.77  |
| <i>Il est mort !</i>                                                                 | p.79  |
| <i>Gémissons ... mais espérons !</i>                                                 | p.80  |
| <i>Faut-il en rire ou en pleurer ?</i>                                               | p.81  |
| <i>Mea Culpa ?</i>                                                                   | p.83  |
| <i>Beaucoup de bruit pour rien !</i>                                                 | p.85  |
| <i>Nos relations avec l'Algérie ?</i>                                                | p.87  |
| <i>Quel spectacle !</i>                                                              | p.91  |
| <i>Il va falloir choisir : immigration ou relance de la natalité ?</i>               | p.93  |
| <i>Make Europe Great Again!</i>                                                      | p.95  |
| <i>La France et l'Europe face aux défis économiques, militaires et diplomatiques</i> | p.98  |
| <i>Éducation Nationale : Et si on cassait tout ?</i>                                 | p.101 |
| <i>Démocratie ou État de Droit ?</i>                                                 | p.104 |
| <i>Quand la justice défie la souveraineté populaire</i>                              | p.106 |
| <i>La Fin de Vie : Vers un accompagnement Digne et Équitable ?</i>                   | p.110 |
| <i>Il est temps , il est grand temps que le Gouvernement s'en aille !</i>            | p.113 |
| <i>« Puissance publique : remettre l'État au centre du jeu »</i>                     | p.115 |
| <i>Remettre la France au travail !</i>                                               | p.118 |
| <i>Peut-on revenir en arrière ? Ou faut-il tout reconstruire ?</i>                   | p.120 |
| <i>Retour aux fondamentaux de l'Europe Gaulliste</i>                                 | p.123 |

*Manipulations II : l'art de tromper les peuples p.126*  
*L'Europe : Frexit, Soumission ou Politique de la chaise vide ? p.129*  
*Quand la France (une fois de plus) se ridiculise ! p.132*  
*Cela prête à rire alors qu'il faudrait en pleurer ! p.134*  
*Voltaire ! Au secours p.136*  
*On marche sur la tête p.138*  
*François Bayrou ! Faut-il mentir aux Français ? p.140*  
*Que ferait De Gaulle s'il était à nouveau au pouvoir p.142*  
*De Profundis p.146*  
*Ma France p.148*  
*Un bilan abyssal p.150*  
*Guerre ou Paix p.151*  
*Notre armée p.153*  
*Nous, peuples des Nations Unies p.155*  
*Peut-on défendre Donald Trump ? p.157*  
*Elle a osé le faire p.159*  
*Entre Frexiteurs et Européistes p.161*  
*C'est tout de même dommage p. 164*  
*Un manuel de survie p.166*  
*Quelle menace existentielle : La Russie ou Macron p.168*  
*Après Macron, Attal ou Bardella ? p.170*  
*La Haine p.172*  
*Peut-on critiquer les décisions de justice ? p.174*  
*Après Marine Le Pen, Jordan Bardella sera-t-il condamné ? p.175*  
*Mais où va la France ? p.177*  
*Droits de douane p.179*  
*La meilleure Cour suprême c'est le peuple p.181*  
*Il va falloir choisir p.183*  
*Wokisme : les nouveaux Gardes Rouges ! p.185*  
*Redonner à la Nation son école, restaurer l'autorité, le mérite p.187*  
*Retrouver notre souveraineté : le choix entre soumission et renaissance p.189*  
*Restaurer l'ordre, défendre la République : pour une reconquête sécuritaire p.191*  
*Peut-on être plus stupides ? p.193*  
*Quelle place en Europe pour une France libre, forte et souveraine ? p.195*  
*500 recommandations pour la France p.199*

## **Introduction**

*« La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple »*

*Abraham Lincoln*

*« Puisque le peuple vote contre le Gouvernement, il faut dissoudre le peuple »*

*Bertolt Brecht*

*« Tous les animaux sont égaux mais certains sont plus égaux que d'autres »*

*Georges Orwell*

Cet essai rassemble une série d'éditoriaux publiés entre le 9 juin 2024 et le 30 avril 2025. Son architecture reflète la diversité des thèmes abordés, dictés par l'actualité politique, sociale, géopolitique et économique de cette période troublée. Les sujets traités y sont souvent revisités, enrichis ou nuancés au fil des mois, dans la mesure où les événements eux-mêmes imposaient des analyses renouvelées. Ce recueil oscille ainsi entre des réactions immédiates face aux soubresauts de notre époque et des réflexions programmatiques plus profondes, esquissant les contours d'une politique que j'appelle de mes vœux : celle d'un retour à une Coalition la plus large possible de la Droite et du Centre, unis dans une vision cohérente et audacieuse, pouvant alterner dans l'exercice du pouvoir avec une Gauche social-démocrate éloignée des délires islamo-gauchistes, de l'écologie punitive et de l'appel à l'insurrection des Insoumis.

Chaque question abordée dans ces pages suit une structure méthodique, conçue pour offrir à la fois une compréhension claire des enjeux et des solutions concrètes. La plupart des thèmes s'ouvre sur un exposé initial, où sont présentés les faits, les analyses et les diagnostics relatifs au problème traité. Cette présentation permet de poser les termes du débat, de rappeler les données objectives, de mettre en lumière les responsabilités et d'exposer les dilemmes auxquels la France est confrontée. Cet exposé s'efforce de privilégier la clarté et la rigueur, en s'appuyant sur les faits, les chiffres et les témoignages, afin de permettre au lecteur de saisir pleinement la gravité des défis que notre pays doit relever.

Mais il ne suffit pas de décrire les problèmes pour prétendre les résoudre. C'est pourquoi chaque exposé est presque toujours suivi d'une série de recommandations concrètes, élaborées pour apporter des réponses efficaces aux questions soulevées. Ces recommandations ne se veulent pas de simples vœux pieux, mais des propositions pragmatiques, susceptibles d'être mises en œuvre rapidement et de produire des effets tangibles. Elles visent à replacer la France sur une trajectoire de souveraineté, de prospérité et de justice sociale.

Ainsi, qu'il s'agisse de la lutte contre l'insécurité, de la réforme de la justice, de la politique migratoire, de la redynamisation de notre économie ou de la restauration de notre souveraineté énergétique, chaque thème abordé suit cette double approche : un diagnostic sans complaisance, suivi de solutions réalistes.

Cet essai s'inscrit dans la tradition d'une droite sociale d'inspiration gaulliste, où l'autorité de l'État ne s'oppose pas à la défense des libertés individuelles, mais s'en fait le garant. Il défend une France souveraine, maîtresse de ses choix, y compris au sein d'une coopération internationale élargie. Il plaide pour une Europe des Nations, fondée sur une collaboration étroite mais respectueuse de l'indépendance de chaque État. Cette vision n'est pas un repli, mais une affirmation de l'idée que la solidarité entre les nations repose sur leur liberté, et non sur une intégration forcée.

L'entreprise y est reconnue comme le principal levier de création de richesses et d'emplois, mais ce soutien n'aveugle pas mon regard sur les dérives d'une concentration excessive des fortunes et de l'influence médiatique, aujourd'hui entre les mains de quelques milliardaires. Ceux-ci, trop souvent, échappent à la progressivité de la répartition des charges de l'État, détournant les principes de justice sociale et fiscale qui devraient fonder notre modèle. Cet essai entend réaffirmer une vision équilibrée: soutenir l'entrepreneuriat sans pour autant sacrifier la justice sociale.

Surtout, cet ouvrage réaffirme un principe fondamental : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour le peuple français, cela signifie le droit inaliénable d'être consulté régulièrement par référendum sur les grandes questions qui engagent son avenir. Car il ne saurait y avoir de véritable démocratie sans une participation directe et éclairée de la nation aux choix qui la façonnent. Loin de se limiter à une critique de l'existant, cet essai se veut une invitation à l'action, une incitation au sursaut, un appel à reprendre en main notre destin national.

Malgré les apparentes redites, liées au caractère éditorialiste, il ne s'agit pas ici d'un simple recueil de réflexions dispersées, mais d'un véritable programme pour la France. Chaque chapitre, chaque recommandation, chaque analyse n'a qu'un seul objectif : redonner à notre pays les moyens de sa souveraineté, de sa prospérité et de sa grandeur.

Que cet essai soit lu comme un appel à la lucidité, mais aussi comme un acte de foi en la capacité des Français à surmonter les épreuves, pour peu qu'on leur parle avec franchise et qu'on leur propose un chemin clair.

*La Chaberterie Mai 2025*

***Pierre Chastanier***

## ***Une dissolution qui se voulait machiavélique.***

9 juin 2024 à 20 heures ! Les résultats des élections européennes furent catastrophiques pour le Président Macron.

Plus de 49 millions de Français étaient appelés à voter. Dans cette élection au scrutin proportionnel à un tour, la participation, en légère hausse par rapport à 2019, atteignit 51.49%

Le RN qui avait dominé la campagne arriva en tête avec 32% des voix, devançant Valérie Hayer (Renaissance 14,9%) et Raphaël Glucksmann (PS 14,2%).

Vinrent ensuite Manon Aubry (LFI 9,1%), François-Xavier Bellamy (LR 7%), Marie Toussaint (EELV 5,4%) et Marion Maréchal (Reconquête 5,3%).

Une heure à peine après l'annonce des résultats, le temps de se concerter avec les Présidents des deux Assemblées et le Premier Ministre, comme le lui impose la Constitution (*sans avoir la moindre obligation de tenir compte de leurs avis*), le Président Macron, l'air grave, annonça la dissolution de l'Assemblée Nationale et la tenue d'élections législatives anticipées les 30 juin et 7 juillet suivant.

*« J'ai décidé de vous redonner le choix de votre avenir parlementaire. Cela vaut mieux que tous les arrangements, toutes les solutions précaires. Confiance en la France, pour dessiner l'avenir et non se replier. J'ai entendu votre message, et je ne le laisserai pas sans réponse »*

Bien évidemment tout cela était depuis longtemps soigneusement préparé par une équipe réduite de Conseillers très proches du Président et dans le plus grand secret.

C'est d'ailleurs parce que les sondages commandés quasi quotidiennement par l'Elysée prédisaient cette catastrophe que le choix d'une tête de liste envoyée au casse-pipe fut échu à Valérie Hayer, qui, sans vouloir l'offenser, reste tout de même une personnalité politique de second plan !

La dissolution : c'était un coup de poker espérant renverser la table en précipitant les choses (le premier tour avait été prévu le 30 juin soit tout juste 21 jours après la dissolution parce que la Constitution imposait un délai minimum de vingt jours francs, avec l'idée de rétablir une majorité absolue en espérant être à nouveau bénéficiaire d'un appel au fameux « *Arc républicain* » contre le Rassemblement National.

D'autant que Jordan Bardella, instruit lui aussi par les sondages, ne manquerait pas de réclamer « *solennellement* » à Emmanuel Macron, à la suite de sa victoire aux Européennes et du désaveux frappant le parti du Président, d'organiser de nouvelles élections législatives, tombant ainsi (peut-être même volontairement), dans le piège mitterrandien de 1986 qui avait permis à la Gauche, en ouvrant largement les médias à Jean-Marie Le Pen, de remporter les présidentielles de 1988 en faisant perdre 14% à Jacques Chirac !

C'est cette même machine de guerre qui servira d'ailleurs ce dernier en 2002 contre le même Jean-Marie Le Pen, puis à son tour Emmanuel Macron en 2017 et en 2022 contre sa fille Marine.

Tout se passa comme prévu, une campagne éclair ne permettant pas aux partis de choisir en si peu de temps 577 candidats et 577 suppléants en pouvant méthodiquement vérifier dans toutes les circonscriptions les CV et les déclarations publiques éventuellement condamnables des candidats, qu'elles soient racistes, antisémites, LGBT-phobes, pro-Kremlin, complotistes, identitaires, fascistes ou suprémacistes qui pourraient, pour le RN, leur revenir en boomerang.

Ce fut effectivement le cas, dans ce parti, pour une centaine de candidats (comme celui de la candidate de la 1<sup>ère</sup> circonscription de Caen photographiée avec une casquette nazie), qui dans leur grande majorité furent écartés au second tour mais qui contribuèrent à justifier par leur seule présence de « pestiférés » l'édification dans toutes les circonscriptions d'un « cordon sanitaire contre l'Extrême Droite » au lendemain du premier tour.

Sébastien Chenu lui-même concéda qu'« Il y avait des circonscriptions dans lesquelles le choix n'avait pas été le bon » mais il ne poussa pas plus loin le raisonnement alors qu'il aurait pourtant été préférable pour le RN de ne présenter que 477 candidats sûrs, plutôt que de ternir, par la présence de ces 100 « brebis galeuses » (selon l'expression de Jordan Bardella) l'image de tous les autres postulants permettant ainsi de conclure plus facilement des désistements systématiques entre Ensemble, DR et NFP, alliances de la carpe et du lapin, qui, démocratiquement parlant, n'avaient évidemment aucun sens.

Malheureusement pour Emmanuel Macron, l'effondrement du rassemblement « Ensemble » fut trop sensible pour pouvoir revenir au second tour avec la majorité espérée. Bien au contraire des 250 Députés de 2022, ils tombèrent à 163 élus soit une perte irrattrapable de 35%.

Au lendemain du premier tour, dans 224 circonscriptions faisant face à une situation de triangulaire, les candidats des divers partis firent le choix, imposé par leurs Etats majors respectifs, de se désister en faveur du mieux placé quel qu'il soit (même Fiché S comme en Avignon) pour empêcher l'élection d'un candidat RN et c'est ainsi que malgré une progression fantastique (143 RN et Alliés contre 88 en 2022 soit une progression de 55 Députés alors que le NFP pourtant si hétéroclite ne progressait que de 31 élus), le RN devenu le premier des onze groupes de l'Assemblée Nationale rata de peu une performance exceptionnelle en arrivant très près des 50% dans une majorité de circonscriptions

Qualifié pour 446 seconds tours dans les 501 circonscriptions restant à pourvoir (s'ajoutant aux 39 élus du premier tour), le RN se retrouva ainsi face à 354 duels compte tenu du retrait de 207 adversaires (124 candidats NFP, 80 Ensemble et 3 LR) dans les circonscriptions où les résultats du premier tour pouvaient faire craindre sa victoire sans la prétendue arme de destruction massive de l'« Arc républicain ».

Sur ces 354 duels le RN en gagna tout de même 104 et fut proche des 50% dans 103 autres circonscriptions qu'il aurait sans doute facilement gagnées sans ce barrage impénétrable. Il aurait pu en théorie obtenir au minimum 238 sièges (au lieu de 143) et au maximum 330 sièges auxquels se seraient ajoutés les 17 LR Alliés d'Éric Ciotti soit 347 élus au total, un raz-de marée absolu !

A la surprise générale, c'est au contraire le NFP qui a le plus profité de ces désistements le faisant arriver en tête (182 Députés + 13 DG) devant le bloc présidentiel Ensemble (Renaissance, MoDem et Horizons) avec 168 élus ? Si bien que finalement le RN termina en troisième place (125 Députés + 17 Alliés)

La déconfiture du Bloc Présidentiel confirma malgré le sauvetage du « Front Républicain » de l'entre-deux-tours, cette progression inouïe du RN recueillant avec ses alliés plus de **10.6** millions voix (soit un gain énorme de 4,2 millions de voix depuis 2022) contre **8.3** millions pour NFP et **6.9** millions pour Ensemble.

Ce résultat fit donc du RN, le premier parti de France (Le NFP étant une coalition électorale éphémère qui se disloquera sans doute aux Présidentielles au sein de laquelle, le parti de tête, La France Insoumise n'obtint finalement que 75 élus). Il devint ainsi à la fois le premier parti d'opposition et le parti représentant par Député le plus grand nombre de Français :

- 1 Député RN représente 80.500 Français
- 1 Député NFP représente 45.600 Français
- 1 Député Ensemble représente 41.400 Français

### **Donc 1 Député RN représente deux fois plus de Français qu'1 Député Ensemble**

Ce résultat étrange tient essentiellement à la différence des modes de scrutin entre Européennes et Législatives : uninominal majoritaire à un tour pour les unes, uninominal majoritaire à deux tours pour les autres.

Si le scrutin législatif avait été, comme pour les Européennes, le même qu'en Angleterre, le RN aurait obtenu 297 sièges d'emblée soit déjà la majorité absolue.

Dans le mode de scrutin actuel, pour la 4<sup>ème</sup> fois consécutive, le piège de l'Arc Republicain, habilement conçu par François Mitterrand, allait à nouveau fonctionner.

Faut-il rappeler qu'en 1986, François Mitterrand venant de perdre les Elections Législatives allait entrer en cohabitation avec Jacques Chirac, Président du RPR. Il devait à tout prix trouver une parade pour les Présidentielles de 1988 et le rusé florentin eu l'idée d'imposer aux médias de l'époque de faire grimper l'audience de Jean-Marie Le Pen, Président du Front National, qui n'avait fait que 0.75% aux présidentielles de 1974 et n'avait même pas pu se présenter faute de parrainages à celles de 1981.

Les chaînes publiques, dociles, invitèrent alors le triste sire à de nombreux débats ce qui se traduisit immédiatement dans les résultats des présidentielles suivantes :

- 14% en 1988
- 15% en 1995
- 17.79% en 2002 où pour la première fois il accéda au second tour

Son héritière Marine Le Pen lui succédera en 2011 tout en le maintenant Président d'Honneur du FN avant de se débarrasser finalement de lui en 2015 devant la persistance de ses débordements polémiques et politiquement suicidaires.

Candidate aux Présidentielles de 2017 contre Emmanuel Macron, Marine Le Pen entama, après sa défaite, une vigoureuse dédramatisation en rebaptisant son parti « *Rassemblement National* » dont le nom n'était pourtant pas sans rappeler le Rassemblement National Populaire fondé en 1941 par Marcel Déat, un « *Collabo* » notoire.

Mais aujourd'hui, les 41.7 % de Français qui votent pour elle, sont-ils tous des « *Collabos* », des « *Fascistes* », des « *Racistes* », des « *Harkis* », des « *Antisémites* » ?

Sûrement pas et le chaos dans lequel la France allait entrer avec une Assemblée tripartite ingouvernable risquera fort de faire progresser encore plus son Rassemblement.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on peut se demander si son échec apparent n'était pas voulu. Il a suffi de conserver dans le lot des candidats RN les 100 « *brebis galeuses* » de Jordan Bardella pour justifier les alliances « *castor* » (celles qui font barrage) les plus incongrues au second tour. Ceci afin de « *perdre* » et ne pas avoir à gérer, avec un Président et une Commission Européenne hostiles, les immenses difficultés du pays (dette publique, déficit chronique, sécurité, pouvoir d'achat, santé, éducation, immigration) avec pour conséquence probable, 3 ans plus tard en 2027, un échec prévisible aux présidentielles.

La première séance au Palais Bourbon consista à élire le Président ou la Présidente de l'Assemblée Nationale. Elle était présidée par le Doyen d'âge avec pour assesseurs les deux plus jeunes Députés venant d'être élus en l'occurrence Flavien Termet (RN – 22 ans) et Hanane Mansouri, (LR-RN 23 ans).

Comme le veut la tradition, il est d'usage pour les Députés de serrer la main de chacun de leurs deux jeunes collègues les accueillant au moment où ils déposent leur bulletin dans l'urne à la tribune de l'Assemblée.

Mais bien évidemment, une fois encore, on assista au spectacle lamentable des Députés LFI et Ecolos Manuel Bompard, Louis Boyard, Mathilde Panot, Sandrine Rousseau et beaucoup d'autres, qui refusèrent de serrer la main à ces jeunes élus, témoignant ainsi de leur incroyable sectarisme et de leur total manque d'éducation !

Au troisième tour de scrutin, où une majorité relative suffisait, Yaël Braun-Pinet, Présidente de l'Assemblée Nationale sortante, fut réélue avec 220 voix contre 207 au communiste André Chassaigne et 141 au RN Sébastien Chenu. Il s'agissait cette fois d'une coalition Ensemble-LR (coalition que j'avais pourtant recommandée dès 2017 au Président Macron au lieu de son funeste débauchage, et qui, même en 2022, aurait encore pu remporter une majorité absolue avec 315 Députés). Mais trop tard, les Présidentielles en décidèrent autrement !

Cris d'orfraies immédiats chez la France Insoumise : « *Macron a volé l'élection !* » 17 Ministres-Députés participèrent en effet au vote, alors qu'au pays de Montesquieu, la séparation des pouvoirs exécutif et législatif doit être en principe strictement respectée.

Il n'y avait certes que 13 voix d'écart entre les deux mais peut-on imaginer que si les suppléants de ces Députés-Ministres avaient siégé à leur place, ils auraient voté pour le candidat communiste ? Sans doute pas !

Depuis la Constitution de 1958, instaurant un régime à la fois parlementaire (Art 20) et présidentiel (Art 16), l'élection à partir de 1965 du Président au suffrage universel direct en fait l'acte majeur de la vie politique française sous la V<sup>ème</sup> République. Cet aspect a été encore accru à partir de 2002 lors du passage au quinquennat par la concomitance Présidentielles-Législatives permettant au Président, immédiatement après son élection, d'entraîner une large majorité lui faisant espérer un contrôle total de l'Assemblée Nationale (ce qui fut vrai en 2002, 2007, 2012, 2017 mais pas en 2022 !)

Cette prééminence oblige les candidats à constituer des blocs qui interdisent toute coalition durable. Ainsi, par exemple, la coalition LR-République en Marche qui aurait pu fonctionner en 2017 et en 2022 n'a pas pu tenir en 2024, à trois ans seulement de l'élection de 2027 puisque le Président Macron ne pouvant se représenter, jamais les blocs Macronistes et Républicains ne pourront s'entendre sur une candidature commune qui pourrait contrer un RN de plus en plus crédible aux yeux des Français.

Même chose en face où, compte tenu des divergences profondes entre ses membres, le NFP aura peu de chance de maintenir en 2027 une Union des Gauches avec candidature unique. Faut-il rappeler qu'en 1981 elle n'avait même pas tenu jusqu'au premier tour et que le duel Mitterrand-Chirac fut perturbé à Gauche par les candidatures de Georges Marchais, Brice Lalonde, Arlette Laguiller et Huguette Bouchardeau !

Tout cela rend donc plus totalement improbable la constitution d'un bloc majoritaire capable de tenir 3 ans et le choix d'un Gouvernement technique (à la Pompidou), seule façon de se dédouaner pour les futurs candidats aux Présidentielles, ne résistera sans doute pas longtemps aux motions de censure itératives d'une Assemblée ingouvernable.

L'issue n'aurait donc pu provenir que d'une démission du Président Macron si le Conseil Constitutionnel estimait (puisque cette hypothèse post-quinquennat n'a pas été soulevée lors de la révision de l'an 2000) que le délai d'un an imposé pour une nouvelle dissolution ne serait plus justifiable et permettrait,

après une éventuelle élection présidentielle nouvelle intervenant avant la fin de ce délai, de reconstituer une Majorité Présidentielle !

Le vote des Vice-Présidences, le choix des Questeurs et des Secrétaires membres du Bureau de l'Assemblée, allaient suivre. La tradition veut que les groupes soient représentés en fonction du nombre de leurs Députés et que la Présidence de la Commission des finances soit normalement confiée au parti d'opposition le plus important.

Mais bien que le NFP n'apparaisse que comme une coalition car on voit mal, compte tenu du montant énorme des financements des partis politiques (1.5 € par voix au premier tour des Législatives + 37.000€ par Député élu et ce chaque année pendant toute la législature), comment ses différentes composantes (LFI, PS, Ecolos, Divers G) auraient pu accepter de disparaître et de mettre en commun leurs ressources respectives pour constituer un parti unique. Cette alliance hétéroclite finit quand même par « *rafler* » un maximum de postes au Bureau de l'Assemblée (2 Vice-Présidents, 1 Questeur et 8 Secrétaires) et ainsi obtenir la majorité de cette structure, chargée entre autres des sanctions disciplinaires contre les Députés.

Un comble lorsqu'on ne représente que 182 élus et 11 divers Gauche sur 577 Députés !

Le RN bien que restant le premier Parti du Palais Bourbon et le parti d'opposition le plus important de la nouvelle Assemblée n'obtiendra aucun poste, en contravention avec l'Art 10 du Règlement intérieur, ni Vice-Président, ni Questeur, ni Secrétaire alors qu'en 2022 il avait obtenu 2 Vice-Présidences pour 88 Députés seulement ! Le « *cordon sanitaire anti-RN* » avait fonctionné une fois de plus à merveille !

11 millions de Français s'en souviendront sans doute lors des prochaines élections.

Notons tout de même à ce stade que les postes de direction de l'Assemblée même si leurs titulaires affirment la main sur le cœur n'agissent que dans l'intérêt du peuple français sont néanmoins de sacrées sinécures. La nouvelle Présidente percevra par exemple 15.335,89 € par mois plus de nombreux avantages (voiture, chauffeur, valets, cuisiniers, secrétariat...) et aura la possibilité de résider dans l'illustre et magnifique Hôtel de Lassay à côté du Palais Bourbon.

Les postes de Vice-Présidents, Questeurs, Présidents de Commissions sont également largement convoités. Les questeurs par exemple résident dans l'hôtel de la Questure et disposent de voiture, chauffeur, secrétariat particulier ainsi que d'une indemnité de 13.000 € par mois !

Au moment où tant de Français souffrent d'une atteinte prolongée de leur pouvoir d'achat ces sommes sont véritablement indécentes !

L'air matois du Président Emmanuel Macron lors de son premier interview après le second tour, affirmant qu'il n'y avait pas de Sous-députés, ne fit pas douter un instant de sa satisfaction de voir défait le RN, qui allait subir, une fois de plus, l'avalanche d'insultes et d'incivilités habituelles de la part de ses adversaires politiques.

LFI, retrouvant la présidence de la Commission des Finances, qui aurait dû échoir au RN, ne craindra pas pourtant, même si c'est évidemment contradictoire, de revendiquer la nomination par le Président d'un Premier Ministre issu de ses rangs !

Et voilà que le prétexte des Jeux Olympiques allait permettre à l'Elysée de tenter de rechercher longuement une majorité relative capable de supporter sa politique. C'était numériquement bien difficile puisque l'ensemble du Parti présidentiel y compris Modem, Horizons et Divers Droite ajoutés à

la Droite Républicaine ne représentait que 216 Députés contre les 193 Députés du NFP y compris la Gauche Républicaine et les 142 Députés du RN et Alliés.

LR devenu DR acceptera tout au plus de participer à un pacte législatif ne l'engageant pas. LIOT aurait pu éventuellement entendre le chant des sirènes, mais rien n'y fera, l'Assemblée sera ingouvernable et puisque les sanctions ne peuvent être délivrées que par le Bureau où NFP est désormais illégitimement majoritaire, les vociférations de LFI ne pourront que redoubler.

A peine élue, cette Chambre introuvable, alors que tant de décisions devaient être prises, sera envoyée, trêve olympique oblige, en vacances forcées.

Après de longs conciliabules pour essayer de s'entendre sur la désignation d'un Premier Ministre issu de ses rangs, le NFP proposa sans succès, la candidature de Lucie Castets, Directrice des Achats de la ville de Paris où le moins qu'on puisse dire, cette énarque un peu cassante n'avait guère brillé !

Le Président l'enverra rejoindre Huguette Bello et Laurence Tubiana au cimetière des espoirs déçus !

Par la suite, après diverses tentatives, les candidatures de Xavier Bertrand, contré par le RN, Bernard Cazeneuve, contré par le PS et l'insipide Thierry Baudet, candidat de diversion, ce fut finalement Michel Barnier qui le premier finira par être nommé à Matignon !

## ***Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose !***

Il faut vraiment détester le peuple et la Nation, ou être l'objet de pressions insoutenables, pour oser mentir aussi effrontément à tout le monde.

C'est pourtant ce qui se passe depuis longtemps au plus haut niveau de l'Etat.

L'oligarchie financière ayant acquis tous les grands médias pour pouvoir insidieusement duper l'opinion, avait opté en 2016 pour la candidature d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République.

Son passé garantissait qu'il serait un serviteur docile des intérêts de la classe dirigeante avide de profits, se moquant pas mal de la Nation française, voulant faire de l'Europe le marché unique le plus large possible consommant, tant que nos pays sont encore solvables, les produits qu'elle fait fabriquer à bas coût en Asie du Sud-Est et constatant ses profits dans des paradis fiscaux.

Elle avait déjà consciencieusement désindustrialisé la France en laissant croire avec cynisme à une mondialisation heureuse, en pillant nos entreprises de pointe de leurs brevets et de leurs savoir-faire (comme Alstom scandaleusement bradée à GE par Emmanuel Macron!), laissant la finance internationale libre de toute entrave fiscale, sociale et environnementale, drainant vers ses entreprises les marchés de l'Etat qui les avait déjà largement subventionnées au moment de leur installation, sans jamais demander le moindre remboursement en cas de délocalisation, noyant le petit monde des hauts fonctionnaires voulant eux-aussi leur part du gâteau !

On se souvient par exemple au cours de la campagne des Européennes du débat houleux qui opposa Gabriel Attal et Jordan Bardella. Le jeune hôte de Matignon affirmait péremptoire que le Marché Unique était une chance pour la France que le RN voulait torpiller en prenant ses distances avec l'UE.

Et de citer les noms de 3 entreprises françaises exportatrices vers les pays de l'Union qui sans ce marché unique verraient (peut-être) leurs ventes fondre chez nos voisins européens. Il se gardait bien de signaler en contrepartie que la balance commerciale de la France vis-à-vis des seuls pays de l'UE était déficitaire de 50 Milliards d'Euros par an ! Or, pendant ce temps, l'autre débateur du RN, encore plus jeune, pourtant longuement préparé au média-training allait rester coi alors qu'il aurait dû s'élever avec indignation contre cet odieux mensonge !

On se souvient aussi du Ministre des Finances, Bruno Le Maire, écrivain à ses heures perdues de romans de gare un peu lestes, affirmer qu'il allait mettre à genoux l'économie russe en 15 jours, mentant effrontément à la Commission d'enquête sénatoriale qui l'interrogeait sur son incapacité à justifier ses reports de déficit budgétaire annuel, prêt à toutes les tartufferies pour se tirer d'affaire, faisant croire qu'il avait sauvé l'économie française alors qu'avec son Maître ils la plombaient de plus de 1.000 milliards d'€ en 7 ans ! Ministre démis, il allait, pour quelques semaines, expédier les affaires courantes en prenant encore des décisions qui prouvèrent à tous les observateurs son insondable médiocrité.

La valse des Hauts Fonctionnaires : Sciences Po, ENA, Cabinets Ministériels, Grands Corps (X-Mines, Ponts, IGF...), passant de la politique aux Présidences de sociétés du CAC 40, puis en cas d'échec, bénéficiant d'un retour indolore à la fonction publique, se connaissant tous, membres de leurs Conseils d'Administration respectifs (*si tu ne m'embêtes pas je ne t'embêterais pas...*) complète ce tableau des Grands menteurs qui se partagent les responsabilités de l'Etat pour se servir au lieu de ne penser qu'à servir les Français.

Un exemple parmi d'autres : La France, 2<sup>ème</sup> espace maritime mondial derrière les USA n'abrite aucun grand port européen (Anvers, Hambourg, Rotterdam, Valence, Barcelone, Le Pirée absorbent la quasi-totalité du trafic) . Y-a-t-il une raison à cela ?

La direction des ports, de la base au sommet de la hiérarchie, est intégralement aux mains du Corps des Ponts. Tous se connaissent, s'excusent réciproquement de leurs erreurs, se soutiennent en toutes les circonstances ! Avec ce somptueux espace maritime, la France aurait pourtant eu la possibilité de développer des activités d'avenir : richesses halieutiques, cultures d'algues productrices de carburant en absorbant du CO<sub>2</sub>, exploitation des nodules polymétalliques, de quoi faire grandement prospérer nos compatriotes d'Outre-mer !

Dans le domaine de la politique étrangère, le mensonge règne lui aussi en maître. Il faut dire que nous ne sommes pas les seuls et par exemple tous se rappellent le mensonge d'Etat des USA affirmant que l'Irak possédait des armes de destruction massive pour mieux justifier une invasion qui fit 1 million de morts et pour laquelle, le Président Bush junior n'a jamais été inquiété, à la différence aujourd'hui du Président Poutine, par la Cour Pénale Internationale !

De même quand le Président Sarkozy s'est engagé dans la guerre en Libye, aucune preuve n'avait été apportée sur un prétendu bombardement par l'aviation libyenne de manifestants défilant en solidarité avec Benghazi, aucune photo des « *charniers* » prétendument découverts, aucun satellite n'a confirmé qu'une colonne de chars se dirigeait vers la Cyrénaïque... Ne s'agissait-il pas plutôt d'une guerre « *privée* » peut-être liée à des financements occultes de Kadhafi ? Et pourtant toutes ces allégations mensongères réfutées par la suite n'ont pas empêché l'immense chaos qui a placé ce pays dans une situation indescriptible ? Les gesticulations grotesques d'un BHL n'y pourront rien changer !

Quand le Président Hollande et sa complice Angela Merkel ont, tous deux, bêtement avoué qu'ils n'avaient signés les accords de Minsk II que pour donner aux Ukrainiens le temps de s'armer, les 600.000 morts et le million et demi de personnes déplacées ne les empêchent visiblement pas de dormir ! Et qui a rappelé qu'au moment de la chute de l'URSS, la Crimée n'avait accepté de rester rattachée à l'Ukraine que dans le cadre d'un gouvernement leur garantissant une totale autonomie qui lui fut pourtant retirée dès 2014 ?

Quand le Président Macron après avoir si mal entamé des négociations avec Poutine (on se souvient de l'humiliation de la longue table) a voulu envoyer des troupes au sol en Ukraine, heureusement que ses homologues européens d'alors, Chancelier allemand en tête se sont pour l'instant dissociés de cette provocation qui pourrait nous emmener très loin alors qu'elle n'a même pas donné lieu à un débat au Parlement. Pourtant qui aurait pu penser que l'Allemagne se serait aussi facilement couchée devant la destruction du gazoduc Nord Stream 2 dont chacun s'accorde aujourd'hui à dire que les démocrates Américains aidés par les Norvégiens avaient été à la manœuvre (deux pays à qui profite le crime !)

Comment le peuple, mal informé, perfusé aux Fakes News émanant des plus hauts personnages de la République, pourrait-il croire à cette intention programmée de se servir du peuple au lieu de le servir ?

La France sombre dans le gouffre de la désindustrialisation massive, de sa dépendance énergétique, de son agriculture jadis si prospère qui, sans les vins et spiritueux, aboutirait à une balance commerciale agricole déficitaire prouvant que nous sommes devenus incapables d'assurer notre auto-suffisance alimentaire. Et la technocratie bruxelloise, en plein accord avec un Président français surtransposant systématiquement les normes de la Commission Européenne multiplie les accords de libre-échange avec des pays aussi improbables que le Canada, l'Amérique latine ou la Nouvelle-Zélande !

Comme nous ne produisons plus grand-chose, ou de moins en moins, nos importations dépassent vertigineusement nos exportations, tragique constat qui empire d'année en année depuis l'adoption de l'Euro (160 milliards de déficit de notre balance commerciale en 2022) et comme nous sommes incapables de juguler nos dépenses publiques (*la France détient le record mondial des prélèvements obligatoires*), il ne nous reste plus comme solution, après avoir multiplié impôts et taxes, qu'à combler les vides en empruntant !

Et là nos dirigeants se rejoignent allègrement, Bruno Le Maire disant qu'il a assaini les déficits budgétaires et qu'il les aurait ramenés en 2027 aux 3% autorisés par la BCE, Mélenchon affirmant de son côté que la dette ne serait jamais remboursée et qu'il n'y avait qu'à se servir !

Pauvre France qui laisse passer de telles manipulations de l'opinion, ne voulant pas comprendre que lorsqu'on ne produit plus rien et que l'on ne survit que grâce à l'endettement (plus de 3300 milliards fin 2024 sans parler des milliards d'€ d'engagements hors bilan) on dégrade la note de la France ce qui fait aussitôt monter les taux d'intérêt et accroît la charge de la dette qui va devenir désormais le premier poste de dépenses de l'Etat.

Et pendant ce temps, la progression de l'inflation que l'on nous avait affirmé avoir jugulée repose non pas comme on a cherché à nous le faire croire sur la crise ukrainienne mais tout simplement sur l'émission mensuelle par la BCE de « *Quantitative Easing* ». Depuis 2015 : 60 à 80 milliards d'€ de « *vraie fausse monnaie* » chaque mois !

La mise sous tutelle de la France par l'UE et le FMI est maintenant actée. On se souvient du triste exemple de la Grèce et du risque de voir piller l'épargne des Français (Livret A, Assurances-vie, comptes bancaires). A titre d'exemple, le fonds de garantie des dépôts et de résolution FGDR annonce fièrement qu'il vient de porter sa capacité de remboursement à 7.7 milliards d'€. L'ennui c'est que le montant de remboursement en cas de faillite d'une banque est plafonné à 100.000 € par compte. Or, il y a 77 millions de comptes bancaires en France (particuliers et entreprises) et donc le FGDR ne peut garantir que  $7.7 \cdot 10^9 / 10^5 = 77.000$  comptes défaillants soit **1 pour 1000** ! Espérons ne pas être parmi les 999 dindons de la farce !

Pour continuer dans la liste infinie des mensonges dissimulés aux Français, qui leur fera comprendre que l'Euro, cette monnaie magique qu'un Etat de l'Union n'a pourtant pas le pouvoir régalien de battre seul, n'est pas en fait une monnaie unique garantie collectivement par la BCE, comme le dollar américain est garanti par la Fed, mais une monnaie commune, pour l'instant encore garantie indépendamment par chaque Banque centrale nationale tant que la BCE acceptera de les couvrir ! Mais on sait, comme on l'a vu en Grèce, que cette garantie est loin d'être illimitée et permanente. On risque même fort de le constater à notre tour... à nos dépends !

Que se passera-t-il si la France ne met pas rapidement en place un programme de réforme accepté par le FMI et la BCE ? Rappelons que jusqu'à présent les Euros, qu'il s'agisse de monnaie fiduciaire (billets ou pièce) ou de monnaie scripturale (de loin la plus importante) peuvent s'échanger entre pays de l'UE au taux de 1 pour 1. Pour l'instant encore un Euro français (marqué par la lettre U) équivaut à un Euro allemand (marqué par la lettre X) mais c'est la Banque de France et non la BCE qui le garantit. Si la Banque centrale allemande ou la banque centrale d'un autre pays du Nord de l'UE n'accepte plus ce taux de change de 1 pour 1, alors verra-t-on peut-être se créer un « *Neuro* » pour le Nord et un « *Seuro* » pour le Sud avec des parités bien différentes ou aura-t-on l'intelligence de revenir à notre monnaie nationale, le Franc, lors d'une sortie de la zone Euro ou d'un éventuel FREXIT ?

A l'heure où s'engage une lutte inexpugnable entre les « *Hommes de Davos* » prêts à détruire les Nations pour ériger un Gouvernement mondial évidemment « *à leur botte* » et l'émergence des BRICS que la crise ukrainienne n'a fait que conforter, la dédollarisation est en marche même si la célèbre déclaration de John Connally « *Le dollar est notre monnaie mais c'est votre problème* » reste plus que jamais préoccupante.

Les mensonges de tous les dirigeants ne nous sauveront pas et le pire reste à craindre !

## ***Une Assemblée ingouvernable***

La France s'est rarement trouvée, depuis 1945, dans une situation aussi critique. Son industrie était alors dévastée mais elle l'est à nouveau aujourd'hui. Son agriculture était insuffisante pour nourrir le pays : on rationnait ! Mais aujourd'hui nous ne produisons plus qu'1/3 de notre consommation et les deux tiers de nos besoins, non compensés par le tourisme et par nos services, sont couverts par des importations principalement de Chine et de l'UE que nous payons à crédit ! Nous avons laissé notre liberté souveraine sous tutelle de la Commission Européenne et nous lui avons lâchement abandonné tous nos pouvoirs. Notre indépendance énergétique liée au programme nucléaire a été mise à mal par les délires écologiques. A 3.300 milliards d'€ sans compter le hors bilan, notre dette publique ressemble au tonneau des Danaïdes.

Notre jeunesse, parfois sans emploi, craignant souvent pour son avenir est démotivée et même nos élites principalement formées au moule des grandes écoles et des grands corps se révèlent incapables de tirer le pays de l'ornière où il se trouve et s'enferment dans un égoïsme insoutenable. La classe politique, totalement dévalorisée, se complait dans des querelles stériles opposant les Français les uns aux autres alors qu'une Union Nationale, excluant ceux des oligarques qui refusent la progressivité de l'impôt, ceux des élus qui ne cherchent qu'à conserver leurs postes, ceux des hauts fonctionnaires cédant à la corruption, ceux des grands patrons ne conduisant leurs entreprises que les yeux rivés sur leur cotation boursière alors que petits patrons et artisans sont au bord de la faillite, ceux ne recherchant que le chaos et la révolution, ceux avalant béatement les couleuvres écologiques, ceux voulant détruire une civilisation millénaire, doit impérativement réunir le Peuple pour redresser le pays s'il en est encore temps.

Croyez-vous vraiment que nous pourrions tenir jusqu'en 2027 devant cette débandade cauchemardesque, croyez-vous que l'arrivée aux affaires d'une Marine Le Pen ou d'un Jean-Luc Mélenchon au vu de leurs programmes électoralistes respectifs totalement démagogiques serait capables de bousculer la donne, que des politiciens sur le retour tels Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez, Raphaël Glucksmann, Bruno Retailleau ou encore l'ineffable Edouard Philippe des Gilets Jaunes pourraient encore faire l'affaire, que des jeunots impubères comme Attal ou Bardella pourraient nous faire revivre un nouvel épisode tragique Macron bis ?

Il nous faudra d'urgence trouver des « Cincinnatus », ce héros à la vie simple qui par deux fois sauva Rome puis repartit récompensé par la seule satisfaction du devoir accompli, des hommes et des femmes de toutes opinions, de toutes formations, animés par leur foi en la France, soucieux de la redresser comme elle le mérite puis de se retirer.

Il faut qu'ils aient la lucidité de comprendre pourquoi l'UE, l'Euro, l'OTAN nous ont entraînés dans ce cauchemar et pourquoi tout en maintenant la coopération la plus étroite possible avec tous les pays du monde nous devons secouer le joug que nous nous sommes nous-même imposés en retrouvant l'esprit initial du Traité de Rome, notre souveraineté, notre monnaie, le contrôle de nos frontières, la protection douanière légitime que nous sommes en droit d'appliquer à l'encontre de tous les pays avec lesquels notre balance commerciale est gravement déficitaire, notre industrie pillée par des politiques qui ont vendu nos entreprises stratégiques, notre agriculture, si longtemps la fierté de la France, aujourd'hui mourante, mis à part quelques industriels de la terre qui engloutissent presque toute la PAC, notre épargne actuellement sous haut risque, notre politique étrangère abandonnée à sa vassalisation à l'Amérique, notre ouverture au monde dans la voie délaissée du Général de Gaulle.

L'heure n'est plus aux demi-mesures. Nous étions depuis 1957 un des six pays fondateurs du Marché commun mais la France avant la réunification de l'Allemagne y jouait le premier rôle et les premiers résultats de coopérations bénéfiques ne se firent pas attendre CECA, EURATOM, Airbus, ESA, Ariane ...

Mais notre vigilance quant aux atteintes à la subsidiarité, quant à la primauté du droit national sur le droit européen, quant à l'indépendance en matière de défense et de politique étrangère, quant au maintien d'une monnaie nationale qui conditionnait la compétitivité de nos produits sur les marchés étrangers, quant à notre indépendance vis-à-vis des USA à travers l'OTAN dont De Gaulle avait quitté le commandement intégré en 1966, a largement été trompée par NOS élus se voulant les bons élèves dociles d'une UE, où la Commission, désignée par eux, prenait après Maastricht et le Traité de Lisbonne extorqué aux Français, un rôle déterminant inadmissible.

Tout f... le camp ! Allons-nous réagir en chassant ceux qui nous ont conduit dans cette impasse, en luttant contre les tricheurs qui se sont gavés de notre incompetence, en s'opposant à ceux qui veulent nous imposer une technocratie qui nuit aux intérêts français, en appelant tous ceux qui vivent sur le sol de France à s'unir au lieu de se diviser, à réindustrialiser le pays, à refonder notre agriculture, à redonner à nos enfants une instruction nationale digne de ce nom formant les jeunes générations aux métiers dont nous avons besoin, à assurer avec force la sécurité dans nos banlieues et à faire disparaître tous les honteux trafics, à assurer pour tous une vie décente, dans la justice en condamnant les fraudeurs, en récompensant les efforts de chacun, à retrouver la fierté d'être Français en contribuant à la paix et au développement de toute la planète.

Une chose est certaine : nous n'y arriverons pas en laissant des élus de tous bords s'investir pour conserver leurs privilèges immérités, des oligarques se moquant pas mal de la France continuer à tricher sous le bel euphémisme d'optimisation fiscale, des fraudeurs sociaux vivant comme des sangsues du travail des autres, des fonctionnaires en surnombre planqués dans leurs sinécures, des agriculteurs au bord du suicide, des chômeurs professionnels tout heureux qu'il n'y ait plus d'emplois, des médecins tentés exclusivement par les dépassements d'honoraires et à côté de ça, des pauvres, des malades, des handicapés, des jeunes en plein désarroi, des migrants à qui on n'a pas permis de vivre décemment sur leur terre natale, tout un peuple qui doit retrouver ses marques pour que revive la France.

Nous espérons l'arrivée de jeunes et de moins jeunes, courageux, qui n'hésiteront pas après de vrais débats à mettre en œuvre une politique nouvelle quitte à bousculer de prétendus invincibles bastions : fiscalité, éducation, fonction publique, santé, sécurité, immigration, redressement productif, agriculture, industrie, souveraineté, défense, politique étrangère, aide au développement.

Pendant combien de temps encore allons-nous assister, face à cette Assemblée ingouvernable à l'avalanche des 49-3, à la valse des motions de censure, aux querelles des aspirants au poste de Premier Ministre dans des gouvernements successifs, tout ce petit monde du statu quo qui tout en ayant conscience de la gravité de la situation s'enferme dans le refus des réformes où, comme disait Montherlant s'inspirant de l'Ecclésiaste : *Malheur au pays dont le Prince est un enfant !*

## ***Aux urnes citoyens !***

A l'heure où notre malheureuse France vient d'être mise sous tutelle pour déficit excessif par l'UE et la BCE, le Président Macron tente vainement de résoudre le problème triangulaire qu'il a lui-même créé.

Il n'y arrivera évidemment pas car comme la quadrature du cercle, l'obtention d'une majorité avec 3 Blocs incompatibles est évidemment impossible.

Avec ses Gouvernements successifs Barnier, Bayrou, ... rien n'y fera et le 8 juillet 2025 il faudra peut-être se résoudre à une nouvelle dissolution sauf si l'inéligibilité de Marine Le Pen en l'attente de son procès en appel en 2026 ne l'empêche de contribuer à une nième censure en mêlant ses voix à celles de LFI !

L'anathème jeté sur les 10.628.330 électeurs qui se sont portés sur les candidatures du RN et de ses alliés dans 300 circonscriptions fonctionnera-t-il encore ? Difficile pour les « *castors* » d'espérer s'entendre à nouveau même s'ils se sont servis des voix pourtant incompatibles des uns et des autres pour accéder à l'hémicycle.

Lassés au fil des mois de constater les erreurs du Président à qui les LR et l'Extrême Centre, même s'ils avaient accepté une véritable coalition (*qui, de toutes façons, ne réunirait plus aujourd'hui la majorité absolue qu'elle aurait pu obtenir en 2022*), et persuadés que les propositions éventuelles des différents postulants ne tiendront pas la route (*On roule mal avec des roues triangulaires !*) de nombreux Français estiment que **l'appel à un Gouvernement d'Union Nationale qui serait pourtant nécessaire compte tenu de la gravité de la situation économique et sociale de la France**, n'a guère de chance d'être entendu puisque les élus, uniquement préoccupés par leurs médiocres intérêts personnels, sont de plus en plus indifférents à l'intérêt général tel qu'il s'exprime pourtant dans les sondages à défaut de référendums !

### **Existe-t-il une autre solution ?**

**L'Article 12** de la Constitution dispose qu'après dissolution de l'Assemblée Nationale une nouvelle dissolution ne peut intervenir avant un délai d'un an.

Or, il est clair que les dirigeants des partis, Edouard Philippe, Gabriel Attal, Laurent Wauquier, Marine Le Pen, Raphaël Glucksmann ou Jean-Luc Mélenchon n'ont évidemment en tête QUE la prochaine présidentielle ne voulant pas gouverner pour deux ans sans majorité absolue dans des circonstances qui ne feraient que mettre en lumière leur incapacité à sauver la France ce qui entraînerait un échec garanti en 2027 pour celui ou celle qui s'y serait risqué.

Marine Le Pen dans son silence assourdissant, Jean-Luc Mélenchon qui se dissimulait derrière la pauvre Lucie Castets, Laurent Wauquiez qui espérait encore un miracle avant sa défaite cuisante face à Bruno Retailleau, Edouard Philippe en bagarre avec Gabriel Attal et Gérard Darmanin sont aux abonnés absents mais le temps passe et la France ne peut rester durablement dirigée par des Gouvernements démissionnaires.

Puisqu'il semble acquis que le Président Macron, qui pourtant depuis 2017 est grandement responsable du surendettement de la France et depuis 2022 du refus d'une franche coalition de la Droite et du Centre, refuse de démissionner et se voit même en Chef de Guerre avant d'espérer être le prochain Président de l'Europe (*Quo non ascendet !*), il aurait pu trouver une issue plus honorable en provoquant un Référendum qui demanderait aux Français (ou au Congrès) pour sortir de la crise, une modification de l'Art 12 permettant une nouvelle dissolution avant le délai d'1 an pour espérer durer après Juillet 2025 (*Encore un instant Monsieur le Bourreau !*)

Les Français ont compris que l’Arc Républicain qui leur a été proposé n’était qu’un leurre chargé de défendre de minables petits intérêts et que traiter de fascistes près de 11 millions de Français principalement issus des milieux populaires, des campagnes, des « *gens qui ne sont rien* » n’avait pas de sens. Ils n’ont pas pour autant ouvert la porte de Matignon à un RN dont ils ont tout de même mesuré la faiblesse du programme.

Pourquoi ne pas demander alors à chaque parti à l’instar des Américains (*Républicains et Démocrates*) ou des Anglais (*Conservateurs et Travailleurs*) de se classer entre deux catégories **DROITE et GAUCHE** pour pouvoir au second tour, dans le cadre de la V<sup>ème</sup> République et de son scrutin uninominal à deux tours, organiser dans chaque circonscription un duel entre les deux candidats de Droite et de Gauche arrivés en tête .

Il n’y aurait plus alors ni triangulaire, ni quadrangulaire ni nécessité de créer de toute pièce un Arc Républicain et, par définition, compte tenu du fait que le nombre de circonscriptions est impair, on aboutirait **OBLIGATOIREMENT** à une majorité absolue qui pourrait gouverner.

Supposons par exemple la répartition suivante :

| A DROITE                                 | A GAUCHE                                 |
|------------------------------------------|------------------------------------------|
| Divers Droite et non-inscrits            | Divers Gauche                            |
| Droite Républicaine                      | La France Insoumise                      |
| Horizons et Indépendants                 | Socialistes et apparentés                |
| Démocrates (Modem et alliés)             | Écologistes et Social                    |
| Une partie d’Ensemble pour la République | Une partie d’Ensemble pour la République |
| Rassemblement National et Alliés         | Gauche démocrate et républicaine         |
| LIOT                                     | NPA                                      |

Une coalition forcée des partis du groupement qui arriverait en tête aurait alors, assurée d’avoir une majorité absolue, le temps de négocier entre ses différentes composantes, un programme de Gouvernement acceptable compte tenu de la situation catastrophique du pays et des risques actuellement courus par les Français les plus modestes. Les postes ministériels seraient partagés selon le nombre de sièges obtenus et le Premier Ministre choisi au sein de la composante la plus représentée.

Sécurité, Pouvoir d’achat, Immigration, Santé, Retraites, Éducation, Justice, Fiscalité, Défense, Politique étrangère ... pourraient plus facilement au sein d’un même groupement, sans présumer des futures Présidentielles, trouver des points d’accord jusqu’en 2027.

Le Président Macron cantonné dans une simple cohabitation n’aurait plus alors, comme disait Gambetta, qu’ « **à se soumettre ou à se démettre** » !

## ***La pantomime politicienne !***

Après le cuisant échec de sa dissolution, passés les Jeux Olympiques, Emmanuel Macron ne pouvant se nommer lui-même cherchait désespérément un nouvel ilote comme Premier Ministre.

Il est vrai que cela dure depuis Sarkozy ! Mais cette fois, l'Assemblée triangulaire ingouvernable rendait le choix dans tous les cas plus que délicat.

Dès le départ, les débuts furent dystociques, Emmanuel Macron ne voulait pas se voir imposer Lucie Castets, le RN voulait se payer la tête de Xavier Bertrand, le NFP celle de Bernard Cazeneuve, le Président du CESE, vite affublé du surnom de Nobaudet ne faisait pas le poids !

Le centre, tellement divisé qu'une coalition à l'allemande était impossible, vit les quelques malheureux 47 rescapés des LR non alliés coincés entre 3 blocs. C'est pourtant au sein de leur Parti que le Président Macron a finalement été obligé de choisir son premier « Premier Ministre », Michel Barnier !

Ancien Ministre, Ancien Commissaire Européen, il pouvait donner le sentiment que le Président Macron n'était pas en Cohabitation. Illusion certes car le résultat de sa désastreuse dissolution était toujours là et son choix ne pouvait s'appuyer que sur la bienveillance du RN sous condition que ses décisions ne franchissent pas certaines lignes rouges.

Dès le 4 décembre ce Gouvernement Barnier qui n'aura tenu que 91 jours sera renversé par la première motion de censure déposée par le NFP. Celle-ci avec leur 192 voix n'aurait pas pu être votée sans l'apport des Députés du RN qui, à l'appel de Marine Le Pen déclarant que les Institutions les contraignent à mêler leurs voix à celles de la Gauche, apparaîtront alors comme « *Défaiseurs de Roi* »

### **Autre temps, autre mœurs !**

Rappelons quand même que dans l'esprit de la V<sup>ème</sup> République, le Président dispose de pouvoirs exceptionnels qui ne se conçoivent que dans la mesure où il accepte de se soumettre régulièrement au verdict populaire puisqu'il doit en principe s'appuyer sur une majorité.

On a vu le Général de Gaulle en 1969, quitter aussitôt son poste dès le 29 avril alors que, certes battu, il avait tout de même rassemblé 47,6% de votes favorables et disposait encore d'une majorité au Prlement.

Emmanuel Macron, lui, reste en place alors qu'il n'a plus à sa botte que 28.7% des sièges de cette Assemblée ingouvernable et que sa cote de popularité est plus que jamais indigente.

Barnier parti, il allait devoir subir le chantage de François Bayrou à qui il envisageait de proposer une seconde place de Ministre d'Etat ! Celui-ci lui déclara sans ambages que s'il ne le nommait pas Premier Ministre (*poste qu'il convoitait depuis si longtemps*), il quitterait aussitôt la coalition macronienne.

A peine ce deuxième Gouvernement était-il constitué que le nouveau Premier Ministre allait s'empêtrer dans des explications confuses sur l'Affaire Bétharram !

Laissons-les donc patauger dans ces querelles ubuesques. Seule une nouvelle assemblée pourra éventuellement retrouver une majorité, qu'elle soit de Droite ou de Gauche mais à moins d'un référendum modifiant l'Article 12 de la Constitution il faudra attendre comme on l'a vu Juillet 2025 pour sortir de ce borbier... si la rue ne s'en mêle pas entre-temps !

L'Europe qui a ouvert contre la France une procédure pour déficit excessif ne nous aidera guère. Les contorsions pour trouver les 20 milliards d'€ d'économie qu'elle exige seront une fois de plus réglées par des maquillages.

Espérons qu'une Union des Droites Républicaines d'un côté et une Union Social-Démocrate de l'autre permettront à nouveau un jour de fondre le corps électoral en deux entités renouvelées **faisant place à tous les Français**, coalitions solides qui permettront de retrouver une majorité, quelle qu'elle soit, sans laquelle la V<sup>ème</sup> République n'aurait plus de raison d'être, alors que la VI<sup>ème</sup> espérée par certains ne serait bien évidemment qu'une répétition tragique de la IV<sup>ème</sup> !

## ***La honte des déserts médicaux !***

S'il est un domaine où l'imprévision est particulièrement coupable, c'est bien celui des déserts médicaux. On a en effet à chaque génération 20 ans pour prévoir combien de jeunes médecins il conviendra de former à partir des besoins estimés du pays et de l'évolution de sa population.

Pas besoin d'être grand clerc pour imaginer qu'une population vieillissante après l'arrivée à l'âge de la retraite des baby-boomers nés au lendemain de la seconde guerre mondiale allait entraîner une surconsommation médicale augmentée encore par les progrès spectaculaires de la médecine.

La France qui en 1970 formait 9000 nouveaux médecins chaque année pour 51 millions d'habitants allait mettre en place à partir de 1971 un Numerus Clausus instaurant une sélection de plus en plus rude à la fin de la première année qui allait impitoyablement faire chuter ce nombre jusqu'à 3500 médecins en 1993 pour ne remonter au nombre initial de 9000 qu'en 2020, date à laquelle le Numerus Clausus a été remplacé par un Numerus Apertus (sic) alors que la population venait de dépasser les 67 millions d'habitants !

Lors de cet « *audacieux* » remplacement (le Numerus Clausus était fixé par le Ministère de la Santé, le Numerus Apertus par l'ARS et le Doyen de chaque Faculté), un de mes successeurs, le Pr. Patrice Queneau, Doyen honoraire de la Faculté de Médecine de Saint Etienne indiquait dans une tribune « *qu'il manquait encore 5000 places CHAQUE ANNÉE dans les Facultés de Médecine pour pouvoir agir efficacement sur la pénurie de médecins que connaît le pays* ». Soit en 2024, 14.000 médecins à former chaque année au lieu de 9.000 !

Cette grave erreur des gouvernements successifs depuis Pompidou était la conséquence de deux phénomènes concomitants :

- Le malthusianisme du corps médical « *Médecins rares, médecins chers !* »
- La pression de la Sécurité sociale estimant que « *l'abaissement de l'offre entraînerait un abaissement de la demande* » !

Bien sûr, nombreux furent les tenants d'un individualisme forcené qui prétendirent qu'ouvrir toujours plus de place en médecine n'était pas si simple :

- « *Les Universités sont au maximum de leurs capacités* »,
- « *Augmenter les effectifs c'est dégrader la qualité de la formation* »
- « *Les stages disponibles dans les hôpitaux sont saturés* »
- « *Les amphis sont trop petits et les enseignants et maîtres de stage sont en nombre insuffisant* »

Diminuer le nombre de futurs médecins recrutés chaque année, ce n'est pourtant pas faute de candidats puisque les demandes d'inscription en 1<sup>ère</sup> année de médecine-pharmacie-odontologie n'ont cessé d'augmenter mais bien la conséquence d'un écrémage hallucinant à la fin de la PACES.

Bon nombre de jeunes en viennent avant de commencer Médecine à s'inscrire en année préparatoire dans des cours privés à but lucratif ou, après échec, à poursuivre en Roumanie (*la Belgique n'étant plus aussi accueillante qu'autrefois*) des études ratées en France malgré des notes souvent très bonnes (les fameux reçus-collés ayant jusqu'à 14/20 de moyenne) en fin de PACES. Les exilés savent qu'une fois diplômés, la Roumanie faisant partie de l'Espace européen, ils pourront revenir s'installer en France au prix d'une simple formalité, le passage de l'ECNi, où, jusqu'à il y a peu, même avec 0/20 on était quand même reçu puisqu'il ne s'agissait que d'un simple classement national !

Pour combler cette dramatique pénurie, le Ministère français de la Santé n'hésite pas à piller allègrement les ressources de pays étrangers intra-européens (lorsque les possibilités financières espérées par les migrants sont supérieures à celles en vigueur dans leurs pays d'origine) mais aussi, et

c'est une honte, les pays francophones d'Afrique (Maghreb et Afrique noire) qu'on dévalise sans avoir à payer la formation initiale et en se moquant bien des conséquences infligées aux populations locales par leur départ !

Une autre raison de la pénurie tient au fait que 20% des étudiants en médecine ne terminent pas leurs études (nombre d'entre eux pour des problèmes financiers) et que de plus en plus de jeunes médecins diplômés s'orientent vers d'autres carrières si bien que pour avoir 14.000 médecins soignants disponibles chaque année il faudrait en accueillir 23.000 en 1<sup>ère</sup> année !

On est loin du compte !

Certes beaucoup de jeunes praticiens recherchent aujourd'hui une vie plus équilibrée que celle de leurs aînés. Moins d'heures hebdomadaires (40 au lieu de nos 70), pas de participation aux gardes abandonnées aux seuls services d'urgence, le moins de visites à domicile possible et de plus en plus un travail d'équipe en Maisons médicales rappelant un peu l'encadrement hospitalier dont ils disposaient lors de leur formation. Si bien que selon Patrice Queneau, il faut aujourd'hui 2.5 jeunes médecins pour remplacer 1 médecin partant à la retraite !

De plus, bien que nous l'ayons également connu autrefois pour les concours d'Externat et d'Internat, les modalités de sélection varient considérablement d'une Faculté à l'autre et sont souvent incohérentes et inégalitaires.

La conséquence de tout cela est l'apparition en France de véritables « déserts médicaux » qu'il importe de repeupler au plus vite !

Combien de petites villes moyennes (ne parlons pas des campagnes) ne comportent plus toutes les spécialités ! Combien de médecins font répondre par Doctolib ou par leur secrétaire : « *Nous ne prenons plus de nouveaux patients* ».

La généralisation de l'Internat pour tous mit d'abord au choix selon le classement à l'ECNi les postes d'internes disponibles sur le territoire national. Or le nombre de services hospitaliers consacrés à ce qu'on appelait jadis les « *petites spécialités médico-chirurgicales* » (Dermatologie, Ophtalmologie, ORL, Stomatologie) dont les praticiens étaient souvent formés hors internat par les CES, étant très réduits dans la plupart des CHU, on assista ainsi à une brutale diminution du nombre de ces spécialistes, ce qui entraîna notamment pour l'Ophtalmologie et l'ORL, face au vieillissement de la population (presbytie et presbyacousie), des conséquences dramatiques.

Bien sûr au fil des ans les associations d'étudiants et même les Ordres départementaux des Médecins prirent conscience des conséquences du choix désastreux de 1971 mais il fallut 20 ans pour commencer à redresser la barre !

Et comme la formation des médecins est très longue, les effets ne commencèrent à se produire lentement qu'après 2003 et mirent 20 ans à retrouver un niveau de réussites en fin de 1<sup>ère</sup> année comparable à celui des années 60.

Et quand on se trompe, on aime, pour donner du sens à la réforme de la réforme, imposer de nouveaux sigles (R2C, ECN, ECOS ... !) qui franchement ne correspondent pas à grand-chose, bien qu'on ne puisse plus désormais réussir avec O/20 à l'ECNi et qu'en cas d'échec, après 6 années au moins de formation on doive redoubler si on n'obtient pas au moins 10/20 aux EDN (épreuves dématérialisées nationales) suivies des ECOS (examens cliniques objectifs et structurés). Quel fatras !

Certes ce n'est plus une réédition des 3 Cliniques d'autrefois qui se terminait généralement par une simple poignée de mains quel que soit le diagnostic proposé mais en 2023 sur plus de 10.000 étudiants 61 seulement eurent à subir ce revers !

Concernant l'autre source d'approvisionnement faisant appel aux jeunes diplômés des pays de l'UE, une Commission est sensée s'assurer que leur niveau de formation est équivalent à celui exigé en France, mais les contrôles (épreuve d'aptitude ou stage d'adaptation au choix du demandeur) sont dérisoires.

Quant aux jeunes médecins ressortissants des pays francophones, on ne mélange pas bien évidemment les Canadiens (simple autorisation d'office) et les francophones africains (Maroc, Algérie, Tunisie, Afrique de l'Ouest) à qui on impose des conditions bien plus draconiennes (Épreuves de vérification des connaissances, 3 années d'exercice en France sous le statut de praticien associé avant d'obtenir le droit de s'installer. Une mesure bien pratique puisqu'après leur admission, sans avoir dépensé un centime pour leur formation, on leur propose sous ce beau nom de « *praticien associé* » un salaire réduit par rapport à celui des jeunes Internes qu'ils sont souvent chargés de former !

Et bien évidemment on prive les populations de ces ex-colonies des praticiens dont elles ont pourtant le plus urgent besoin !

En 2022, en France, sur 197 811 médecins en activité régulière, 172 394 généralistes ont la nationalité française. 11 433 médecins sont originaires d'un pays européen et 13 984 médecins viennent d'un pays extérieur à l'Europe. Toutes spécialités médicales confondues.

La vague de médecins arrivée de Roumanie et de Bulgarie, attirés par une meilleure rémunération et un meilleur niveau de vie leur donne, du fait de leur appartenance à l'UE, le droit sans restriction d'exercer en France.

Ils ont souvent été considérés comme des sauveurs dans nos campagnes et même si certains sont repartis, ils représentent aujourd'hui une part incontournable de nos praticiens (45% dans le Gers, 33% dans l'Ariège, 28% dans le Lot... une solution d'appoint dont nous n'avons pas lieu d'être fiers !

En 2023, pour faire face à sa pénurie persistante de main-d'œuvre dans le secteur médical, la France n'a pas hésité à envisager des solutions extravagantes pour attirer davantage de médecins étrangers comme la Carte de Séjour pluriannuelle « Talent-Professions Médicales et Pharmaceutiques » permettant à des médecins étrangers qualifiés de travailler dans les hôpitaux français.

Selon le rapport de l'IRDES, 29 238 médecins généralistes étrangers exercent ainsi en France en 2023, ce qui n'est pas sans soulever un certain nombre de problèmes (langue, intégration, qualité des soins, aide financière à l'installation...). 55% d'entre eux proviennent de pays extérieurs à l'Union européenne, avec 37.4% d'Algériens, 10.4% de Tunisiens et 9.5% de Syriens et 45% proviennent des pays de l'UE avec 19.2% de Roumains, 6.9% de Belges et 6.57% d'Italiens.

Ce nombre de médecins étrangers en France est en constante augmentation depuis 2007.

Nous voulons conserver une médecine de qualité, mais est-ce une raison pour créer des générations de reçus-collés qui, alors qu'ils étaient attirés par la médecine, iront se perdre dans d'autres filières bien qu'ayant réussi l'examen de PACES (les fameux Reçus-Collés) ou obtenir, en Roumanie, par exemple, le fameux sésame qui leur permettra ensuite (UE oblige) de s'installer tranquillement en France, certes après avoir appris le Roumain (sic) mais malheureusement en ayant bénéficié d'un enseignement plutôt inférieur au nôtre qui avait amené certains patrons hospitaliers à les refuser comme Internes dans leurs services !

Le nombre de candidats aux études médicales à lui seul pourrait permettre à terme de former en France le nombre de médecins dont le pays a besoin mais il faudra 10 ans de patience pour les généralistes et 12 pour les spécialistes pour commencer à combler le trou stupidement créé par le Numérus Clausus.

Le principe de liberté du lieu de l'installation pourrait être temporairement revu pour éviter une hyper concentration dans certains départements et une désertification dans d'autres.

L'admission de médecins étrangers ou de médecins français formés à l'étranger pourrait faire l'objet d'une affectation au choix, sur la base d'un classement à des Épreuves de Contrôle des Connaissances, parmi les postes offerts dans une liste établie chaque année dans les départements déficitaires pour tenir compte de la démographie médicale. Cette première affectation pourrait être limitée dans le temps (5 ans ou 10 ans par exemple) pour que ceux qui souhaiteraient s'installer ensuite dans une autre région puissent avoir la liberté de déménager.

Une autre voie consisterait à recruter hors Numerus Apertus, nouveau nom donné à la stupidité, un contingent supplémentaire de jeunes médecins qui, comme pour le cadre des Médecins militaires, seraient pris en charge économiquement (logement et entretien) une fois leur PACES réussie, pendant toute la durée de leurs études en échange d'un engagement de service de 10 ans dans une région déficitaire (avec possibilité de racheter leur pantoufle) et le droit de s'installer ailleurs à l'issue cette période.

Notons que cet engagement de service public est d'ailleurs utilisé dans les meilleures de nos Grandes Écoles, Polytechnique, Normale Sup, ENA, ENM, Impôts etc...

Une troisième voie pourrait être explorée, celle qui permettrait à des professionnels de santé qui en auraient le courage, moyennant là encore une prise en charge financières en contrepartie d'un engagement de 5 à 10 ans selon le cas, pour que des Kinésithérapeutes, des infirmières, des Pharmaciens, et autres puissent devenir médecin après une formation plus courte, adaptée à leur formation initiale qui tiendrait également compte de leur expérience. Une infirmière ayant par exemple 5 ans d'expérience en sait beaucoup plus que bon nombre d'étudiants sortant du PCEM.

Une quatrième voie pourrait consister à former des médecins ayant une formation essentiellement clinique en réduisant les enseignements de sciences fondamentales (Biophysique, Biochimie, Histologie par exemple) dont à la fin des études, à part les futurs chercheurs, il reste bien peu de souvenirs !

Quand on égrène la liste de la quarantaine de spécialités médico-chirurgicales, comment ne pas comprendre qu'un enseignement plus ciblé pourrait être envisagé plutôt que de vouloir à chaque génération ajouter des couches supplémentaires sans rien retirer ce qui a déjà fait passer la durée des études de médecine de 7 à 10/12 ans ?

Quant aux médecins installés en ville, s'ils reprenaient leur part des urgences soit à partir de leur cabinet soit en participant aux services d'urgences hospitaliers cela éviterait bien des attentes inutiles.

Reste la différence trop grande de rémunération brute annuelle des praticiens qui varie selon les spécialités de 50.000 à 190.000 € par an, chirurgiens, radiologues et cardiologues en tête ainsi que l'importance des dépassements d'honoraires (plus de 50% en moyenne et même beaucoup plus pour 70% des chirurgiens qui exercent en honoraires libres).

Il est vrai cependant qu'à 26.5 € la consultation pour un généraliste du secteur 1, il faut faire de l'abattage pour gagner sa vie ! Dans le même temps, les médecins hospitaliers voient leurs salaires bruts annuels passer de 55.000 à 113.000 € au cours de leur carrière.

Quant aux étudiants en médecine (Externes et Internes) ils voient leurs rémunérations pour leurs semestres, leurs gardes et leurs astreintes passer de la 3<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> voire 12<sup>ème</sup> année de 300 € pour un mi-temps (Externat) à 2.400 € par mois pour un interne de 5<sup>ème</sup> année (après 12 ans d'études).

### **La santé n'a pas de prix mais elle a un coût !**

Quand nos politiciens si grassement payés prendront-ils conscience qu'il faudra bien qu'un jour, en France on n'entende plus des phrases du type : « *Nous ne prenons plus de nouveaux clients !* » Ou « *Nous pouvons vous donner rendez-vous dans 1 an !* »

## **Sécurité routière ?**

L'émotion suscitée à Vallauris en Août 2024 par le décès de la petite Kamilya fauchée par un jeune motard effectuant un Rodéo sur sa roue arrière en pleine ville et laissé en liberté, l'enterrement du gendarme Éric Comyn, tué une semaine plus tôt lors d'un refus d'obtempérer à Mougins par un chauffard alcoolisé multirécidiviste, c'est le lot désormais hebdomadaire des incivilités routières (un refus d'obtempérer toutes les 20 minutes, une croissance de la conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de stupéfiants, des rodéos motorisés incessants) mais alors que la mortalité sur les routes n'a cessé de diminuer depuis 20 ans grâce à la mise en place des radars et du permis à point ainsi que grâce à l'aménagement des réseaux, ce que les bonnes âmes continuent d'appeler des « *faits divers* » nous oblige à repenser notre politique pénale.

La police a l'interdiction de poursuivre les véhicules en infraction par peur d'accidents ou d'émeutes urbaines, elle hésite avant d'utiliser son arme de service en cas de légitime défense et écoeurée, elle préfère, sans prendre de risques, laisser partir les délinquants puisqu'elle sait très bien que les peines de substitution à la prison sont si peu dissuasives et que souvent les véhicules saisis sont immatriculés sous de faux noms et ne sont pas assurés.

Près de 800.000 conducteurs roulent en effet sans permis et sans assurance. L'anarchie routière est à son comble. Et nos concitoyens n'ont plus confiance ni dans la Police ni dans la Justice.

Certes les Juges ont l'obligation d'appliquer le Droit. Mais lorsqu'un motard, en pleine ville, tue un passant lors d'un rodéo sur roue arrière, peut-on seulement parler d'« *homicide involontaire ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner* » ?

Une moto, utilisée ainsi, est une arme ! Comment donc qualifier le motard ? Tant qu'on n'aura pas décrété que de tels homicides routiers doivent être sanctionnés d'une peine de prison sévère, on n'enrayera pas ce phénomène.

A moins de créer des circuits publics dédiés où ceux qui le désirent pourront se défouler en ne risquant, les uns les autres, que leur propre vie !

Faudra-t-il revoir le permis à point qui explique en grande partie le nombre de conducteurs sans permis et sans assurance en remplaçant les pertes de points par des amendes croissantes, indexées proportionnellement, comme en Norvège, sur les revenus du contrevenant et pour les mineurs, sur les revenus de la famille ?

Faudra-t-il requalifier les homicides routiers sous l'influence de stupéfiants comme le récent accident provoqué par Pierre Palmade, bourré de cocaïne, ou de cet autre inconscient qui avec 2 g d'alcool dans le sang roulait à 50Km/h au-dessus de la limite de vitesse maximale autorisée ?

Une Justice, incapable de stopper définitivement les chauffards, est encombrée par ce type de contentieux qui représente 40% des condamnations prononcées chaque année en France !

Un exemple : celui de Larbi A. au casier judiciaire particulièrement chargé, jugé au Tribunal de Bobigny, avec 1.6 g d'alcool dans le sang, empestant l'alcool, exhibant son sexe : Il roulait au-dessus de la vitesse autorisée sur la bande d'arrêt d'urgence : six mois de prison avec sursis. Même pas de bracelet électronique !

Selon la Sécurité routière, 84% des responsables d'accidents mortels sont des hommes.

Faudra-t-il qu'apparaissent des groupes d'auto-défense pour ramener le calme sur les routes et dans nos rues ? Ou devra-t-on continuer à ne parler que de « *Faits divers* » ?

## ***Une manière indolore de donner du pouvoir d'achat aux plus pauvres !***

Augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres (SMICARDS notamment) en diminuant les cotisations sociales patronales et salariales aurait évidemment pour conséquence une baisse des ressources des caisses de sécurité sociale et de l'assurance chômage qui forcément entraînerait très vite une réduction des prestations (hôpitaux, chômage, retraites) dont souffriraient justement les plus modestes.

Augmenter les salaires au contraire sans modification des charges sociales serait augmenter le coût du travail et rendre nos entreprises encore moins compétitives alors que notre déficit du commerce extérieur est si préoccupant (-162 milliards en 2022) et que des risques de faillites en cascade ne manqueraient pas de survenir.

### **Comment résoudre cette quadrature du cercle ?**

L'Art 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 dispose que : « *Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés* »

Or, si l'on se réfère au salaire médian des Français en 2024, c'est-à-dire au revenu net mensuel qui divise les Français en deux moitiés égales : ceux qui gagnent plus et ceux qui gagnent moins, il s'établit à **2231 € net/mois**. On pourrait aboutir à un équilibre exact des cotisations perçues par nos caisses sociales sans augmenter les coûts supportés par nos entreprises en diminuant celles payées par la première moitié et en augmentant du même montant celles payées par la seconde.

Le SMIC étant actuellement de 1398 € net/mois, pour passer aux 1600 € net réclamés par la Gauche soit une augmentation de 14.4%, on pourrait procéder de la manière suivante :

- **Augmentation linéaire des salaires de 1398 € net/mois (+14.4%) à 2231 € net/mois (0%)** par diminution dégressive des charges sociales salariales et patronales (pour 50% des salariés)
- **Diminution linéaire des salaires de 2231 € net/mois (0%) à 9.600 € /net par mois (-14.4%)** qui correspond à la limite supérieure des salaires perçus par **99% des salariés** par augmentation progressive des charges sociales salariales et patronales (pour 50% des salariés)

| Catégorie                               | Salaire antérieur<br>€ net/mois | Modification Charges totales | Modification des Charges salariales | Modification des Charges patronales | Salaire postérieur<br>€ net/mois |
|-----------------------------------------|---------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|
| SMICARD                                 | 1398                            | -14.4%                       | -14.4%                              | 0%                                  | 1600                             |
| <b>Salaire Médian</b>                   | <b>2231</b>                     | 0%                           | 0%                                  | 0%                                  | <b>2231</b>                      |
| Salaire cadre supérieur                 | 5915                            | +7.7%                        | +3%                                 | 4.7%                                | 5735                             |
| Limite supérieure pour 99% des salariés | 9600                            | +14.4%                       | +5.65%                              | 8.75%                               | 9062                             |

Si on prend comme moyenne **22% de charges salariales et 34% de charges patronales** :

- Le salaire d'un **SMICARD** augmenterait de 1398 à 1600 € net/mois (+202 € par mois)
- Le salaire moyen d'un **employé** à 2231 € net/mois serait inchangé
- Le salaire d'un **cadre supérieur** passerait de 5915 à 5735 € net/mois (-180 € /mois)
- Le salaire le plus élevé de **99% des salariés** tomberait de 9600 à 9062 € net/mois (-538 €/mois)

Je ne parle évidemment pas des cadres dirigeants (les PDG du CAC 40 par exemple) ou de la haute fonction publique, correspondant à moins de 1% des salariés dont la contribution supplémentaire ne pourrait provenir que des impôts ou des prélèvements sur les dividendes.

On aurait ainsi résolu le problème des très bas salaires avec une augmentation progressive entre 1600 € et 2.231 €, une diminution très peu dégressive entre 2231 et 9600 € net/mois

### **Sans toucher au coût du travail et donc à la compétitivité des entreprises**

Pour aller encore plus loin, il suffirait de revenir à salaire égal aux 39 Heures. Notre compétitivité augmenterait. Nos ventes à l'export également, ce qui réduirait notre déficit du commerce extérieur et amènerait une création d'emplois qui réduirait le chômage.

Un plus grand nombre de travailleurs permettrait de diminuer progressivement les charges sociales ce qui permettrait soit une hausse des salaires à coût égal pour l'entreprise soit une amélioration de leur compétitivité donc de leurs ventes ...

**Bref un cercle vertueux au lieu d'un cercle vicieux**

## ***Peut-on réduire la dette de la France ?***

Avec un déficit du commerce extérieur de 163 milliards d'€ fin 2022, un déficit budgétaire de 173 milliards d'€ fin 2023 (5.5% du PIB) et une dette publique de 3.300 milliards à la fin 2024 (110 % du PIB), la France, qui vient d'être placée en procédure de déficit excessif par la Commission Européenne, va devoir entamer pour 2025 un débat impossible faute de majorité à l'Assemblée malgré les coupes budgétaires annoncées par l'ex majorité relative présidentielle dont l'ancien « *brillantissime* » Ministre des Finances prétendait avoir sauvé l'économie française, alors que la Gauche (NFP) réclame à cor et à cris des augmentations d'impôts et le Rassemblement National une lutte acharnée contre les fraudes fiscales et sociales et la suppression des transferts sociaux à destination des immigrés non cotisants.

Les conditions internationales, guerres en Ukraine et à Gaza, augurent mal, c'est plutôt le contraire, une baisse possible des taux d'intérêts ou une amélioration prochaine de la croissance, ce qui signifie que la charge de la dette va devenir bientôt le premier poste des dépenses de l'Etat !

Cette dette insensée, alors que personne ne mentionne clairement les engagements hors bilan de la France qui sont encore bien plus catastrophiques (retraites des fonctionnaires non abondées, dettes des sociétés publiques...) estimés ajoutés à la dette publique, entre 7.000 et 8.000 milliards d'€, constitue un record historique (Plus de 1000 milliards de dette publique depuis l'arrivée du Président Macron en 2017) !

Pour la réduire avant de devoir supporter une situation infamante à la Grecque, il n'y a évidemment que deux solutions dans le cadre de l'UE : augmenter les recettes ou diminuer les dépenses !

Sous le chapitre de l'augmentation des recettes, sont déjà dans les cartons une suppression d'exonérations des droits de succession, une réforme du Crédit Impôt Recherche, une diminution des exonérations partielles de cotisations pour les 3 millions de smicards, et tôt ou tard le rétablissement de l'ISF, la suppression de la Flat Tax (impôts sur les dividendes) qui permettrait le retour à la progressivité de l'impôt sur le revenu, la taxation des opérations de Bourse, la lutte contre les fraudes fiscales et sociales et un rétablissement du contrôle des mouvements de capitaux.

Côté dépenses, il sera difficile de diminuer drastiquement les prestations sociales et notamment les minima sociaux qui protègent les plus faibles. Même chose pour les dépenses de santé où l'hôpital public ne doit pas trinquer face à la difficulté de contrôler les dépenses bureaucratiques. En revanche la suppression énergique des doublons du mille-feuilles administratif (Etat, Régions, Départements, Intercommunalités, Communes) devra aboutir à un gel de l'embauche des fonctionnaires (les départs à la retraite n'étant plus remplacés) jusqu'à ce qu'on arrive à une situation plus compatible avec la moyenne des pays de l'UE (actuellement 22% de la population active en France est fonctionnaire contre 18% de moyenne dans les pays de l'UE) car faut-il le rappeler, un fonctionnaire coûte en moyenne au cours de sa carrière (40 ans d'activité + 15 ans de retraite + 10 ans de pension de réversion) la somme incroyable de **3.5 millions d'€** !

L'UE (Bruxelles) proposait dans le plan de stabilité attendu de la France une réduction du déficit primaire (Dépenses totales - Recettes totales, non compris les intérêts de la dette, de -5.5% en 2023 à -3.2% en 2024 et -1.9% en 2025. Objectif irréalisable avec une contribution au budget de l'UE inchangée (la France est avec l'Allemagne et les Pays Bas un des rares contributeurs nets et on se souvient des protestations véhémentes de Margareth Thatcher lorsqu'elle s'écriait « *I want my money back* » !

L'objectif fixé par l'ex « *talentueux* » Bruno Le Maire (passer sous les 3% de déficit public en 2027) démontre bien l'inanité des recettes qui étaient énoncées sans concertation par Bercy prouvant l'absence inqualifiable d'une gouvernance rigoureuse (Etat, Collectivités locales, Sécurité Sociale).

Le Parlement, les élus locaux, les organismes sociaux doivent jouer leur rôle : servir l'intérêt général et non se servir à tous les niveaux, prendre la mesure des conséquences des décisions prises, contrôler l'Exécutif, réduire drastiquement le train de vie des instances gouvernementales, supprimer les embauches électorales de complaisance, taxer les fraudeurs, limiter les prestations non contributives, bref gérer la France comme elle le fut de 1958 à 1974, avant tous les dérapages qui suivirent.

Si nous n'y arrivons pas, et plutôt que de subir une amende annuelle de 2.5 milliards d'€ infligée par l'UE, la question du FREXIT refera son apparition car l'appartenance à la zone Euro est une des principales causes du déficit gigantesque de notre commerce extérieur, l'espace Schengen nous oblige à accueillir un nombre d'immigrés légaux très excessif, la participation à la CEDH nous empêche d'expulser nos OQTF, l'adhésion à l'OTAN nous impose un effort de guerre en Ukraine, les normes surtransposées ruinent nos agriculteurs et notre vassalisation par les USA nous éloigne d'une politique extérieure digne de nos traditions.

Le retour au Franc Français qui pourrait entraîner une dévaluation immédiate allant jusqu'à 30% qui certes renchérirait considérablement nos importations mais stimulerait nos industries et notre agriculture, diminuerait d'un coup notre dette publique de l'équivalent en FF de 1000 milliards d'€!

La Lex Monetæ en effet autorise le changement de monnaie de la dette en nouvelle monnaie nationale au taux de 6.155 FF pour 1 €.

Donc une dette de 3300 milliards d'€ deviendrait alors de 20311 milliards de FF

Une dévaluation ultérieure de 30% ramènerait le taux de change de 6.155 à 4.3085 soit une diminution en euros de 990 milliards d'€ que supporteraient nos prêteurs.

A noter toutefois que depuis le début le total des intérêts versés aux différents prêteurs excède le montant total de la dette !

Il y aurait donc moindre mal ...pour eux !

## ***Existe-t-il un avenir pour Marine Le Pen ?***

Quand elle réalise aux élections présidentielles successives un score allant de **10.4%** en 2007 à **41.5%** en 2022,

Quand le RN passe de **6 Députés** avant les Législatives de 2022 à **126** en 2024 sans parler du soutien de Députés alliés conduits par Éric Ciotti,

Quand il peut à tout moment faire chuter le Gouvernement en s'associant à une motion de censure déposée par le Nouveau Front Populaire,

Comment, chez les électeurs du RN, ne pas ressentir un parfum de victoire et ne pas espérer, en dépit de « *l'arc républicain* » l'emporter au prochain coup ?

D'ici-là les dirigeants du RN tentent de persévérer dans une attitude de dédramatisation malgré les attaques des médias et les sarcasmes au Parlement. Ils ne veulent en aucun cas participer au gouvernement et refuseront de s'engager de près ou de loin dans une quelconque coalition, et ils attendent les projets de loi (Vote sur les budgets par exemple) qui rebuteront les Français (retraites, niveau de vie, sécurité, immigration) pour porter un coup fatal aux Premiers Ministres successifs en les soutenant comme la corde soutient le pendu

Telles étaient sans doute les pensées qui traversait l'esprit de Marine Le Pen avant la condamnation fatidique du 31 mars 2025 (Attachés parlementaires européens) qui faute de vrais alliés espérait encore malgré ce prétendu « *arc Républicain* » gagner seule les prochaines élections présidentielles.

Comment lui donner tort ? Le populisme qu'elle veut incarner va de la Droite à la Gauche. Le fameux consensus « *castor* » ligué contre elle, s'il a marché une fois encore, a démontré aux yeux des Français les plus pauvres que le désir acharné « *d'aller à la soupe* » de tous ces Députés les conduisait à accepter les alliances les plus incompatibles pour être quand même élus.

La France d'en bas, terme malheureusement maladroitement rappelé par Michel Barnier lors de son bref discours d'investiture à Matignon, celle des artisans, des petits commerçants, des TPE, des petits agriculteurs, des ruraux, des ex-gilets jaunes, ceux qui restent attachés à notre tradition française loin de l'écologie punitive, de l'islamo-gauchisme, du wokisme importé d'outre-Atlantique, ne veut plus suivre cette prétendue « *élite européiste* » toute dévolue à la technocratie bruxelloise.

Michel Barnier n'échappa pas à la première motion de censure et il en sera sans doute prochainement de même pour son successeur François Bayrou !

Marine Le Pen réussira-t-elle son pari ? La Division de la Droite et les affrontements de ses nombreux candidats, les Retailleau, Wauquiez, Philippe, Bertrand et autres Zemmour ne l'empêchera sans doute pas, si elle reste éligible, d'accéder au second tour, lors d'une cinquième tentative, mais le « *Gouvernement des Juges* » risque de lui maintenir en appel (donc avant cassation éventuelle) dans le procès correctionnel des assistants parlementaires européens, l'application provisoire de la peine d'inéligibilité de 5 ans qui lui a été infligée !

Rappelons qu'en 2022, Jean Luc Mélenchon n'avait raté sa présence au second tour que de **1.2%** ce qui signifie que si la Gauche retrouvait son unité ils pourraient se retrouver tous deux (ou son substitut) dans un furieux débat de second tour.

Pour les Républicains, la Droite pourtant majoritaire dans le pays, ne pourrait l'emporter en 2027, ou peut-être même avant si Macron démissionnait, qu'à condition de réussir une véritable Union des Droites, faisant pendant de l'Union des Gauches qu'est le NFP (comme auparavant la NUPES). Cette Union des Droites devrait réunir RN, Ciotti, Zemmour, LR, UDI et par la suite une partie du Modem

quitte à ce qu'une Primaire librement consentie désigne le candidat d'Union qui s'imposerait, comme à Gauche, au NFP, s'est imposé Jean-Luc Mélenchon.

Sans cette Union, Marine Le Pen, et à plus forte raison son remplaçant éventuel Jordan Bardella, s'ils réussissaient seuls leur pari, seraient confrontés, malgré une victoire incontestablement démocratique, à une opposition massive que la France insoumise et ses alliés n'hésiteraient pas à entraîner par d'incessantes émeutes et manifestations violentes vers une révolution.

Comment la France si cruellement affaiblie par 10 années de Macronie ressortirait-elle de ce chaos ? S'en serait-il fini de notre civilisation ?

Il ne suffit pas de cracher sur 11 millions d'électeurs pour se croire Républicain et si l'Union des Gauches devait encore rassembler sous un même drapeau François Hollande et Jean-Luc Mélenchon, serait-il plus choquant qu'une même approche rassemble les partisans de l'Union des Droites ?

## ***Assez parlé de politique politicienne !***

Quelle pantomime ! Dès le 7 juillet 2024, Emmanuel Macron ne pouvant se nommer lui-même cherchait désespérément de nouveaux ilotes successifs comme Premier Ministre, ce qui avec une Assemblée triangulaire ingouvernable rendait le choix dans tous les cas bien difficile.

Contre Barnier un avocat, un courtier en assurances, un instituteur étaient entrés en lice. Mais le RN voulait se payer la tête de Xavier Bertrand, le NFP celle de Bernard Cazeneuve et quant à Thierry Beaudet, Président du CESE, une assemblée bien inutile sauf pour le recyclage des battus du suffrage universel ou comme sinécure de la République, il fut vite affublé du surnom de Nobaudet !

Rappelons que dans l'esprit de la V<sup>ème</sup> République, le Président dispose de pouvoirs exceptionnels qui ne se conçoivent pourtant que dans la mesure où il accepte de se soumettre régulièrement au verdict populaire puisqu'il doit en principe s'appuyer sur une majorité.

On a vu le Général de Gaulle en 1969, quitter aussitôt son poste dès le 29 avril alors que, certes battu, il avait encore tout de même 47,6% de votes favorables et encore une majorité (en apparence) au Parlement.

Emmanuel Macron, lui, reste en place alors qu'il n'a plus que 28.7% de sièges de cette Assemblée ingouvernable et qu'il est au plus bas dans les sondages.

Bayrou après Barnier s'empêtrera tôt ou tard dans des querelles ubuesques. Seule une nouvelle assemblée pourra éventuellement retrouver une majorité, qu'elle soit de Droite ou de Gauche mais à moins d'un référendum modifiant l'Article 12 de la Constitution il faudra attendre Juillet 2025 pour sortir de ce bourbier... si la rue ne s'en mêle pas entre-temps !

L'Europe qui a ouvert contre la France une procédure pour déficit excessif ne nous aidera guère. Les contorsions de l'ancien ministre des Finances démissionnaire pour trouver 20 milliards d'€ d'économie seront une fois de plus réglées par des maquillages. Les gouvernements successifs ne pourront espérer que du 49-3 le vote du budget à condition de ne pas subir d'emblée une motion de censure.

Espérons qu'une Union des Droites Républicaines d'un côté et une Union Social-Démocrate de l'autre permettront de fondre dans deux entités renouvelées **faisant place à tous les Français**, des coalitions solides qui permettront de retrouver cette majorité, quelle qu'elle soit, sans laquelle la V<sup>ème</sup> République n'aurait plus de raison d'être d'autant que la VI<sup>ème</sup> ne serait évidemment qu'une répétition tragique de la IV<sup>ème</sup> !

Mais quelles seraient donc ces propositions susceptibles de rassembler une majorité de Français autour de valeurs sociales, humanistes et patriotique dans le cadre d'une République souveraine, gardienne de nos traditions, ouverte sur le monde, indépendante tout en restant désireuse de maintenir de solides liens de coopération avec ses voisins au sein d'une Europe des Nations.

Pour évoquer les nombreux sujets de société qui interpellent nos compatriotes, l'ordre n'a évidemment que peu d'importance. Sur chaque sujet, il faudrait qu'une majorité d'idées puisse se constituer capable de restaurer un Gouvernement solide « *du peuple, par le peuple et pour le peuple* » comme disait Abraham Lincoln.

Faut-il rappeler qu'à l'exemple du Général de Gaulle, un Président se devrait, sur tous les sujets pouvant diviser le peuple, consulter régulièrement ce dernier lors d'élections législatives ou de référendums pour qu'émerge une majorité stable quelle qu'elle soit.

Son exemple au lendemain du référendum du 27 avril 1969, aurait dû être médité par le Président Chirac après le NON au référendum de 2005 et aujourd'hui par le Président Macron après le désaveu des législatives de 2022 et à plus forte raison après celles de 2024 !

Si le peuple français veut conserver une V<sup>ème</sup> République qui puisse s'organiser autour d'une majorité stable, il faudra rappeler aux dirigeants successifs l'ardente obligation qui doit être la leur de ne jamais s'opposer à la volonté du peuple clairement exprimée lors de diverses consultations.

Mais pour qu'une France puissante soit encore capable de faire entendre sa voix dans le monde, au service de la paix, du développement et de la coopération entre les peuples, il faut d'abord remarquer à quel point notre Occident part aujourd'hui à la dérive, la mondialisation et la financiarisation imposées à nos économies générant une oligarchie de plus en plus riche, souvent même plus que de nombreux Etats, ne craignant pas pour augmenter ses profits, d'aggraver la destruction dramatique de nos agricultures et de nos industries, source de désespoir pour notre jeunesse, de désintérêt pour l'avenir de nos civilisations, d'une volonté impérialiste pouvant entraîner des guerres nucléaires face à un monde qui, de plus en plus, refuse d'être unipolaire.

Examinons tout d'abord quel pourrait être à nouveau le rôle de la France entre les européistes inconditionnels de la technostructure bruxelloise et les partisans du Frexit qu'un univers sépare.

Nombre de questions qui préoccupent les Français sont désormais intimement liées à certaines dispositions du TFUE inconsciemment abandonnées par nos dirigeants à la Commission Européenne pourtant non élue ou sciemment manipulées pour faire disparaître l'Europe des Nations.

Un exemple : On veut lutter contre l'immigration clandestine ou contre les dérives d'une immigration incontrôlée ! Mais le pacte adopté par l'UE en Juin 2024 oblige les Etats membres à respecter le droit d'asile, à ne recourir à la détention qu'en dernier recours, à stopper les refoulements aux frontières, à installer les réfugiés... Invraisemblable : Il prétend même forcer les Etats membres à accepter un quota parmi les 4 millions d'immigrés légaux que la Commission a décidé d'accepter chaque année sous contrainte d'une amende de 20.000 € par migrant refoulé !

Vouloir réguler l'immigration par rapport à nos capacités d'accueil nous oblige donc (sauf Frexit) à refuser d'appliquer certaines dispositions obtenues à la majorité qualifiée et non à l'unanimité.

Or à son arrivée au pouvoir en 1958, le Général de Gaulle qui tenait plus que tout à la souveraineté de la France, avait accepté les premières dispositions du traité de Rome de 1957 uniquement parce que la France d'alors gardait sa pleine et entière souveraineté, le droit national restant supérieur au droit européen, parce que l'Allemagne de l'époque séparée de la RDA restait une puissance secondaire, parce que dans l'Europe des Six, de nombreuses coopérations prenaient naissance sans contraintes imposées (CECA, Euratom, Ariane...), ceci avant le Traité de Maastricht de 1992 qui institua une union politique qu'il n'aurait jamais acceptée, aggravée encore par la mise en place en 1999 d'une monnaie prétendument unique (alors qu'elle n'est qu'une monnaie commune), génératrice d'un déficit sans précédent de notre commerce extérieur, compensé exclusivement par un déficit budgétaire permanent et un recours massif à la dette (tant que ça dure !).

C'était le prélude à tous les renoncements par l'instauration qui suivit, dans l'Europe des 27, du vote à la majorité qualifiée, par l'imposition de normes incontournables qu'avec complaisance la Commission n'exigeait pas des pays lointains avec lesquels elle allait ouvrir toutes grandes les portes d'un marché sans défense, l'EEE (Espace Economique Européen) par des accords de libre-échange (USA, Canada, Mercosur, Nouvelle-Zélande, Singapour, Corée du Sud, Royaume Uni...) interdisant les droits de douane à nos frontières mais supportant sans contrepartie par exemple le « Made in America ».

Mais promouvoir un éventuel Frexit, c'est se mettre à dos une opinion complètement désinformée par les médias « *mainstream* » aux ordres d'une oligarchie qui ne veut que d'un marché unique mondialisé le plus large possible, celui-là même qui l'a déjà tant enrichie.

Pourtant, la France, second contributeur net derrière l'Allemagne au budget européen, n'est pas désarmée. Elle peut suspendre l'application de certains articles du Traité de Fonctionnement de l'UE quitte à menacer la Commission par le même « *I want my money back* » de Mme Thatcher !

Une Europe des Nations gardant pour chacune d'elles une priorité du droit national sur le droit communautaire, débarrassée de structures quasi occultes comme la CEDH, n'obligeant pas ses membres à appliquer de force des normes rigides, quitte à n'ouvrir chaque marché local qu'aux productions étrangères respectant les normes du pays client, n'empêche pas les coopérations volontaires comme il y en a déjà eu tant et les sujets ne manquent pas (maîtrise de l'énergie, IA, technologies de pointe, cybersécurité, coopérations pharmaceutiques, industrie nucléaire, nouveaux modes de transport, protection de l'environnement...).

Elle n'empêche pas le développement d'investissements multiples sous réserve d'un contrôle des mouvements de capitaux lorsqu'ils concernent des Etats pratiquant un dumping social, fiscal ou environnemental.

Elle n'empêche pas des échanges de main d'œuvre sous réserve d'un paiement sur place des charges sociales qui pourra donner lieu ultérieurement à des droits à versements (retraites par exemple).

Elle remet en cause l'Euro, comme monnaie commune qui ne permet pas d'adapter les économies nationales aux écarts de compétitivité. La seule façon de le maintenir serait en réalité d'en faire une vraie monnaie unique (ce qu'elle n'est pas) comme le dollar américain garanti quel que soit l'Etat par la FED, mais l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg ne veulent pas en entendre parler !

Elle constate que dans le monde incertain où nous vivons, la mise en place d'une défense commune européenne reste totalement du domaine de l'utopie, les pays Est-Européens ainsi que l'Allemagne préférant de loin le parapluie américain dont ils sont jusqu'à présent les irréductibles vassaux.

Elle oblige à des renoncements diplomatiques allant à l'encontre de nos intérêts nous poussant dans des conflits qui ne nous concernent pas comme celui opposant la Russie et l'Ukraine sur les origines duquel il y a tant à dire.

« *Les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts* » disait De Gaulle. C'est au sein d'une Europe des Nations respectant la souveraineté de chaque Etat-membre que doivent se construire les indispensables coopérations européennes, une quelconque restriction ne pouvant être acceptée par un des Etats sans l'accord préalable de son Parlement national.

## ***Immigration et assimilation***

Voilà bien une question à laquelle il faut répondre d'urgence tant sont divisés les Français entre les « *bonnes âmes* » qui refusent, à juste titre, les noyés en Méditerranée, les « *islamo-gauchistes* » à la recherche d'électeurs et les « *petits Français* » comme dit la cauchemardesque Houria Bouteldja, passionaria des « *Indigènes de la République* » qui voient leur pays envahi alors qu'ils ont de plus en plus de difficultés à vivre.

« *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » disait Michel Rocard, mais on doit y prendre une juste part ne serait-ce que pour aider les migrants qui fuient cette impossibilité de vivre décemment dans leurs pays d'origine.

Les prestations diverses versées aux étrangers en situation régulière et aux clandestins font l'objet de débats plus que controversés. Il convient donc d'être précis.

L'Allocation de demandeur d'asile est de 207 € par mois majorée de 225 € si le demandeur ne bénéficie pas d'une solution d'hébergement par l'Etat, prestation qui en principe s'arrête à la fin de la procédure mais qui souvent est complétée par des associations de secours ou du travail au noir !

S'ils finissent enfin par être en situation régulière et s'ils ne travaillent pas, ils vont bénéficier du RSA (629 € par mois), immédiatement pour les immigrés européens ou au bout de 5 ans, pour les autres, s'ils ont obtenu une carte de résident (Un tiers des bénéficiaires de l'ASPA sont des étrangers).

Tous même les « *Sans-papiers* » bénéficient de l'AME (Aide Médicale d'Etat) dont profitent au moins 500.000 étrangers en situation irrégulière.

Selon la nouvelle Loi Immigration, les OQTF n'auraient plus droit à l'hébergement d'urgence sauf situation de détresse grave mais bien entendu comme toujours en France les différentes aides se conjuguent dans un imbroglio inextricable (aides au Logement APL, ALF, ALS, logements sociaux, droit au logement opposable, hébergement d'urgence, RSA, AME, ...)

Les étrangers en situation régulière bénéficient des mêmes prestations familiales que les Français. Même en situation irrégulière ils ont droit à une réduction tarifaire sur les transports pouvant aller jusqu'à 75 %, à condition d'être affiliés à la « *complémentaire santé solidaire sans participation financière* »(sic).

Cette situation confuse explique à quel point les tenants et les opposants à l'immigration incontrôlée se heurtent souvent violemment. Le RN estime à 54 milliards d'€ le coût annuel de l'immigration, d'autres études concluent à 10 milliards, d'autres vont jusqu'à prétendre que l'immigration « *largo sensu* » rapporte même à la France.

Mais qui rappelle que le salaire moyen en Algérie est inférieur à 400 € par mois et à 150 € au Sénégal ?

Ne vaudrait-il pas mieux plutôt que de faire travailler les Chinois, implanter nos usines sur le continent africain, celui-là même qui nous envoie le plus de migrants ?

Quand on constate les efforts déployés par les Chinois, les Russes et les Américains pour piller l'Afrique comme nous l'avons fait, il faut bien le dire, au temps de la colonisation, n'est-il pas possible, alors qu'aucun de ces 3 pays n'est menacé par la vague migratoire du Sud, de repenser une plus juste coopération Euro-Africaine négociant par exemple avec les Gouvernements concernés la multiplication de zones franches pour nos entreprises qui, par capillarité, deviendraient immédiatement des zones de profit dont bénéficieraient aussitôt les populations voisines ?

Mais en dehors de ces seules considérations financières, partout en Europe, le choc culturel, la confrontation culturelle avec l'Islam, le développement des communautarismes créent des situations de tension dont les émigrés en situation régulière et chez nous les Français de 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> génération sont les premiers à souffrir.

La situation actuelle au Proche-Orient a importé le conflit israélo-palestinien sur notre sol expliquant la progression inacceptable de l'antisémitisme.

L'immigration irrégulière est cependant difficile à juguler en Europe avec ses 42.000 kms de côtes, ses 9.000 kms de frontières terrestres et ses 300 aéroports internationaux.

Raison de plus pour avoir une double attitude :

- Intégration beaucoup plus active pour les immigrés acceptés (travail, logement, apprentissage du français, éducation des enfants) permettant s'ils le désirent un accès rapide à la nationalité française
- Politique de fermeté (prévention et répression) pour les indésirables surtout s'ils contreviennent à l'ordre public (Sécurité, trafics, délinquance, troubles à l'école) pouvant entraîner une expulsion immédiate ou au minimum une rétention administrative stricte en milieu fermé si leurs Gouvernements respectifs refusent de leur délivrer des certificats consulaires.

Face à ce choix controversé (10% d'immigrés en métropole, plus de 50% à Mayotte !), nous devons également défier des organismes internationaux comme la CEDH, prêts à nous sanctionner y compris dans les situations les plus inqualifiables. Mais on sait à quel point cet organisme, auquel les traités européens ne nous forcent pas d'adhérer, aux mains occultes de George Soros, manque d'indépendance.

Notre pays doit redevenir le champion de la Francophonie (dont l'Algérie, c'est un comble, ne fait même pas partie) en accueillant dans ses Universités des étudiants étrangers qui s'engageront impérativement à retourner dans leurs pays d'origine qui a le plus grand besoin d'eux, une fois leurs études terminées.

Notre pays ne doit accueillir la main-d'œuvre étrangère sous-qualifiée que dans les secteurs en tension s'ils en ont besoin.

En revanche, notre pays doit participer activement au développement du tiers monde en doublant avec discernement notre Aide Publique au Développement (actuellement 16 milliards d'€ par an soit 0.56% de notre PIB), en considérant l'Afrique dont la population doublera d'ici 2050 comme un « *Far South* » offrant aux jeunes coopérants des opportunités enthousiasmantes, et en cessant de donner des leçons à ces Etats devenus indépendants.

Nous qui avons su assimiler Italiens, Espagnols, Portugais ou Polonais sans difficulté, devons retrouver des règles d'accueil adaptés aux nouveaux arrivants d'Afrique ou du Proche-Orient. Nous devons rappeler le principe de laïcité qui respecte toutes les croyances tout en se souvenant des apports inaliénables de la civilisation gréco-latine puis judéo-chrétienne dont nous sommes les héritiers.

Nous réaffirmons notre attachement à une République universelle refusant tout communautarisme et nous revendiquons une interdiction formelle dans TOUT l'espace public du port de signes religieux ostentatoires sauf pour les Ministres des différents cultes.

Nous condamnons irrévocablement toute pratique contraire à nos valeurs et à notre constitution (polygamie, excisions, Charia)

Nous refusons un maintien systématique du Droit du sol préférant laisser à tout enfant né en France de parents étrangers la possibilité à 18 ans de choisir de devenir Français s'il le désire, s'il parle notre langue et s'il n'a commis aucun délit.

L'assimilation et non la simple intégration doit même devenir notre règle prioritaire pour tout étranger choisissant de s'installer durablement sur notre sol.

## ***Sécurité au quotidien***

On le sait, la question de la sécurité au quotidien représente une des préoccupations importantes des Français qui ne peut pas être ramenée à la simple qualification de « *faits divers* ».

En dehors des causes de délinquance traditionnelles que toutes les époques ont connues, on ne peut en effet que constater le développement de certaines formes nouvelles d'atteinte à la sécurité des Français qui sont inadmissibles.

- Sécurité routière et multiplication des refus d'obtempérer
- Sécurité dans les transports en commun des grandes villes
- Sécurité dans les banlieues souvent liée au narcotrafic
- Sécurité liée à l'immigration clandestine dont le vol est souvent la seule façon de survivre.
- Harcèlement à l'école et sur les réseaux sociaux
- Radicalisation et Terrorisme

Les médias se font quotidiennement l'écho de toutes ces dérives: attaques au couteau, viols, squatters, délinquance routière, règlements de compte à la Kalachnikov, ... la liste est trop longue et le Gouvernement se doit de réagir.

Il faut impérativement faire cesser cette maladie nouvelle des « *refus d'obtempérer* » pour partie liés au comportements de jeunes voyous (Rodéos urbains), de narco-trafiquants (Go Fast) auxquels s'ajoutent ceux liés à la consommation d'alcool ou de stupéfiants ou à la conduite sans permis et sans assurance.

On voit bien que la Police craignant des débordements qui la contraindrait à faire usage de ses armes de service a tendance à « *laisser filer* » surtout depuis l'affaire Nael qui valut au policier ayant tiré, 4 mois de détention préventive !

On sait que l'Armée n'a pas constitutionnellement le droit, en temps de paix, d'intervenir sur le territoire national !

Mais rien ne devrait l'empêcher d'encercler des quartiers hautement sensibles le temps que la Police Nationale fasse son travail à l'intérieur du périmètre consigné, ce qui aurait pour mérite d'empêcher les évasions, riposte on ne peut plus légitime aux incroyables « *Check Points* » imposés dans certaines banlieues par les délinquants aux cris de « *On est chez nous !* »

Le narcotrafic serait ainsi rapidement jugulé, même si ce n'est que partiellement, la loi devant être aménagée pour que les dealers fassent l'objet de saisies immédiates de leurs biens, de suspension des allocations diverses aux familles complices, d'expulsion des logements sociaux en attendant après jugement leur passage par la case Prison, de démantèlement des « *blanchisseries* » comme, par exemple, la multiplication des Kebabs. On se souvient qu'Al Capone ne fut arrêté aux USA que pour fraude fiscale !

A noter que pendant ce « *verrouillage* » d'un quartier les « clients » eux-aussi seraient désarçonnés et obligés de trouver d'autres fournisseurs !

Cette stratégie du « *siège* » pourrait être remise à l'honneur. Au Parlement de prendre ses responsabilités.

A l'Ecole, les atteintes à l'autorité des professeurs pourraient facilement être réglées par la présence au sein d'un établissement d'un « *appariteur musclé* » qui pourrait être « *bipé* » discrètement par un professeur défaillant. Il expulserait immédiatement le perturbateur et un Conseil de discipline préviendrait la famille qu'en cas de récidive le placement du « *nervi* » dans un internat militaire et la suppression immédiate de toutes les allocations sociales seraient aussitôt appliquées.

Le harcèlement sur les réseaux sociaux conduisant à des drames pourrait être arrêté par un découplage forcé des réseaux de télécommunications pour toute la famille du harceleur.

Dans les grandes villes, la présence en soirée dans les Bus et les Métros, d'agents en civil contribuerait à limiter les agressions et donnerait peut-être envie aux citoyens de se manifester à leur tour.

La création en périphérie des grandes agglomérations de « *villages de migrants* » où seraient hébergés les clandestins en attente d'expulsion ou de régularisation, éviterait également cette prolifération de pauvres hères dans les quartiers périphériques couchant sous les ponts, agressant les vieilles dames, violant, volant, ne serait-ce que pour survivre. Mais il faudrait, là encore, que la politique d'immigration soit clairement définie : Assimilation pour les uns, expulsion effective ou relégation pour les autres.

On pourrait multiplier les exemples. Des délinquants il y en a toujours eu mais entre l'inhumanité du bagne qui régnait autrefois et le laxisme judiciaire d'aujourd'hui il y a un fossé qu'il convient de combler au plus vite.

Une décision de Justice doit être immédiatement exécutée quelle qu'elle soit et le manque de places dans les prisons ne peut plus être revendiqué. Un travail forcé intelligent à l'intérieur des établissements pénitentiaires doit pouvoir partiellement contribuer aux frais d'entretien et de surveillance des détenus. Il peut même être un facteur de réinsertion sociale ultérieure.

Les budgets des Ministères de l'Intérieur et de la Justice doivent être revus en conséquence et comparés aux économies engendrées dans la lutte contre la délinquance (La moindre manifestation dégénérant en destruction de véhicules et de mobiliers urbains est une cause de grandes dépenses restant soigneusement cachées au public).

Quant à la radicalisation de jeunes (Français et étrangers) notamment sous l'influence d'un islam politique cherchant le Grand Remplacement devenu une question-clé en Europe, il est bien évident qu'on ne pourra plus longtemps tolérer des mosquées où des imams salafistes professent la haine de la France et excitent nos jeunes d'origine musulmane ou convertis au Djihad. Les musulmans sincères en sont d'ailleurs les premières victimes. La surveillance stricte des « *Fichés S* » et le développement des services de renseignement peuvent seuls limiter ce fléau.

Il est vrai qu'en France (Avignon) un Fiché S peut même être Député !!!

## ***Les retraites face aux problèmes démographiques***

Une des premières difficultés des Gouvernements Barnier puis Bayrou après la bataille du budget sera le projet d'abrogation de la loi sur la réforme des retraites reculant l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, projet qui pourrait être porté par le RN mais aussi par le NFP.

Le RN pourrait, profitant d'une niche parlementaire, présenter une proposition de loi portant abrogation de la réforme des retraites pour rétablir l'âge légal à 62 ans et en cas de refus du Gouvernement déposer une motion de censure qui si elle était suivie par le NFP pourrait recueillir au moins 319 voix soit très au-dessus des 289 voix de majorité.

Bien sûr rien ne garantit que le RN déposerait cette proposition de loi et rien ne garantit non plus que le NFP voterait une motion de censure présentée par le RN. De son côté, le Gouvernement pourrait invoquer l'Art 40 de la Constitution pour censurer le projet du RN et de nombreuses navettes seraient nécessaires entre l'Assemblée Nationale et le Sénat.

Selon moi cette proposition de loi aurait peu de chances d'aboutir mais elle aggraverait encore l'instabilité structurelle installée entre les deux Chambres.

Rappelons pourtant que le mouvement social contre la réforme des retraites en 2023 a mobilisé pendant plusieurs mois des millions de personnes protestant contre le relèvement de 62 à 64 ans de l'âge légal de départ à la retraite et à 43 ans de la durée minimum de cotisation.

Rappelons également que cette réforme a été promulguée le 14 avril 2023, sans que le texte n'ait été soumis à un vote de l'Assemblée nationale et ce, malgré les engagements du Gouvernement Borne. Rappelons aussi que jamais le « Régime Spécial » des fonctionnaires, n'a été touché !

### **Or, la première question aurait été de savoir à quel âge il serait raisonnable de partir à la retraite ?**

Il faut pour cela prendre en compte plusieurs facteurs en n'oubliant pas que 5% des 50-62 ans sont chômeurs et que, selon le Ministère du Travail, 4 salariés sur 10 sont sans emploi dans l'année précédant leur départ à la retraite !

Ces seniors en fin de carrière qui se retrouvent au chômage (*l'âge moyen auquel les ouvriers peu qualifiés sortent de la vie active est de 57,3 ans, contre 58.1 pour les ouvriers qualifiés et 59.9 ans pour les cadres*) finiront par atteindre l'âge de départ à la retraite sans disposer du nombre de trimestres requis pour liquider leurs droits à taux plein.

De plus, nombreux sont les métiers concernés par des départs pour raisons de santé ou d'inaptitude (conducteurs d'engins dans le BTP, aides ménagères, cuisiniers, aides-soignants, ...) Pour eux aussi la liquidation des droits est conditionnée au nombre de trimestres validés.

Heureusement les chômeurs âgés de 62 ans et plus, peuvent continuer à être indemnisés par Pôle Emploi au-delà de la durée réglementaire à laquelle ils ont droit s'ils ne peuvent prétendre à une retraite à taux plein. Leurs allocations chômage, sous réserve de leurs droits, leur seront alors versées jusqu'à ce qu'ils obtiennent enfin le nombre de trimestres nécessaires ou à défaut, jusqu'à 67 ans.

Mais pour bénéficier de ce maintien des droits, ils doivent être en cours d'indemnisation depuis au moins un an, avoir validé au moins 100 trimestres et être affilié depuis au moins 12 ans à l'assurance chômage.

***Le prolongement de la durée du travail de 62 à 64 ans risquera fort d'accroître le nombre de ces « indemnisés » qui peuvent éventuellement coûter plus cher que des retraités !***

**Deuxième élément :** Malgré la réforme de 2010 qui a relevé progressivement l'âge de départ de 60 à 62 ans dans le secteur privé, certaines professions du secteur public partent toujours plus tôt **tout en bénéficiant d'un taux plein** (Agents de conduite de la SNCF à 52 ans, Fonctionnaires à 57 ans, ...).

Certes, après la réforme de 2014, la durée d'assurance requise pour les régimes spéciaux sera finalement établie à 172 Trimestres en 2027 donc seulement pour la génération née en 1973 (ils ont aujourd'hui 50 ans). Elle réduira à terme les avantages de ces régimes, mais persisteront des faveurs particulières (par exemple le maintien de droits familiaux au-delà de 3 enfants à la RATP).

**La position de NUPES était catégorique :** départ dès 60 ans, aucune retraite inférieure au seuil de pauvreté, et pour une carrière complète, aucune retraite inférieure au SMIC

**Celle du RN était plus réaliste :** Retraite à 60 ans sous réserve de 40 années de cotisation bien que le coût de cette mesure soit l'un des principaux points noirs (estimé entre 17 et 27 milliards d'euros).

### **Quelle serait la bonne solution ?**

Remarquons tout d'abord que la réforme de 2014 ne reculait pas à 62 ans le départ à la retraite pour tout le monde. Elle était immédiate pour les salariés du privé mais à terme pour les régimes spéciaux.

De plus persistaient des régimes particuliers, où en fonction de la pénibilité ou de la dangerosité des métiers des bonifications importantes étaient prévues apportant des trimestres supplémentaires aux années de services actifs pour augmenter le montant de la pension.

### **Exemples pour les fonctionnaires :**

- Bonification par enfants pour les fonctionnaires (1 an par enfant)
- Bonification de dépaysement pour les services civils rendus hors d'Europe (égale au quart, au tiers, ou à la moitié de leur durée, selon le territoire d'exercice)
- Bonification accordée aux professeurs du technique pour stages en entreprises
- Bonification pour bénéfices de campagne pour les militaires (selon le cas, deux fois, une fois ou une demi-fois la durée des campagnes militaires concernées)
- Bonification pour l'exécution d'un service aérien ou sous-marin commandé (calculée selon des coefficients particuliers).
- Bonifications pour certains fonctionnaires hospitaliers nommés sur des emplois ou grades comportant une responsabilité ou une technicité particulière.

Mais des bonifications existent aussi **pour certains salariés du privé**.

Des études précises ont montré par exemple que l'espérance de vie des égoutiers parisiens était de 17 ans inférieure à celle de la population générale. Ils meurent prématurément de cancers et d'infections liées à l'insalubrité du travail dans les égouts.

Avant la réforme Fillon ils partaient à la retraite à 50 ans. Depuis ils partent à 52 ans sous réserve d'avoir travaillé en réseau souterrain d'égouts au moins 12 ans dont 6 années consécutives.

D'autres exemples existent dans notre pays, incapable d'une économie de lois, décrets et règlements !

### **Alors qu'elle aurait pu être la bonne réforme ?**

Constatons tout de même que les professions ne se ressemblent guère en matière de pénibilité, de dangerosité, de salubrité, mais aussi d'intérêt et de conditions de travail.

On ne peut évidemment pas comparer le travail « *pépère* » d'un cadre supérieur de la Banque de France bien au chaud en hiver et bien au frais en été dans un beau bureau climatisé alors que depuis la création de la BCE il n'a plus grand-chose à faire, à celui d'un manoeuvre du bâtiment exposé aux intempéries, portant constamment des charges lourdes et risquant sa vie sur des échafaudages.

On ne peut évidemment pas comparer le travail passionnant d'un chercheur ou d'un médecin à celui assommant d'une caissière de supermarché ou d'une femme de ménage.

### **Une notion d'égalité :**

Il aurait été juste qu'après avoir contribué dans notre système par répartition à la retraite de ses aînés chacun puisse disposer statistiquement en moyenne d'**une retraite d'égale durée** liant donc l'âge de départ à l'espérance de vie moyenne de sa profession.

En effet, l'indicateur d'espérance de vie à 35 ans met en évidence des inégalités importantes de risque de décès entre catégories sociales.

Ce sont toujours les cadres et professions intellectuelles supérieures qui ont l'espérance de vie la plus longue (elle est égale à 83 ans chez les hommes et 87 ans chez les femmes).

Et surtout l'écart d'espérance de vie à 35 ans entre les cadres et les ouvriers est d'au moins 7 ans chez les hommes et 5 ans chez les femmes.

Par ailleurs, à ces inégalités d'espérance de vie viennent s'ajouter de fortes inégalités d'espérance de vie sans incapacité : les ouvriers ont non seulement une espérance de vie plus courte que les cadres mais ils ont également un bien plus grand nombre d'années qu'eux assorties d'incapacités (10 ans en moyenne).

Pour ceux qui ont suivi des études longues, le début de la vie active étant très retardé, un jeune ingénieur, un avocat, un médecin n'aura pas à 62 ans ni même à 65 ans le nombre de trimestres requis pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Il serait donc juste, puisque le pays a besoin de ces professions importantes qu'une bonification puisse leur être accordée (par exemple la moitié de la durée totale des études après 18 ans)

Nous mesurons ici toute la complexité du problème qui ne peut se résoudre à des slogans politiques uniquement destinés à attirer les votes de certaines catégories socio-professionnelles.

Il faut par souci d'équité tenir compte de la dangerosité et de l'insalubrité du travail, de son intérêt ou de ses contraintes, de ses conditions d'exercice et de l'espérance de vie moyenne par métier.

### **Croit-on le peuple assez bête pour ne pas le comprendre ?**

Encore une fois pédagogues et démagogues ne pourront jamais se mettre d'accord. Et faute de compréhension et de justice, cela risque fort de finir par ramener à nouveau des affrontements dans la rue qu'on pourrait éviter !

### **Que se passe-t-il chez nos voisins ?**

En France, le système par répartition est confronté à la chute brutale de la démographie. De 2.1 cotisants par retraité en 2002, il n'est plus aujourd'hui que de 1.7 et tombera à 1.4 en 2050.

Nos voisins de l'UE ont réagi puisque les Danois ne partent à la retraite qu'à 69 ans, les Allemands, les Belges et les Grecs à 67 et tous les autres pays de l'UE à 65 sauf la France qui jusqu'en 2023 partait à 62 ce que plus de la moitié de l'Assemblée espère ramener à 60 !

Chez nous de très fortes inégalités des retraites sont constatées en moyenne : 2550 € pour les régimes spéciaux, 2280 pour les fonctionnaires, 1400 pour les salariés du privé et... 840 pour les exploitants agricoles !

Notre système par répartition même s'il peut être complété par un système par capitalisation dans certaines professions repose sur une solidarité intergénérationnelle et au départ, les régimes spéciaux qui prévoyaient des avantages non contributifs n'avaient été créés que pour compenser des situations à l'époque très défavorables chez certains salariés.

Mais les choses ont bien changé. Il est donc illusoire de ramener à 60 ans l'âge légal de départ à la retraite, d'autant que l'espérance de vie a progressé et qu'avec nos 35 heures hebdomadaires et notre départ à 64 ans, comparées aux 40 heures hebdomadaires des Allemands et leur départ à 67 ans la compétitivité de la France est bien atteinte.

## ***Réformer l'Education Nationale***

La chute persistante et désespérante du niveau des élèves français au classement PISA est un parmi tant d'autres des cuisants échecs du Président Macron depuis 2017. Certes il avait hérité d'une école pourrie par le pédagogisme mais on aurait pu attendre de lui qu'il prenne vraiment conscience de l'impérieuse nécessité de redresser notre Education Nationale pour maintenir la France au rang qui devrait être le sien dans la compétition mondiale.

L'arrivée de Jean-Michel Blanquer en 2017, succédant à la catastrophique Najat Vallaud-Belkacem aurait pu faire espérer une reprise en mains d'un personnel déboussolé par le constructivisme mais il n'en fut rien et sous prétexte de maintenir le funeste « *collège unique* » on favorisa encore plus l'école à deux vitesses, le summum étant atteint lorsque son pitoyable successeur Pap N'Diaye fut confondu pour avoir placé ses propres enfants à l'École Alsacienne.

Le ministre suivant, Gabriel Attal sortait d'ailleurs de cette même Ecole et lorsqu'il devint Premier Ministre il commit, par le choix de Mme Oudéa-Castéra, la même erreur (avec le Lycée catholique « Stan ») qui dressa aussitôt contre elle une majorité du corps enseignant.

Son remplacement par Mme Nicole Belloubet, elle-même très remontée contre la constitution de groupes de niveaux fut loin de nous assurer, avant sa démission, un changement de cap indispensable. Sans les œillères de Gauche qui la caractérisaient, il aurait pourtant été facile de comprendre qu'on ne peut pas faire progresser les élèves en grande difficulté avec les mêmes professeurs que ceux qui bénéficient des meilleures recrues.

Avec ce prétendu collège unique égalisateur, les élèves doués perdent leur temps, les autres ne comprendront jamais rien mais passeront tout de même en fin d'année en classe supérieure !

La perte de l'autorité des enseignants, le « *Surtout pas de vagues* » des responsables d'établissements, les incivilités et le harcèlement quand ce ne sont pas les attaques au couteau qui touchent professeurs et élèves, la non-coopération et l'absence totale de responsabilité de nombreux parents complètent ce pitoyable tableau.

Jules Ferry et Charles Péguy doivent se retourner dans leurs tombes !

Les familles qui disposent des moyens financiers suffisants n'hésitent plus une seconde à placer leurs enfants dans le privé et les bons lycées peuvent ainsi avec délice sélectionner les meilleurs au grand dam de La France Insoumise!

L'apprentissage incertain de la lecture par la méthode globale, le renvoi de l'histoire aux calendes grecques, l'abandon du calcul mental au profit des calculatrices des téléphones mobiles, l'ordonnancement même de la classe qui symbolise la disparition de l'autorité du maître, la fin du redoublement, les promenades pédagogiques souvent accompagnées de mères voilées, tout cela mènera au chaos et déjà plus de 150.000 enfants terminent chaque année leur scolarité obligatoire sans savoir lire couramment, écrire, compter, réfléchir.

### **Quels citoyens pourront-ils être demain ?**

La montée de l'islamisme prépare un djihad scolaire favorisé par les réseaux sociaux et la haine mobilisatrice inculquée contre la France, parfois même, par des parents issus de l'immigration qui ne veulent plus se souvenir des raisons qui les ont poussés à venir dans ce pays qu'ils détestent, qui portent aux nues leur pays d'origine que la plupart de leurs enfants ne connaissent même pas, qui pourtant, s'ils y retournaient, ne transigerait pas une seconde sur le respect de ses règles, de ses lois et de ses valeurs religieuses.

On n'est pas obligé de s'assimiler si on habite dans un pays qu'on ne considère pas comme le sien mais alors on doit renoncer à en prendre la nationalité. En revanche il est impératif d'au moins s'intégrer

c'est-à-dire de respecter les lois de la République, la laïcité, la Police, les valeurs civilisationnelles du pays d'accueil. Et pour cela le rôle de l'École est déterminant car sinon il faudra se préparer à vivre un jour sous la Charia !

Chaque rentrée scolaire se passe avec ses difficultés habituelles, quelques classes par-ci, par-là sans enseignants, un recrutement toujours problématique, salaires insuffisants, nouveaux professeurs envoyés par des syndicats égoïstes dans les établissements les plus difficiles des banlieues pluriethniques, niveau de recrutement aberrant par certains aspects : il faut une Maîtrise (Bac+5) pour enseigner dans le primaire mais personne ne vérifie plus, depuis la disparition des IUFM, si vous êtes bègue, si vous manquez totalement de sens pédagogique, si vous êtes psychologiquement faible devant une classe où se trouveraient des enfants violents...Un sondage CSA auprès d'Instituteurs de moins de 5 ans d'ancienneté a montré que 76% d'entre eux se disaient mécontents de leur formation !

Et bien sûr des syndicats qui vont en cette période d'inflation tout miser sur les salaires mais éviter de parler du temps de travail, des conditions d'exercice et de la progression au cours de la carrière.

Prenons l'exemple des écoles maternelles.

Comme je l'ai déjà expliqué c'est entre 3 et 5 ans que le développement du cerveau fonctionne à plein régime (à 4 ans le cerveau consomme 2 à 3 fois plus de glucose que le cerveau de l'adulte). Pour soutenir ce développement accéléré l'enfant a besoin d'une alimentation équilibrée, d'un bon sommeil, d'activités physiques et surtout d'un entourage soutenu sur les plans émotionnel et intellectuel, toutes conditions qui permettront à son cerveau de se modifier pour s'adapter aux apprentissages que l'enfant va vivre en créant, vous entendez bien, 1000 connexions neuronales nouvelles par seconde.

Que faut-il donc pour bien faire assimiler les savoirs fondamentaux ?

Avoir une Maîtrise Bac+5 et réussir le concours de recrutement CRPE ?

Ce sont les conditions actuelles pour être titularisé comme Professeur des Ecoles y compris en Maternelle !

Ne vaut-il pas mieux au contraire plutôt que de remplir ces seules compétences académiques, s'assurer que le candidat tout en témoignant d'une excellente culture générale, possède les qualités humaines indispensables à la réussite de ses élèves : polyvalence, adaptabilité, bienveillance naturelle, autorité permettant quand il le faut de faire régner la discipline ... toutes choses pensez-vous qu'on enseigne aux étudiants de Maîtrise ?

Le Professeur des écoles doit en Maternelle un service de 24 heures par semaine 36 semaines par an soit un ratio annuel moyen de 16 heures par semaine + les temps de préparation des cours (sic) les conseils d'école et quelques réunions de parents ou de professeurs. Si on ramenait ce temps aux 35 heures des salariés (+ les vacances) on pourrait doubler les salaires sans que cela coûte un sou de plus à l'Etat.

**Bien sûr, cette proposition est totalement stakhanoviste mais cela prouve au moins qu'on a de la marge !**

Quand un enfant arrive au CP sans savoir lire, c'est que Parents et Professeurs n'ont pas rempli leur mission. Et la méthode syllabique Boscher qui depuis 110 ans reste un best-seller, a largement fait ses preuves par rapport aux prétendues avancées de la « *méthode globale* » qui fait confondre « *rez-de-chaussée* » et « *raz-de-marée* » !

Il n'y a pas que le salaire de départ qui compte, il y a la progression possible au cours de la carrière. Un interne en Médecine commence à 1300 € par mois pour souvent 65 heures de travail par semaine et ce après 7 ans d'études. Mais il sait que plus tard sa situation s'améliorera très nettement.

Qu'en est-il d'un Professeur des Ecoles ? Il débute à 1800 € de salaire brut et atteindra 2300 € après 10 ans de titularisation. Le tout rythmé par les échelons et la valeur du point d'indice plus que par les responsabilités assumées ou les résultats constatés !

Les enseignants de même diplôme qui ont choisi de travailler dans les écoles privées sous contrat plutôt que dans l'enseignement public sont soumis aux mêmes nombres d'heures de cours à réaliser mais perçoivent, on se demande pourquoi puisqu'ils sont tous deux payés par l'Etat, 7% de moins en salaire net soit en milieu de carrière au moins 160 € de moins par mois. Totalement inexpliqué !

Et si on se demande pour quelles raisons malgré ce mauvais traitement salarial, l'enseignement privé catholique ne manque pas de candidatures, y compris parmi des anticléricaux notoires que les syndicats imposent parfois contre les Directions, c'est uniquement parce que les élèves y sont moins violents, plus disciplinés et plus respectueux de leurs enseignants.

Autre anomalie, alors que, surtout dans les grandes villes, les enfants mangent tous à la cantine, ce qui par parenthèse contribue à l'éveil en société, les subventions accordées par les Municipalités sont obligatoires pour les écoles publiques mais facultatives pour les écoles privées. Or les familles les moins aisées ne pourront pas forcément payer les 7 € quotidiens du prix moyen d'un repas non subventionné !

Bien sûr on pourrait poursuivre en évoquant les problèmes du Primaire, des Collèges, des différents Lycées, des Universités...

Il faut de toute urgence restaurer l'enseignement de qualité que la France mérite.

Rester 23<sup>ème</sup> au classement PISA serait un affront insupportable.

Malheureusement devant la situation catastrophique actuelle de la France je crains fort que cette « *mère des réformes* » soit encore longtemps différée.

## ***L'urgence d'un référendum !***

Les dernières élections législatives nous l'avons vu, ont montré à quel point un fossé profond séparait désormais les Français en trois blocs semble-t-il irréconciliables et les prochains Gouvernements qui représenteront moins d'un tiers des votants n'y changeront évidemment pas grand-chose.

Cette fracture dangereuse se marque surtout entre la France des métropoles et la France périphérique.

La première, celle des Bobos des grandes villes, adeptes du Mélanchonisme, de l'écologie punitive ou de la sociale démocratie en perdition, celle que les agitateurs de banlieues et les dealers viennent conforter, celle de la Macronie qui accueille à bras ouverts les minorités, le wokisme et les immigrationnistes...

La seconde, celle des petits bourgs et des campagnes, celle des derniers ouvriers, des artisans, des petits commerçants et des paysans, celle qui pourtant occupe plus des 2/3 du territoire n'a malheureusement plus guère que le RN pour la représenter, ce qui explique son arrivée en tête au premier tour des Législatives dans 297 circonscriptions!

Les leaders de la Gauche mélenchonienne , les prêtres de l'écologie punitive, les enseignants et jusqu'aux universitaires, les médias « *main stream* » rejettent à l'unisson cette France conservatrice qu'ils n'hésitent pas à traiter de fasciste.

La Macronie, toute aux ordres de l'oligarchie financière européiste et mondialiste n'a même pas conscience des difficultés que ses décisions, sous couvert de modernisme, imposent à cette France des terroirs qu'elle ne connaît pas, qu'elle ne comprend pas et qui demain, après les Gilets Jaunes se révoltera sans doute à nouveau.

On dit pourtant que sur les questions de sécurité ou d'immigration une large majorité de Français souhaitent des réformes notables que ni la Macronie, ni le NFP ne veulent adopter. Ils représentent cependant 64% des sondés et 75% des Français seraient notamment favorables à un référendum sur l'immigration clandestine.

N'est-ce pas l'occasion alors qu'on s'interroge sur la survie de la V<sup>ème</sup> République de se souvenir que son fondateur, le Général de Gaulle auquel nombreux sont ceux qui prétendent aujourd'hui se référer, ne concevait pas qu'un Président désavoué par le suffrage populaire puisse rester en place ?

La République des Partis et les relents de IV<sup>ème</sup> République qu'elle nous impose survivrait-ils à ce référendum ? Sûrement pas !

Peut-être même faudrait-il rappeler que le principal auteur du Traité de Lisbonne, montage qui par le vote du Congrès à Versailles en 2008 a bafoué l'expression de la volonté populaire du NON au référendum de 2005, s'appelait .... Michel Barnier !

## **Adieu aux armes ?**

Je ne veux évidemment en aucun cas par ce titre faire référence au célèbre roman d'Hemingway ou à l'ancien poème de George Peele mais très modestement reconnaître que mes propositions pour le redressement de la France sont sûrement un cautère sur une jambe de bois tant le pays visiblement refuse de prendre conscience de la gravité extrême de la situation, déclin imparable que les prochains Gouvernements, quelles que soient leurs tentatives, ne pourront résorber.

Ni la dette effrayante de plus de 3.300 milliards d'€ sans parler du hors-bilan

Ni le déficit budgétaire chronique (le dernier excédent budgétaire remonte à 1974 et le déficit annuel excessif est constant depuis la création de l'Euro en 2002)

Ni le tonneau des Danaïdes de notre déficit commercial (-162 milliards en 2022)

Ni la crise profonde de notre agriculture sans cesse aggravée par les normes européennes surtransposées et les accords internationaux infâmes (Le Mercosur mis en vigueur par Ursula Von der Leyen )

Ni notre désindustrialisation criminelle qui a créé un bouleversement majeur où, depuis 1995, nous avons perdu la moitié de nos usines et 1/3 de nos emplois industriels laissant de nombreuses régions sinistrées

Ni notre système éducatif à la dérive noyé par le pédagogisme, l'idéologie syndicale, le classement PISA irrattrapable, la perte totale de l'autorité des Maîtres

Ni notre système de santé où nos édiles des grandes villes ne prennent même pas conscience des déserts médicaux que nous avons stupidement laissés s'installer

Ni la sécurité de nos quartiers et notamment de nos banlieues où la délinquance ne cesse de progresser aggravée par une immigration clandestine non maîtrisable et par les règlements de compte quasi quotidiens des narco-trafiquants

Ni le contrôle de nos frontières (immigration légale par regroupement familial, mouvements de capitaux, ouverture totale de nos marchés, travailleurs détachés mal payés des pays de l'UE)

Ni, Ni...

La France macronienne a partagé le pays en 3 groupes semble-t-il irréconciliables.

A supposer que le RN après sa fantastique progression remporte les présidentielles de 2027 (ou avant), pensez-vous que le NFP se soumettra au suffrage universel et ne descendra pas dans la rue ?

Si au contraire, la France insoumise prenait le pouvoir, pensez-vous que l'oligarchie ne s'expatriera pas et se soumettra à une pression fiscale supplémentaire alors que nous sommes déjà le pays où les prélèvements obligatoires battent un record du monde.

Qu'advient-il lorsque nos concitoyens seront fauchés par l'inflation, que le nombre de pauvres déjà supérieur à 10 millions ne fera qu'augmenter, que l'Etat insatiable, incapable de réduire ses dépenses, puisera sans scrupule dans les assurances-vie et les dépôts bancaires ?

Aujourd'hui la Gauche a abandonné le peuple : ouvriers, paysans, artisans, petits commerçants ne s'y retrouvent plus. Ils se tournent vers le RN que les Bobos, les Wokes, les Ecologistes et les Insoumis traitent de fascistes. Les jeunes s'inquiètent tragiquement pour leur avenir, l'Europe vassalisée par les USA va connaître une régression que ni l'OTAN, ni l'UE ne pourra enrayer.

Arrêtez de jouer les Cassandre me direz-vous, oubliant que si la fille de Priam avait reçu le don de prophétie elle avait aussi hérité de la malédiction de ne jamais être crue.

Les démagogues et ceux qui les soutiennent auront sans doute longtemps encore le dernier mot.

Jusqu'à ce que du fond du peuple se lève, un jour, un sursaut salvateur qui forcera le destin en rassemblant les Français, en sauvant notre civilisation gréco-latine puis judéo-chrétienne, en ne laissant pas cette France que 40 Rois et 5 Républiques ont façonnée se dissoudre dans un communautarisme qui nous est étranger.

## ***Quelle proportionnelle pour la France ? Une réforme électorale cruciale pour l'avenir démocratique***

La question de la réforme du mode de scrutin est aujourd'hui au cœur du débat politique français. La proportionnelle nationale, souvent avancée comme solution, présente des avantages en matière de représentativité, mais aussi des inconvénients majeurs qui pourraient remettre en cause la stabilité politique et le lien entre les élus et leurs territoires.

### **Les limites de la proportionnelle nationale : une représentativité au détriment de la stabilité**

La proportionnelle nationale, bien qu'elle assure une représentation équitable de tous les courants politiques, y compris les plus marginaux, comporte deux risques principaux :

- **Perte du lien local avec les électeurs**

En supprimant le scrutin d'arrondissement, on coupe le lien direct entre le député et sa circonscription. Les partis politiques, seuls habilités à établir la liste nationale, contrôlent alors intégralement la sélection des candidats et leur ordre d'éligibilité. Cela donne un pouvoir disproportionné aux appareils partisans au détriment des citoyens.

- **Absence de majorité claire**

Dans un pays comme la France, peu habitué aux coalitions, la proportionnelle pure empêche l'émergence d'une majorité stable à l'Assemblée nationale. Cela entraînerait une ingouvernabilité chronique, semblable à celle observée dans certains pays où la fragmentation politique bloque les réformes essentielles.

L'exemple des élections européennes illustre ces problèmes : très peu de citoyens connaissent leur député européen local, preuve du déficit de proximité entre élus et électeurs.

### **Les alternatives à la proportionnelle nationale**

Face à ces inconvénients, plusieurs options peuvent être envisagées :

**a) La proportionnelle régionale : une solution intermédiaire mais imparfaite**

Cette solution pourrait rapprocher les élus de leurs électeurs en établissant des listes régionales, mais elle comporte également des limites. Par exemple, dans la région Rhône-Alpes, un député élu à Clermont-Ferrand pourrait ne rien connaître des problématiques spécifiques des habitants de la Drôme, ce qui maintient une certaine distance entre le citoyen et son représentant.

**b) La proportionnelle avec prime majoritaire : une majorité artificielle**

Déjà appliquée aux élections municipales, ce système attribue 50 % des sièges à la liste arrivée en tête et répartit le reste proportionnellement. Cela permettrait d'assurer une majorité, mais supprime également le lien territorial entre les électeurs et les élus.

**c) Le scrutin de circonscription avec prime majoritaire : un compromis instable**

Cette approche, qui combine un scrutin par circonscription avec une prime de sièges pour garantir une majorité, peut éviter la dispersion politique. Toutefois, elle nécessiterait d'augmenter le nombre de députés ou d'élargir les circonscriptions, ce qui complexifierait la représentation locale.

### **Le modèle britannique du scrutin uninominal à un tour : une solution efficace mais imparfaite**

Le scrutin uninominal à un seul tour, tel qu'il est pratiqué au Royaume-Uni et aux États-Unis, présente plusieurs avantages :

- Il favorise des coalitions naturelles avant l'élection, en obligeant les partis à s'unir pour avoir une chance de remporter des sièges (Conservateurs contre Travailleurs au Royaume-Uni, Républicains contre Démocrates aux États-Unis).
- Il maintient un lien direct entre l'élu et les électeurs, garantissant une meilleure prise en compte des préoccupations locales.

Cependant, ce mode de scrutin présente aussi des inconvénients majeurs :

- La disparition des petits partis, les empêchant d'avoir une représentation proportionnelle à leur poids électoral réel.
- Le risque de surreprésentation, où un parti obtenant 30 % des voix peut rafler 100 % des sièges.

### **La nécessité de réformer en faveur d'une gouvernabilité renforcée**

Aujourd'hui, l'instabilité parlementaire pousse à envisager des réformes profondes. Le scénario d'un retour à un scrutin uninominal à un tour pourrait être une solution adaptée, car il :

- Contraint les partis à former des alliances solides en amont du scrutin.
- Garantit la constitution d'une majorité forte et identifiable, en évitant les blocs hétérogènes qui éclatent sous la pression des divergences internes.
- Favorise une alternance claire entre une Union des Droites et une Union des Gauches, chaque camp ayant une chance de gouverner selon les résultats des urnes.

Ainsi, le concept actuel d'« arc républicain », fragilisé par des alliances artificielles et incohérentes, n'aurait plus lieu d'être.

### **Impacts sur les principales forces politiques**

Si un scrutin uninominal à un tour était adopté, les dynamiques politiques en seraient profondément modifiées :

- Le Rassemblement National (RN) aurait à choisir entre deux stratégies :
  1. Partir seul au risque de laisser émerger un centre-droit concurrent (LR, Renaissance, Modem).
  2. Fonder une coalition plus large avec d'autres forces de droite, telles que Reconquête, LR et l'UDI.
- La Gauche, de son côté, consoliderait probablement son Nouveau Front Populaire (NFP) en intégrant le PS, LFI, les écologistes et le PCF afin de maximiser ses chances électorales.

Le principal avantage de cette réforme serait l'obtention quasi certaine d'une majorité stable, permettant au gouvernement en place de mener ses réformes sans blocages permanents.

### **Vers une réforme institutionnelle profonde**

Pour assurer la stabilité du pays et garantir l'efficacité du gouvernement, une révision constitutionnelle pourrait prévoir :

- Le maintien d'une correspondance entre l'élection présidentielle et les législatives, assurant une cohérence politique.
- La suppression de la règle imposant un délai d'un an avant de pouvoir dissoudre l'Assemblée, afin de permettre des ajustements plus rapides en cas de crise politique.
- Le retour éventuel à un septennat non renouvelable avec une Législative à mi-mandat, obligeant le président à une vision à long terme tout en lui permettant de gérer une éventuelle cohabitation.

### **L'option des Parlements régionaux : une alternative audacieuse**

Une autre piste pourrait consister en une refonte totale de l'organisation administrative, en unifiant les Conseils Départementaux en Parlements régionaux, sur le modèle des anciennes provinces françaises. Ces instances éliraient en leur sein des sénateurs et des députés, permettant une meilleure représentativité des territoires tout en rationalisant les coûts administratifs.

### **Un maintien du système actuel avec déclaration d'un engagement de second tour**

Une manière originale de rester dans le cadre de la Vème République pourrait être d'obliger chaque candidat de déclarer AVANT le premier tour à quel groupe il se rattache (Droite ou Gauche) et au soir du premier tour, serait automatiquement choisi pour le second tour le candidat arrivé en tête au sein du groupe de rattachement déclaré.

Le second tour opposerait les deux meilleurs concurrents. Il n'y aurait plus ni triangulaire, ni arc républicain ou autre arrangement artificiel.

Le nombre de Députés étant impair on obtiendrait alors obligatoirement une majorité.

Il resterait aux composantes du groupe arrivé en tête au soir du second tour de se mettre d'accord sur un programme de législature, de choisir pour Premier Ministre le leader de la fraction la plus importante lui laissant le choix de répartir les différents ministères au prorata de l'importance de chaque composante.

### **Redonner la parole au peuple par référendum**

Face à l'impasse actuelle et à l'éloignement du pouvoir vis-à-vis des citoyens, un référendum sur la réforme électorale apparaît comme une nécessité démocratique. Il permettrait aux Français de choisir entre plusieurs systèmes, en toute connaissance de cause, après un débat national approfondi.

La réforme du mode de scrutin doit donc être pensée avec soin pour concilier représentation équitable et stabilité gouvernementale, tout en maintenant le lien essentiel entre les élus et les électeurs. L'objectif est clair : permettre à la France de retrouver une trajectoire politique cohérente, efficace et respectueuse de la volonté populaire.

## ***Réalités préoccupantes et solutions à envisager***

La France est confrontée à une série de situations économiques, sociales et géopolitiques qui illustrent un certain nombre d'aberrations dans la gestion des ressources publiques et des choix politiques. Voici un aperçu de quelques-unes de ces situations et des pistes de réflexion pour un avenir plus rationnel et souverain.

### **Le financement de la Turquie pour la gestion des réfugiés :**

Un gouffre financier sans résultats tangibles ! Au cours des dix dernières années, la France a contribué à hauteur de 1,8 milliard d'euros aux versements de l'Union Européenne à la Turquie pour qu'elle retienne sur son sol les réfugiés syriens fuyant la guerre civile. Cette aide, destinée à gérer la crise migratoire, semble pourtant inefficace, car aujourd'hui, beaucoup de réfugiés préfèrent rester en Turquie au lieu de retourner en Syrie, malgré l'amélioration relative de la situation dans leur pays d'origine.

Plus inquiétant encore, Ursula von der Leyen, sans concertation parlementaire, a récemment accordé un nouveau milliard d'euros à Ankara, prolongeant ainsi un dispositif coûteux et sans garantie de succès. Ne serait-il pas plus judicieux de repenser cette politique en favorisant une aide directe à la reconstruction de la Syrie, afin de créer les conditions d'un retour des réfugiés plutôt que de financer indéfiniment leur exil ?

### **Le droit du sol à Mayotte : une bombe sociale et démographique**

Mayotte est aujourd'hui confrontée à une crise migratoire sans précédent. Avec le plus grand nombre de naissances de l'Union Européenne, l'île est submergée par un afflux constant de clandestins, notamment en provenance des Comores. Le droit du sol, inscrit dans la Constitution, confère automatiquement la nationalité française aux enfants nés sur le territoire, rendant impossible l'expulsion des parents clandestins.

Cette situation aurait pu être évitée par une politique de développement concertée avec les Comores, visant à fixer les populations sur place plutôt qu'à les voir risquer leur vie en traversant l'océan en *kwassa-kwassa*. Mais au lieu de cela, la France continue d'allouer des centaines de millions d'euros d'aides à des pays comme la Chine, dont le PIB est sept fois supérieur au nôtre, au lieu de les investir dans des solutions locales.

### **L'aide à l'Ukraine : un soutien inconditionnel et opaque**

Sans le moindre vote du Parlement, la France a déjà versé directement plus de 4,6 milliards d'euros à l'Ukraine, répartis entre 3,2 milliards pour l'aide militaire et 1,42 milliard pour l'aide humanitaire sans parler de sa contribution à l'aide versée par l'UE. Pourtant, aucune véritable évaluation de l'impact de cette aide n'a été réalisée, ni même de sa pertinence à long terme en ce qui concerne les intérêts français.

Pendant ce temps, Volodymyr Zelensky, lors de sa dernière visite à Paris, a obtenu un engagement supplémentaire de la part d'Emmanuel Macron pour un renforcement de l'effort militaire. À quoi bon prolonger cette guerre si, comme le promet maintenant Donald Trump, elle peut être résolue diplomatiquement en 100 jours ? Mais que dit la Russie qui est en train de gagner ?

### **La réindustrialisation de la France : entre utopie et nécessité**

Le retour de la France au statut de puissance industrielle semble de plus en plus difficile. Un nombre croissant de citoyens préfère s'appuyer sur les aides sociales plutôt que sur le travail, accentuant la fracture entre les ultra-riches et les classes populaires. Le manque de réformes adaptées à la pénibilité et à la dangerosité des métiers contribue à cette tendance.

Une réforme juste et équitable de la retraite, qui accorderait à chaque catégorie professionnelle un départ proportionné à son espérance de vie, permettrait de restaurer la motivation au travail et de redonner un souffle à la compétitivité du pays.

### **Mondialisation et perte de compétitivité : le réveil tardif**

L'aveuglement des élites politiques face aux dangers de la mondialisation dérégulée a conduit à un effondrement de notre savoir-faire industriel. Pendant que la Chine s'imposait comme leader dans plusieurs secteurs stratégiques, nos dirigeants, souvent influencés par de puissants lobbies, ont laissé se développer une économie de sous-traitance à l'étranger.

Aujourd'hui, la situation est devenue presque irréversible. La production est délocalisée dans des pays où les coûts de main d'œuvre sont dérisoires, tandis que les profits des multinationales se volatilisent dans des paradis fiscaux, laissant la classe moyenne française s'appauvrir. Par ailleurs, l'incapacité à protéger nos brevets et nos innovations a permis à la Chine d'accéder à des technologies cruciales.

### **Reprendre le contrôle de notre économie : une Europe des Nations plutôt qu'une Europe supranationale**

La seule voie de salut pour la France passe par une reconquête de sa souveraineté économique et industrielle, reposant sur des principes clairs :

- Limiter les importations aux produits respectant nos propres normes environnementales et sociales,
- Rétablir des barrières douanières ciblées envers les pays avec lesquels nos échanges commerciaux sont profondément déséquilibrés,
- Revenir à une Europe des coopérations, sans laisser la Commission européenne imposer des règles contraires à nos intérêts nationaux.

Il devient impératif de remettre en question les traités européens post-Maastricht, qui ont consacré une économie de marché dérégulée et ont détruit la souveraineté des États.

### **Investir dans la recherche et l'éducation : un impératif national**

L'un des plus grands défis auxquels la France est confrontée est le déclin du niveau éducatif, qui compromet notre compétitivité dans des secteurs stratégiques. La fuite de nos talents vers des pays comme les États-Unis est un symptôme alarmant du manque d'investissement dans la recherche.

Notre ancien leadership dans le domaine nucléaire, un atout majeur pour notre souveraineté énergétique, a été progressivement perdu, tandis que nos voisins allemands s'enlisent dans une dépendance aux énergies renouvelables intermittentes et au charbon. Il est encore temps de réinvestir massivement pour reprendre la place qui fut la nôtre.

### **Vers un redressement national par des choix audacieux**

Les situations aberrantes que nous connaissons aujourd'hui ne sont pas une fatalité. Elles résultent d'une série de choix politiques hasardeux et de renoncements progressifs à notre souveraineté.

Pour redresser la situation, il est nécessaire de :

1. Repenser notre politique migratoire et mieux protéger nos territoires comme Mayotte.
2. Restaurer notre indépendance économique par des politiques industrielles et agricoles adaptées.
3. Prioriser nos investissements dans la recherche et l'éducation, clés de notre avenir.
4. Revoir notre engagement européen en revenant à une coopération pragmatique, sans soumission à une bureaucratie bruxelloise tentaculaire.
5. Recentrer nos priorités budgétaires sur des domaines stratégiques plutôt que sur des aides hasardeuses à des pays tiers.

L'heure est venue pour la France de retrouver son autonomie de décision, de privilégier ses intérêts vitaux et de s'imposer à nouveau comme une puissance influente sur la scène mondiale.

## ***Le retour à l'instabilité politique et les solutions pour en sortir***

La situation politique actuelle en France évoque étrangement les heures sombres de la IV<sup>ème</sup> République, marquée par l'instabilité chronique et l'incapacité à gouverner efficacement. À cette époque, une « *Troisième force* », allant de la droite libérale à la SFIO, tentait de se maintenir au pouvoir en s'unissant contre leurs ennemis communs : les gaullistes et les communistes.

Les crises ministérielles incessantes et l'incapacité des gouvernements à gérer les crises majeures, comme la guerre d'Indochine puis celle d'Algérie, illustrèrent les limites de ce système, jusqu'à ce que le Général de Gaulle, en pleine traversée du désert, soit rappelé aux affaires par le président René Coty en 1958.

### **Une nouvelle instabilité parlementaire qui rappelle le passé**

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une situation similaire où les oppositions politiques sont profondément fragmentées, les ennemis désignés étant désormais le Rassemblement National (RN) et La France Insoumise (LFI).

D'un côté, le RN est méprisé et ostracisé, malgré le soutien de millions d'électeurs. De l'autre, LFI est diabolisée, souvent qualifiée d'irresponsable et de républicide. Cette polarisation empêche toute coalition durable et condamne le pays à une paralysie politique. Les tentatives de constituer un « *Arc républicain* », censé exclure les extrêmes, se sont révélées douteuses, inefficaces et éphémères.

Des figures politiques comme François Bayrou ou Michel Barnier, qui tentent d'incarner une solution de consensus, ne parviennent pas à surmonter ces divisions profondes.

### **Les propositions illusoires et les fausses solutions**

Certaines propositions visant à prolonger artificiellement l'existence de l'Assemblée Nationale ne sont que des illusions. Par exemple, Laurent Wauquiez propose que les partis s'engagent à ne pas censurer le gouvernement pendant six mois, le temps de préparer une nouvelle dissolution.

Or, une telle décision n'aurait aucune valeur réelle, car elle n'engagerait juridiquement personne. Pendant six mois supplémentaires, l'Assemblée resterait paralysée, incapable de voter la moindre loi utile aux Français.

Plutôt que de poursuivre dans cette impasse, une dissolution immédiate du Parlement, après l'adoption d'une loi spéciale reconduisant le budget de 2024, aurait permis d'éviter le gaspillage de 2 millions d'euros par jour, et ces fonds pourraient être mieux investis, par exemple, pour aider les populations en difficulté à Mayotte, confrontées à des défis migratoires et économiques et climatiques majeurs.

### **Le retour aux fondamentaux de la V<sup>ème</sup> République**

La V<sup>ème</sup> République repose sur un principe simple mais efficace : un Président et une Majorité claire, permettant d'assurer la stabilité et la gouvernance du pays. Peu importe qu'elle soit de droite ou de gauche, l'essentiel est qu'elle reflète la volonté populaire exprimée dans les urnes.

Le chevauchement des mandats présidentiels et législatifs, avec un président élu pour 7 ans et des députés pour 5 ans, permettait autrefois des alternances et des cohabitations équilibrées. Le Général de Gaulle, fidèle à son principe de soumission régulière au peuple par le biais du référendum, n'hésita pas à partir en 1969 après un léger désaveu des Français.

Toutefois, ses successeurs – Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac, et aujourd'hui Macron – n'ont pas suivi cet exemple de responsabilité politique. Lorsqu'ils ont été désavoués par les législatives, ils sont restés en place, créant des périodes de cohabitation souvent marquées par l'immobilisme.

### **Quelles solutions pour sortir de l'impasse ?**

Face à cette situation où ni les coalitions, ni une présidentielle anticipée, ni une dissolution immédiate ne semblent possibles avant juillet 2025, il reste une seule issue crédible : Proposer aux députés un programme de gouvernement clair et précis jusqu'en 2027.

Les étapes possibles de cette solution seraient :

1. Présentation d'un programme détaillé par un Premier ministre proposé : Ce programme devrait inclure des engagements clairs et chiffrés sur des réformes économiques, sociales et institutionnelles.
2. Soumission au vote de l'Assemblée nationale :
  - Si le programme est adopté → il sera appliqué immédiatement avec l'appui d'une majorité parlementaire.
  - S'il est rejeté → alors la seule solution démocratique serait de consulter les Français par référendum, leur demandant de choisir entre deux options claires : un programme de droite et un programme de gauche.

L'idée défendue par François Bayrou, qui souhaite « *reprendre* » sans « *suspendre* » la réforme des retraites, illustre les ambiguïtés et le manque de clarté de certains acteurs politiques. Seul un programme clair, soumis à l'approbation populaire, peut garantir une issue légitime à la crise actuelle.

### **Le rôle du référendum : une voie incontournable**

Si Emmanuel Macron refuse de recourir à un référendum national, il devra en assumer les conséquences politiques et risquer une aggravation de la crise institutionnelle.

Le référendum permettrait :

- De redonner la parole au peuple français,
- De clarifier les orientations politiques du pays,
- De restaurer une majorité cohérente et un cap pour l'avenir.

L'absence de ce recours ne ferait que prolonger le flou actuel, renforçant le sentiment d'impuissance politique et d'inefficacité gouvernementale.

### **Choisir entre blocage et clarté**

La situation actuelle exige des décisions fortes et claires. Si les dirigeants actuels s'obstinent à maintenir une assemblée divisée et inefficace, c'est le pays tout entier qui en pâtira.

Trois scénarios s'offrent à nous :

1. Nouvelle dissolution après reconduction du budget pour repartir sur de nouvelles bases,
2. Mise en place d'un gouvernement d'union autour d'un programme précis, voté par les députés,
3. Organisation d'un référendum permettant au peuple de trancher entre deux visions politiques opposées droite et gauche.

L'histoire nous enseigne qu'un pouvoir sans majorité est voué à l'échec. La France ne peut pas se permettre une nouvelle IVème République. Elle doit retrouver la stabilité et la clarté de gouvernance qui ont fait la force de la Vème République.

En définitive, le choix appartient au Président Macron : assumer ses responsabilités en consultant le peuple ou persister dans l'immobilisme au risque d'aggraver la crise.

## ***Vers un renouveau politique, économique et social***

Face aux défis actuels, la France a besoin de réformes structurelles profondes et ambitieuses pour sortir de la crise politique, économique et financière. Ces réformes doivent s'articuler autour de plusieurs axes stratégiques, touchant à la fois l'économie, le social, l'énergie, l'éducation et la gouvernance.

### **Réformes économiques : Retrouver crédibilité et souveraineté**

Pour restaurer la confiance des marchés financiers et des partenaires européens, il est impératif de :

- Réduire la dette publique en optimisant les dépenses de l'État, en supprimant les doublons administratifs et en luttant contre les gaspillages dans les services publics.
- Rationaliser les dépenses publiques, notamment en procédant à un audit général de l'administration pour éliminer les doublons et les structures obsolètes et inefficaces.
- Lutter contre la fraude fiscale et sociale, qui représente des milliards d'euros de pertes chaque année, par le renforcement des contrôles et des sanctions.
- Réformer les systèmes de retraite et d'assurance chômage, en tenant compte de la pénibilité des métiers et en impliquant davantage les partenaires sociaux dans leur gestion.

### **Une réforme fiscale pour l'égalité et l'attractivité**

Il est urgent de simplifier notre système fiscal afin de le rendre plus juste et attractif :

- Favoriser les investissements privés en allégeant la fiscalité sur les PME et les startups.
- Taxer davantage les activités polluantes pour inciter les entreprises à la transition écologique.
- Encourager l'innovation et la recherche, en renforçant les dispositifs d'incitation fiscale.
- Réintroduire un ISF réformé, à faible taux mais sans niches fiscales, afin d'assurer une contribution équitable des grandes fortunes.

### **Soutien au pouvoir d'achat : Protéger les plus modestes**

Des mesures fortes doivent être prises pour répondre aux préoccupations quotidiennes des Français :

- Contrôle des prix des biens essentiels (énergie, alimentation) afin de protéger les ménages les plus vulnérables.
- Indexation des salaires sur l'inflation pour les revenus inférieurs à deux fois le SMIC.
- Renforcement des aides aux familles, notamment via une prime à la natalité pour les actifs cotisants.
- Rétablissement de droits de douane ciblés, afin de protéger les secteurs stratégiques face à une concurrence déloyale.

### **Transition énergétique : Retrouver notre supériorité nucléaire**

La France doit assumer son leadership historique en matière d'énergie nucléaire et engager une politique ambitieuse pour :

- Construire de nouvelles centrales nucléaires, afin d'assurer notre souveraineté énergétique et de réduire notre dépendance aux énergies fossiles.
- Favoriser la rénovation thermique massive des bâtiments, afin de limiter la consommation énergétique et de créer des emplois dans le secteur du bâtiment.
- Développer les énergies renouvelables de manière pragmatique, sans compromettre la stabilité de notre réseau électrique.

### **Réformes du marché du travail : Flexibilité et compétences**

Une réforme du marché du travail est essentielle pour favoriser la compétitivité et la croissance. Cela passe par :

- Un assouplissement des règles d'embauche et de licenciement, afin de donner plus de flexibilité aux entreprises.

- Le renforcement des formations professionnelles, pour mieux répondre aux besoins des secteurs en tension (numérique, santé, industrie verte).
- L'incitation au tutorat des jeunes par les salariés âgés, permettant une transmission efficace des savoir-faire et une valorisation des seniors.

#### **Education et formation : Relever le niveau et innover**

La dégradation du niveau scolaire est une menace pour l'avenir du pays. Il est crucial de :

- Moderniser les programmes scolaires, en intégrant les compétences numériques et environnementales.
- Développer l'apprentissage et l'alternance, en créant des passerelles entre les filières et en adaptant l'offre de formation aux besoins des entreprises.
- Investir massivement dans l'enseignement supérieur, pour attirer et retenir les talents en France.
- Créer des fonds publics et privés pour soutenir les startups technologiques, afin de stimuler l'innovation nationale.

#### **Souveraineté numérique et réindustrialisation : Des priorités incontournables**

La souveraineté numérique est un enjeu de sécurité nationale et de compétitivité économique. Il est nécessaire de :

- Développer un cloud souverain français, pour garantir la protection des données stratégiques.
- Investir dans la cybersécurité et l'intelligence artificielle, pour ne pas dépendre exclusivement des technologies étrangères.
- Relocaliser certaines industries stratégiques (pharmaceutique, électronique, défense) afin de renforcer notre autonomie et notre résilience face aux crises mondiales.

#### **Santé : Modernisation et attractivité du secteur médical**

La crise sanitaire a mis en évidence les failles du système de santé français. Il est impératif de :

- Moderniser les infrastructures hospitalières, avec un investissement massif dans le matériel et les ressources humaines.
- Augmenter le nombre de personnels soignants, grâce à des formations accélérées et des incitations salariales au détriment de la surcharge bureaucratique.
- Soutenir la recherche biomédicale, afin de faire de la France un leader en matière d'innovation médicale.

#### **Réforme des institutions : Une démocratie plus représentative et participative**

Pour retrouver la confiance des citoyens, il est indispensable de :

- Réformer le mode de scrutin, en favorisant une représentation plus équitable des différentes sensibilités politiques.
- Renforcer la démocratie participative, via l'organisation de référendums sur les grandes réformes sociétales et économiques.
- Encourager les consultations citoyennes locales, pour mieux prendre en compte les spécificités territoriales.

#### **Cohésion territoriale : Lutter contre les fractures sociales et géographiques**

Il est impératif de réduire les disparités entre les métropoles et les zones rurales par :

- Des investissements ciblés dans les infrastructures numériques et de transport, pour désenclaver les territoires.
- Un soutien accru aux petites entreprises locales, pour revitaliser les centres-villes en déclin.

#### **Une révision des traités européens pour plus de souveraineté**

Il devient crucial de réformer l'Union européenne afin de :

- Renforcer la coopération en matière de défense et d'énergie, sans pour autant procéder à une intégration supranationale.
- Stabiliser les politiques monétaires et commerciales, pour éviter des déséquilibres nuisibles à notre économie.
- Préserver la souveraineté nationale, en redonnant aux États membres le pouvoir de décider sur toutes les questions essentielles.

#### **Pour un nouveau contrat social et politique**

Les réformes proposées nécessitent un soutien populaire fort et une capacité à instaurer un climat de confiance entre :

- Les citoyens,
- Les partenaires sociaux,
- Les entreprises,
- Les institutions financières.

Un gouvernement stable et légitime ne pourra émerger qu'après une élection présidentielle, seule capable de trancher les grandes orientations du pays.

Si le président Emmanuel Macron veut véritablement servir la France, il doit comprendre que son devoir est de rendre la parole aux Français, en les laissant choisir par référendum les réformes indispensables pour un redressement national durable.

## ***Peut-on encore ostraciser le Rassemblement National ?***

Nul besoin d'être un grand observateur de la vie politique pour être parfois choqué du comportement de certains hommes politiques et de certains journalistes envers les élus du Rassemblement National.

### **Le RN fait-il encore partie de l'Extrême Droite et symétriquement LFI appartient-elle déjà à l'Ultra-Gauche ?**

L'extrême droite est historiquement associée à des idées xénophobes, autoritaires, souvent liées à des régimes antidémocratiques (pétainisme en France, fascisme, nazisme). On peut donc plutôt rattacher aujourd'hui le **RN à la Droite Nationale Souverainiste** (même si comme disait Romain Gary : « *Le Patriotisme c'est l'amour des siens et le Nationalisme c'est la haine des autres* »)

L'extrême gauche, en revanche, est traditionnellement révolutionnaire, souvent marxiste, trotskyste ou anarchiste, et milite pour un renversement complet du système capitaliste et des structures de pouvoir existantes. On doit donc plutôt rattacher **LFI à l'Extrême Gauche ou au minimum à la Gauche Radicale** laissant la qualification d'Ultra-Gauche à LO, NPA, Anarchistes, Black Blocs.

Certes, les positions prises par Marine Le Pen ont beaucoup évolué au cours du temps (convictions, calculs, dédramatisation...) certains anciennes, restes du Front National, sur la rafle du Vel d'Hiv ou sur la peine de mort ont été clairement abandonnées, d'autres plus récentes sur l'immigration, l'insécurité, le pouvoir d'achat nous font plutôt positionner le RN comme un parti populiste.

Ce mouvement parle maintenant bien davantage du pouvoir d'achat des Français, de la retraite à 60 ans ou des aides à apporter aux foyers les plus modestes mais avant de conclure pour savoir s'il est encore d'Extrême Droite il est bon de regarder l'évolution des prises de position qui ont marqué son ascension politique car il est difficile de traiter de fascistes 11 millions de Français alors que tant d'incidents nous démontrent que certains mouvements issus de l'Extrême Gauche utilisent des pratiques autoritaires largement similaires à celles du fascisme.

Pour Marine Le Pen, par exemple, le port du voile dans l'espace public reste un fort marqueur d'une idéologie islamique conquérante quand tant d'autres femmes en Iran ou en Afghanistan expose leur vie pour s'en libérer. Elle déclare cependant faire une grande différence entre Musulmans cherchant à s'intégrer et islamo-gauchistes subversifs !

Concernant l'interruption volontaire de grossesse que le Président Macron a fait inclure dans une révision de la Constitution, Marine Le Pen se dit scandalisée par les avortements répétitifs utilisés comme moyens de contraception remboursés « ad libitum » par la Sécurité Sociale et les risques d'extension déjà prônés par l'OMS et réalisés au Canada et dans certains états américains autorisant cette interruption jusqu'au 9<sup>ème</sup> mois !

Sur la question du mariage gai, elle qui estimait que dans notre civilisation le mariage s'effectuait entre un homme et une femme, a finalement affirmé que, si elle était élue, elle ne reviendrait pas sur cette décision et ne retirerait aucun droit acquis aux Français. Elle ajoute cependant qu'elle renforcerait l'interdiction de la GPA et si la question se posait un jour de l'interdiction de la polygamie !

De même, abandonnant sa prise de position en faveur de la peine de mort, elle réclame aujourd'hui de la Justice, des condamnations plus sévères allant jusqu'à la perpétuité sans remise de peine, par exemple pour les narco-trafiquants, et l'application sans trembler de peines mêmes plus courtes mais effectives aux jeunes délinquants.

Luttant contre l'antisémitisme elle s'éloigne des propos révisionnistes de l'ex- Front National et attend de la religion musulmane qu'elle ne choque pas le peuple français (prières de rue par exemple) et qu'elle s'oppose au transport sur notre territoire du conflit israélo-palestinien.

Concernant l'immigration massive et la présence d'étrangers délinquants sur le territoire national, elle veut préserver nos frontières des migrants clandestins, renvoyer les OQTF et les délinquants étrangers condamnés, une fois leur peine exécutée, en faisant pression sur les Etats qui refusent de récupérer leurs ressortissants.

Elle est consciente du fait que la perte de la souveraineté française au profit de l'UE doit être reconquise pour supprimer le droit du sol ou mettre fin au regroupement familial systématique.

Elle suggère un retour aux principes de la loi Ciotti de 2010 prévoyant une suspension des allocations familiales et des bourses scolaires en cas d'absentéisme avéré et de délinquance.

Constatant que, selon-elle, la carte de la délinquance et de l'immigration se superposent elle oppose la tradition de l'assimilation qui avait été appliquée avec un grand succès aux Polonais, Italiens, Espagnols et Portugais et le refus d'intégration y compris de fils d'immigrés qui ne sont plus que des « *Français de papiers* »

C'est pourquoi, si elle arrive au pouvoir, elle imposera un moratoire sur l'immigration et une attribution plus stricte des aides sociales réservées aux Français et aux étrangers cotisants.

Partisane d'un monde multipolaire, d'une lutte contre les communautarismes et les revendications incessantes des minorités, elle pose l'éternelle question chère à l'extrême droite :

« *La France restera-t-elle la France ou sera-t-elle emportée dans un gigantesque flux migratoire qui balayerait notre culture, nos valeurs, nos modes de vie et qu'avec nos dettes abyssales nous lèguerions à nos enfants* »

### **A chacun de se faire son opinion !**

Si l'on en croit les derniers sondages son pourcentage au soir du premier tour (38%) si elle ne reste pas inéligible fera qu'elle devancera très largement tous les autres candidats pour aboutir si la Droite républicaine ne multiplie pas les candidatures, à un second tour du style Le Pen-Philippe ou sinon à un affrontement Le Pen-Mélenchon.

Dans le premier cas l'appel à un Front Républicain sera à nouveau tenté mais il aura peut-être moins de chance d'aboutir car les Français penseront cette fois que la prétendue alliance électorale contre le Rassemblement National des LR à LFI ne durera que ce que durent les roses.

Dans le second cas Marine Le Pen sera certainement élue car les Français sont de plus en plus nombreux à rejeter l'aventurisme mélenchonien !

Mais alors, la contestation perdue dans les urnes risquera de renaître dans la rue, même si l'élection présidentielle amène, ce qui est en général le cas, une majorité de même tendance aux Législatives qui suivront.

« *La Droite la plus stupide du monde* » comme disait Guy Mollet va-t-elle une fois encore comme le fait aujourd'hui Xavier Bertrand, s'enfermer dans un refus de l'Union des Droites, coalition aujourd'hui proche des désirs d'une majorité de Français qui ne rejetant pas les 11 millions d'électeurs qui déjà votent RN rassemblerait plus largement nos concitoyens ?

Il faudrait alors espérer que les élus, plutôt que de s'invectiver sur les bancs de la Chambre soient enfin aptes à conduire les réformes dont le pays a le plus urgent besoin.

## **Part à deux ?**

Et si plutôt que s'acharner dans des affrontements sans avenir (*Déjà le Parti socialiste vient de décider de ne pas revenir au sein du NFP pour voter le budget présenté par le Gouvernement Bayrou ce qui fait que ce dernier ne dépendra plus du bon vouloir du RN*) les partis, prenant conscience des graves difficultés politiques, économiques, financières que traverse notre pays, acceptaient le temps d'arriver à la fin du mandat d'Emmanuel Macron ou au moins le temps d'arriver au mois de Juillet 2005 à partir duquel le Président, sans accord majoritaire, pourrait à nouveau dissoudre, d'essayer de se regrouper **indépendamment de leurs étiquettes respectives** sous les Bannières « **Gauche** » et « **Droite** ».

Cela obligerait chaque Député quel que soit son appartenance à déclarer s'il se situe plutôt à Droite ou plutôt à Gauche de l'hémicycle. Il n'y aurait alors plus de Partis mais seulement deux coalitions.

Le NFP pourrait récupérer ceux des Macroniens se sentant plus proches de la Gauche et un NFD (Nouveau Front de Droite) récupérerait l'autre partie à laquelle se joindraient la plupart des RN, des LR et une partie des centristes.

On aboutirait forcément à une majorité parlementaire (peu importe son bord) ce qui cette fois obligerait sans la moindre équivoque le Président Macron à désigner en son sein le prochain « *Premier Ministre* » de 2025 à 2027 !

Chaque camp pourrait s'entendre sur un programme minimum prenant en compte les aspirations compatibles de chaque composante, laissant de côté pour les futures présidentielles celles qui les distinguent les uns des autres.

La Gauche par exemple insisterait sur une plus grande justice sociale, sur une amélioration du pouvoir d'achat des salariés, sur le retour de l'âge de la retraite à 60 ans, sur le développement des services publics, sur la taxation des plus riches...

La Droite de son côté insisterait sur l'aide à l'investissement des entreprises garantissant l'emploi, sur une réforme des conditions de départ à la retraite, sur l'immigration, sur la sécurité, sur l'éducation, sur la réduction des dépenses publiques et le retour à une souveraineté plus protégée...

Peu importe les discussions. On sait bien que les marqueurs « *Droite* » et « *Gauche* » sont différents et on arriverait forcément très vite à un accord momentané (*le temps de renvoyer le Gouvernement Bayrou*).

Comme il n'y aurait plus ni RN d'un côté ni LFI de l'autre, un accord tacite sur l'essentiel pourrait durer et qui sait influencer le choix des candidats aux prochaines présidentielles.

Bien entendu le nouveau Gouvernement comporterait des Ministres issus des différentes formations composant la coalition qui, sans avoir besoin d'une nouvelle élection, aurait incorporé un nombre de Députés proportionnel à leur représentation.

Le choix serait rapide et décisif et même si les discussions devaient prendre quelques semaines, le nouveau Premier Ministre immédiatement assuré d'une majorité pourrait sérieusement s'attaquer à ce chantier himalayen et d'abord au budget 2026 !

Bien sûr tout paraît trop simple mais tant qu'on aura pas retrouvé une majorité, les promesses de non-utilisation du 49-3 ou de non-censure ne vaudront comme chacun sait que pour ceux qui les reçoivent.

Mesdames et Messieurs les Députés, si le sort de la France vous importe, acceptez de trouver enfin une voie qui démontre que vous n'êtes pas seulement là parce que la place est bonne.

Choisissez la moitié de l'Hémicycle qui vous convient le mieux ou au moins le moins mal. Acceptez de réélire les membres du Bureau de l'Assemblée pour faire une juste place à chacun, préparez en

commission les choix budgétaires convenant à vos priorités, agissez de grâce et n'obligez pas le pays à errer dans une aventure mortifère.

Est-ce si difficile de dire si vous êtes plutôt de Droite ou plutôt de Gauche ?

Et de vous regrouper en conséquence ?

## **Comment les Députés pourraient-ils se répartir ?**

A partir de la situation actuelle où, de l'Extrême Gauche à l'Extrême Droite, on se déteste parfois féroce­ment pourrait-on imaginer comme on vient de le voir une ligne de partage qui demanderait à chacun de s'inscrire dans la partie Droite ou dans la partie Gauche de l'hémicycle La question posée à chacun de ceux qui siègent dans le marais serait alors :

**Détestez-vous plus le RN que LFI ? OU Détestez-vous plus LFI que le RN ?**

A chacun de répondre à cette question et de choisir ainsi la coalition à laquelle il accepterait d'appartenir.

Il conviendrait ensuite à la coalition qui serait majoritaire de définir un programme minimum qu'elle s'engagerait à soutenir au moins jusqu'en Juillet 2025 (ou plus si le Président Macron refusait une nouvelle dissolution).

Le Gouvernement Bayrou ne rime effectivement à rien et ses chances de durer sont bien faibles.

Faire venir des Socialistes ou d'Ex-Socialistes comme Ministres et s'attirer immédiatement une volée de bois vert de la part du PS, de LFI et des Ecolos, est-ce une bonne politique ?

**Elisabeth Borne**, championne du 49/3 (*plus que Rocard par rapport à la durée de son mandat*) ou **Manuel Valls** revenu à Paris après son cuisant échec à Barcelone, prêt à des déplacements encore plus grands pour rejoindre sa richissime épouse en Espagne que ceux de **François Bayrou** rejoignant son conseil municipal à Pau peuvent-ils ramener à ce dernier les voix de Gauche qu'il recherche ?

Sûrement pas !

Le Premier Ministre en sera donc réduit à quêter sans cesse auprès du RN une permission d'exister qui l'éloignera encore plus de cette Gauche qu'il espérait séduire jusqu'à ce qu'inévitablement un jour il subisse, lui-aussi, le sort de Michel Barnier pour être remplacé par un 7<sup>ème</sup> Premier Ministre choisi obligatoirement au cœur de la coalition ayant trouvé une majorité.

Si ce 7<sup>ème</sup> **Gouvernement en 7 ans de Présidence Macron** après E. Philippe, J Castex, E. Borne, G. Attal, M. Barnier, F Bayrou pouvait enfin durer, pourquoi les deux coalitions d'ici 2027 ne trouveraient-elles pas un intérêt au cours de Primaires à choisir les deux candidats principaux qui s'affronteraient lors de la prochaine Présidentielle ?

La Vème République fonctionne avec un Président doté de pouvoirs importants, s'appuyant sur une majorité, faisant régulièrement appel au peuple pour trancher toute question vitale et abandonnant le pouvoir s'il est désavoué. La proportionnelle intégrale serait la plus stupide façon de la détruire et d'installer les Gaulois, querelleurs par nature, dans d'inextinguibles affrontements.

## **Comment accueillir les migrants ?**

On se rappelle les propos de Michel Rocard, qui pourtant était un homme de Gauche : « **La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde** » !

Qu'on comprenne bien que ne quitte son pays natal que celui qui ne peut plus y vivre en paix, se nourrir et nourrir sa famille. Guerres, dictatures mais aussi famines, manque d'infrastructures, manque d'emplois, problèmes de santé face à une démographie incontrôlable poussent un nombre grandissant de candidats à l'exil exposés aux périls du voyage sous la contrainte de passeurs avides.

On ne pourra durablement réguler ces flots migratoires, à moins de couler en mer des embarcations surchargées, d'emprisonner à vie les survivants ou d'élever des murs infranchissables équipés de sinistres miradors aux frontières des pays riches que si l'on consacre à l'aide au développement des pays du tiers monde des sommes considérables en faisant en sorte qu'elles n'aillent pas nourrir la corruption trop souvent généralisée de nombreux dirigeants.

Un nouveau **Plan Marshall** d'une ampleur sans précédent, sous couvert de l'ONU, utilisé dans des zones franches gérées par des Gouverneurs locaux sérieusement contrôlés pourrait, notamment en Afrique et en Amérique latine, freiner fortement les mouvements migratoires clandestins vers l'Europe et vers les USA.

Une répression féroce contre les passeurs et autres pourvoyeurs d'esclaves désamorcerait les « *tontines* » qui font se cotiser des villages entiers pour procurer à ceux désignés pour tenter l'aventure les sommes faramineuses réclamées par ces vautours mais qui attendront en retour les virements de Western Union, revenus de leur « investissement », prêts parfois à massacrer les familles restées sur place si le « voyageur » ne renvoie pas régulièrement les sommes espérées, qu'elles proviennent de son travail ou, s'il n'en a pas, de ses larcins !

Mais en attendant la mise en place de cette œuvre de longue haleine que peut-on faire ?

L'accueil de migrants est possible si l'on en juge par le **nombre d'habitants au km<sup>2</sup>** très variable d'un pays européens à l'autre :

Espagne 87 ; France 106 ; Portugal 115 ; Pologne 122 ; Italie 198 ; Allemagne 236 ; Royaume Uni 375 ; Belgique 383 ; Pays-Bas 400...

Le **nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités** a baissé en moyenne de 20 % en Europe depuis l'an 2000 (en France par exemple il est tombé de 2.1 à 1.7 entre 2000 et 2023)

Chez nous, dans les métiers en tension (et il n'y a pas, loin de là, que les métiers du BTP et de la Restauration qui ont des difficultés à trouver des candidats puisqu'on manque aussi de médecins, d'auxiliaires de vie, d'informaticiens, de soudeurs...) les besoins en main d'œuvre permanente sont toujours supérieurs à 300.000 emplois.

Or, nos **2.8 millions de chômeurs de catégorie A** ne peuvent pas répondre à ces offres soit parce qu'ils n'ont pas les compétences requises soit parce que les conditions géographiques, la rémunération ou tout simplement la comparaison salaire proposé/indemnités chômage perçue dans un pays aux forts transferts sociaux ne les incitent pas à postuler.

### **Mais alors qui accueillir ?**

La lutte contre l'immigration clandestine doit être particulièrement renforcée. Les OQTF comme les délinquants ayant purgé leurs peines doivent être raccompagnés sans états d'âme dans leurs pays d'origine, au besoin en pratiquant des mesures coercitives à l'encontre des pays refusant de délivrer des laissez-passer consulaires à leurs ressortissants (blocage des visas, blocage des virements de fonds...).

Les règles du regroupement familial doivent être repensées et mises en rapport avec le niveau d'intégration de l'immigré concerné, la durée de son séjour en France et la juste appréciation de ses capacités par son travail à nourrir la famille qu'il voudrait accueillir...

Mais à côté de cela **il convient d'accepter plus largement les demandes de migration formulées obligatoirement dans un consulat ou une ambassade française dans le pays d'origine du candidat** et conforter la délivrance d'une « **Carte verte probatoire à la Française** » par l'examen des aptitudes du migrant, de son désir d'intégration, de son acceptation de suivre dès son arrivée en France un « *Programme d'Intégration* » qui outre l'apprentissage du Français incorporera une acculturation à notre civilisation et à nos valeurs dont dépendra ultérieurement son maintien en France et quelques années plus tard sa possibilité éventuelle de regroupement familial voire de naturalisation.

**On ne peut s'intégrer et plus encore s'assimiler que par le travail qui permet de vivre, d'avoir un logement, d'envoyer de l'argent à sa famille restée au pays, de devenir fier d'être en France et ultérieurement de devenir Français.**

Les services de l'Etat aidés le cas échéant par des associations de bénévoles doivent pouvoir prendre en charge dès son arrivée le migrant, l'aider à trouver un logement, un emploi après lui avoir offert un séjour d'accueil (cours de Français, examen médical, vérification des capacités professionnelles, stage de mise à niveau...)

Les situations aberrantes que nous vivons aujourd'hui doivent immédiatement cesser (migrants SDF ou logés par l'Etat dans des centres de rétention ou des hôtels, **n'ayant pas l'autorisation de travailler** ce qui entraîne, outre la charge improductive de ces non-cotisants des emplois au noir ou de la délinquance : il faut bien vivre et rembourser aux donateurs les sommes payées aux passeurs!)

Les signaux envoyés doivent être forts :

- La France accueille selon ses capacités un maximum de migrants légaux
- Un migrant clandestin n'aura plus jamais le droit de demander un visa
- Il en sera de même pour celui qui, titulaire d'un visa ne repartira pas dans les délais autorisés
- Les passeurs seront activement poursuivis et sévèrement condamnés
- Un migrant devra obligatoirement faire sa demande d'immigration dans son pays d'origine
- L'accueil sera organisé dès l'arrivée en France pour ne pas laisser le migrant subir d'éventuelles pressions communautaristes
- La prise en charge (logement, travail, stage d'acclimatation ... sera efficace et immédiatement disponible
- Tout délit commis en France au cours de l'année d'accueil entraînera un retour immédiat au pays suivi d'une interdiction totale d'immigration ultérieure
- Une modification pour la France du TFUE et de la réglementation européenne sera négociée

***On peut venir en France et y être bien accueilli si l'on veut travailler, si l'on veut respecter les valeurs civilisationnelles et les lois françaises, si l'on est prêt à fournir des efforts pour s'intégrer le plus rapidement possible dans ce nouveau pays que, sans dédaigner ses origines, on doit apprendre à aimer.***

## ***Rassembler les Français***

Comment ne pas comprendre que les déchirements féroces auxquels nous assistons depuis 2022 sur les bancs de l'Assemblée Nationale après un nombre sans précédent de manifestations violentes qui ont secoué le pays depuis 2018 (Gilets Jaunes, Hospitaliers, SNCF, Retraites, Emeutes, ...) ne vont pas nous conduire au désastre.

Des Députés de l'Extrême Gauche refusent de serrer la main à des jeunes Députés RN, benjamins les accueillant à la Tribune lors de leur premier vote, des incantations verbales inimaginables fusent sur tous les bancs, les refus de prendre en compte si peu que ce soit les différents points de vue sont devenus la règle.

Tout le monde déteste tout le monde et tout part à vau-l'eau alors que plus que jamais le pays a besoin d'unité pour sortir de la crise.

Cette situation, à un degré moindre certes, n'est cependant pas sans rappeler les divisions entre Français qui opposaient résistants et collabos à l'issue de la dernière guerre mondiale.

Mais il n'y a plus de Chef charismatique comme De Gaulle pour tenter de restaurer l'unité nationale !

L'actuel Président au plus bas dans les sondages s'accroche à son poste comme une moule à son rocher, les Premiers Ministres se suivent en cascade, trois petits tours et puis s'en vont, aucune décision n'est prise alors que les déficits s'amoncellent, véritable tonneau des Danaïdes qui ruine tout espoir de renouveau.

Il faut d'urgence à nouveau dissoudre cette Assemblée ingouvernable ne pouvant accoucher que de gouvernements éphémères.

Puisque Emmanuel Macron refuse de partir ce qui aurait permis une Présidentielle anticipée il ne reste plus alors qu'une solution : le référendum qu'il peut immédiatement déclencher.

La question serait simple :

**Voulez-vous que la Constitution soit révisée pour permettre sans attendre un délai d'un an de dissoudre l'Assemblée Nationale ?**

Aux Partis, ensuite, de prendre en compte les difficultés du Pays pour essayer de se regrouper afin qu'une majorité claire de Droite ou de Gauche se dégage enfin du choix des Français.

Si la situation actuelle devait perdurer, l'animosité véhémente qui s'envenime entre LFI et PS d'une part, RN et LR de l'autre entourant un centre macronien voué à disparaître, ne peut qu'empirer.

L'Ecole en faillite, la justice sociale ignorée, l'hôpital en grand désarroi, les défaillances d'entreprises qui s'annoncent, la guerre aux frontières d'une Europe divisée, la pauvreté qui progresse, la jeunesse aux abois, l'agriculture et l'industrie qui déclinent, l'immigration incontrôlée, les territoires perdus de la République où règne l'insécurité et la violence: est-ce que tout cela ne suffit pas pour nous faire prendre conscience et réagir ?

Ceux qui croient en la France, qui veulent qu'elle retrouve son unité et sa souveraineté, qu'elle développe à nouveau une coopération libre et non faussée avec tous les pays du monde, ceux qui veulent défendre les valeurs républicaines de Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité auxquelles ils sont attachés doivent dépasser des querelles souvent manipulées par les oligarchies et les médias qu'elles contrôlent, s'écouter les uns les autres et essayer de trouver sur chaque sujet vital un terrain d'entente raisonnable.

Exiger de ceux qui veulent servir l'Etat une conduite exemplaire, retrouver des services publics efficaces débarrassés des couches adipeuses d'un incroyable mille-feuille bureaucratique, diminuer les

prélèvements obligatoires et la dépense publique irresponsable, favoriser l'emploi et offrir un avenir moins morose à notre jeunesse, retrouver une meilleure justice fiscale, une médecine de qualité, une agriculture et une industrie protégées, une école préparant l'avenir, redonner au pays ce sursaut qui une fois encore pourra le sauver, tel est l'espoir de tous ceux, Français de souche ou immigrés qui aiment la France.

Nous avons vu que les Partis jouent souvent un rôle néfaste en défendant d'abord et avant tout leurs propres intérêts avant celui de la Nation.

Tous ont trempé dans des combines plus ou moins occultes (emplois fictifs ou détournés de leur attributions normales, recherche de financements secrets, accords avec les oligarchies, marchés d'Etat frappés de commissions, certaines (Marché des Lycées de l'Ile-de-France) ayant même été autrefois discrètement réparties entre partis opposés, meilleur moyen pour que tous se taisent (*je te tiens, tu me tiens par la barbichette...*))

Il convient de retrouver un mode de fonctionnement éthique, interdisant l'accès aux fonctions électives en cas de condamnation délictuelle ou barrant la route de l'Assemblée à des individus louches (anciens dealers, fichés S, émeutiers connus...)

De Gaulle disait qu'un pays qui compte 265 variétés de fromages est ingouvernable !

Il faut pourtant réformer au pas de charge pour éviter de s'approcher de l'abîme où de sombrer dans la guerre civile. Mais on ne pourra restaurer cette unité nationale qu'avec des élus aptes au dialogue et il faudra éliminer sans faiblesse les individus indignes qu'on retrouve parfois à des postes insoupçonnés.

Lorsque nous affirmons à la suite d'Abraham Lincoln que : « *la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* » cela signifie qu'il doit être possible sur tout sujet d'engager des débats tolérants avec les représentants de la Nation jusqu'à ce qu'une solution soit adoptée par une majorité et aussitôt mise en place soit par ordonnance soit, en l'absence d'accord et pour les grandes décisions qui engagent l'avenir, après un référendum.

J'avoue sincèrement que je vois sur les bancs du Parlement certains élus qui me font honte, avec qui toute discussion semble impossible et que je ne considère même plus comme des compatriotes.

C'est la conséquence de ce gouvernement macronien qui depuis 7 ans a plongé le pays dans la désespérance.

Qu'un gouvernement de Gauche insiste sur la justice sociale, sur le pouvoir d'achat des plus pauvres, sur la qualité des services publics sans pour autant rechercher dans les communautarismes un fond électoral incompatible avec les valeurs républicaines,

Qu'un gouvernement de Droite protège l'entreprise créatrice d'emplois et de richesses, juggle la dépense publique, nous fasse regagner une position moyenne dans le taux de prélèvements obligatoires sans pour autant exonérer les ultra-riches d'une fiscalité progressive,

Quoi de plus naturel ?

### **Mais que voulons-nous vraiment ?**

- Une école dont nous soyons fiers (*et non un classement PISA en 27<sup>ème</sup> position*) et qui prépare nos enfants aux métiers de toute nature dont nous aurons besoin demain.
- Une recherche à la hauteur des enjeux d'une civilisation technologique qui risque de nous lâcher si nous n'en apercevons pas l'urgence
- Une médecine moderne revenue à un niveau élitiste formant un nombre suffisant de professionnels correspondant partout aux besoins de la population.

- Une agriculture viable nous assurant exportations et auto-suffisance alimentaire, entretenant l'espace et maintenant une vie normale dans nos campagnes.
- Une industrie récupérée ou l'on refabriquera en France grâce à des progrès technologiques et des investissements suffisants une bonne partie de ces produits importés aujourd'hui d'Asie du Sud-Est
- Une politique énergétique nous redonnant les avantages inouïs du nucléaire que nous avons perdus sous les coups d'une écologie punitive manipulée on le sait aujourd'hui par nos idéologues allemands
- Une sécurité nationale assurée dans tous les quartiers par une police bien formée respectueuse des individus mais intraitable avec les délinquants.
- Une immigration réservée à des candidats montrant leur désir sincère de s'intégrer.
- Une justice sociale et fiscale plus équitable.
- Une Europe des coopérations ne foulant pas aux pieds les souverainetés nationales et n'obligeant pas les Européens à respecter des normes qu'elle n'impose pas aux produits importés
- Une défense indépendante et une politique étrangère ouverte au monde entier dans l'équilibre de nos échanges

Prendrons-nous conscience dans les semaines qui viennent où le Gouvernement Bayrou déjà rejeté par la Gauche sombrera sous la censure dès que les représentants du RN considéreront que ses actes ne sont pas conformes à leurs attentes, qu'on ne pourra plus continuer à changer de Gouvernement comme de chemise et qu'il faudra bien que le Président Macron se soumette ou se démette.

## ***Les vœux promptés !***

Les vœux traditionnels du Président de la République aux Français ont été une fois de plus un exercice factice où jamais on n'avait autant remarqué qu'il se contentait de lire fixement un prompteur.

Le regard immobile et inerte, il débitait un texte insipide prenant bien mal en compte, comme le voudraient traditionnellement les vœux, la situation des Français dans le besoin : les 10 millions de pauvres, les étudiants faisant la queue devant des stands de distribution alimentaire, les RSA et les chômeurs livrés à eux-mêmes dans la plus totale inutilité, les SDF exposés aux grands froids, les immigrés clandestins, interdits de travail qui, puisqu'on est parait-il incapables de les renvoyer, n'ont que le travail au noir ou les larcins pour survivre.

Un mot certes pour Mayotte où le Préfet François-Xavier Bieuville, fait ce qu'il peut pour régler une situation qu'on attribue exclusivement à un cyclone comme si les bidonvilles dataient d'hier, comme si l'aide aux Comores, un archipel qui vaudrait largement les Maldives, n'était pas la seule façon d'arrêter l'immigration insensée des kwassa-kwassa dont Emmanuel Macron se moquait ironiquement en disant qu'ils pêchaient des Comoriens (sic) !

De belles âmes à Gauche rabâchent le sempiternel appel à taxer les hauts revenus dans un pays qui déjà détient le record du monde des prélèvements obligatoires, dans un pays qui croûle sous la bureaucratie avec 1.100.000 fonctionnaires de plus qu'en Allemagne pays pourtant bien plus peuplé (15 millions d'habitants de plus qu'en France).

Ces fonctionnaires assurent-ils un meilleur service public ? Malheureusement non ! Au contraire ils participent par une avalanche de normes à une paralysie du pays et leurs coûts de fonctionnement aggravés par le millefeuille étatique croît inexorablement (150.000 salariés à la SS pour 102.000 médecins généralistes de ville et 30% des effectifs pour l'administration hospitalière)

**La France meurt de son assistanat social pourtant le plus élevé du monde:** 5.100.000 chômeurs dont 2.800.000 en catégorie A, 4.100.000 bénéficiaires du RSA, et malgré tout 9.100.000 personnes en dessous du seuil de pauvreté (1000 € par mois) sans oublier 250.000 sans logements (120.000 hébergés dans des conditions précaires et 130.000 à la rue !

L'impôt, certes, ne suit sans doute pas la règle constitutionnelle de la progressivité. Mais qui a créé le PFU (Prélèvement forfaitaire unique) de 30% sur les revenus financiers en 2018 (n'était-ce pas déjà Emmanuel Macron ?) alors que pour les revenus du travail le taux confiscatoire grimpe jusqu'à 45%

Comme le Taux de 30% est appliqué dès 30.000 € de revenu annuel par part, cela signifie qu'au-delà il vaut mieux avoir des revenus financiers que des revenus salariaux !

**Or, seul le travail peut sortir la France du gouffre économique dans lequel elle se noie. Et pour créer des emplois il faut créer des employeurs.**

Il serait donc préférable non pas de surtaxer les hauts revenus et les hauts patrimoines (qui d'ailleurs a supprimé l'ISF pour un IFI qui frappe surtout les classes moyennes ? Toujours le même) mais de détaxer **les gains qui, acceptant de se soumettre au contrôle des changes, s'investissent durablement sur le territoire national pour créer des emplois**, revitaliser notre agriculture, réindustrialiser la France.

Bernard Arnault, par exemple, un des hommes les plus riches du monde a créé en France 35.000 emplois et chaque emploi de LVMH génère 4 emplois chez les sous-traitants . L'entreprise déclare 24 milliards d'euros de profits et paye 26% d'impôts. C'est beaucoup, certes, mais faut-il lui demander une plus forte contribution compte tenu de l'urgence ou faut-il lui faire peur pour qu'il s'envole vers des cieux plus cléments à moins de rétablir une Exit Tax ?

Revenons un instant sur notre incroyable excédent de fonctionnaires par rapport à l'Allemagne, qui n'est pourtant pas sous-administrée. Chaque fonctionnaire au cours d'une carrière complète (35 ans de carrière, 15 ans de retraite, 10 ans de réversion) coûte en moyenne **3.5 millions €**. Ramener leur nombre au niveau de l'Allemagne sans même tenir compte de la différence de population entre les deux pays économiserait déjà au cours de leur carrière  $1.100.000 \times 3.5 \text{ millions} = \mathbf{3.850 \text{ milliards d'€}}$  soit 500 milliards d'€ de plus que la TOTALITE de la dette de la France !

Faut-il les transformer en chômeurs ? Non mais ne pas renouveler leur poste lors des départs à la retraite dans tous les secteurs où ils sont en surnombre, tout en favorisant le plus possible les transferts ou les nominations dans les secteurs sous dotés.

La France après avoir cru aux sornettes de la mondialisation vient de comprendre que son industrie a fondu (10% du PIB en 2023 contre 17% en 1995) que son agriculture est dévastée (400.000 exploitations en 2023 contre 1.700.000 en 1970) que son commerce extérieur est constamment déficitaire depuis l'arrivée de l'Euro en 2002 (100 milliards de déficit en 2023).

Il faut d'urgence recréer des emplois !

Nous vivons à crédit depuis **1974 (50 ans) la dernière année où la France avait un budget bénéficiaire de 8.5 milliards de Francs. Il s'est établi en 2024 à 163 milliards d'€ de déficit.**

Françaises et Français, comprenez-vous que l'heure est grave et que nous n'en sommes plus aux querelles inutiles dont se complaisent nos élus bien gavés.

Pour un simple Député par exemple : 7.637,39 € brut par mois de salaire, 18.950 € par an de remboursement de frais de déplacements, 13.000 € de crédit informatique et téléphonique, un bureau ou la prise en charge des frais d'hôtel à Paris, 5950 € de frais de mandat, 11.198 € par mois pour les collaborateurs

L'ancien dealer de drogue de LFI et son collègue Fiché S nouvellement élu ne doivent pas en croire leurs oreilles.

Que faire de nos 4.100.000 RSA et de nos 5.100.000 chômeurs ? **Tout bénéficiaire d'une aide sociale devrait au prorata de celle-ci et selon ses capacités apporter au moins une contribution même modeste aux besoins du pays.** Cela permettrait des formations, l'acquisition de compétences nouvelles, tutorat scolaire, aide aux municipalités et aux associations de solidarité, aide aux handicapés, aux personnes âgées, aux hôpitaux, à la protection de la nature...

Le **rétablissement du Service National**, occasion unique de rencontres sociales, tout en constituant un parking anti-chômage de 800.000 places, ouvrirait à nos jeunes des perspectives nouvelles : occasion de servir la Nation pour les plus diplômés, occasion d'apprendre pour les bénéficiaires d'une deuxième chance, rééducation pour les délinquants...

En ce début d'année on voit l'ampleur de la tâche. Va-t-on continuer à s'affronter en vaines querelles ?

Va-t-on se rassembler le mieux possible pour faire renaître notre pays ? **A chacun de le dire !**

## ***Les Tartuffe sont toujours là !***

Le second procès Sarkozy relatif à l'affaire Kadhafi attend le prononcé du jugement!

L'ancien Président est donc de retour au tribunal correctionnel de Paris après sa condamnation définitive il y a quelques semaines dans l'affaire « *Paul Bismuth* ».

Bien sûr Procureurs et Avocats de la défense s'opposent comme il est de règle en démocratie et personnellement je ne veux évidemment pas prendre ici position.

Je rappellerai quand même la suite ininterrompue des « *affaires* » connues ou inconnues du public qui ont marqué le financement des partis politiques et des campagnes présidentielles depuis toujours.

Chacun sait que dès 1960, les Présidents africains issus de la décolonisation ont toujours répondu généreusement présents aux sollicitations des partis et des présidents français.

La plupart du temps ceux-ci ont trouvé dans leurs entourages les personnes de confiance qu'ils ont plus ou moins discrètement chargées à leurs risques et périls de ces collectes et souvent des voyous n'ont pas hésité à s'interposer pour offrir leurs services réels ou supposés en n'oubliant pas de se rémunérer grassement au passage.

La France n'est cependant pas grandie de voir ses anciens Présidents condamnés à des peines de prison avec sursis ou au port d'un bracelet électronique. Certains destins ont été brisés par des condamnations définitives assorties d'inéligibilité, Juppé, Fillon, Strauss-Kahn, d'autres ont échappé faute de preuves aux mailles du filet même si l'on reste sceptiques sur leur culpabilité.

On est loin certes des 10 milliards de dollars dépensés par Républicains et Démocrates Américains lors des dernières élections mais il est temps que tout cela change, que la régulation des dépenses de campagne soit enfin sévèrement contrôlée, les patrimoines des élus effectivement vérifiés et non simplement déclarés, les fautifs rendus inéligibles pour toujours.

Dans le même temps il faut s'assurer que l'Autorité Judiciaire constitutionnellement indépendante, ne puisse en aucun cas tomber sous la suspicion d'un jugement politique.

Le « *Mur des cons* » du Syndicat de la Magistrature sera-t-il représenté par une Thémis ayant certes les yeux bandés et tenant dans une main une balance mais qui de l'autre main se servirait de son glaive non pour châtier le coupable mais pour peser sur l'un des plateaux de celle-ci !

Dans un dernier édito je revenais sur la difficulté d'imposer encore plus les ultra-riches dans un pays qui détient le record mondial des prélèvements obligatoires. Certes la fortune des multimilliardaires ne cesse d'augmenter. Entre 2020 et 2023, B. Arnault passe de 96 à 176 Milliards d'€, Françoise Bettencourt de 53 à 87 et même le pauvre Gérard Wertheimer de 18 à 32 !

Certes la progressivité de l'impôt n'est pas respectée puisque les plus imposés (au taux de 45%) sont en fait les 37.800 foyers fiscaux qui gagnent plus de 627.000 € par an (0.1% des Français les plus riches) alors que ce taux tombe à 26% chez les milliardaires (75 foyers percevant plus de 150 millions d'€ par an soit 0.0002% des Français ultra- riches).

Mais ces derniers ont une activité souvent mondiale. LVMH par exemple en 2023 n'a réalisé en France que 8% de son Chiffre d'affaires et notre taux d'imposition est encore bien trop élevé par rapport aux pays concurrents pour ne pas l'inciter à se développer à l'étranger plutôt que sur le territoire national.

Plus que la préoccupation fiscale puisqu'on y peut pas grand-chose, le problème est surtout l'emprise des puissants sur les médias. 7 milliardaires contrôlent 90% des quotidiens nationaux, 55% des chaînes de TV, 40% des radios (Arnault, Lagardère, Niel, Drahi, Bolloré, Saadé, Bouygues). Ils achètent de l'influence pour imposer leurs idées et peuvent faire ou défaire les carrières politiques.

On se rappelle par exemple le véritable panégyrique déversé sur le corps électoral pour Emmanuel Macron : l'Express, Libération, Le Monde, Radio France, Les Echos, Paris-Match, et même Médiapart !

Sur les Ondes, dans la Presse écrite, les éditoriaux, une clique de journalistes aux ordres avait dicté aux Français ce qu'il fallait penser et faire : Macron, Macron, Macron !

On ne peut que rappeler à François Bayrou, après Michel Barnier que dans une Assemblée tripartite, la seule façon de ne pas se faire censurer rapidement consiste à ne présenter que les textes sur lesquels une majorité a préalablement été négociée même si cette majorité peut être changeante (parfois Centre + RN, d'autres fois Centre+ NFP), tâche bien difficile mais sans laquelle les deux extrêmes voteront très vite une nouvelle censure dont le pouvoir d'Emmanuel Macron ne pourra pas se relever.

La première difficulté est à nouveau venue du vote du budget. Comme Bayrou était déjà prévenu que la Gauche voulait le sanctionner, il n'avait d'autre solution que de négocier la neutralité du RN avec un projet de budget qui réindexerait les retraites, rembourserait les médicaments aux cotisants, réduirait les dépenses inutiles de l'Etat, promettrait de revenir sur la réforme des retraites (par exemple en modulant l'âge de départ et le nombre d'années de cotisation en fonction de la dangerosité et de la pénibilité des métiers)

Pour préparer l'inévitable dissolution qui ne manquera pourtant pas d'arriver tôt ou tard, la réforme du mode de scrutin pourrait être aussi un de ces textes qui éviterait qu'elle n'entraîne les mêmes effets.

Le scrutin uninominal à un tour maintiendrait la relation Député-Circonscription, la proportionnelle ne pourrait générer une majorité que si elle bénéficiait comme pour les municipales d'une prime majoritaire.

Il faudra enfin que le Gouvernement macronien européiste à outrance comprenne que pour éviter un Frexit, la seule solution sera de renégocier d'urgence certains articles du Traité de fonctionnement de l'UE : retour à la supériorité des lois nationales sur les lois européennes tout en favorisant le plus possible une bonne harmonisation, sortie de l'Espace Schengen et retour aux frontières nationales, renégociation des participations contributives, possibilité d'imposer des droits de douane et des quotas aux pays fortement excédentaires dans leur commerce avec la France, réindustrialisation du pays, défense farouche de notre agriculture, indépendance de notre défense nationale, politique étrangère souveraine.

Du pain sur la planche !

## ***La Paix ou la 3<sup>ème</sup> Guerre mondiale en Ukraine ?***

Le monde était suspendu à l'arrivée en fonction du Président Trump le 20 janvier 2025 qui avait prétendu pouvoir terminer la guerre d'Ukraine en 24 heures. Cela paraissait en effet bien utopique !

La Russie reproche à l'OTAN de ne pas avoir respecté les engagements pris dès 1991, réitérés lors des accords Minsk2 en 2015 garantis par la France et l'Allemagne.

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en Février 2022, selon la prestigieuse revue américaine « *Foreign Affairs* » dès la fin mars soit un mois après l'invasion, une série de réunions entre belligérants avaient débouché sur le Communiqué d'Istanbul selon lequel « *Au milieu de l'agression sans précédent de Moscou, les Russes et les Ukrainiens ont presque finalisé un accord qui aurait mis fin à la guerre et fourni à l'Ukraine des garanties de sécurité multilatérales, ouvrant la voie à sa neutralité permanente et, à terme, à son adhésion à l'Union européenne.* »

Mais le Royaume-Uni est alors intervenu et dès le 30 mars, Boris Johnson (avec le feu vert de Biden) a déclaré qu'il fallait « *continuer à intensifier les sanctions jusqu'à ce que chacune des troupes de Poutine soit sortie d'Ukraine* » engageant le président du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, à affirmer péremptoire le 2 mai : « *Un traité avec la Russie est impossible : seule la capitulation peut être acceptée (sic).* »

On apprendra même plus tard que François Hollande, dupé par deux humoristes russes avait même admis : « *Nous (la France et l'Allemagne) voulions gagner du temps pour permettre à l'Ukraine de se rétablir, de renforcer ses ressources* ».

On connaît la suite, les frappes massives russes, la contre-offensive ukrainienne, les hésitations occidentales sur l'autorisation donnée ou non à l'armée ukrainienne d'utiliser des missiles longue portée qui feraient définitivement apparaître l'OTAN comme cobelligérant, les déclarations surprenantes d'Emmanuel Macron, l'homme du « *En même temps* » qui après avoir envisagé d'envoyer l'armée française sur le terrain, appelle ensuite les Ukrainiens à mener des discussions réalistes sur les questions territoriales pour trouver un règlement au conflit !

Le coût humain et économique est fantastique des deux côtés, 300 milliards d'aide de l'Occident à l'Ukraine, 320 milliards dépensés par la Russie, au moins un million de morts et blessés entre les deux camps. Quelle nouveauté préoccupante aujourd'hui ?

L'Ukraine devant les tergiversations occidentales a fini par développer considérablement son industrie militaire en vue de fabriquer elle-même ces fameux missiles balistiques longue portée capables de frapper loin sur le territoire russe.

Imaginons ce qui pourrait se passer si un missile balistique ukrainien détruisait le Kremlin ou même le musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg ?

La riposte russe ne se ferait pas attendre. Kiev serait aussitôt rayée de la carte. Les occidentaux accepteraient-ils de mourir pour une ville détruite ! Une confrontation nucléaire pourrait alors commencer, d'abord avec des armes nucléaires tactiques, dernier avertissement avant l'utilisation d'armes nucléaires stratégiques pouvant faire exploser la planète ?

Qu'avons-nous gagné les uns et les autres dans cette guerre inutile ? Les sanctions n'ont pas marché, l'Europe sombre dans l'inflation et la ruine de son industrie, les BRICS se renforcent et n'accepterons plus désormais le monde unipolaire voulu par les Américains.

Faudra-t-il se battre jusqu'au dernier Ukrainien ou un semblant de sagesse pourra-t-il se manifester à temps ? **Donald Trump, please, win your bet!**

## ***Il est mort !***

Jean-Marie Le Pen est décédé à l'âge de 96 ans. Figure incontournable de la vie politique française depuis son élection sous la IV<sup>ème</sup> République, poujadiste, plus jeune élu de l'Assemblée Nationale en 1956, il quitte volontairement ce poste confortable de Député pour s'engager au 1<sup>er</sup> REP (Légion Etrangère) afin de participer à ce qu'on appelait alors la Guerre d'Algérie.

Sa carrière politique fut émaillée d'incidents et de condamnations successives notamment pour ses calembours insensés antisémites (le détail de l'histoire sur les chambres à gaz, les Durafour crématoires, la journée des artistes et bien d'autres) **qui ne peuvent être justifiés par personne.**

Il fut un défenseur acharné du Nationalisme, attirant l'attention sur l'immigration islamique, luttant contre l'Union Européenne. Ses idées contestables pour beaucoup progressèrent pourtant de **0.19%** (189.289 voix) en 1974 à **41.45%** (13.288.686 voix en 2022) sur la houlette de sa fille, Marine Le Pen.

Cette carrière ô combien tumultueuse s'achève sur les danses macabres le soir de sa mort, Place de la République avec fumigènes et champagne, soutenues indignement par Mathilde Panot, leader de La France Insoumise, qui contrastent étonnamment avec ce que furent les funérailles nationales de François Mitterrand. Faut-il rappeler pourtant le passé vichyste de ce dernier, sa politique répressive pendant la guerre d'Algérie (200 guillotins alors qu'il était Garde des Sceaux qui expliquent peut-être ses revirements ultérieurs), ses liens maintenus avec son « *ami* » Bousquet responsable de la déportation des Juifs de France lors de la rafle du Vel d'Hiv ?

### **Deux poids, deux mesures !**

Personne ne peut défendre la mémoire de Jean-Marie Le Pen, Antisémitisme d'Extrême Droite. Sa fille elle-même, à qui aucun propos antisémite n'a jamais pu être reproché, l'avait exclu en 2015 du Front National qu'elle rebaptisa ensuite en 2018 Rassemblement National.

Il est malgré tout surprenant de constater que ceux qui fêtent la disparition d'un antisémite sont les mêmes que ceux, Jean Luc Mélenchon en tête, qui refusèrent en 2023 de participer à la marche contre l'antisémitisme alors qu'ils avaient bruyamment organisé la marche contre l'islamophobie en 2019.

### **Pourquoi ce rappel ?**

Parce qu'il est à craindre que ces manifestations de haine gauchistes, souvent le fait d'une jeunesse totalement inculte, manipulable, genrée, éco punitive, représentée à l'Assemblée par certains personnages pour le moins sulfureux (anciens dealers de drogue, drogué et Fichier S) près à s'encanailler, n'aboutisse à une véritable guerre civile si les circonstances amenaient un jour Marine Le Pen au pouvoir lors de prochaines Présidentielles.

L'évolution des scores de celle-ci face à l'effondrement semble-t-il inéluctable des deux grands partis de gouvernement que furent les LR et le PS doit nous inciter à la vigilance.

## ***Gémissons ... mais espérons !***

Certains parmi vous connaissent bien cette formule qu'on devrait malheureusement appliquer à ce pauvre François Bayrou.

En effet, s'il veut durer tant soit peu, il devra naviguer au gré des textes proposés entre une négociation à Gauche avec le PS et une négociation à Droite avec le RN.

Le RN seul associé à Ciotti ne peut pas provoquer la censure.

Le NFP même en additionnant ses voix à celles du RN et de LIOT ne peut atteindre la majorité absolue si le PS lui fait défaut.

L'ennui c'est que dans cet exercice d'équilibriste, dont dépend sa survie et même dans une certaine mesure celle d'Emmanuel Macron qui ne peut se permettre des censures itératives, il est impossible d'avancer sur des réformes capitales dont le pays a pourtant le plus urgent besoin.

Le référendum qui rendrait la parole au peuple est devenu inutile car on connaît d'avance les réponses qui seraient apportées et qui ne feraient que plébisciter largement le rejet de l'actuel Président.

Va-t-on proposer une meilleure justice fiscale rétablissant l'ISF qui sera immédiatement attaquée par les médias des milliardaires. Elle permettrait pourtant de réduire les prélèvements obligatoires dont la France détient le triste record mondial ?

Va-t-on renégocier les retraites qui en ont bien besoin tout en prenant en compte le fait que l'espérance de vie ne cesse d'augmenter (comme le nombre de centenaires) tandis que diminue drastiquement le nombre des actifs ce qui imposera à terme une retraite par capitalisation ?

Va-t-on revenir sur les questions de sécurité et d'immigration alors que le nombre de places en prison reste lamentablement bas (1,16 prisonniers pour 1000 habitants en France contre 5.3 pour 1000 habitants aux USA) ?

Va-t-on revenir efficacement sur les mesures d'expulsion des OQTF quitte à rétablir une rétention stricte ?

Va-t-on revoir le pouvoir d'achat des plus modestes, les bourses des étudiants, et en même temps la fin d'un assistanat sans limite et sans réel contrôle alors que la DREES évaluait déjà à 849 milliards d'€ la protection sociale en 2022 soit 12.550 € par habitant ?

Va-t-on restaurer l'autorité à l'école (où les professeurs, abandonnés par leur hiérarchie, craignent les élèves, les parents et les réseaux sociaux) ou sur la route où se multiplient les refus d'obtempérer ?

Va-t-on enfin régler les questions normatives, commerciales, financières des petits agriculteurs souvent trahis par leur propres syndicats alors qu'ils font vivre la ruralité ?

Va-t-on relancer la recherche et réindustrialiser la France en totale perte de vitesse y compris dans des domaines où elle excellait (textile, métallurgie, nucléaire, pharmacie) ?

Va-t-on récupérer notre souveraineté nationale en libérant l'UE de son corset bureaucratique et technocratique pour ne conserver que la meilleure coopération possible volontairement choisie entre Etats ?

Toutes ces questions divisent l'Assemblée tripartite, incapable de voter dans le sens désiré par une immense majorité de Français. Pauvre Bayrou qui doit naviguer face à des vents bien contraires et qui par-dessus le marché se trouve entraîné dans l'affaire Bétharram!

## ***Faut-il en rire ou en pleurer ?***

Le 7 Janvier, des milliers de jeunes rassemblant toutes les tendances antisémites, islamogauchistes, antifa, anti- suprémacistes, antiblancs, genrées, écolo, wokistes, communistes, Black Blocks ... Place de la République, fêtaient bruyamment au Champagne le décès d'un homme politique.

*L'occasion de boire un coup ensemble pour certains ! Rien de plus !*

Le 9 janvier la Cour de Justice de l'Union Européenne, saisie par l'Association « *justiciers LGBT+* » a jugé discriminatoire le fait que la SNCF demande de cocher dans ses formulaires la civilité Madame ou Monsieur à ses usagers lors de l'achat d'un titre de transport !

« *Quelle méthode inquisitoriale : ça ne les regarde tout de même pas !* » diront les trans !

La même nous oblige à accepter le retour en France après expulsion, par les autorités de son propre pays qui refusent de le reprendre, d'un ressortissant algérien 6 fois condamné, renvoyé après avoir tenu des propos haineux à l'encontre de la France sur son compte TikTok aux 140.000 abonnés!

*Renvoyer chez lui un ressortissant étranger haïssant la France, quelle honte !*

C'est son homologue la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui , une fois encore, obligeait la France à accepter le retour sur notre territoire d'un tchéchène de l'Etat islamique condamné à 6 ans de prison pour apologie du terrorisme.

*Il a même fallu lui rembourser ses frais de retour. Normal Non ?*

On pourrait malheureusement multiplier les exemples de ces ingérences ahurissantes que nos « *élites* » ont acceptées de l'UE qui ne se contente pas de nous imposer ces décisions économiques comme la dernière en date, la signature malgré nous de l'accord du Mercosur sacrifiant les agriculteurs français aux intérêts des fabricants de voiture allemands.

Quand on pense au coût insensé de cette technobureaucratie bruxelloise (le « *brillantissime* » Commissaire européen et ancien Ministre français qui comme PDG avait successivement coulé THOMSON puis ATOS, toucherait 57.000 € par mois de retraite) on ne peut qu'espérer de nos dirigeants qu'ils comprennent enfin le piège de Maastricht dans lequel ils nous ont fourrés !

Il est vrai que depuis maintenant bien longtemps la qualité de nos prétendues élites politiques n'a cessé de se dégrader (On pense à Bruno Le Maire qui « *pantoufle* » en donnant des cours d'économie (sic) grassement payés dans une Université de Lausanne après ses prouesses à Bercy).

Les médias, aux ordres de leurs propriétaires (Les 9 milliardaires qui les contrôlent tous ou presque), nous feront bien, encore une fois, avaler leurs pilules pendant que nos Députés (*Eux -mêmes de pauvres malheureux mais Dieu sait à quel point ils se sacrifient pour la France !*) continueront à se disputer pour renverser nos Gouvernements successifs !

L'heure est grave mais une seule consigne : « *Tous à la gamelle !* »

Il faut dire que l'exemple vient de haut !

Je crains pour notre pays que la situation ne se crispe encore davantage entre deux France qui ne pourront même plus se voir. On se souvient des propos de Gérard Colomb passant du « *côte-à-côte* » au « *face-à-face* » !

Pendant des siècles la France a accueilli les étrangers venus sur son sol chercher une meilleure vie. Elle les a assimilés, a fait d'eux des Français à part entière qui ont aimé leur pays d'accueil. Elle a été généreuse envers eux et elle attend légitimement d'eux et surtout maintenant de leurs descendants bénéficiaires du « *Droit du Sol* » une ardente obligation de s'assimiler, d'adopter les lois de la République et les règles civilisationnelles millénaires de leur nouvelle patrie.

Craignons sinon que les affrontements que tous les humanistes redoutent s'installent définitivement entre des France écartelées, France bourgeoise des villes où les narcotrafiquants trouvent des clients Bobos pour leur pitoyable commerce, France des banlieues devenue territoires perdus de la République, France rurale où l'UE conduit au suicide les quelques paysans rescapés qui demeurent en dehors des « industriels de la terre » qui font mine de les défendre à travers leurs syndicats.

Les Gilets Jaunes ont été durement frappés par les forces de police , les Agriculteurs sont bloqués pour ne pas entrer dans Paris, mais les voyous venus danser sur un cadavre n'ont subi, eux, aucun dommage !

## ***Mea Culpa ?***

Faire des éditos quasi quotidien expose parfois, à des mouvements d'humeur passagers liés aux situations que nous vivons. Un humaniste doit cependant pousser plus loin son raisonnement.

D'où provient cette montée de haine qui agite une France contre l'autre ? Que faire pour restaurer cet indispensable équilibre qui doit régir notre société pour que, respectant les mêmes lois, nous nous respections ainsi les uns les autres ?

**Quelques exemples vont illustrer mon propos.**

**L'Education** est à la base de toute constitution d'une société apaisée. Or que constatons-nous ?

On parle de classes trop nombreuses. Mais le collège unique, parti d'une fausse bonne idée voulant établir un équilibre social au lieu d'établir des équilibres de niveaux, amène à des classes trop nombreuses pour les élèves en difficulté alors que les classes regroupant les meilleurs élèves d'où qu'ils viennent pourraient en accueillir un beaucoup plus grand nombre.

On oblige à la mixité qui expose à certains harcèlements et trop souvent aux questions de genre instillées dès la Maternelle par le wokisme ambiant. On dévalorise, ne serait-ce que par les salaires, le niveau de recrutement des professeurs. On tolère la présence d'éléments perturbateurs pour lesquels les centres d'éducation renforcée sont inexistantes ou extrêmement insuffisantes. On laisse la direction des établissements, frileuse devant les réseaux sociaux et l'immixtion des parents, se retrancher derrière le « *Pas de vagues* ».

On parle de laïcité mais on n'ose pas interdire systématiquement le port des croix, du voile, de la Kippa ou de tout autre signe religieux ostentatoire à l'école, dans les sorties scolaires et à l'Université.

Les banlieues manipulées par des formations étrangères hostiles à notre civilisation ne font pas l'objet d'une attention suffisante. C'est pourtant par le savoir que nos jeunes, quelle que soit leur origine, ont le plus de chance de s'élever et de s'assimiler.

On parle de narcotrafics, de règlements de comptes entre bandes rivales qui sont en fait des fournisseurs concurrents, mais personne n'arrête les clients, sans lesquels ce commerce cesserait aussitôt, pour les conduire suivant le cas à l'hôpital ou en prison ?

Le laissez-faire et l'absence de centres de rétention empêche l'application de courtes peines au moment des premiers délits, la suspension momentanée des allocations sociales qui responsabiliserait des parents, l'absence de prise en compte des cas sociaux (mères célibataires par exemple), la déambulation nocturne d'enfants très jeunes vite embauchés comme « *Choufs* ».

La baisse inconsidérée de l'aide à l'apprentissage et à l'alternance laisse désœuvrés des jeunes sans emplois, sans formation, sachant parfois à peine lire, écrire, compter, réfléchir alors que l'entrée précoce dans la vie active, agricole, industrielle, artisanale ou commerciale complétée par une formation continue devrait pouvoir être suivie de passerelles généralisées permettant tout au long de la vie pour ceux qui en ont le courage et les capacités, de retourner vers des formations générales.

Le tutorat inexistant sauf pour les classes aisées qui peuvent payer des organismes privés tout en déduisant 50% des coûts de leurs impôts, renvoie trop tôt en dehors de l'école des enfants incapables de faire leurs devoirs à la maison. Il serait pourtant facile d'y impliquer, dans le cadre d'un service national, des jeunes motivés qui ont reçu une éducation supérieure payée par l'Etat (ou des chômeurs pédagogiquement aptes) .

Le secteur privé sous contrat souvent recherché par les parents qui le peuvent financièrement (y compris la Nomenclature de Gauche) ne devrait-il pas bénéficier de la même dotation par élève que le secteur public ? « *L'argent des parents pour l'école choisie par les parents !* »

On pourrait décliner de nombreux autres points d'achoppement d'une institution encore la plus coûteuse de l'Etat qui aujourd'hui nous fait subir la honte d'un classement PISA ô combien humiliant !

**L'islamo-gauchisme** justement récréé en ce sens qu'il traduit la volonté subversive de mouvements étrangers nous conduit à une généralisation hâtive, hautement condamnable, frappant tous les Musulmans ou même les non-croyants d'origine arabe, berbère ou noire.

Il faut en finir avec ce climat de haine qui tôt ou tard sombrera dans des affrontements graves, englobant malgré eux ceux qui veulent s'intégrer, y compris ceux déjà assimilés de longue date, exaspérés par ce déferlement médiatique quotidien.

Les « *torses bombés* » des Gouvernements français et algériens actuels nuisent à l'intérêt véritable de deux pays indépendants qui partagent encore une longue histoire, une langue, des amitiés et où la France s'est bêtement laissée distancée par Chinois, Russes, Américains, Italiens et Espagnols !

La France est un pays laïc de tradition grecque, latine, judéo-chrétienne, méditerranéenne. Elle doit dans le respect de toutes les croyances, des ethnies, des couleurs de peau, des idées politiques favoriser le vivre ensemble respectant les lois de la République et les valeurs civilisationnelles de notre Nation. Tous ceux qui, aimant la France et pouvant être accueillis par elle, veulent s'installer parmi nous doivent s'engager à en partager les valeurs refusant toute loi qui se dirait supérieure à celle du pays d'accueil qu'ils ont choisi.

**L'Européisme aveugle** nous conduit à appliquer des règles inacceptables que l'aveuglement de nos dirigeants successifs depuis Giscard d'Estaing nous ont amenés à supporter. Après Maastricht et malgré le référendum désavoué de 2005, le peuple français exécute quand il ne surtranspose pas des normes imposées par une Commission non élue aux ordres des Allemands et en sous-mains des Américains

L'Europe des coopérations est une magnifique opportunité. Elle l'a déjà prouvé dans de très nombreux domaines. L'Europe des Nations conservant leur souveraineté est en revanche indispensable. Celle par exemple qui nous a permis de développer notre énergie nucléaire fossoyée depuis par des écologistes incultes manipulés en sous-mains par l'industrie allemande qui redoutait notre concurrence. Celle-ci aujourd'hui privée en grande partie du gaz russe sur lequel elle avait bâti sa conquête commerciale du monde en est désormais réduite à une inflation dramatique que ses éoliennes et ses centrales au charbon ne conjureront pas !

## ***Beaucoup de bruit pour rien !***

Comme prévu, le discours de politique générale présenté au Parlement par le Premier Ministre, François Bayrou, a été scandé par le tumulte indécent auquel nous sommes désormais habitués sur les bancs de l'Extrême Gauche.

Sur la question des retraites, celui qui veut dissoudre les 1000 Comités Théodule inutiles, va finalement en rajouter trois. Est-il raisonnable de devoir une nouvelle fois faire appel à la Cour des Comptes pour, d'ici trois mois, connaître de manière exacte le déficit des caisses de retraite alors qu'il suffit de retrancher le montant total des retraites payées du montant total des cotisations encaissées ?

L'espoir de mettre d'accord Patronat et Syndicats sur un retour à la retraite à 60 ans est vain. D'ailleurs il est grotesque alors que le rapport Nombre d'actifs / Nombre de retraités ne cesse de décroître tandis que l'Espérance de vie ne cesse d'augmenter et que la France si elle veut se désendetter devra de toutes façons travailler plus !

Au mieux, arrivera-t-on à améliorer ce que je réclame depuis des mois, une meilleure prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité des métiers quand, par exemple, les fonctionnaires de la Banque de France qui ne croulent pas sous le travail depuis que cet organisme a transféré la quasi-totalité de ses pouvoirs à la BCE vont bénéficier... à terme d'un départ à 62 ans au lieu des 64 ans du régime général (et encore doucement, 55, 56, 57...) !

Le PS déjà effrayé par un risque de désaccord avec LFI lors des prochaines élections législatives et municipales rejoindra-t-il le camp du NFP en se joignant à ses motions de censure d'autant que celles-ci seront momentanément sans effet en raison de la position du RN ?

Autre point évoqué, la proportionnelle. Nous savons depuis longtemps que le Modem, comme le RN et LFI sont favorables à ce type de scrutin qui marquerait définitivement la fin de la V<sup>ème</sup> République et le retour à la IV<sup>ème</sup>. Les anciens partis de gouvernement LR et PS compte tenu de leur dégringolade actuelle y verront sans doute un moyen de sauver les meubles. Or nous savons que ce mode de scrutin donne tous pouvoirs aux Partis et fait définitivement perdre le lien géographique entre Député et Citoyens.

Peut-être est-ce pour cela que Bayrou veut revenir sur l'autorisation de cumul Député-Maire ? Mais alors le Député choisi par le Parti ne sera peut-être pas celui qui aux Municipales aura été choisi par les électeurs !

Une fois de plus on voit bien depuis 2022 que le pays ne peut pas se réformer, et Dieu sait pourtant qu'il en a besoin, sans qu'une majorité siége à l'Assemblée Nationale chez des « *Gaulois* » peu enclins aux coalitions !

L'éducation, la justice, l'autorité de l'Etat, la régulation de l'immigration, la sécurité, l'outre-mer, la politique étrangère, l'armée ont fait l'objet d'une longue évocation mais sans aucune direction précise, un discours préparé de longue date d'un bon élève de Sciences Po sans plus.

Autrement dit personne ne sait vraiment où on nous propose d'aller. Les évocations des choix précédents du Président de la République (cahiers de doléance des gilets jaunes, commissions citoyennes, ...) relèvent d'un exercice de « *lèche-bottes* » d'autant plus risible qu'on sait dans quelles conditions François Bayrou s'est imposé pour obtenir, enfin, une nomination recherchée depuis si longtemps !

Finalement son seul espoir est de tenir, le temps de faire voter le Budget. Alors, comme il ne peut pas augmenter significativement les impôts (il perdrait même alors le soutien des LR), ni taxer les superprofits des ultra-riches, ni rétablir l'ISF, il ne lui reste plus qu'à espérer sabrer dans les dépenses.

Mais, voilà, en dehors des mesurettes comme la suppression des subventions aux associations vraiment inutiles, pas un mot sur le mille-feuille administratif des collectivités locales, sur l'indispensable réduction du nombre de fonctionnaires, y compris à l'Education Nationale où dans les Hôpitaux où les administratifs seront bientôt plus nombreux que les soignants, y compris dans l'administration centrale (au Ministère de l'Agriculture par exemple le nombre de fonctionnaires a doublé depuis 1980 (36.000 au lieu de 18.000) alors que le nombre d'exploitations a été divisé par 4 (389.800 au lieu de 1.215.000).

On fera donc dans l'esbrouffe : diminution apparente du budget de certaines structures, constatation du dérapage à la fin de l'année suivie du vote d'un budget rectificatif. Une méthode largement éprouvée pendant 7 ans par Bruno Le Maire qui maintenant voit ça de loin sur les rives du Lac Léman !

## ***Nos relations avec l'Algérie ?***

La situation qui dégénère aujourd'hui entre la France et l'Algérie, deux pays qui, le 18 mars 1962, mirent fin par les Accords d'Evian aux huit années de conflits sanglants qui les opposèrent, doit être examinée sans passion par les amis des deux rives de la Méditerranée, partageant 132 ans d'histoire commune, parlant encore pour beaucoup une même langue et qui ont, malgré tout, noué au fil du temps de nombreux liens amicaux et pour certains familiaux, pour espérer retrouver la voie d'un dialogue fructueux reposant sur le respect mutuel de deux Nations indépendantes qui peuvent encore partager un grand avenir.

On ne peut cependant avoir une vision complète de l'origine du conflit franco-algérien sans remonter d'abord à la traite des esclaves, majoritairement européens, qui a fleuri principalement entre les XIV<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles sur la « Côte des Barbaresques » sous domination de l'Empire Ottoman. Ces esclaves provenaient des razzias des pirates ottomans qui colonisaient ces territoires, sur les côtes du Golfe du Lion et qui saisissaient les navires européens pour les rançonner. On se souvient par exemple de Cervantès réduit en servitude à Alger pendant cinq ans (1575-1580) ou de Vincent de Paul capturé en 1605 au large d'Aigues-Mortes.

Les raids dans la Méditerranée étaient si fréquents et si dévastateurs que le littoral méditerranéen subit un exode généralisé amenant même certaines nations à payer un tribut pour éviter les attaques des Barbares.

Des institutions religieuses, notamment l'Ordre des Trinitaires ou de Notre-Dame de la Merci s'organisèrent alors et collectèrent des fonds pour racheter les captifs devenant peu à peu des intermédiaires entre les victimes des pirates musulmans et leurs familles.

A la fin du XVIII<sup>ème</sup>, les navires de commerce des tout jeunes Etats américains n'échappèrent pas au pillage, ce qui les amena pour se défendre, bien avant l'expédition du Duc d'Aumale à créer dès 1794 la fameuse US Navy. Elle remporta en 1805 la Première guerre barbaresque !

Les guerres qui suivirent lancées par les Etats Européen prirent fin au moins officiellement en 1830 après la conquête de la région par la France et, l'abolition générale de l'esclavage qui existait depuis toujours dans ces territoires sera finalement promulguée le 27 avril 1848.

Une première prise de conscience de la réalité nationale algérienne eut lieu pendant la Première Guerre Mondiale où l'Algérie fournit au pouvoir colonial français non seulement un soutien matériel substantiel, mais surtout des milliers de soldats « indigènes » (300.000 environ) soumis au service militaire obligatoire et le plus souvent affectés aux sections d'assaut.

Les tirailleurs qui revinrent des combats, encensés pour leur bravoure, n'ont pourtant jamais eu droit à la citoyenneté pleine et entière qui leur avait été promise. Faut-il rappeler que le décret Crémieux (1870) n'accordait la citoyenneté française qu'aux « *indigènes israélites* » (35.000) et aux étrangers résidant en Algérie, alors que les Musulmans restaient sous le régime de l'indigénat (*ce qui ne manqua pas de générer un violent antagonisme entre ces communautés qui vivaient jusque-là depuis des siècles en bonne intelligence !*) Conscients d'avoir aidé la France à l'heure du danger et frustrés par ces promesses non tenues, ils ont ouvert le chemin à une revendication de libération nationale que la seconde guerre mondiale confirmera vingt ans plus tard.

C'est en effet il y a maintenant 80 ans, que les troupes de De Lattre de Tassigny incorporant 150.000 tirailleurs algériens entrèrent dans Marseille pour libérer la ville, ce qui advint le 27 août 1944 après de sanglants combats au corps à corps où ces derniers jouèrent un rôle irremplaçable. Mais moins d'un

an plus tard, le 8 mai 1945, alors qu'on célébrait partout en France la fin de la guerre, une manifestation en faveur de la libération du leader indépendantiste Messali Hadj fut autorisée par les autorités françaises sous condition qu'on ne déploie aucun drapeau algérien.

À Sétif, les choses se déroulaient pacifiquement lorsqu'un jeune scout musulman, arborant un drapeau algérien, fut abattu sans sommations. La population se déchaîna, tuant 102 Européens. La riposte militaire fut sanglante. L'aviation et la marine pilonnèrent les villes de Sétif, Guelma et Kerratta. La police et la gendarmerie se livrèrent à des exécutions sommaires et mitraillèrent une foule sans armes faisant des milliers de morts. Ceci neuf ans avant ce qu'on appellera plus tard à partir du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, la Guerre d'Algérie.

Après 8 années de conflits, en 1962, le référendum sur l'autodétermination voulu par le Général De Gaulle remportera un immense succès (99.8% de OUI ) et le 5 Juillet 1962 l'indépendance qui mit fin à 132 ans de colonisation sera proclamée (journée assombrie par le massacre d'Oran où 700 pieds-noirs perdirent la vie).

Suivront des Gouvernements successifs issus du FLN : Ferhat Abbas, Ahmed Ben Bella renversé par le coup d'Etat de Houari Boumediene, Chadli Bendjedid qui à partir de 91 devra faire face à une « *décennie noire* », Mohamed Boudiaf, Ali Kafi, Liamine Zéroual, Abdelaziz Bouteflika, puis depuis 2019, l'actuel Président Abdelmadjid Tebboune.

Les accords d'Evian prévoyaient le maintien de la présence française à Mers-el-Kébir, à Reggane où furent expérimentées jusqu'en 1966 les premières bombes nucléaires françaises et à Hassi-Messaoud où fut exploité dès 1956 le pétrole saharien. L'armée française y restera jusqu'en Avril 1971.

Dès octobre 1963 éclata entre l'Algérie et le Maroc la première « *Guerre des sables* » marquée encore aujourd'hui, malgré quelques périodes d'accalmie, par des tensions répétées entre ces deux pays voisins (les frontières sont fermées).

Vis-à-vis de la France, les hauts et les bas se succédèrent !

Le vote en 2005 sous le Gouvernement Raffarin de la Loi sur la colonisation ouvrit une nouvelle crise diplomatique relayée en France dans certains milieux. S'y ajoutèrent des questions sur l'immigration de travail, le regroupement familial, le terrorisme, l'émigration clandestine, les scandales de corruption mais aussi les émeutes des jeunes de banlieues qui firent dire à certains : « *Si nous voulons intégrer ces jeunes gens qui n'ont que depuis peu la nationalité française, ne nous contentons pas de leur assurer un emploi et un logement. Donnons-leur la fierté d'être français, en commençant par l'être nous-mêmes* ».

2019 fut une année charnière où la population algérienne lassée par la « *supercherie* » de la réélection en 2014 du Président Bouteflika força ce dernier à démissionner en Avril.

Le Président Abdelmadjid Tebboune après une période de troubles fut finalement élu le 12 décembre 2019.

Aujourd'hui les tensions entre les deux pays, la France et l'Algérie persistent , exacerbées par l'exaltation de la lutte anti-française, bouc-émissaire constant du régime autoritaire algérien régulièrement utilisée par l'armée pour disqualifier toute contestation interne.

En France la présence d'une forte communauté algérienne ou d'origine algérienne depuis les accords de 1968, toujours en vigueur, répondit aux besoins de main d'œuvre en facilitant la circulation et

l'installation des citoyens algériens sur notre territoire (Il y a aujourd'hui 22.000 étudiants algériens dans nos Universités et 440 000 retraités touchent en Algérie une pension de retraite française)

Des accusations d'ingérence, installèrent, dans la perception algérienne, la question de la « *repentance* » malgré la volonté manifestée par certains dirigeants français de mettre en place un processus de refondation des relations bilatérales auquel les autorités algériennes répondirent parfois en coopérant contre un ennemi commun, le terrorisme sahélien, ou en offrant un soutien opérationnel aux forces aériennes françaises qui participèrent à la guerre du Mali.

Dès la campagne présidentielle de 2017, le candidat Emmanuel Macron manifesta à Alger sa volonté d'avancer sur la question mémorielle allant même jusqu'à qualifier la colonisation française de "*Crime contre l'humanité*" et de "*vraie barbarie*" alors même que le Président Tebboune était contraint de s'aligner sur des exigences des généraux algériens qui désignaient la France comme « *ennemi traditionnel et éternel* » !

De part et d'autre les provocations se multiplièrent à propos du Sahara occidental, Alger soutenant le Front Polisario. La France répondit par une diminution drastique du nombre de visas (vite contournée cependant par les Visas Schengen). L'Algérie répondit par des refus de délivrance de laissez-passer consulaires pour les OQTF, le rappel de son Ambassadeur, l'interdiction de survol du territoire algérien pour les avions militaires français allant au Niger. De nombreuses déclarations humiliantes parfois d'une extrême violence de la part de médias algériens dont l'outrance, il est vrai, disqualifie les auteurs, n'arrangèrent guère les choses.

Le 25 juillet 2024, Alger exprimera sa « *profonde désapprobation* » vis-à-vis de la décision « *inattendue, inopportune et contre-productive* » de la France d'apporter son soutien sans équivoque et sans nuance au plan d'autonomie sur le Sahara Occidental dans le cadre de la souveraineté marocaine ».

En novembre 2024, l'arrestation à l'Aéroport d'Alger pour atteinte à la sûreté de l'Etat et l'emprisonnement de l'écrivain franco-algérien, Boualem Sansal, critique de l'islamisme et du pouvoir algérien (à la suite de son interview sur le site identitaire *Frontières*) auquel Emmanuel Macron avait remis personnellement le certificat de nationalité française, est évidemment considérée par la France comme le signe d'un inacceptable durcissement. Il est toujours otage de l'Algérie, condamné à 5 ans de prison !

En janvier 2025 l'expulsion sans laissez-passer consulaire d'un influenceur algérien appelant à la violence et à la haine, 11 fois condamné mais disposant toujours néanmoins d'un certificat de séjour valide, suivi de son retour le même jour, renvoyé par Alger, crée une crise diplomatique avec échange de propos acerbes entre politiques de part et d'autre, l'Algérie se référant à une convention d'extradition promulguée en 2021 selon laquelle les parties « *s'engagent à se livrer réciproquement, selon les règles et sous les conditions établies par cette convention, les personnes poursuivies ou condamnées par leurs autorités judiciaires compétentes* » mais qui stipule que « *l'extradition est refusée si l'infraction pour laquelle elle a été demandée est considérée par la partie requise comme une infraction politique ou connexe à une infraction politique* ». ».

L'empreinte commerciale des entreprises françaises qui étaient en 2014 au deuxième rang, après la Chine, des fournisseurs de l'Algérie se réduit au strict minimum. Ne subsiste guère plus que le gaz algérien importé par la France, représentant 5 à 6 milliards d'euros par an. La France est même exclue des fournisseurs pourtant traditionnels de céréales et tous les contrats commerciaux sont refusés aux entreprises françaises au profit des Italiens, des Américains, des Russes et des Chinois !

Aujourd'hui, la France reste le pays qui accueille la plus importante diaspora algérienne (près de 3 millions de personnes, binationaux compris), loin devant l'Espagne qui occupe la deuxième place. Cette émigration a pour conséquence une « *hémorragie grave dans l'encadrement et les élites universitaires* ». 15 000 médecins formés en Algérie exercent sur notre territoire alors que les faiblesses du système de soins local font que de nombreux Algériens viennent se faire soigner en France... en profitant de l'AME.

Une nouvelle génération qui n'a pas connu la guerre va bientôt arriver aux commandes. Souhaitons que les futurs dirigeants dont, pour la plupart, notre langue reste encore la langue étrangère de prédilection (malgré l'influence grandissante des Américains), renouent avec leurs homologues français des relations de confiance et de respect mutuel. Souhaitons que de nombreuses entreprises françaises, plutôt que de tout sous-traiter en Chine, prennent conscience qu'à 1 heure de Marseille, un pays encore francophone, où l'énergie est (presque) gratuite, où la main d'œuvre est abondante et qualifiée représente un lieu privilégié pour leurs investissements. Souhaitons que la France ne soit pas simplement le refuge d'opposants algériens. Souhaitons que l'Algérie retrouve avec le Maroc un climat de paix permettant l'émergence avec la Tunisie d'une zone économique de grande complémentarité au Maghreb.

Souhaitons enfin que l'Algérie, plus grand pays d'Afrique, soit un nouveau « Far South », Hub du continent africain en pleine croissance démographique qu'une coopération Euro-Africaine nouvelle sur les mêmes fuseaux horaires pourrait équitablement faire prospérer pour rivaliser avec les autres grands blocs économiques mondiaux.

Mais en attendant, la France se ridiculise en étant incapable de faire suffisamment pression sur le régime algérien tant que Boualem Sansal, franco-algérien, ne sera pas extradé. Une grâce du Président Tebboune amorcerait sans doute un retour à plus de sérénité !

## **Quel spectacle !**

Les sessions de l'Assemblée Nationale ressemblent de plus en plus à un mauvais spectacle ! On a même honte de voir dans l'hémicycle certains élus au passé douteux et au comportement inqualifiable qui donnent (*surtout à l'Extrême gauche et chez les Écologistes*) une image bien dégradante de notre pays.

On constate aussi le niveau culturel indigent de bon nombre d'entre eux (*Quand on repense à De Gaulle ou Pompidou, quelle déchéance !*). De plus, même si on ne peut être un spécialiste de chaque domaine, on peut au moins, ne serait-ce qu'en Commission, écouter de vrais Experts pour se faire une opinion documentée et éviter de se laisser manipuler par des « *collègues* » soit ignares soit traîtres, au service de lobbies eux-mêmes parfois instrumentés par des puissances étrangères.

Je prendrai pour exemple, l'incroyable manipulation qui nous a fait perdre l'avance incontestable que nous avions dans l'énergie nucléaire, où de pauvres marionnettes comme Dominique Voynet se sont fait abuser par des fondations allemandes qui voulaient s'en prendre à la compétitivité énergétique de la France, à Lionel Jospin qui, pour faire plaisir à ces écologistes inconscients fit fermer Superphénix, et à bien d'autres qui défirent (*espérons que ce ne fut qu'involontairement par refus d'écouter nos grands spécialistes du domaine*) notre avance mondiale et qui nous ont entraînés dans des voies extrêmement coûteuses et sans issues comme celles des prétendues « *énergies renouvelables décarbonées* » qui ne sont en fait que des « *énergies intermittentes au vrai bilan carbone catastrophique* » et non pilotables.

Les Grecs avaient compris avec les Archontes que pour diriger un pays il fallait des « *Sachants incorruptibles* ». Aujourd'hui le Gouvernement des élites, pourtant si nécessaire vu les circonstances, ne se forme pas, loin de là, sur les seuls bancs de ce qui reste de l'ENA ou de nos plus grandes Écoles d'ingénieurs où de super diplômés préfèrent la finance à la recherche ou à l'industrie.

Et pourtant ce spectacle dégradant nous coûte cher !

- 571 Millions d'€ pour l'Assemblée Nationale
- 372 Millions d'€ pour le Sénat
- soit 943 millions d'€ pour 120 jours annuels de session (7.8 millions d'€ par jour)
- sans parler du coût des Députés européens, (259 millions pour les 81 Députés français).

La récente tentative de censure par LFI et les Verts s'est heurtée dans l'opposition au refus des Socialistes (à l'exception de 8 d'entre eux) et du RN. Elle n'a recueilli que 131 voix !

Cela laisse un petit espoir à François Bayrou de durer encore quelques temps !

La mission « *flash* » de la Cour des Comptes sur la réforme des retraites n'aura sans doute guère bougé, les réductions de dépenses programmées obligeront les fonctionnaires à plus de productivité, ce qui ne plaira pas à certains, les taxes prétendument gelées ne pourront que repartir à la hausse car le rythme de progression de la dette aura bien peu de chances de s'atténuer !

Craignons même que l'instauration des ZEF (zones à émissions faibles) dans les grandes métropoles ne ressemble fort à l'augmentation brutale du coût des carburants qui en 2018 déclencha le mouvement des Gilets jaunes !

Les mêmes causes reproduisant les mêmes effets, l'approche d'une éventuelle nouvelle dissolution fera vite rentrer les socialistes au bercail du NFP sauf si entre temps était votée une loi rétablissant un scrutin proportionnel qui pousserait tous les partis d'opposition à refuser les coalitions, belle occasion de revenir aux mauvais jours de la IVème !

Je l'ai dit et redit. La Vème République exige une majorité (Droite ou Gauche) et celle-ci a le plus de chance de se constituer (même si cela n'a pas été le cas en 2022 dans une France déjà lassée du

Président sortant) qu'à la suite d'une élection présidentielle anticipée à laquelle sauf évènements majeurs, le Président Macron n'a pas l'air de se résoudre.

Dans l'hypothèse d'une nouvelle dissolution, les listes, en cas de scrutin proportionnel seraient évidemment établies sur le plan national par les Etats-majors des Partis. Elles rompraient avec la relation géographique traditionnelle entre un Député et un territoire (*connaissez-vous votre Député Européen ?*).

Si à l'instar des Britanniques (*Conservateurs ou Travaillistes*) ou des Américains (*Républicains ou Démocrates*) aucun rattachement au moins au second tour ne pouvait être envisagé entre blocs (*Droite et Gauche*) il resterait le recours au scrutin uninominal à un seul tour qui aurait le plus de chance de donner à la formation arrivant en tête dans chaque circonscription une majorité absolue ou à défaut le scrutin proportionnel (mais ce serait à nouveau le régime des Partis) corrigé comme aux Municipales par une « *prime majoritaire* ».

Certes la nouvelle position du PS peut donner l'espoir de retrouver un jour une Gauche social-démocrate qui nous débarrasserait enfin de l'aventurisme LFI-Ecolo-PC et qui pourrait alterner selon la volonté populaire avec une Droite reconfigurée mais la route de la raison et de la responsabilité est encore longue.

Pourvu que la France tienne !

## ***Il va falloir choisir : immigration ou relance de la natalité ?***

### **Une démographie en déclin : l'alarme est sonnée**

La France fait face à un défi démographique majeur. Le nombre de naissances, en baisse constante, a atteint en 2024 son niveau le plus bas depuis 1945. L'indice de fécondité, qui s'établit aujourd'hui à 1,62 enfant par femme, est le plus faible enregistré depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

Parallèlement, l'espérance de vie, qui progresse régulièrement (80 ans pour les hommes et 85,6 ans pour les femmes), accentue le déséquilibre entre les générations. Comparée aux 45 ans du début du XX<sup>e</sup> siècle, cette longévité accrue représente un défi économique sans précédent : le solde de remplacement de la population active n'est plus assuré.

Le rapport entre actifs et retraités, en constante détérioration, est passé de 2,1 en 2000 à 1,7 aujourd'hui, et tombera à 1,4 d'ici 2040. Ce ratio critique soulève une question centrale :

*Comment un actif pourra-t-il à la fois subvenir à ses besoins et financer la pension d'un retraité ?*

### **Immigration ou politique familiale : un dilemme incontournable**

Face à cette impasse, deux solutions s'offrent à la France :

- Relancer la natalité par des politiques incitatives fortes, permettant aux jeunes couples d'avoir plus d'enfants.
- Recourir à l'immigration pour combler le déficit de main-d'œuvre.

Actuellement, si les Français font de moins en moins d'enfants, c'est avant tout pour des raisons économiques et matérielles :

- La baisse du pouvoir d'achat, amplifiée par l'inflation,
- Le manque de places en crèche,
- La crise du logement,
- Un investissement public disproportionné (6 fois plus d'argent alloué aux retraites qu'à la famille).

Sans un plan ambitieux d'investissement dans les infrastructures familiales et une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, la situation ne fera qu'empirer.

Solutions envisageables pour stimuler la natalité :

- Allocations familiales dès le premier enfant,
- Soutien renforcé aux familles monoparentales et recomposées,
- Congé parental de 3 mois par parent à chaque naissance,
- Accès privilégié aux logements sociaux,
- Scolarité de proximité,
- Mise en place d'un "*salaire maternel*" et d'une retraite de mère de famille pour celles ayant eu au moins trois enfants.

Faute de telles réformes, l'immigration deviendra une nécessité incontournable, à l'instar de l'Allemagne, où la crise démographique est encore plus grave. Avec 1,12 million de personnes travaillant au-delà de 67 ans, l'Allemagne a choisi d'importer une main-d'œuvre turque (3 millions d'immigrés), modifiant profondément la structure sociale du pays.

### **Le coût d'un enfant : un enjeu économique sous-évalué**

Pour répondre efficacement à ce défi, ne pourrait-on pas solliciter la Cour des Comptes afin de calculer avec précision le *“coût réel d’un enfant”*, permettant ainsi d’adapter les aides publiques et de revenir au modèle familial français de trois enfants par couple, qui fut jadis un pilier de notre société ? Investir dans la jeunesse aujourd’hui, c’est préparer la pérennité économique et sociale de demain.

### **Réforme des retraites : une équité à repenser**

L’actuel système de retraite repose sur des critères uniformes qui ne prennent pas en compte les disparités en matière de pénibilité et d’espérance de vie selon les professions. Un système de retraite plus juste pourrait reposer sur un principe fondamental : le droit à bénéficier du même nombre d’années de retraite, indépendamment du métier exercé.

Imaginons un modèle basé sur des critères de pénibilité :

- Un égoutier à Paris, confronté à des conditions de travail extrêmes, pourrait partir à 45 ans, après 25 années de cotisation,
- Un manœuvre du BTP, soumis à une pénibilité élevée, prendrait sa retraite à 55 ans, après 35 ans d’activité,
- Un médecin, après 10 ans d’études et un exercice prolongé, partirait à 70 ans,
- Un banquier ou un conseiller de la Cour des Comptes, exerçant dans un environnement moins contraignant, partirait à 72 ans.

Cette réforme permettrait de garantir une véritable justice sociale, basée sur la réalité du terrain et l’impact du travail sur l’espérance de vie.

### **Immigration et travail : un équilibre à trouver**

Si l’on prétend restreindre l’immigration, il faudra répondre à une question essentielle : Qui fera le travail ?

Lorsque Donald Trump annonça son intention de renvoyer 11 millions d’immigrés illégaux vers le Mexique, son prédécesseur, Barack Obama, avait ironiquement répondu : *“Mais qui va faire le ménage à la Maison Blanche ?”*

Cette question illustre bien la réalité économique à laquelle la France pourra être confrontée si elle ne trouve pas un équilibre entre contrôle migratoire et besoins économiques.

### **Des choix clairs pour assurer l’avenir**

La France doit faire face à des choix cruciaux pour garantir son avenir :

- Soit elle met en place une véritable politique de relance de la natalité, en réinvestissant massivement dans la famille et les infrastructures nécessaires,
- Soit elle devra accepter une immigration choisie, encadrée et adaptée aux besoins du marché du travail.

Il est temps d’adopter une vision stratégique, loin des idéologies simplistes, pour construire une France dynamique, équilibrée et tournée vers l’avenir.

### **Vers une politique démographique équilibrée**

Il est impératif que la France anticipe ces défis en mettant en œuvre des solutions durables et cohérentes, sans tomber dans des choix extrêmes. L’objectif doit être de garantir un équilibre entre solidarité intergénérationnelle, dynamisme économique et cohésion sociale, tout en restant fidèle aux valeurs et ambitions du pays.

*Il va vraiment falloir choisir !*

## ***Make Europe Great Again !***

### ***Une réponse nécessaire à la nouvelle donne mondiale***

#### **L'illusion du rêve américain face aux réalités économiques mondiales**

Donald Trump, désormais installé à la Maison-Blanche, a relancé avec succès le célèbre slogan de Bill Clinton, *"Make America Great Again"*, mais que signifie-t-il pour nous, Européens ?

Malgré nos 447 millions d'habitants, le PIB de l'Union européenne, s'élevant à 17 000 milliards d'euros, est désormais largement devancé par la Chine (26 500 milliards) et les États-Unis (28 000 milliards). À l'horizon 2050, la situation sera encore plus préoccupante :

- Le bloc émergent de l'E7 (Chine, Inde, Brésil, Indonésie, Mexique, Russie, Turquie) représentera plus de 50 % du PIB mondial,
- Tandis que le G7 (USA, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon) chutera à 20 %.

Face à ce bouleversement économique, l'Europe doit réagir sans tarder en se réindustrialisant, en préservant son agriculture, en retrouvant sa souveraineté énergétique, et en investissant massivement dans l'éducation et la recherche. Or, pour l'instant, nous restons passifs, divisés, et spectateurs d'une évolution qui nous dépasse.

#### **L'Europe face à l'Amérique de Trump : une soumission inquiétante**

Si nous persistons à attendre un soutien des États-Unis, nous nous illusionnons. L'Amérique, malgré les rodomontades de son président, est loin d'avoir résolu ses problèmes internes. Bien au contraire, elle impose des barrières douanières à nos exportations et s'attend à ce que nous continuions à consommer ses produits sans sourciller.

Exemple frappant : plusieurs pays européens ont préféré acheter des F-35 américains au lieu des Rafales français, renforçant ainsi leur dépendance stratégique vis-à-vis de Washington. Cette soumission est d'autant plus préoccupante que l'on retrouve parmi ces acheteurs : L'Allemagne, L'Italie, La Finlande, La Suisse, Les Pays-Bas, La Norvège, La Belgique, Le Royaume-Uni, Le Danemark, La République tchèque.

Pourquoi persister dans cette dépendance alors que l'Europe a la capacité de bâtir sa propre autonomie militaire et économique ?

#### **L'Union européenne : un instrument au service de quelques-uns ?**

Pendant que certains rêvent d'une Union européenne forte et unie, d'autres, comme François Bayrou, continuent de promouvoir une UE qui, dans les faits, ne sert qu'à ponctionner les principaux contributeurs nets tels que la France, au profit de pays récipiendaires.

Aujourd'hui, sur les 27 pays membres, seuls 9 sont contributeurs nets, principalement L'Allemagne, La France, L'Italie.

Les 18 autres pays acceptent volontiers toutes les décisions de Bruxelles en échange de subventions, et les 10 pays en attente d'adhésion sont tous économiquement fragiles. Cette situation conduit à des décisions imposées par une majorité qualifiée plutôt que par l'unanimité ou le droit de veto, privant les contributeurs majeurs de véritables leviers d'action.

Le Général de Gaulle, visionnaire, avait perçu ce risque dès 1966 en adoptant la célèbre “**politique de la chaise vide**”, refusant toute décision contraire aux intérêts nationaux. Plutôt que de parler de Frexit, inspirons-nous de son pragmatisme :

- Coopérer intelligemment en refusant des accords défavorables (comme le traité du Maastricht),
- Réduire notre contribution financière à l’UE,
- Exiger des réformes budgétaires rigoureuses au sein des institutions européennes,
- Revendiquer, comme Margaret Thatcher en son temps, un remboursement équitable de notre participation à l’UE : “*I want my money back !*”

### **Le déclin du monde unipolaire et la montée des BRICS**

Les États-Unis croient encore à leur suprématie mondiale, mais le monde est désormais multipolaire, dominé par des alliances émergentes telles que les BRICS, qui regroupent d’anciennes nations colonisées déterminées à ne pas retomber sous le joug occidental.

La France, en particulier, subit les conséquences de ce nouvel ordre mondial en Afrique, où nos erreurs diplomatiques répétées (notamment en Algérie, au Mali, au Burkina Faso et au Niger) ont conduit ces pays à se tourner vers d’autres partenaires tels que la Chine, la Russie ou les USA.

Il est temps d’ouvrir les yeux et d’adopter une nouvelle approche fondée sur le respect, la coopération mutuelle et une diplomatie équilibrée, plutôt que sur des relations paternalistes dépassées.

### **La souveraineté énergétique : un enjeu stratégique majeur**

L’Europe avait un atout majeur en matière de souveraineté énergétique : le nucléaire. La France, en particulier, avait su maîtriser cette technologie, mais des choix politiques malavisés ont conduit à un recul regrettable.

Pourtant, les faits sont clairs : le nucléaire reste l’énergie la moins dangereuse en termes de mortalité par TWh produit :

- Charbon : 24,6 morts/TWh,
- Pétrole : 18,4 morts/TWh,
- Biomasse : 4,6 morts/TWh,
- Hydraulique : 1,3 morts/TWh,
- Éolien et solaire : 0,04 morts/TWh,
- Nucléaire : 0,03 morts/TWh.

Tant que nous ne démasquerons pas les lobbies financiers dissimulés derrière les énergies renouvelables prétendument “propres”, et que nous ne démontrerons pas pédagogiquement aux Français la sûreté du nucléaire, nous ne pourrions pas regagner notre indépendance énergétique.

Nos ressources sont immenses : le traitement des 350 000 tonnes de déchets nucléaires avec des réacteurs à neutrons rapides nous assurerait 1 000 ans d’autonomie énergétique selon notre consommation actuelle.

### **Appel à l’unité et à l’action**

Il est temps d'arrêter de nous entre-déchirer sur les bancs de l'Assemblée nationale, exposant au monde entier nos divisions et nos faiblesses. Au lieu de cela, nous devons mobiliser les hommes et les femmes de bonne volonté, retrouver le chemin de l'unité dans la diversité et affirmer une voix forte et souveraine : La France peut se ressaisir et reprendre son destin en main en s'appuyant sur ses atouts historiques, technologiques et humains.

Cela passe par :

- Une Europe des Nations respectueuse des souverainetés,
- Une industrie et une agriculture revitalisées,
- Une souveraineté énergétique restaurée,
- Une diplomatie équilibrée et respectueuse,
- Une armée forte et indépendante.

Nous serons alors capables, à notre tour, de proclamer avec fierté : ***La France est à nouveau grande !***

## ***La France et l'Europe face aux défis économiques, militaires et diplomatiques***

### **Le piège économique tendu par les États-Unis**

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, Donald Trump a clairement affiché son intention d'imposer des droits de douane élevés sur les produits importés aux États-Unis. Cette politique protectionniste visait principalement la Chine, mais l'Union européenne, bien que moins concernée, reste vulnérable en raison d'un déséquilibre commercial significatif :

- 503 milliards d'euros d'exportations européennes vers les États-Unis,
- contre seulement 347 milliards d'importations.

Cette situation nous expose à des impacts économiques sévères. Pourtant, la riposte européenne, censée être immédiate et ferme, peine à se concrétiser. Sommes-nous trop naïfs face aux stratégies commerciales agressives des États-Unis ?

Parallèlement, Trump a exigé que les pays européens augmentent drastiquement leurs budgets de défense, les portant à 5 % du PIB (alors qu'en France, il est actuellement de 2,1 %). Cette pression omet toutefois de prendre en compte l'industrie de l'armement européenne, sachant que bon nombre d'États membres de l'UE se tournent massivement vers les équipements militaires américains, comme en témoigne l'achat de F-35 au détriment des Rafales français.

### **L'illusion de l'Europe de la Défense**

La construction d'une Europe de la Défense est une idée ancienne qui n'a jamais véritablement abouti, que ce soit au sein de l'OTAN ou de l'UE. Trop de projets ont échoué au fil des décennies :

- L'Allemagne s'est retirée du projet d'hélicoptères Tigre,
- Le programme d'artillerie CIFS franco-allemand accumule des retards,
- L'aviation de patrouille maritime MAWS a été abandonnée.

Selon une étude de l'IRIS, entre février 2022 et mi-2023, les États européens ont investi 100 milliards d'euros pour se réarmer face à la menace russe. Or, 63 % de ces achats ont bénéficié aux États-Unis, 22 % aux industriels européens et **seulement 3 % à la France**. Un constat alarmant qui démontre une dépendance croissante à l'égard de l'armement américain, au détriment d'une souveraineté militaire européenne.

Ne nous faisons pas d'illusions. L'Europe de la Défense semble être un rêve lointain, tandis que la réalité est celle du « *chacun pour soi* ».

### **La menace russe : une perception exagérée ?**

L'Europe est aujourd'hui appelée à affronter ce qui est présenté comme une menace existentielle : la Russie. Mais face aux 143 millions de Russes, les 447 millions d'Européens sont-ils réellement en danger d'invasion ?

Plutôt que de poursuivre une politique agressive dictée par des pressions extérieures, ne serait-il pas plus avisé d'adopter une approche pragmatique, axée sur la dissuasion ? La France, seule puissance nucléaire indépendante en Europe (le Royaume-Uni étant lié aux États-Unis), devrait concentrer ses efforts sur le renforcement de cette force de dissuasion, notamment à travers sa flotte de sous-marins nucléaires.

L'élargissement de l'OTAN à l'est, avec l'installation progressive de missiles américains à proximité des frontières russes, constitue une violation des engagements pris après la chute du mur de Berlin. La Pologne, aujourd'hui à la présidence de l'UE, alimente une politique de confrontation qui pourrait nous entraîner dans une spirale dangereuse.

Il est impératif d'envisager une conférence de paix européenne, réunissant Russes et Ukrainiens, afin de mettre fin à un conflit qui est devenu le terrain d'affrontement indirect entre les États-Unis et la Russie.

### **L'Ukraine : une réalité historique complexe**

L'Ukraine ne peut nier son passé soviétique. Jusqu'en 1954, la Crimée était russe, et les régions orientales du pays sont majoritairement peuplées de russophones. Pourtant, au lieu d'une approche diplomatique et nuancée, nous avons adopté des positions dictées par des slogans simplistes et des intérêts étrangers.

Les accords de Minsk, garants d'une paix possible, ont été discrédités par des dirigeants comme François Hollande, qui a lui-même admis qu'ils servaient uniquement à gagner du temps pour renforcer l'armée ukrainienne. De même, les déclarations hâtives de Bruno Le Maire, affirmant vouloir mener une guerre économique totale contre la Russie, n'ont fait qu'accélérer l'alignement de Moscou sur la Chine et renforcer les alliances du Sud global via les BRICS.

Le résultat est sans appel : nous avons isolé l'Europe et favorisé l'émergence d'un nouveau bloc anti-occidental.

### **La politique africaine : une rupture à corriger**

En Afrique, les maladresses diplomatiques françaises, allant des discours inconvenants de Nicolas Sarkozy aux prises de position abruptes d'Emmanuel Macron, ont fragilisé nos relations avec des pays historiquement liés à la France. L'Algérie, le Mali, le Burkina Faso et le Niger se sont éloignés, ouvrant la voie à de nouveaux partenaires comme la Russie et la Chine.

Il est crucial que la France adopte une posture de respect envers les indépendances africaines et se montre disponible pour un dialogue constructif. Seule une politique fondée sur la coopération économique et la diplomatie pourra restaurer notre influence sur le continent.

### **La puissance maritime française : un potentiel sous-exploité**

Malgré son statut de deuxième puissance maritime mondiale, la France ne tire pas pleinement parti de ses atouts. Nos territoires d'outre-mer, riches en ressources maritimes, minières et halieutiques, sont sous-exploités. Mayotte, en particulier, illustre notre incapacité à investir dans le développement des économies maritimes.

Pourquoi continuer à négliger ces opportunités alors qu'elles pourraient contribuer à renforcer notre position stratégique sur l'échiquier international ?

### **Pour une France indépendante au sein d'une Europe des Nations**

L'heure est venue pour la France de retrouver son indépendance dans un cadre européen respectueux de la souveraineté de ses États membres. Une Europe des Nations, débarrassée d'une bureaucratie bruxelloise paralysante et coûteuse, pourrait permettre de renouer avec une politique de coopération pragmatique et efficace.

Notre force de frappe nucléaire, bien que modeste face à celles gigantesques de la Russie et des USA et même plus modestement de la Chine (500 ogives contre 290 pour la France), reste un outil de dissuasion crédible. Une seule ogive suffit, après tout, à garantir notre sécurité.

Plutôt que de chercher à imposer nos vues au reste du monde, la France doit s'appuyer sur ses valeurs fondamentales. N'est-elle pas le Pays de la Déclaration des Droits de l'Homme (et non comme disait Badinter le Pays des Droits de l'Homme) pour pouvoir jouer un rôle d'arbitre et de médiateur à l'international.

### **Une France forte et respectée dans un monde multipolaire**

Il est temps pour la France de retrouver son rang sur la scène internationale en affirmant sa souveraineté, en diversifiant ses partenariats et en investissant dans ses atouts stratégiques. Une politique extérieure réaliste, couplée à une défense indépendante et à une vision économique ambitieuse, est la clé d'un avenir prospère et respecté.

## ***Éducation Nationale : Et si on cassait tout ?***

Je ne vais pas vous inonder de chiffres, mais vous pouvez retrouver tous les détails sur le site officiel de l'Éducation Nationale ([education.gouv.fr](http://education.gouv.fr)). Les montants alloués sont colossaux : **63 milliards d'euros** pour l'Éducation Nationale et **27 milliards d'euros** pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche, afin de former **12 millions d'élèves** et **3 millions d'étudiants**.

Tout cela avec une armée de **850 000 professeurs** dans l'Éducation Nationale et **100 000 enseignants** dans l'Enseignement Supérieur. Mais pour quels résultats ? Un magnifique classement PISA dont la France peut être particulièrement fière ?

- **26<sup>e</sup> rang en mathématiques et en sciences,**
- **29<sup>e</sup> rang en lecture,**
- **110 000 « décrocheurs »** qui quittent chaque année le système scolaire à 16 ans sans diplôme ni qualification, incapables de lire, écrire, compter ou réfléchir.

Bravo, Bravissimo !

Et comme si cela ne suffisait pas, les chiffres sont souvent maquillés. Par exemple, le budget de l'Éducation Nationale **n'intègre pas les contributions retraites** des fonctionnaires (enseignants et personnels administratifs), soit un « *petit détail* » de **14 milliards d'euros** soigneusement dissimulés.

De quoi donner le tournis !

### **Une organisation archaïque face aux défis de demain**

L'éducation est pourtant cruciale pour la survie du pays dans un monde en perpétuelle évolution. La montée en puissance du numérique et l'irruption de l'intelligence artificielle vont bouleverser un système **archaïque, bureaucratique, corporatiste**, gangrené par un **syndicalisme excessif** et une **politisation à outrance**, où les abus sont devenus monnaie courante.

Les constats sont accablants :

- **Des classes ingérables**, malgré une moyenne restreinte de **22 élèves par classe**, où l'indiscipline règne et où les enseignants craignent leurs propres élèves dès le primaire.
- **Le collège unique**, un système qui s'avère trop exigeant pour les plus faibles et insuffisant pour les plus doués.
- **L'absence de tutorat**, sauf pour ceux dont les parents ont les moyens de leur offrir des cours privés du soir (en bénéficiant d'une réduction d'impôt de 50 %).
- **Un métier dévalorisé et sous-payé**, qui n'attire plus les meilleurs profils, sauf les rares véritables vocations.
- **Une fuite massive vers l'enseignement privé**, où les familles cherchent discipline et sérénité.
- **Des abus fréquents dans les congés maladie**, facilités par l'absence de jours de carence comparables à ceux du secteur privé.
- **Des remplacements incohérents**, souvent trop courts et aléatoires, au détriment des élèves.

On est bien loin du temps où Charles Péguy décrivait avec admiration ces **“hussards noirs de la République”**, *beaux, sveltes, sévères, sanglés, sérieux, un peu tremblants de leur précocité, de leur soudaine omnipotence*

**Le coût réel d'un élève :**

Le coût annuel moyen par élève varie selon le niveau d'enseignement :

- **7 400 €** pour le premier degré (école primaire),
- **9 100 €** pour le collège,
- **11 000 €** pour le lycée,
- **13 000 €** pour l'enseignement professionnel,
- **15 000 €** pour les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

Imaginons un instant que cet argent soit directement confié aux parents sous la forme d'un « **chèque éducation** », une idée que j'avais déjà proposée en 1984. Ce système permettrait aux familles de choisir librement l'établissement, qu'il soit public ou privé sous contrat. ***L'argent des parents à l'école choisie par les parents***, avec une saine concurrence entre établissements.

Dans le cadre d'une **Charte éducative nationale**, les chefs d'établissement auraient la responsabilité de :

- Fixer le nombre et le niveau des admissions,
- Recruter leurs enseignants selon leurs besoins spécifiques,
- Gérer les infrastructures mises à disposition dans le cadre du budget alloué,
- Être évalués, promus ou sanctionnés en fonction des résultats obtenus.

En moyenne, un chef d'établissement gérerait un budget significatif :

- **Premier degré** (moyenne 22 élèves) : 162 800 € par an et par classe,
- **Collège** (moyenne 26 élèves) : 236 600 € par an et par classe,
- **Lycée** (moyenne 18 élèves) : 198 000 € par an et par classe,
- **Enseignement professionnel** (moyenne 30 élèves) : 390 000 € par an et par classe,
- **CPGE** (moyenne 37 élèves) : 555 000 € par an et par classe.

Cela ne mérite-t-il pas réflexion ?

### **Cinq pistes pour une réforme audacieuse**

Pour remettre l'éducation française sur les rails, voici cinq pistes à mettre en œuvre sans tarder :

1. **Éviction immédiate des fauteurs de troubles** vers des établissements spécialisés (internats militaires, unités éducatives adaptées, hospitalisation psychiatrique si nécessaire).
2. **Suppression du collège unique**, pour permettre la création de classes adaptées aux différents niveaux, offrant un soutien renforcé aux élèves en difficulté et un enseignement plus avancé et plus rapide aux plus performants.
3. **Tutorat généralisé**, gratuit pour les familles modestes, organisé le soir après les cours sous la supervision d'un professeur référent et dispensé par des volontaires qualifiés (étudiants, parents d'élèves, retraités, chômeurs...).
4. **Réforme pédagogique audacieuse**, en éliminant des méthodes inefficaces (comme la méthode globale de lecture) et en intégrant les nouvelles technologies (numérique, IA, apprentissage en ligne).
5. **Harmonisation entre enseignement public et privé**, avec les mêmes règles pour l'ouverture des établissements, la rémunération des enseignants et les exigences de qualité.

Avec de telles réformes, la France pourrait rapidement améliorer son classement PISA et offrir à ses enfants le niveau d'éducation qu'ils méritent.

### **L'éducation, notre seule chance de survie**

N'oublions jamais que la qualité de notre système éducatif est la clé de notre avenir. La nouvelle re-ministre d'Etat de l'Éducation Nationale, pupille de la Nation issue du parcours prestigieux X-Ponts, devrait se rappeler des opportunités que l'éducation lui a offertes. Aura-t-elle le courage de prendre ce problème à bras-le-corps, **quoi qu'il en coûte**, une expression qui devrait lui être familière ?

**Il est temps de sortir du statu quo et d'agir avec détermination pour sauver notre école.**

## **Démocratie ou État de Droit ?**

Le 10 février 2025, le président Emmanuel Macron devait désigner un successeur à Laurent Fabius à la tête du Conseil constitutionnel. Son candidat favori était Richard Ferrand, son vieil ami, ancien président de l'Assemblée nationale.

Un choix qui ne manque pas de surprendre. En retrait de la vie politique depuis sa défaite aux législatives de 2022, Ferrand reste marqué par des démêlés judiciaires ayant jalonné le début du premier quinquennat Macron. On se souvient notamment de sa mise en examen pour prise illégale d'intérêt dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne.

Pour certains, cette nomination a un objectif politique sous-jacent : « **ériger une digue face à une éventuelle arrivée au pouvoir du Rassemblement National** ». Ce contexte ravive alors une question fondamentale : la relation complexe entre démocratie et État de droit.

### **Une tension entre souveraineté populaire et primauté du droit**

D'un côté, la démocratie repose sur la souveraineté populaire, l'élection des représentants, la participation citoyenne et le respect des libertés fondamentales. De l'autre, l'État de droit suppose la primauté du droit sur le pouvoir politique, la séparation des pouvoirs et la garantie des libertés publiques .

Il est indéniable qu'une démocratie ne peut fonctionner sans des règles juridiques solides et des institutions indépendantes. Sans cela, le pouvoir de la majorité risquerait de devenir arbitraire. L'État de droit protège justement contre cette dérive en garantissant les libertés individuelles, la séparation des pouvoirs et la défense des minorités contre une possible « *tyrannie de la majorité* ».

Mais cette nécessaire protection juridique peut-elle justifier que le pouvoir judiciaire prenne le pas sur la souveraineté populaire ? Le débat sur le « *légalisme autoritaire* », la « *tentation populiste* » et le « *gouvernement des juges* » reste d'actualité.

Sur ce point, les mots de Robert Badinter devraient peser dans la balance : « **Quand le peuple a parlé, les juges se taisent.** »

### **Un Conseil constitutionnel tout-puissant ?**

Ces propos contrastent avec la vision actuelle portée par la présidente de l'Assemblée nationale, qui affirme que « *le Conseil constitutionnel joue un rôle central dans la stabilité démocratique et la protection des droits fondamentaux.* » Mais jusqu'où doit aller ce rôle ?

Robert Badinter rappelait aussi que « *le propre d'une démocratie, c'est la responsabilité de l'exécutif* », insistant sur le fait que « *en évoquant un **pouvoir judiciaire**, vous faites sauter les républicains au plafond !* ». Jadis, les magistrats observaient le pouvoir politique avec déférence. Aujourd'hui, ce sont les responsables politiques qui tremblent devant les juges.

Le Conseil constitutionnel, censé être le « *protecteur des droits et des libertés* », est pourtant souvent critiqué. Juge de la loi, il ne possède pas toujours l'expertise juridique d'un constitutionnaliste ou d'un magistrat de Cour suprême. On se souvient d'Alain Juppé invoquant son « *droit à l'oubli* » en matière de droit constitutionnel et administratif !

Mais plus encore, le Conseil constitutionnel est un organe où les membres sont souvent juge et partie, nommés exclusivement par le pouvoir politique, et donc sujets à des influences, voire à des intérêts lobbyistes. Sa jurisprudence semble parfois complaisante, tantôt envers le législateur majoritaire, tantôt envers le président. Surtout lorsque le président pourtant désavoué à plusieurs reprises par le peuple lors des élections européennes et législatives... se maintient en place, en contradiction avec l'esprit même de la Vème République.

### Quand le peuple et les juges s'opposent : le précédent de 1962

La tension entre pouvoir politique et pouvoir des juges n'est pas nouvelle. Un précédent marquant remonte à 1962, lorsque le général de Gaulle annonça sa volonté de modifier la Constitution pour instaurer l'élection du président de la République au suffrage universel direct.

Une telle révision ne pouvait se faire que par le Congrès, à la majorité des trois cinquièmes, ou par référendum. Or, face à l'opposition du Congrès, de Gaulle décida de passer directement par un référendum populaire, sans consulter le Parlement.

La réaction fut immédiate :

- Motion de censure contre le gouvernement Pompidou, adoptée !
- Dissolution de l'Assemblée nationale par de Gaulle, suivie de la promesse de nouvelles élections législatives... **après** le référendum !
- Tollé du Parlement et de la magistrature, avis défavorable du Conseil d'État, opposition farouche du Conseil constitutionnel et du Sénat.

Et pourtant, **le peuple trancha : 76 % de participation, 62 % de « oui »**. Gaston Monnerville, président du Sénat, alla jusqu'à dénoncer une « forfaiture » et osa même demander l'arrestation du général (sic).

Aujourd'hui, le Conseil constitutionnel prétendrait pouvoir juger si la question qu'un président soumet au peuple est constitutionnelle ou non. Mais alors, où est passée la souveraineté populaire ?

### Le peuple, ultime légitimité ?

Abraham Lincoln définissait la démocratie comme « *le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* ». Aujourd'hui, il se retournerait sans doute dans sa tombe.

Car aujourd'hui en France, un président désavoué peut rester en place sans conséquence. Une anomalie ? Peut-être, mais une lacune que de Gaulle lui-même avait identifiée. À ceux qui lui firent remarquer que sa Constitution ne prévoyait pas de mécanisme clair en cas de désaveu populaire, il répondit avec ironie : « **Mais que resterait-il de lui ?** »

Une question qui résonne encore aujourd'hui !

## ***Quand la justice défie la souveraineté populaire***

Le débat entre démocratie et État de droit ne cesse de ressurgir dès que des décisions politiques majeures sont confrontées à la censure des juges. En théorie, démocratie et État de droit ne sont pas antagonistes mais complémentaires. La démocratie repose sur la souveraineté populaire, tandis que l'État de droit garantit que cette souveraineté s'exerce dans un cadre juridique respectueux des libertés fondamentales et de la séparation des pouvoirs.

Toutefois, un paradoxe émerge : alors que les juridictions françaises et européennes exercent un contrôle croissant sur l'action politique et législative, elles semblent de plus en plus déconnectées des préoccupations quotidiennes de nos citoyens, telles qu'elles ressortent des sondages, notamment en matière de justice pénale, de sécurité et de lutte contre la délinquance.

Cette situation interroge : la multiplication des juges et des normes a-t-elle abouti à une justice qui protège davantage les criminels que les citoyens ?

### **Une souveraineté démocratique entravée par une cascade de juridictions**

Le contrôle de l'État par la justice s'exerce à plusieurs niveaux, créant une véritable cascade de juridictions qui limite la portée des décisions politiques.

#### **Le Conseil constitutionnel : Juge de la loi ou censeur du législateur ?**

Créé par la Constitution de 1958, le Conseil constitutionnel avait à l'origine un rôle limité : vérifier que les lois votées par le Parlement respectaient la Constitution. Mais son pouvoir s'est considérablement accru, notamment avec l'introduction en 2008 de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC), qui permet aux citoyens de contester une loi déjà votée et appliquée.

Cela a fait du Conseil constitutionnel un acteur central du débat politique, au point que certaines réformes gouvernementales majeures peuvent être invalidées même après leur adoption par l'Assemblée.

La censure partielle de la réforme des retraites en 2023 par exemple a montré comment une instance non élue peut contredire un choix politique issu du suffrage universel.

Mais au-delà des questions juridiques, une critique récurrente porte sur la composition même du Conseil constitutionnel. Ses membres sont nommés par le Président de la République et les présidents des assemblées parlementaires, ce qui pose la question de son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. De plus, certains de ses membres sont loin d'avoir les compétences juridiques nécessaires (J'ai rappelé qu'Alain Juppé réclamait un « *droit à l'oubli* » de ses cours de droit constitutionnel et de droit administratif)

En fin de compte, le Conseil constitutionnel est-il un véritable gardien de la Constitution ou un acteur politique déguisé en juge ?

#### **Le Conseil d'État, arbitre ou acteur politique ?**

Plus ancienne juridiction administrative française, il joue un rôle fondamental dans le contrôle des décisions gouvernementales. Sa double fonction, conseiller du gouvernement et juge suprême de l'administration, lui confère un pouvoir particulier sur l'action politique.

Si son rôle de contrôle est essentiel pour éviter l'arbitraire administratif, certains jugements récents illustrent une tendance à l'intrusion dans le champ démocratique.

En 2021, par exemple, le Conseil d'État a censuré plusieurs dispositions sécuritaires adoptées par le gouvernement, estimant qu'elles portaient atteinte aux libertés fondamentales.

Cette capacité à bloquer ou modifier des décisions politiques interroge : les hauts fonctionnaires du Conseil d'État, non élus, doivent-ils avoir le dernier mot sur des lois votées par le Parlement, représentant légitime du peuple ?

### **La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) : une supranationalité qui prime sur les États**

À l'échelle européenne, la CJUE joue un rôle prépondérant dans l'interprétation du droit communautaire. Son influence est considérable, car elle peut contraindre un État à modifier ses lois nationales si elles sont jugées contraires aux traités européens (sic).

Ainsi, en matière économique et sociale, la CJUE a imposé des réformes du marché du travail ou de la protection sociale qui allaient parfois à l'encontre des choix politiques des gouvernements élus. Cette primauté du droit européen sur le droit national est un enjeu démocratique majeur, car elle signifie qu'une décision prise par un Parlement national peut être annulée ou modifiée par des juges européens sans consultation directe des citoyens.

### **La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) : Protection des libertés ou gouvernement des juges ?**

Organe du Conseil de l'Europe, elle veille au respect des droits fondamentaux, parfois en contradiction avec des choix politiques nationaux. Ses décisions s'imposent aux États membres et peuvent les contraindre à modifier leurs lois nationales.

Plusieurs décisions de la CEDH ont récemment restreint les politiques migratoires de certains États européens, en invoquant un « *respect des droits fondamentaux* ».

Si cette protection des libertés publiques est essentielle, elle suscite aussi des interrogations démocratiques : des juges internationaux peuvent-ils, sans légitimité électorale, imposer des changements à des États souverains ?

### **Vers un pouvoir des juges au-dessus du pouvoir du peuple ?**

La multiplication des niveaux de contrôle juridictionnel pose un problème central : le pouvoir politique issu du suffrage universel est-il encore pleinement souverain ?

- Le gouvernement et le Parlement sont limités par le Conseil constitutionnel
- L'administration est sous la surveillance du Conseil d'État
- Les lois nationales doivent être conformes aux décisions de la CJUE
- Les politiques publiques doivent respecter les arrêts de la CEDH

Cette cascade des juridictions réduit progressivement la marge de manœuvre des gouvernements élus. Un Président ou un Parlement peut-il encore gouverner librement s'il est constamment sous la menace d'une annulation judiciaire ?

Et si ces institutions sont censées garantir l'État de droit, leur superposition crée un système dans lequel les juges deviennent les arbitres de décisions qui devraient relever du suffrage universel.

En 2021, le Conseil constitutionnel a censuré plusieurs dispositions sécuritaires adoptées par le gouvernement, les jugeant contraires aux « *libertés fondamentales* », alors même qu'elles répondaient à une demande forte des citoyens en matière de sécurité.

La CEDH a condamné la France à plusieurs reprises pour des politiques migratoires jugées trop restrictives, empêchant ainsi l'application de mesures pourtant votées par des représentants élus. Ce phénomène conduit à une délégitimation du pouvoir démocratique, où les décisions politiques sont sans cesse révisées, amendées ou invalidées par les juges.

### **Justice pénale : quand l'État de droit se retourne contre les citoyens**

Si la justice exerce un contrôle strict sur l'action politique et administrative, elle apparaît en revanche beaucoup plus laxiste en matière de délinquance et de criminalité.

Les Français constatent quotidiennement l'écart entre les discours sur l'État de droit et la réalité judiciaire :

- Des peines non appliquées : Environ 100 000 peines de prison ferme ne sont pas exécutées chaque année, faute de moyens ou en raison d'un système judiciaire surchargé.
- Une justice perçue comme trop clémentine : Des criminels multirécidivistes restent en liberté malgré des condamnations multiples.
- Un sentiment d'impunité généralisé : Les victimes ont souvent l'impression que les droits des délinquants priment sur les leurs.

Un individu condamné à plusieurs reprises pour violences peut être laissé en liberté sous prétexte qu'aucune place de prison n'est disponible, ou parce que les juges estiment qu'une incarcération ne favoriserait pas sa réinsertion. Cette situation alimente un profond malaise démocratique : si le peuple réclame plus de fermeté mais que les juges refusent d'appliquer des sanctions efficaces, qui gouverne vraiment ?

### **Sécurité : quand la justice et l'État divergent**

En matière de sécurité, le contraste entre les attentes des citoyens et les décisions judiciaires est frappant. Alors que les gouvernements successifs ont durci les lois sur la récidive et le terrorisme, les juges, influencés par des jurisprudences nationales et européennes, continuent d'appliquer une politique favorable aux libertés individuelles, au détriment de la protection collective.

La justice française rechigne à expulser des étrangers radicalisés au nom du respect des droits de l'homme, alors que la menace terroriste est toujours présente.

Des juges refusent de prolonger la détention de délinquants violents en attente de jugement, ce qui entraîne des remises en liberté avec parfois des récidives immédiates.

Ce clivage entre l'exécutif et la justice donne l'impression que les juges défient la volonté populaire, en privilégiant une interprétation maximaliste des libertés individuelles, même lorsque cela va à l'encontre de la sécurité publique.

### **Le poids des juridictions européennes : une souveraineté nationale amoindrie**

Le problème s'aggrave lorsque les décisions des juges français sont elles-mêmes contraintes par des juridictions européennes, notamment la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

- La CJUE impose la primauté du droit européen sur les lois nationales, y compris dans des domaines sensibles comme l'immigration et la sécurité.
- La CEDH contrôle la compatibilité des décisions judiciaires françaises avec la Convention européenne des droits de l'homme, limitant ainsi la capacité des États à expulser des étrangers dangereux ou à durcir les peines de prison.

La France a été ainsi condamnée plusieurs fois par la CEDH pour sa politique carcérale, ce qui a conduit à un allègement des peines pour désengorger les prisons... alors que les citoyens demandent plus de fermeté.

La CJUE a invalidé des lois françaises sur l'immigration, obligeant l'État à relâcher des clandestins faute de cadre juridique conforme au droit européen.

Ainsi, les décisions politiques françaises ne sont plus seulement soumises aux juges nationaux, mais aussi à des instances supranationales qui échappent totalement au contrôle démocratique.

### **Un nécessaire rééquilibrage entre Démocratie et État de droit**

Le constat est clair : le pouvoir des juges a largement dépassé son rôle initial de garant du droit pour devenir un véritable contre-pouvoir politique.

Si l'État de droit est indispensable pour protéger les libertés fondamentales, il ne doit pas conduire à une paralysie démocratique, où des juges non élus auraient un droit de veto sur toute réforme jugée contraire à leur interprétation du droit.

Il devient urgent de rétablir un véritable équilibre entre démocratie et justice, en redonnant à la souveraineté populaire la place qui lui revient.

#### **Quelques pistes :**

- Limiter le pouvoir du Conseil constitutionnel pour éviter qu'il ne censure systématiquement des lois adoptées par le Parlement.
- Revoir les critères de nomination des juges constitutionnels et administratifs pour garantir une réelle indépendance et une expertise juridique confirmée.
- Encadrer plus strictement l'application des décisions européennes pour préserver la souveraineté nationale en matière de sécurité et de justice pénale.
- Rétablir l'application effective des peines pour restaurer la confiance des citoyens dans l'État de droit.

Robert Badinter, je le rappelle avait dit : « *Quand le peuple a parlé, les juges se taisent.* »

Mais aujourd'hui, on constate souvent l'inverse : quand le peuple parle, les juges réinterprètent. Ce glissement vers une forme de gouvernement des juges parfois politisés (Syndicat de la Magistrature par exemple ) doit être interrogé.

Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Certes ! Mais encore faut-il que ce peuple ait réellement son mot à dire.

## ***La Fin de Vie : Vers un accompagnement Digne et Équitable ?***

Je m'en remets personnellement à **Epicure** pour qui le sage ignore la peur de la mort : « ***Si je suis là, la mort n'y est pas et si la mort est là, c'est que je n'y suis plus*** » ! L'ataraxie (quiétude de l'âme) nous rappelle que si l'homme est occupé à penser à la mort il ne peut être heureux !

La question cependant soulève des enjeux éthiques, médicaux et juridiques majeurs dont le débat à l'Assemblée s'éternise du fait des difficultés liées à la discussion budgétaire.

### ***Comment assurer un accompagnement digne aux personnes en fin de vie tout en respectant leur autonomie et leurs souhaits ?***

Entre soins palliatifs, aide active à mourir et euthanasie, les options varient en fonction des cadres législatifs et des valeurs de chaque société. Il convient tout d'abord de structurer ces différents concepts pour que chacun sache bien de quoi on parle :

#### **1. Les modalités d'accompagnement médical et humain**

**Les soins palliatifs** visent à soulager la douleur et à améliorer la qualité de vie des personnes atteintes de maladies graves, évolutives ou terminales comme certains cancers. Ils ne visent donc pas à accélérer ou à retarder la mort mais simplement à assurer un confort optimal aux patients en fin de vie.

Ils incluent la prise en charge de la douleur, notamment par des traitements médicamenteux adaptés (morphine, sédatifs...), le soutien psychologique (et spirituel pour certains) pour aider le patient et sa famille à traverser cette période toujours difficile et les soins d'accompagnement qui impliquent un suivi personnalisé et une approche pluridisciplinaire (médecins, infirmiers, psychologues, assistants sociaux, etc.).

**On parle de maisons d'accompagnement**, structures, inspirées des hospices et des maisons de soins palliatifs qui devraient pouvoir offrir un cadre apaisant et médicalisé pour les personnes en fin de vie qui ne souhaitent pas (le plus souvent après hospitalisation) ou ne peuvent pas rester chez elles. Elles pourraient permettre un accompagnement global, incluant soins médicaux, présence de proches et accompagnement psychologique mais déjà des adversaires les dénomment à juste titre « *maisons de la mort* » ! Espérons en tout cas qu'elles ne donneront pas l'idée à des groupes privés de profiter de l'aubaine.

**La sédation profonde et continue jusqu'au décès**, encadrée par la loi Leonetti-Claeys de 2016, permet d'endormir profondément un patient en phase terminale, de manière continue jusqu'à son décès, mais seulement lorsque la douleur est insupportable et que les traitements curatifs ne sont plus efficaces. Elle est indiquée pour éviter les souffrances réfractaires et elle n'a pas pour but de provoquer directement la mort, mais celle-ci est une conséquence inévitable de l'arrêt des traitements et de la nutrition artificielle.

#### **2. Les dispositifs d'aide à mourir**

**Le suicide assisté** consiste à fournir à une personne en fin de vie un médicament létal qu'elle pourra s'administrer elle-même. Cette pratique est autorisée dans certains pays comme la Suisse, les Pays-Bas ou certaines régions des États-Unis. Il suppose une autonomie du patient dans l'administration du produit et impose une décision éclairée et réitérée de la personne concernée.

**L'euthanasie**, contrairement au suicide assisté, implique une intervention active d'un médecin ou d'un soignant pour administrer un produit létal à un patient qui en fait la demande. Elle peut être volontaire

(à la demande expresse du patient) ou décidée par l'équipe médicale lorsque le patient n'est plus en état de s'exprimer (cas plus rare mais qui doit être très encadré).

Dans les pays qui l'autorisent (Pays-Bas, Belgique, Canada...), l'euthanasie est soumise à des critères stricts pour éviter tout abus (état médical irréversible, souffrances insupportables, volonté réitérée du patient...).

**L'aide active à mourir** est en débat en France. Se pose la question de sa dépénalisation. Elle oppose partisans et opposants d'une législation qui autoriserait une forme encadrée d'euthanasie ou de suicide assisté. **Elle serait prise en charge par l'Assurance maladie**, devrait respecter le droit à l'autonomie des patients et prévenir les souffrances inutiles.

En revanche, elle s'expose à des risques de glissement vers des pratiques abusives, s'oppose aux valeurs éthiques de la vie et du devoir de soins et peut donner lieu à des pressions économiques avec le risque d'inciter à une « *solution de facilité* ».

### **3. Les enjeux sociétaux liés à l'accompagnement de la fin de vie**

Pour garantir une égalité d'accès aux soins palliatifs, il est essentiel de mettre en place un plan personnalisé d'accompagnement, qui informe les patients sur leurs droits et les différentes options disponibles, de préparer une meilleure répartition des structures, pour éviter les inégalités territoriales et renforcer l'offre de soins palliatifs sur tout le territoire.

#### **L'anticipation des prises en charge grâce aux initiatives territoriales .**

Il est crucial de développer des dispositifs de proximité pour permettre un accompagnement adapté, notamment par la création d'établissements spécialisés sur tout le territoire, d'équipes mobiles de soins palliatifs, capables d'intervenir à domicile et d'équipes de santé locales, pour favoriser le maintien à domicile des personnes en fin de vie lorsque cela est possible. Mais qu'en serait-il dans les déserts médicaux ?

#### **L'implication des territoires et des solidarités locales.**

Un accompagnement digne de la fin de vie ne repose pas uniquement sur le corps médical. Les collectivités et les citoyens doivent être impliqués dans la construction d'un cadre bienveillant et solidaire orienté vers l'entraide pour soutenir les familles et les patients, la sensibilisation aux réalités de la fin de vie faisant appel au bénévolat d'accompagnement, afin que personne ne meure dans la solitude et renforçant le soutien aux aidants, qui jouent un rôle essentiel mais souffrent souvent d'un manque de reconnaissance et de moyens.

#### **La clause de conscience des soignants.**

Si l'aide active à mourir venait à être légalisée en France, une clause de conscience devrait impérativement permettre aux soignants de refuser d'y participer, en vertu de leurs convictions personnelles. Cette clause existe déjà pour l'IVG et pourrait être transposée à la fin de vie.

Elle soulève cependant des interrogations. Faut-il obliger les établissements de soins à proposer l'aide active à mourir, même si tous les soignants la refusent ? Comment garantir aux patients un accès effectif à cette option sans porter atteinte à la liberté des soignants ?

**Attention :** Il faudra obliger les contrats d'assurance décès, à couvrir le risque de décès en cas de mise en œuvre de l'aide à mourir pour prévenir toute exclusion de couverture, notamment liée à une éventuelle assimilation au suicide.

### **Vers une réforme équilibrée de la fin de vie ?**

**Primum non nocere !** La question de la fin de vie ne peut donc être tranchée de manière simpliste. Entre le respect des volontés individuelles, la protection des plus vulnérables et les valeurs éthiques, la France doit trouver un équilibre qui garantisse à chacun un accompagnement digne.

**Si la priorité reste de loin le développement des soins palliatifs,** le débat sur l'aide active à mourir montre qu'une partie de la population aspire à une plus grande autonomie dans ses choix de fin de vie. Mais toute réforme devra s'appuyer sur un large consensus, en intégrant à la fois les avancées médicales, les réalités sociales et les évolutions législatives internationales.

### **Quelques textes de références :**

la [loi du 2 février 2016, dite loi Claeys-Leonetti](#) prévoyait aussi la **possibilité d'une sédation profonde et continue jusqu'au décès** pour les personnes souffrant d'une affection grave et incurable, dont le pronostic vital est engagé à court terme et subissant une souffrance réfractaire aux traitements.

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) a rendu public un [avis sur la fin de vie le 13 septembre 2022](#), considérant "qu'il existe une voie pour une application éthique de l'aide active à mourir, à certaines conditions strictes dans le cadre d'une **procédure collégiale**, avec lesquelles il apparaît inacceptable de transiger".

La Convention citoyenne sur la fin de vie [en avril 2023 pour une ouverture conditionnée d'une aide active à mourir, et plus précisément à la fois du suicide assisté et de l'euthanasie](#). Les 184 citoyens de cette Convention ont considéré que le cadre législatif actuel était insuffisant. Ils ont également souhaité que soient proposés des soins palliatifs pour toutes et tous et partout.

***Il est temps , il est grand temps que le Gouvernement s'en aille ! « Il faut partir, Monsieur le Premier Ministre, Il faut partir Monsieur Pompidou ! »***

On se souvient de cet affrontement épique où François Mitterrand, en Mai 68, alors Chef de l'Opposition, haranguait à la tribune de l'Assemblée Nationale, Georges Pompidou, Premier Ministre du Général De Gaulle !

L'histoire se répète en bégayant mais cette fois c'est le Président de la République, Emmanuel Macron, qui s'accroche au pouvoir contre vents et marées, battant un record d'impopularité rarement atteint dans notre histoire (moins d'1 Français sur 5 le soutient encore).

Élu en 2017 grâce à une oligarchie ploutocratique possédant tous les grands médias, qui, aux ordres, lui ont offert une campagne de communication sans précédent, il a depuis endetté la France de manière catastrophique, méprisé les Français à de très nombreuses reprises, et provoqué des tensions diplomatiques, notamment avec l'Afrique. Il s'est ridiculisé face à Poutine en menaçant d'envoyer la Légion étrangère en Ukraine, alors qu'il a considérablement affaibli notre armée. Même au sein de l'Union européenne, il n'a plus de crédibilité malgré son européisme acharné. Et ce ne sont pas les sanglots plaintifs de « *Brigitte* », interviewée par Gala, qui lui sauveront la mise.

Imagine-t-on « *Tante Yvonne* » venant au secours du Général De Gaulle en 1969, alors que, malgré 47,59 % de « Oui » au référendum sur le Sénat, il estima qu'ayant été désavoué, il devait immédiatement quitter l'Élysée ?

***Il faut partir aussi, Monsieur Macron,***

Seule une élection présidentielle anticipée donnera à la France l'espoir de retrouver une majorité, qu'elle soit de Droite ou de Gauche, absolument nécessaire pour gouverner en ces temps difficiles selon le choix des Français.

C'est votre sens de l'intérêt national, c'est votre sens de l'honneur qui est ici interpellé . Votre maintien à l'Élysée, sans majorité au Palais Bourbon, ne permettra pas à vos Premiers Ministres successifs d'appliquer les réformes urgentes dont le pays a besoin, notamment la réduction des dépenses publiques devenue indispensable à cause de votre politique.

Rien ne va plus ! Ce constat est unanime. L'Assemblée nationale est devenue un spectacle grand-guignolesque qui nous vaut la risée du monde entier. Ceux qui vous ont porté au pouvoir se cachent désormais ou préparent leur prochain candidat.

Des mesures d'urgence doivent être prises immédiatement, notamment sur les questions d'immigration et de sécurité. Nos compatriotes l'exigent ! Il faut rétablir nos frontières, protéger nos entreprises, réorienter notre agriculture et notre industrie, réformer en profondeur notre système éducatif, renforcer notre recherche et retrouver notre excellence énergétique.

Qui se souvient que, sous De Gaulle, la France commençait déjà les recherches sur les réacteurs à neutrons rapides, capables de garantir 1 000 ans d'autosuffisance énergétique ? Nous devons aussi renouer avec nos magnifiques avancées en biologie et en médecine, développer l'intelligence artificielle avec des partenaires internationaux et poursuivre le programme ITER

Notre voix unique, indépendante, ouverte au monde, doit cesser de donner des leçons et redevenir largement respectée. Mais cela ne pourra se faire que lorsque vous aurez quitté l'Élysée.

Notre société doit se reconstruire dans le respect des opinions diverses, bannissant l'anathème, ne muselant pas la liberté d'expression, libérant les grands médias des liens trop étroits qui existent avec des puissances d'argent, ne tolérant plus que les lois de la République soient constamment bafouées

dans certains territoires, remettant la France au travail par des dispositions ingénieuses, renforçant notre natalité en péril, baissant les impôts et les prélèvements obligatoires par une nouvelle chasse aux fraudes fiscales et sociales et au Gaspi (Comment justifier que le Président du Sénat commande un fauteuil à 34 000 € alors que tant de Français peinent à boucler leurs fins de mois ?) retrouvant le chemin de la participation, redonnant espoir à notre jeunesse, imposant le respect de la laïcité et procurant à chacun, un emploi, une formation, ou un travail d'intérêt général.

### **Un septennat, ça suffit.**

Partez avec dignité, plutôt que de risquer une fuite précipitée comme celle que vous aviez envisagée face aux Gilets Jaunes. Retournez à vos anciennes fonctions chez Rothschild ou ailleurs, et si vous voulez persister en politique, recommencez au bas de l'échelle par des mandats locaux, si tant est que les Français que vous avez tant méprisés veuillent encore de vous.

La grandeur de la France ne peut se contenter d'une classe politique inculte, uniquement préoccupée de préserver ses privilèges. Elle ne peut tolérer les allers-retours de hauts fonctionnaires vers des cabinets de conseil étrangers ou des grandes compagnies, ni le harcèlement fiscal des entrepreneurs, qui peuvent quitter la France du jour au lendemain. Elle ne peut laisser le peuple seul face à ses angoisses : pouvoir d'achat, insécurité, drogue, avenir des jeunes, emploi des adultes, retraites des aînés, déserts médicaux...

### **Tout est à reconstruire.**

Depuis 50 ans, nous vivons comme des cigales (le dernier budget équilibré date de 1974). Vous n'êtes pas seul responsable, mais vous portez une lourde part de cet échec.

Il faut partir, Monsieur Macron. L'intérêt de la France l'exige. Ce sera peut-être le seul acte bénéfique de votre septennat.

## **« Puissance publique : remettre l'État au centre du jeu »**

Remettre l'État au centre du jeu ne signifie pas , selon moi, un retour à l'étatisme bureaucratique, mais une affirmation de la grandeur et de l'indépendance de notre nation, au service du bien commun. Loin d'un État impuissant soumis aux logiques financières ou à des diktats extérieurs, il s'agit d'un État fort, stratège et visionnaire, garant de la souveraineté nationale et moteur du développement économique et social.

Nous devons nous reposer sur un triptyque fondamental : indépendance nationale ouverte à une large coopération européenne et internationale, participation des citoyens à la gestion des affaires et justice sociale et fiscale. L'État doit être l'architecte d'un modèle où l'intérêt général prime sur les logiques partisans, où chaque citoyen, chaque entreprise, chaque acteur économique est associé à la construction collective de la nation.

L'indépendance de la France est la pierre angulaire de la V<sup>ème</sup> République. Un pays qui dépend des autres pour son énergie, sa défense ou son économie est un pays fragile. L'État doit donc assumer pleinement son rôle de pilote de la souveraineté nationale, en se dotant des moyens d'assurer l'autonomie stratégique du pays tout en restant ouvert aux indispensables coopérations qui ne peuvent se comprendre que dans l'équité et la réciprocité.

### **Rétablir l'indépendance énergétique et industrielle**

- Relancer une politique énergétique souveraine, centrée sur le nucléaire, la recherche sur les réacteurs à neutrons rapides et le développement raisonné des énergies innovantes.
- Réindustrialiser la France en développant la recherche, en soutenant les industries stratégiques et en protégeant les entreprises clés contre les rachats étrangers.
- Refuser la dépendance technologique : investir massivement dans l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, le numérique, la pharmacie, la santé pour garantir une autonomie face aux puissances étrangères.

### **Une armée forte pour une diplomatie indépendante**

- Augmenter l'investissement dans la défense nationale et renforcer la souveraineté militaire en consolidant la dissuasion nucléaire.
- Maintenir une politique étrangère indépendante, refusant l'alignement systématique sur des blocs géopolitiques et affirmant une diplomatie équilibrée entre les grandes puissances.

### **Une agriculture et une alimentation sous souveraineté nationale**

- Sortir de la dépendance aux importations et garantir une autosuffisance alimentaire par un soutien aux agriculteurs et une politique agricole ambitieuse.
- Protéger le modèle agricole français face aux normes européennes défavorables et aux distorsions de concurrence internationales en en refaisant un grand pays exportateur.
- Maintenir nos territoires en redonnant aux petites exploitations familiales, grâce à des contrats de pays, les moyens de vivre, indépendamment des diktats des grandes surfaces et des industriels de la terre

L'État ne doit pas se contenter de gérer : il oriente, il planifie, il protège l'indépendance de la nation. Un État fort est un État qui garantit l'ordre, la justice et la sécurité des citoyens. La grandeur de la France repose sur des institutions solides et une administration efficace au service du peuple.

## **Restaurer l'autorité de l'État**

- Renforcer la justice et les forces de l'ordre pour garantir la sécurité et l'application stricte des lois.
- Lutter contre l'ensauvagement et restaurer l'ordre républicain en éradiquant l'impunité et en mettant fin aux zones de non-droit.
- Revaloriser le rôle des préfets et des représentants de l'État pour assurer une présence forte de la puissance publique sur tout le territoire.

## **Un État simplifié mais efficace**

- Dégraisser la bureaucratie pour rendre l'administration plus réactive et au service du terrain.
- Décentraliser intelligemment pour rapprocher la décision publique des réalités locales sans affaiblir l'unité nationale.

Seul un État d'ordre et d'autorité peut être le garant de la souveraineté et de la justice sociale.

Dans une vision à la fois ni collectiviste, ni ultralibérale, fondée sur une participation active des citoyens et des entreprises à la vie économique et sociale, il ne doit pas s'agir d'opposer le capital et le travail, mais de les réconcilier au service de la prospérité nationale.

## **La participation économique : une troisième voie entre étatisme et capitalisme sauvage**

- Encourager l'actionnariat salarié pour que les travailleurs soient partie prenante des bénéfices de leur entreprise en reprenant les objectifs autrefois voulu par le Général de Gaulle qui furent torpillés par ses successeurs.
- Mettre en place un modèle de cogestion dans les grandes entreprises stratégiques, où les salariés auront une voix dans la gouvernance aux côtés des actionnaires et des managers.
- Développer un capitalisme national favorisant les entreprises françaises et protégeant les industries clés contre la spéculation financière.

## **Une démocratie plus participative et responsabilisante**

- Renforcer le rôle des référendums pour permettre aux citoyens de s'exprimer directement sur les grandes orientations politiques.
- Associer les collectivités locales à la définition des politiques publiques tout en maintenant l'unité républicaine.
- Créer un service national universel structurant pour renforcer la cohésion nationale et associer la jeunesse à la vie de la nation.

L'État ne doit pas opposer les forces vives du pays, mais au contraire les unir dans un projet commun, où chacun a un rôle à jouer. L'État doit assurer la protection sociale de ses citoyens, sans tomber dans l'assistanat généralisé qui affaiblit la nation. La solidarité et la responsabilité doivent aller de pair.

## **Un modèle social juste et efficace**

- Refonder l'État-providence en le recentrant sur les véritables besoins : santé, retraite, famille.
- Mettre fin aux abus sociaux en conditionnant les aides à une activité ou une formation.
- Encourager l'effort et le mérite plutôt qu'une logique purement distributive.

## **Une refonte des retraites et du travail**

- Introduire une part de capitalisation dans le système de retraite pour garantir sa pérennité tout en retrouvant un juste équilibre entre âge de départ, pénibilité et dangerosité du travail, espérance statistique d'un nombre d'années de retraites équivalent pour tous.

- Réformer le marché du travail pour redonner de la valeur au travail et encourager l'initiative individuelle.

L'État protège mais n'assiste pas, il donne à chacun les moyens de réussir tout en exigeant des efforts. Remettre l'État au centre du jeu, c'est restaurer sa puissance et son indépendance, tout en associant chaque Français à l'essor de la nation.

**Un État stratège, garant de la souveraineté nationale, c'est :**

- Un État régalien fort, garant de l'ordre et de la justice
- Un État participatif, associant les citoyens et les entreprises à son destin
- Un État social juste, qui protège sans assister

C'est dans cette alliance entre puissance et participation, entre grandeur et justice, que résidera le sursaut dont aura besoin la France de demain.

## ***Remettre la France au travail !***

La France, pays de grande tradition industrielle, agricole et scientifique, traverse depuis trop longtemps , même si par quelques artifices on n'en occulte les chiffres, une crise du travail qui affecte à la fois son économie et sa cohésion sociale.

Des pans entiers de notre tissu productif ont été délocalisés, des secteurs stratégiques ont perdu leur autonomie, et la désindustrialisation a laissé derrière elle des territoires en déshérence.

Alors que le chômage persiste, incapable d'organiser une flexisécurité à la Danoise et se contentant de créer de faux emplois d'auto-entrepreneurs, notre pitoyable système éducatif peine à former des talents adaptés aux besoins de l'économie, et l'organisation du travail ne répond plus aux défis du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Nous voulons rendre l'espoir à notre jeunesse et remettre la France au travail, non par la contrainte, mais par une refondation intelligente de notre organisation économique et sociale en retrouvant les emplois perdus, en inventant les emplois de demain et en mobilisant toutes les forces disponibles au service de l'intérêt général.

La désindustrialisation de la France a coûté près de 2,5 millions d'emplois en 40 ans. Pourtant, certaines nations européennes ont su conserver leur tissu industriel en modernisant leurs usines et en misant sur l'innovation. Il faut relocaliser des filières stratégiques : l'électronique, la pharmacie, les transports et l'énergie nucléaire. Cela passe par un soutien massif à la production française via la commande publique et la préférence nationale dans les marchés publics. Il faudra favoriser la robotisation et l'automatisation sans détruire l'emploi, en formant les travailleurs aux nouvelles technologies, développer des pôles industriels régionaux pour éviter la concentration économique dans quelques grandes métropoles et ne pas hésiter à taxer les délocalisations abusives des entreprises qui ont reçu des aides publiques pour financer celles qui produisent et embauchent en France.

L'agriculture elle-aussi a perdu plus d'un million d'emplois en 40 ans sous l'effet de la concentration des exploitations et des normes de plus en plus contraignantes. Pourtant, nous avons besoin d'une agriculture forte, capable de nourrir la nation sans dépendre de l'étranger en encourageant la transmission des exploitations, en facilitant l'installation des jeunes agriculteurs et en réorientant les aides vers les petites et moyennes exploitations.

Il est indispensable notamment de redévelopper une agriculture de proximité, circuits courts, permaculture, agrobiologie, transformation locale des produits, contrats d'entretien des territoires (pollution des rivières, débroussaillage des forêts, maintenance des chemins ruraux) qui compléteront les revenus des petits exploitants.

Il faut aussi simplifier les normes sans cesse ajoutées par l'UE et alléger la bureaucratie agricole, qui décourage les vocations et empêche la compétitivité, former et recruter dans l'industrie agroalimentaire qui représente un secteur clé où la France peut redevenir un leader mondial.

Pour créer les emplois de demain puisque le futur passe par l'innovation, il faudra investir massivement, au besoin par le lancement d'un grand emprunt national, dans la recherche et les nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, la biotechnologie, la médecine, la robotique et les réacteurs à neutrons rapides qui offrent à travers le monde des opportunités considérables car c'est en doublant les investissements publics et privés dans la recherche appliquée et en développant des coopérations nationales et internationales que nous pourrions rattraper notre retard sur les États-Unis et la Chine et créer nous aussi des « Silicon Valley » à la française.

Mais pour faire renaître notre pays il faudra former et attirer les talents, refonder l'enseignement supérieur et technique pour répondre aux besoins du marché, favoriser la formation continue des

travailleurs pour qu'ils puissent s'adapter aux mutations technologiques, créer des filières d'excellence en médecine et biotechnologie pour conserver notre avance en santé publique.

Mais il conviendra d'abord de mobiliser toutes les forces vives au service de l'intérêt général en accompagnant les chômeurs vers l'emploi, la formation ou un travail d'intérêt général. Le chômage ne doit pas être une fatalité. Une logique d'accompagnement exigeante pour que chaque citoyen trouve une place dans la société doit être proposée en renforçant l'accompagnement vers l'emploi par des conseillers spécialisés en nombre suffisant, en généralisant les formations qualifiantes pour permettre des reconversions rapides, en créant un dispositif de « *service civique du travail* » qui permettra à tout chômeur de longue durée de s'investir dans une activité utile non marchande (associations, environnement, aide aux personnes).

Il existe en France des millions de retraités en bonne santé, d'étudiants motivés et de professionnels compétents qui peuvent être des forces précieuses d'appoint pour la société en vue de développer le tutorat scolaire et universitaire pour aider les jeunes en difficulté, pour renforcer la sécurité publique avec des réservistes volontaires pour aider la police et la gendarmerie, pour créer un réseau national de bénévoles pour l'environnement, notamment dans la lutte contre la pollution.

Les déserts médicaux sont un fléau inacceptable dû à nos erreurs politiques et corporatistes (Médecins rares, médecins chers). Pour assurer un accès aux soins partout en France, il faut offrir enfin en contrepartie d'incitations financières adaptées (au cours des études et lors de l'installation), la possibilité de s'engager pour 10 ans par exemple, dans certaines zones au sein d'un réseau de centres de santé publics qui garantira un accès à la médecine générale en dehors des grandes villes.

L'immigration mal contrôlée crée des tensions économiques et sociales. Pour que la France retrouve une politique migratoire efficace favorisant une meilleure assimilation il faudra accepter l'idée comme le disait déjà Michel Rocard d'encadrer strictement l'immigration de travail en fonction des besoins réels des secteurs en tension, d'exiger une intégration par l'emploi et la formation avant toute régularisation et de sanctionner les employeurs qui exploitent « *au noir* » une main-d'œuvre clandestine.

L'État doit retrouver le contrôle de ses frontières et pour cela accélérer les procédures d'expulsion des migrants clandestins en situation illégale, créer pour tous les clandestins sans travail ayant commis des délits des centres de rétention efficaces pour éviter leur dispersion sur le territoire et négocier avec les pays d'origine pour faciliter les retours et limiter les flux migratoires incontrôlés.

**Remettre la France au travail**, c'est unir toutes les forces de la nation dans un projet commun, où chacun a un rôle à jouer. C'est retrouver notre souveraineté économique, réindustrialiser le pays, exploiter les technologies d'avenir et mobiliser chaque citoyen pour le bien commun.

En sortant d'une logique d'assistance passive à laquelle nous n'avons plus les moyens de faire face, nous devons rebâtir une société où chacun contribuera selon ses capacités, où le travail redeviendra une valeur centrale et où l'État jouera pleinement son rôle de stratégie.

Alors seulement, la France pourra retrouver sa grandeur passée et affronter avec confiance les défis du XXI<sup>ème</sup> siècle.

## ***Peut-on revenir en arrière ? Ou faut-il tout reconstruire ?***

Notre société est aujourd'hui morcelée, fragmentée en groupes de plus en plus inconciliables. Les tensions traversent les familles, brisent les cercles d'amis et rendent toute discussion politique quasi impossible. Seule une chose fait l'unanimité : « **Tout va mal** » mais pour des raisons que chacun interprète différemment.

Et pourtant, une société ne peut exister sans un socle de valeurs communes. Comment reconstruire un destin collectif quand certains veulent défendre notre héritage gréco-latin et judéo-chrétien, tandis que d'autres prônent une écologie radicale de la décroissance ou une « *créolisation* » de la société ?

Le fameux « *arc républicain* », cet attelage improbable de partis traditionnels, refuse de reconnaître la légitimité des souverainistes du Rassemblement National ou de Reconquête, comme si une grande partie du peuple français était condamnée à être exclue du débat démocratique.

Pourtant, nous approchons d'un point de bascule historique. Si Marine Le Pen n'est pas empêchée après appel par une inéligibilité précipitée, elle pourrait bien remporter la prochaine élection présidentielle.

Face à elle, qui pourrait la remplacer efficacement ? Jordan Bardella, malgré sa montée en puissance, manque encore cruellement d'expérience. Comme Macron en 2017, il risquerait d'être rapidement dépassé par les réalités du pouvoir, incapable de défendre les intérêts de la France face à ses adversaires implacables : Bruxelles, Berlin, Washington...

Seule une profonde réflexion collective, une pédagogie honnête et sans tabou sur les grands sujets qui nous divisent, pourrait peut-être encore permettre de **retrouver une unité nationale**.

### **Expliquer pour reconstruire : quelques exemples**

#### **L'écologie : entre utopie et manipulation**

Les jeunes écologistes, sincèrement préoccupés par l'avenir de la planète, sont souvent instrumentalisés par des idéologues ou de puissants lobbies.

Qui leur a expliqué que Dominique Voynet, en poussant Lionel Jospin à abandonner le projet nucléaire de Creys-Malville, était financée secrètement par des fondations industrielles allemandes, dont l'objectif n'était pas climatique mais économique : détruire l'avantage énergétique de la France face à l'Allemagne.

Qui leur a démontré que les accidents de Three Mile Island, Tchernobyl et Fukushima ne sont pas comparables et que la sûreté des réacteurs français est bien supérieure. Le nucléaire reste l'énergie cause le moins de morts au monde.

Les réacteurs à neutrons rapides pourraient assurer 1 000 ans d'autonomie énergétique à la France, en recyclant les 350 000 tonnes d'uranium appauvri déjà stockées.

Les éoliennes sont une gabegie financière et écologique, profitant principalement à des groupes financiers étrangers, sans résoudre véritablement aucun problème énergétique.

Les méga-bassines ne sont pas le problème, alors que 40 000 milliards de m<sup>3</sup> d'eau rejoignent chaque année les océans où ils se perdent, alors que par de simples aqueducs on pourrait renforcer nos nappes phréatiques et mieux organiser le stockage et la redistribution.

Le débat sur le réchauffement climatique doit être ouvert à toutes les disciplines scientifiques, et non confisqué par un dogme contestable imposé par le GIEC et le Green Deal européen.

## **L'Europe : une souveraineté perdue**

Les européistes convaincus refusent souvent d'entendre les critiques rationnelles sur les dérives de l'Union européenne

La Commission européenne impose ses lois aux États sans contrôle démocratique réel.

La monnaie commune (l'euro) favorise l'Allemagne au détriment des autres économies européennes, aggravant chaque année, depuis sa création, et de plus en plus, nos déficits commerciaux.

L'Europe n'a pas de politique de défense autonome, préférant acheter des F-35 américains plutôt que des Rafales français.

L'OTAN maintient l'Europe sous domination américaine, l'entraînant, jusqu'à l'arrivée de Trump, dans des guerres où elle n'a aucun intérêt direct, comme en Ukraine, où les Européens jouaient les supplétifs de Washington.

L'immigration incontrôlée est une conséquence directe des Traités européens mal appliqués, que les gouvernements français successifs, depuis Maastricht, n'ont jamais eu le courage de renégocier, n'osant plus depuis De Gaulle renouer avec la politique de la chaise vide ou de la bourse vide !

## **Les souverainistes : l'illusion du repli sans vision globale**

Si la souveraineté nationale est un principe fondamental, elle doit être pensée dans le monde tel qu'il est, et non dans une nostalgie irréalisable.

Le brassage des populations est une réalité historique, qu'on ne peut ignorer. Mais il doit être maîtrisé.

L'Afrique passera de 1,4 à 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050. Le seul moyen d'éviter une submersion migratoire est d'investir massivement dans le développement local, avec une politique intelligente d'influence et d'investissement.

La réindustrialisation de la France, elle, nécessitera du temps, des stratégies claires et des choix courageux sur les salaires et la compétitivité .

La dette publique nous entrave : sans un plan de redressement intelligent, toute sortie brutale de l'UE serait sans doute suicidaire mais cela n'empêche pas un retour négocié aux Traités initiaux.

## **Les Macronistes : une (prétendue) élite sans peuple**

Ceux qui ont cru en Emmanuel Macron doivent faire leur autocritique. De défaites en défaites, ils ont laissé leur mentor détruire la France, l'enfoncer dans la dette, ruiner son influence mondiale et diviser les Français comme jamais depuis la Révolution.

La macronie n'aura été qu'une parenthèse, un artifice médiatique masquant une vacuité politique.

Les élus aux compétences parfois douteuses doivent comprendre que la France ne peut pas être gouvernée sans le peuple.

Il faut revenir à une vraie alternance, où les Français peuvent choisir entre une droite et une gauche ancrées dans le réel, et non un pouvoir technocratique autoritaire.

## **Tout est à rebâtir**

Notre pays est en déclin accéléré, et il n'y aura pas de solution miracle. Seul un effort collectif de compréhension et de reconstruction peut nous éviter un effondrement total.

- L'éducation doit être restaurée pour transmettre un savoir rigoureux et non des dogmes idéologiques.

- La sécurité doit redevenir une priorité absolue.
- La souveraineté doit être réaffirmée, sans tomber dans l'illusion du repli total.
- L'immigration doit être contrôlée et l'assimilation redevenir un impératif national.
- La justice doit retrouver son autorité, punir les délinquants et protéger les citoyens.
- Nos coopérations internationales doivent être réorientées vers nos intérêts vitaux, loin des dogmes bruxellois.
- Notre armée doit être reconstruite pour garantir notre indépendance stratégique.
- Nos institutions doivent être libérées d'une bureaucratie étouffante et inefficace.
- Notre agriculture et notre industrie doivent être relancées, avant qu'il ne soit trop tard.
- Notre recherche scientifique doit redevenir une priorité nationale.

Il nous faut une nouvelle génération de dirigeants, choisis pour leur intégrité, leur compétence, leur engagement total pour la France, leur sens du devoir et de l'intérêt général.

***La France n'est pas morte, mais elle a besoin d'un sursaut historique pour redevenir la grande nation universelle qu'elle a toujours été.***

## ***Retour aux fondamentaux de l'Europe Gaulliste***

Le général de Gaulle lorsqu'il revint aux affaires en 1958 n'était pas opposé au principe d'une coopération européenne, mais il critiquait vivement le Traité de Rome, signé en 1957 sous la IV<sup>ème</sup> République, et il s'efforça de réorienter l'Europe vers sa vision d'une Europe des Nations, opposée au modèle supranational promu par les partisans de l'intégration européenne, Jean Monnet et Robert Schuman.

Il rejetait en particulier toute forme de supranationalité qui pourrait réduire l'indépendance des États. Or, le Traité de Rome posait les bases des institutions européennes avec la Commission européenne et la Cour de justice, qui prenaient des décisions contraignantes pour les États membres. Il instaurait une logique fédéraliste, où une autorité supranationale pourrait s'imposer, ce que de Gaulle considérait comme une atteinte inacceptable à la souveraineté de la France.

*« L'Europe, disait-il c'est un carrefour, ce n'est pas une nation. L'Europe, ce n'est pas un peuple. On ne fait pas une omelette avec des œufs durs. »*

Dès sa création, le marché commun était déséquilibré favorisant l'Allemagne et plus-tard le libre-échange britannique. Il prévoyait la création du Marché commun européen, avec une suppression progressive des droits de douane entre les six pays membres et ouvrait la voie à un libre-échange incontrôlé, alors que de Gaulle privilégiait une politique économique protectrice et une autonomie industrielle nationale.

Il aimait rappeler ce que ses successeurs ont oublié *« On ne peut pas faire l'Europe sans la France, mais on ne peut pas non plus faire l'Europe contre la France. »*

Le report de la politique agricole commune ne lui convenait pas car il considérait que l'agriculture française devait être protégée et modernisée. Or, le Traité laissait l'agriculture dans un flou réglementaire alors que les autres secteurs bénéficiaient d'une intégration nettement plus rapide. Puisque le Marché commun industriel avantagerait l'Allemagne, tandis que l'économie française reposait encore largement sur l'agriculture, il fallait donc d'abord protéger l'agriculture française avant d'accepter une ouverture totale des marchés.

C'est la raison pour laquelle, dès son retour au pouvoir en 1958, il imposa la Politique Agricole Commune (PAC) comme condition pour que la France accepte la construction européenne, afin de garantir des prix agricoles stables et protéger les agriculteurs français.

**De Gaulle voyait avant tout l'Europe comme une alliance entre nations souveraines, et non comme un projet supranational administré par des technocrates.**

Certes le Traité de Rome ne comportait aucune dimension politique ou diplomatique et ne définissait pas une politique étrangère commune, mais il laissait l'Europe totalement dépendante des États-Unis (*De Gaulle connaissait parfaitement les arrières pensées de Jean Monnet*). Il ne garantissait aucune autonomie militaire européenne, notamment vis-à-vis de l'OTAN, totalement dominée par les Américains.

C'est la raison pour laquelle il voulait une « **Europe des nations** », où chaque pays garderait son indépendance diplomatique et militaire, plutôt qu'une Europe dirigée par des instances supranationales.

Bien qu'il ne fût pas partie alors de la Communauté, le Royaume-Uni, avec son projet de zone de libre-échange (EFTA), risquait d'affaiblir l'Europe économique et les États-Unis poussaient vers une Europe fédérale, sous leur contrôle, dans le cadre de la guerre froide.

C'est la raison qui le poussa en tant que président à bloquer l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE en 1963 et 1967, considérant que les Britanniques étaient un « *cheval de Troie des Américains* » et à retirer la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966, affirmant que l'Europe devait être indépendante des États-Unis.

« *L'Angleterre, disait-il ce n'est plus grand-chose, c'est une île, c'est une Amérique en petit.* »

Si de Gaulle n'a pas remis en cause l'adhésion de la France au Traité de Rome, il a profondément réorienté la construction européenne dans un sens plus favorable aux intérêts français. Il a imposé la PAC pour protéger notre agriculture, il a freiné le fédéralisme européen, en imposant grâce au principe de l'unanimité la « *politique de la chaise vide* ». En 1965-66, il a tenté de construire une Europe politique indépendante des États-Unis, notamment avec le Plan Fouchet (1961-1962), mais il échoua face aux réticences des autres pays.

Sa vision d'une Europe des Nations reste un point de débat encore aujourd'hui. Ses critiques du Traité de Rome résonnent avec les tensions actuelles sur les souverainetés nationales face au poids des institutions européennes.

Mais le retour à une vision gaulliste de l'Europe suppose une révision profonde du fonctionnement de l'UE qui s'est éloignée des principes originaux de coopération entre États souverains. Aujourd'hui, l'UE fonctionne sur une logique supranationale, où la Commission européenne impose des normes aux États, où le Parlement européen vote des règlements sans veto national, et où la Cour de justice (CJUE) impose ses décisions au-dessus des Constitutions nationales.

De Gaulle voulait une Europe des nations, où chaque pays resterait maître de son destin tout en coopérant étroitement avec ses voisins dans les domaines d'intérêt commun. Aujourd'hui revenir à ce modèle supposerait des réformes profondes et un total changement d'orientation politique.

Pour rétablir la coopération entre nations souveraines et mettre fin à la supranationalité, il convient donc urgemment de rétablir le principe d'unanimité dans toutes les décisions stratégiques de l'UE (politique migratoire, fiscalité, défense, énergie, commerce international) et de réduire le pouvoir de la Commission européenne qui ne doit plus imposer des réglementations sans l'accord des États.

Il faut aussi supprimer le pouvoir de sanction de la CJUE sur les États souverains, en rétablissant la primauté des Constitutions nationales et transformer le Conseil européen en véritable organe décisionnel avec un droit de veto renforcé pour chaque État. L'OTAN doit se contenter d'une coopération entre armées nationales et la bureaucratie bruxelloise ne doit plus imposer ses choix aux nations.

Pour garantir la souveraineté des États en matière migratoire et renforcer la sécurité, il faut rétablir le contrôle des frontières extérieures et de l'immigration par une révision complète des accords de Schengen afin de permettre à chaque État de contrôler ses propres frontières nationales s'il le juge nécessaire.

De toute urgence Bruxelles doit mettre fin aux quotas migratoires, supprimer tout mécanisme de répartition forcée des migrants, expulser systématiquement les clandestins extra-européens et supprimer les aides sociales aux illégaux.

Frontex doit devenir un outil de coopération et non une entité supranationale imposant des choix aux États. L'octroi de visas aux pays extra-européens doit aller de pair avec une coopération stricte sur la lutte contre l'immigration clandestine pour que chaque État retrouve le contrôle de ses flux migratoires, en lien avec ses propres intérêts nationaux.

Pour éviter la spéculation financière, limiter l'évasion fiscale et protéger les industries stratégiques, il faut au plus vite rétablir un contrôle des grands mouvements de capitaux vers les paradis fiscaux et les puissances extra-européennes, imposer un veto national sur les grandes opérations financières, notamment sur les rachats d'entreprises stratégiques par des fonds étrangers, revoir les règles de la Banque centrale européenne (BCE) pour empêcher la financiarisation excessive de l'économie européenne, taxer les transferts de capitaux vers des juridictions non coopératives et sanctionner les entreprises pratiquant une optimisation fiscale agressive.

Mais il est également indispensable de mettre fin à la concurrence intra-européenne en harmonisant progressivement fiscalité et salaires pour combattre le dumping fiscal et social au sein de l'Europe. Il faut pour cela fixer des minimas fiscaux communs sur l'impôt sur les sociétés pour éviter que des pays comme l'Irlande ou le Luxembourg attirent artificiellement les sièges des entreprises. Il faut enfin rééquilibrer les contributions financières et l'endettement communautaire pour éviter que certains pays paient pour les autres sans contrepartie claire en revoyant le système des contributions des États membres, en imposant des règles strictes sur l'endettement communautaire pour éviter une explosion incontrôlée de la dette commune, en limitant les plans de relance financés par des emprunts communs, sauf pour des projets d'investissement stratégiques, en exigeant des audits indépendants sur l'utilisation des fonds européens pour éviter la gabegie et la corruption.

Revenir aux fondamentaux de l'Europe gaulliste, c'est remettre les nations au cœur du projet européen en supprimant les dérives supranationales, restaurer le droit de veto des États pour garantir une coopération équilibrée, reprendre le contrôle des frontières et éviter une immigration incontrôlée, encadrer les mouvements de capitaux et protéger nos industries stratégiques, mettre fin au dumping fiscal et social et rééquilibrer les finances européennes pour éviter une dette communautaire excessive.

Vaste projet qui nécessite une réforme majeure des traités européens, voire une refondation complète de l'Union européenne sur de nouvelles bases. Seul un rapport de force politique et une alliance avec d'autres États partageant cette vision pourra permettre d'y parvenir sans en arriver au retour à la politique de la chaise vide et pire de la bourse vide.

**L'Europe doit redevenir un outil au service des nations, et non un carcan bureaucratique affaiblissant les souverainetés nationales.**

## ***Manipulations II : l'art de tromper les peuples***

Qui se souvient du faux charnier de Timisoara lors de la révolution roumaine de décembre 1989 ? Ou encore des armes de destruction massive prétendument découvertes en Irak, avec des « *preuves* » sous forme de photos aériennes brandies devant l'ONU par Colin Powell en février 2003 ?

Les gouvernements, qu'ils soient autoritaires ou démocratiques, n'hésitent plus à manipuler l'opinion publique à coups de "fake news", suivant l'adage : **"plus c'est gros, plus ça passe"**.

### **Les chiffres jetés en pâture**

On en a encore eu un bel exemple il y a peu, à la tribune de l'Assemblée nationale, lorsque le Premier ministre a annoncé avec assurance que la guerre en Ukraine avait causé 100 000 morts côté ukrainien et 200 000 côté russe. Il est vrai que depuis quelques jours il doute un peu de ses affirmations!

### **Médias sous contrôle : la fabrique du consentement**

Les grands médias, majoritairement détenus par neuf multimilliardaires, sont-ils encore libres ? On peut sérieusement en douter. LCI, par exemple (Télé Bouygues) , aligne chaque soir un panel de généraux en retraite comme l'aurait dit De Gaulle (mais pourtant rémunérés 600 € la prestation) pour nous expliquer doctement que les 145 millions de Russes s'apprêtent à envahir les 593 millions d'Européens ou que l'Ukraine est sur le point de remporter la victoire !

### **Le Conseil constitutionnel : gardien du droit ou instrument du pouvoir ?**

Chez nous, le Conseil constitutionnel s'est arrogé au fil des ans des pouvoirs qui ne lui étaient pas accordés par la Constitution. Il se permet même de juger quelles questions peuvent être soumises aux Français par référendum. Il est vrai que le dernier en date, en 2005, s'était soldé par une démonstration éclatante de démocratie... bafouée !

Et que dire de l'éventuelle nomination de Richard Ferrand à la présidence de ce Conseil ? Le prétendu Constitutionnaliste ne sera autre chose qu'un fidèle soldat du macronisme, chargé de verrouiller encore davantage l'institution.

### **Le hold-up fiscal au service des ultra-riches**

Lorsqu'Emmanuel Macron, sous l'influence des puissances qui l'ont porté au pouvoir (les propriétaires des médias qu'il sert si bien), a supprimé l'ISF pour le remplacer par l'IFI, il a enclenché une véritable machine à inégalités.

D'un côté, les cadres supérieurs, après une vie de travail, doivent supporter une fiscalité lourde sur leur modeste patrimoine immobilier. De l'autre, les ultra-riches ont vu leur fiscalité fondre avec le PFU (Prélèvement Forfaitaire Unique). Résultat ? Les revenus du capital sont désormais taxés à seulement 12,8%, puisque le PUF à 30% inclut les 17.2% de prélèvements sociaux que paient aussi les salariés dans leurs cotisations sociales. Les revenus du travail, eux, peuvent l'être jusqu'à 45% au-delà de 14 500 € par mois.

Effet immédiat : les détenteurs de grandes fortunes ont cessé de se verser des salaires pour privilégier les dividendes, beaucoup moins imposés. La France est ainsi devenue un véritable paradis fiscal pour milliardaires.

### **Les chiffres sont éloquentes :**

- Les 41 plus grandes fortunes françaises ont doublé depuis 2020.
- La fortune des 500 premières fortunes professionnelles pèse aujourd'hui 1 200 milliards d'euros, contre 200 milliards en l'an 2000.
- Et pendant ce temps, la richesse des 90% de Français les plus modestes a reculé de 4%.

Si l'on avait appliqué aux ultra-riches le même taux d'imposition que pour les salariés les mieux rémunérés (45% au lieu de 30% moins 17.2% de prélèvements sociaux payés aussi par les salariés ), l'État aurait récupéré 322 milliards d'euros sur 20 ans. Même en s'alignant simplement sur l'Allemagne (42%), cela aurait représenté tout de même 292 milliards d'euros.

Mais plutôt que de taxer les grandes fortunes, on nous ressasse le mythe de l'exil fiscal. Pourtant, qui parmi nos multimilliardaires ne doit pas une part significative de sa réussite aux aides publiques ? Ne serait-il pas au moins légitime qu'une entreprise ayant bénéficié d'importantes subventions pour créer des emplois en France les rembourse en cas de délocalisation ?

### **L'Europe : une prison pour la France**

On nous impose une Union européenne qui nous est en tout point défavorable. La France est contributrice nette au budget de l'UE, à hauteur d'environ 10 milliards d'euros par an. Depuis 24 ans, cela représente 240 milliards d'euros partis financer d'autres pays.

On voudrait nous entraîner dans une Défense européenne, mais à condition que nous cédions notre siège au Conseil de sécurité de l'ONU, notre dissuasion nucléaire et notre armée. Pendant ce temps, nos voisins continueraient à acheter du matériel militaire américain même quand le nôtre s'avère plus performant.

Depuis l'introduction de l'euro, notre commerce extérieur est devenu dramatiquement déficitaire (162 milliards en 2022 !), mais il nous est interdit de rétablir des mesures de protectionnisme ciblées.

Sur l'immigration, même impuissance :

- Nous n'avons pas le droit de fermer nos frontières aux non-Européens.
- Nous devons même accepter des quotas de migrants sous peine d'amendes colossales (20 000 € par migrant refusé !).

Quant à l'OTAN, il est hors de question d'en sortir, alors même que jamais le Parlement n'a été consulté sur notre participation financière et militaire à la guerre en Ukraine. Macron, dans sa folie belliciste, envisageait même d'y envoyer la Légion étrangère !

Et maintenant, nous devrions laisser notre politique étrangère entre les mains d'une « *gamine* », une Estonienne née en 1977, Kaja Kallas, prétendument « *Haute Représentante de l'UE pour les Affaires Étrangères* » ? Un personnage que ni Trump ni Poutine ne prendraient au sérieux une seule seconde...

### **Une France en déroute**

Et pendant que nous nous laissons dicter nos choix par Bruxelles et Washington, la situation intérieure se dégrade :

- L'Afrique nous chasse, alors que la Chine, la Russie et les États-Unis nous ignorent.

- L'insécurité explose, mais aucun référendum sur l'immigration n'est envisagé.
- Notre système éducatif est en ruine, gangréné par des enseignants et fonctionnaires de plus en plus incompetents.
- Nos hôpitaux croulent sous la bureaucratie, et les ARS continuent d'étouffer les soignants.
- Le millefeuille administratif est devenu ingérable, mais personne ne veut réallouer les postes inutiles vers des secteurs prioritaires.

Enfin, on nous ment sur tout :

- Le budget, voté à coups de 49.3, avant d'être rectifié en catastrophe en fin d'année après les inévitables dépassements.
- Les prisons, alors que la France a l'un des taux d'incarcération les plus bas des pays développés (106 prisonniers pour 100.000 habitants contre 546 aux USA).
- Nos élus, trop nombreux sont souvent incompetents bien que grassement rémunérés.
- Notre Président, ne comprend même pas qu'il doit partir.

### **Stop au mensonge généralisé**

De l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par le centre, cessez de mentir aux Français.

Seul un véritable débat démocratique, sincère et respectueux de la liberté d'expression, pourra nous permettre de nous redresser.

## ***L'Europe : Frexit, Soumission ou Politique de la chaise vide ?***

L'Union européenne est devenue une structure contraignante où la France, loin d'y jouer un rôle moteur, se voit imposer des décisions qui nuisent à ses intérêts. Entre le « **Rêve fédéraliste** » de Jean Monnet et Robert Schuman et la vision d'une « **Europe des Nations** » prônée par le Général De Gaulle, le projet européen a évolué de manière ambiguë. Aujourd'hui, la question se pose : la France doit-elle se soumettre, quitter l'UE ou adopter une stratégie de résistance active ?

### **Un projet européen marqué par une lutte entre souverainisme et fédéralisme**

L'Europe communautaire n'est pas née d'une volonté populaire mais d'un projet politique construit par des élites, souvent en lien étroit avec les États-Unis.

**Jean Monnet**, panthéonisé par Macron, présenté comme le père de l'Europe, fut d'abord un homme d'influence au service de la SDN, puis un acteur clé du rapprochement anglo-américain durant la Seconde Guerre mondiale. Il s'opposa à De Gaulle, allant même jusqu'à déclarer qu'il fallait *"l'éliminer dans l'intérêt des Alliés"*. Son objectif était clair : créer une structure supranationale qui encadrerait les Nations et les rendrait interdépendantes, notamment sur le plan économique et militaire. La CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) en 1951, puis le projet avorté de la CED (Communauté Européenne de Défense), illustrent cette volonté de dissolution progressive des souverainetés nationales.

**Robert Schuman**, quant à lui, incarne cette Europe où la loyauté nationale semble fluctuante. Né au Luxembourg, soldat allemand en 1914, il deviendra en 1919, après le retour de l'Alsace-Moselle un homme politique français, avant de voter les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 et de devenir un de ses Sous-Secrétaire d'Etat. Blanchi après la guerre, il poursuivra son engagement pour une Europe fédérale sous tutelle atlantiste, en intégrant le Comité américain pour la fédération européenne.

**De Gaulle**, face à eux, proposait une vision alternative : une Europe des Nations souveraines, coopérant sans être soumises à une autorité supranationale. Il obtint le droit de veto au sein des institutions européennes et imposa une lecture intergouvernementale de la construction européenne. Mais son traité de l'Élysée (1963), censé ancrer un partenariat franco-allemand indépendant des États-Unis, dans lequel, face à une Allemagne divisée, la France avait le premier rôle, fut aussitôt vidé de sa substance par le Bundestag, qui le remplaça sous l'égide de l'OTAN.

Aujourd'hui, cette tension entre souverainisme et fédéralisme continue de structurer le débat sur l'avenir de la France en Europe.

### **Le Frexit est-il envisageable ?**

L'idée d'un Frexit, c'est-à-dire une sortie pure et simple de la France de l'Union européenne, est souvent brandie par certains (François Asselineau) comme une solution radicale aux contraintes imposées par Bruxelles.

Mais est-ce réaliste ?

Sur le plan économique, l'UE représente notre premier partenaire commercial. Une sortie nécessiterait de renégocier l'ensemble des accords de libre-échange, ce qui ne manquerait pas de créer une instabilité à court terme. Toutefois, le Royaume-Uni, après le Brexit, a montré que quitter l'UE était non seulement possible mais viable. Contrairement aux prédictions catastrophistes, la croissance britannique n'a pas chuté et le pays a retrouvé une pleine autonomie sur ses lois, ses frontières et sa politique économique.

Sur le plan monétaire, quitter la zone euro impliquerait de reprendre le contrôle du franc. Certains économistes y voient une opportunité pour mener des politiques monétaires plus adaptées aux besoins français et au retour à l'équilibre de son commerce extérieur, d'autres redoutent une très forte

inflation. Mais là encore, de nombreux pays souverains en dehors de la zone euro, comme la Norvège ou la Suisse, prouvent qu'on peut prospérer sans être sous la tutelle de la BCE.

Il est cependant bien tard !

Enfin, sur le plan géopolitique, un Frexit signifierait la fin de l'alignement automatique sur les décisions européennes en matière de défense et de diplomatie. La France, puissance nucléaire et membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, pourrait redéfinir son rôle sur la scène internationale sans devoir composer avec une bureaucratie bruxelloise souvent encline à suivre Washington.

En résumé, le Frexit est possible, mais il nécessiterait un projet clair, une transition maîtrisée et une volonté politique clairement affirmée par le peuple français.

### **La perte de souveraineté est-elle tolérable ?**

Si le Frexit paraît risqué, peut-on pour autant accepter la dissolution progressive de la souveraineté française dans une Union de plus en plus intégrée ?

Aujourd'hui, la France ne contrôle plus :

- Sa politique monétaire, dictée par la BCE.
- Ses frontières, avec les règles de Schengen.
- Ses décisions budgétaires encadrées par Bruxelles sous peine de sanctions.
- Ses choix économiques, entravés par les réglementations européennes.

Sur le plan militaire, la France est sous pression pour céder son siège au Conseil de Sécurité de l'ONU à l'UE et partager sa dissuasion nucléaire.

Sommes-nous prêts à sacrifier ce qui reste de notre indépendance stratégique ? **Sûrement pas !**

Sur le plan migratoire, l'UE impose des quotas sous peine de sanctions, interdisant toute politique souveraine d'immigration. **Impensable!**

Enfin, les décisions européennes sont souvent prises à la majorité qualifiée, ce qui signifie que la France peut être mise en minorité notamment par les 18 pays de l'UE qui bénéficient des subventions de la Commission payées par les 9 contributeurs nets et contrainte d'adopter des mesures contraires à ses intérêts (Mecosur par exemple).

Accepter cette perte de souveraineté, c'est renoncer à être une nation libre et indépendante.

### **La « *politique de la chaise vide* » : une alternative de résistance ?**

Face à cette dynamique, la France pourrait adopter une stratégie de résistance active, comme l'a fait De Gaulle dans les années 1960 avec la politique de la chaise vide.

En 1965, refusant une réforme du financement de la Politique Agricole Commune qui affaiblissait la France, De Gaulle décida de boycotter les institutions européennes, bloquant de facto leur fonctionnement.

Résultat : Bruxelles céda et la France obtint gain de cause avec le compromis de Luxembourg, qui garantissait le droit de veto national.

Aujourd'hui, une telle stratégie pourrait être utilisée sur plusieurs dossiers :

- Refuser d'appliquer certaines directives contraires aux intérêts français.
- Bloquer des décisions au sein du Conseil européen.
- Conditionner notre contribution financière au respect de nos exigences.

Cette stratégie ne signifierait ni quitter l'UE, ni s'y soumettre, mais reprendre l'initiative en imposant nos conditions.

### **Quelle Europe pour demain ?**

Le choix est clair :

- Le Frexit, qui redonnerait une pleine souveraineté à la France mais nécessiterait une transition complexe.
- La Soumission, où la France continuerait à abandonner son indépendance à une bureaucratie bruxelloise de plus en plus intrusive.
- La Politique de la chaise vide et la recherche de partenaires au sein des 27 qui permettrait d'inverser le rapport de force et d'imposer une Europe des Nations, respectueuse des souverainetés.

L'Europe des Nations prônée par De Gaulle est-elle encore possible ?

***Une seule chose est sûre : Si la France ne défend pas ses intérêts, personne ne le fera à sa place.***

## ***Quand la France (une fois de plus) se ridiculise !***

Alors que l'Union européenne et l'Ukraine sont exclues d'un commun accord par Donald Trump et Vladimir Poutine des discussions concernant la fin de la guerre, le président Emmanuel Macron tente une manœuvre diplomatique désespérée. Pensant redorer son blason, il convoque à l'Élysée les États membres de l'UE pour « *définir une position commune sur d'éventuelles négociations sur la guerre en Ukraine* ».

### **Un mini-sommet qui révèle l'isolement français**

Les chefs de gouvernement de 7 pays de l'UE (sur 27), le Premier Ministre Anglais, le président du Conseil européen, la présidente de la Commission européenne, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et le secrétaire général de l'OTAN, ont participé à cette réunion :

- Le Royaume-Uni (qui, rappelons-le, ne fait même plus partie de l'UE !)
- La France, l'Allemagne, la Pologne, l'Espagne, les Pays-Bas, le Danemark et l'Italie
- Ursula von der Leyen, Antonio Costa et Jens Stoltenberg

Devant cette faible participation (Georgia Melloni est arrivée ostensiblement avec une heure de retard) la communication officielle a renommé l'événement « *mini-sommet* », invoquant un « *esprit de responsabilité* » et une « *capacité d'agir en soutien à l'Ukraine et pour renforcer la sécurité européenne* ».

### **Une Europe marginalisée et méprisée par Washington et Moscou**

Faire croire que ce mini-sommet a été volontairement restreint ne trompe personne. La vérité est que ni les États-Unis ni la Russie ne considèrent l'UE comme un acteur stratégique dans cette crise. Volodymyr Zelensky, relégué au rang d'ex-président de facto, n'est plus écouté ni par Trump ni par Poutine, et l'Europe s'est dévalorisée aux yeux de la nouvelle administration américaine, qui ne la considère ni militairement ni financièrement capable de défendre le continent.

Une entente bilatérale USA-Russie pourrait alors émerger, servant les intérêts bien compris des deux grandes puissances. Poutine souhaite récupérer définitivement la Crimée et les oblasts russophones de l'ex « Nouvelle Russie », tandis que Trump cherche avant tout à récupérer l'argent avancé par les États-Unis, en mettant la main sur les richesses minières ukrainiennes, notamment ses précieuses terres rares.

Les plus optimistes verront même dans cette situation une opportunité de renouer un dialogue russo-américain, interrompu peu après la fin de la Guerre froide, face à la montée des puissances du Sud.

### **Un conflit bien plus ancien qu'on ne le prétend**

Mais revenons aux origines du conflit, que l'on ne saurait réduire à l'offensive russe du 24 février 2022, version simpliste et biaisée des manipulateurs d'opinion. Ce serait ignorer volontairement :

- Les agissements de la CIA pour déclencher le coup d'État de 2014 et la « *Révolution de couleur* » du Maïdan
- Les aveux d'Angela Merkel et François Hollande sur le caractère manipulateur des accords de Minsk II, qu'ils avaient pourtant garantis
- Les massacres des populations du Donbass et de Lougansk par l'armée ukrainienne entre 2014 et 2022, faisant suite à des humiliations répétées et à l'interdiction de l'usage de la langue russe
- Le refus de reconnaître les référendums en Crimée et en Nouvelle Russie, pourtant organisés sous la supervision d'observateurs occidentaux (sans parler du Kosovo)
- La propagande sur une Russie expansionniste rêvant de reconquérir l'Europe, alors qu'il est absurde d'imaginer 145 millions de Russes, peinant déjà à gérer leur propre et immense territoire, envahir un continent de 545 millions d'Européens !

- Sans parler des agissements du Deep State américain, qui planifiait ni plus ni moins qu'un démantèlement de la Russie.

### **Une Ukraine rongée par la corruption et l'anarchie**

Dans ce chaos, l'Ukraine s'enfonce dans une corruption inégalée :

- Autrefois, il fallait payer l'équivalent d'un an de salaire pour espérer décrocher un poste dans l'administration ukrainienne !
- Aujourd'hui, il faut payer pour avoir une fausse carte d'identité ou pour falsifier son adresse en vue d'échapper à la conscription. Les recruteurs sont payés pour enlever des réfractaires dans la rue
- Quant aux marchés d'armement, les détournements atteignent des sommets, transformant l'Ukraine en eldorado du trafic d'armes et du népotisme.

### **Une propagande de guerre qui ne convainc plus personne**

Les généraux en retraite invités chaque soir sur LCI ne font plus illusion. Macron, va-t-en-guerre, n'a jamais engagé un débat au Parlement sur l'implication française en Ukraine, tandis que les fake news sur une prétendue ingérence russe dans les élections roumaines continuent de circuler, alimentées par un ancien Commissaire européen au parcours on ne peut plus sulfureux.

Face à ce déclin diplomatique, la France ne peut continuer à s'effacer. Elle doit impérativement retrouver une souveraineté en matière de politique étrangère, aujourd'hui confisquée par l'UE.

### **Une diplomatie européenne à la dérive**

Comment imaginer Trump et Poutine prendre au sérieux Kaja Kallas, nouvelle Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, prétendue « *nouvelle Dame de fer* » de l'Europe, totalement inflexible sur les sanctions contre la Russie et l'aide militaire à l'Ukraine, alors qu'elle ne représente qu'un pays de 1,3 million d'habitants ?

L'Europe s'est piégée elle-même dans une rhétorique guerrière, sans se donner les moyens d'agir ni militairement, ni diplomatiquement.

### **Une parole française discréditée**

La France n'a plus de voix sur la scène internationale. Jadis, son droit à la parole était attendu et respecté. Aujourd'hui, il est moqué.

- Giscard et ses diamants
- Mitterrand et « *Papa m'a dit* »
- Sarkozy et son humiliation au sommet de Dakar, puis son intervention désastreuse en Libye
- Hollande et ses échecs cuisants au Sahel et sa bétise avec des faux interlocuteurs politiques
- Et enfin Macron, enchaînant les maladresses diplomatiques, certaines irréparables

Tous ont démonétisé la parole de la France, autrefois référence dans le monde.

### **De Gaulle doit se retourner dans sa tombe**

L'homme de la reconnaissance de la Chine, du discours de Phnom Penh, du « *Québec libre* », n'aurait jamais toléré une telle perte d'indépendance et de prestige.

La France, jadis respectée, n'est plus qu'une nation parmi d'autres, spectatrice impuissante d'un monde qui se redessine sans elle.

## ***Cela prête à rire alors qu'il faudrait en pleurer !***

La nomination de Richard Ferrand à la Présidence du Conseil Constitutionnel, exigeait non pas qu'il obtienne une majorité à l'addition des voix des membres des deux Commissions des Lois du Sénat et de l'Assemblée Nationale mais qu'une majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés (soit 59 voix) ne s'oppose à sa nomination. Or, il n'y a eu que 58 Contre et 39 Pour.

Il a donc été élu à 1 voix près. Merci aux 16 Députés du Rassemblement National qui se sont abstenus !

Oublions son absence totale de formation juridique, pour rappeler qu'au sein de ce Conseil il côtoiera d'autres membres ayant eu maille à partir avec la Justice,

Laurent Fabius mis en cause dans l'affaire du sang contaminé puis blanchi,

Alain Juppé nommé en 2019 comme Membre du Conseil Constitutionnel par... Richard Ferrand alors Président de l'Assemblée Nationale malgré sa condamnation à 14 mois de prison avec sursis et 1 an d'inéligibilité dans l'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris,

Lui-même mis en examen dans l'Affaire des Mutuelles de Bretagne pour prise illégale d'intérêt avant d'être relaxé pour prescription par la Cour d'Appel de Rennes... dont le Procureur Général était Madame Véronique Malbec ... qu'en qualité de Président de l'Assemblée Nationale il nommera également peu après en 2022 ... au Conseil Constitutionnel.

Ne nous posons donc pas la question de savoir si pour siéger au Conseil Constitutionnel il faut être vierge de toute condamnation !

D'ailleurs parmi les membres à vie récents, Jacques Chirac avait dû démissionner en 2011 après avoir été condamné pour prise illégale d'intérêt à deux ans de prison avec sursis . Il avait produit une lettre (*signée comme par hasard par un Conseiller Médical de François Hollande*) attestant qu'il ne disposait pas de sa pleine capacité pour assister à son procès et s'appuyant sur cette déclaration, son ami Jean-Louis Debré, Président en exercice du Conseil Constitutionnel avait expliqué que de ce fait puisqu'il n'était pas en mesure d'assister à son procès, il ne pouvait pas non plus l'être pour siéger au Conseil. Les méchantes langues racontent même que Bernadette lui en aurait voulu d'avoir suspendu les indemnités mensuelles correspondantes (11.000 € par mois à l'époque)

Quant à Nicolas Sarkozy empêtré comme personne dans des procès successifs, il avait pris la précaution de démissionner à temps de son mandat à vie à la suite de l'invalidation de ses comptes de campagne de 2012 (*il n'en était pas aux 11.000 € mensuels près qu'il aurait pu toucher jusqu'à sa mort sans jamais assister aux séances comme l'avait fait Valéry Giscard d'Estaing*). Il est vrai que maintenant, définitivement condamné, il aurait bien été obligé de le faire puisque le « *délai de réhabilitation* » pour les peines correctionnelles est de 3 ans et qu'on peut difficilement siéger avec un bracelet électronique à la cheville !

## ***Passe-moi la rhubarbe je te passerai le séné !***

A l'heure où tant de Français se détournent de la vie politique faut-il rappeler que si certaines catégories d'emplois (fonctionnaires par exemple) exigent que les mentions portées sur le Casier Judiciaire N°2 ne sont pas compatibles avec l'exercice des fonctions, les Députés Macroniens ont amendé la loi sur la moralité de la vie publique pour qu'elle ne s'applique pas automatiquement aux Élus en prévoyant qu'en cas de manquement à la probité seule une "**peine complémentaire d'inéligibilité**" devait avoir été prononcée pour empêcher l'élection, peine que le Juge peut justement décider ou non de ne pas prononcer en considérant les circonstances de l'infraction et la personnalité de l'auteur.

**On imagine la suite !**

C'est ainsi qu'ayant passé d'extrême justesse l'étape du contrôle parlementaire, Richard Ferrand aurait pu être nommé par le Président de la République comme simple Membre du Conseil Constitutionnel laissant aux « Sages » le soin de choisir leur Président (Art 56 de la Constitution).

Ce dernier aurait pu aussi renoncer à siéger comme l'avait fait en 2017 Michel Mercier qui, contesté bien qu'ayant vu sa candidature largement confirmée avait finalement estimé qu'il ne pourrait pas siéger avec la « *sérénité nécessaire* » pour avoir été mis en cause dans une affaire d'emplois fictifs !

Rassurez-vous ! Avec une rémunération brute de 16.500 € par mois s'ajoutant à toutes ses autres rémunérations, il y a peu de chance que la « *sérénité nécessaire* » pour avoir été mis en cause dans une affaire de prise illégale d'intérêts empêche Richard Ferrand de dormir.

*Un petit rappel sur l'affaire des Mutuelles de Bretagne. En 2011, Richard Ferrand alors Directeur des Mutuelles de Bretagne avait fait acheter par sa compagne, l'avocate Sandrine Douceu un immeuble qu'il s'engageait à faire louer par les Mutuelles (qui par ailleurs prendraient en charge tous les travaux de réhabilitation et de mise en conformité. Avec une telle promesse de bail, elle obtint immédiatement des banques un prêt à 100% dont le remboursement correspondait exactement au loyer qui lui serait versé ce qui lui permit d'acheter le bien recherché par les Mutuelles estimé aujourd'hui à 580.000 € sans déboursier un centime ... Bien joué !*

## **Voltaire : Au secours !**

On se souvient de la fameuse affaire Calas, négociant protestant accusé à tort du meurtre de son fils qui sera jugé puis, roué vif, étranglé et brûlé à Toulouse, affaire qui révolta Voltaire dans son célèbre **Traité sur la tolérance** « *Le meurtre de Calas, commis avec le glaive de la justice, le 9 mars 1762 est un des plus singuliers événements qui méritent l'attention de notre âge, et de la postérité* ».

On a même fait dire au sage de Ferney cette citation apocryphe: « *Je ne partage pas vos idées mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous puissiez les exprimer* »

Aujourd'hui , en France, pays de la Liberté, on ferme deux chaînes de la TNT, C8 et NRJ 12 par décision de l'ARCOM (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique), confirmée en appel par le Conseil d'Etat « *pour atteinte au pluralisme des courants de pensée et d'opinion* ».

Son animateur vedette Cyril Hanouna après de multiples signalements avait déjà écopé de 7.6 millions d'€ de sanctions par cet organisme , non élu, composé de 9 personnes, pour accointances politiques et atteinte à la liberté d'opinion et d'expression !

Son émission phare « *Touche pas à mon poste* » (que pour ma part je n'ai jamais regardée et que n'apprécie guère) était pourtant régulièrement suivie tous les soirs par plus de 2 millions de téléspectateurs. Or 62% des Français regardent désormais la télévision via la TNT et « *Touche pas à mon poste* » se classait au 3<sup>ème</sup> rang des meilleures audiences ! C'est donc une décision grave qui privera les téléspectateurs d'une de leurs chaînes préférées et mettra au chômage 400 personnes qui sont loin d'être tous des présentateurs-vedette !

Le seul qui n'en pâtira guère sera justement Cyril Hanouna que Bolloré ne manquera pas de recaser !

Bien sûr l'ARCOM se défend en disant qu'elle n'a pas « fermé » C8 mais qu'elle a simplement décidé de ne pas renouveler son autorisation TNT préférant attribuer ces fréquences à d'autres acteurs audiovisuels jugés par elle plus conformes à ses exigences !

Un boniment qui ne trompe personne et qui à l'évidence témoigne de directives venues d'en haut !

La condamnation de Cyril Hanouna pour insultes (*abruti, tocard, bouffon*) à l'encontre de son ancien chroniqueur Louis Boyard devenu entretemps Député LFI (*après avoir été dealer de drogue pour payer ses études selon ses affirmations*) lui valait 4.000 € d'amendes en correctionnelle alors que pour la même affaire l'ARCOM allait lui infliger une amende de 3.5 millions d'€. On mesure la différence d'appréciation entre le Tribunal Judiciaire et une prétendue Haute autorité administrative !

Bref, **je ne défends ni Hanouna, ni Bolloré, mais la liberté d'expression** qui doit rester un droit fondamental garanti par l'Etat alors que sur les chaînes et d'abord sur les chaînes publiques subventionnées par notre argent, les agressions verbales sont si fréquentes.

Les journalistes coupent outrageusement la parole à des politiciens dits d'Extrême Droite alors qu'ils sont bien plus tolérants pour les ténors de l'Extrême Gauche, pour certains philosophes comme Michel Onfray ou d'autres politiciens comme François Asselineau qui sont interdits de chaîne sur le service public, alors que la liberté des débats devrait permettre aux citoyens de se forger leur propre opinion.

On commence par la liberté d'expression, à quand la liberté d'association, la liberté de réunion, la liberté de manifestation si vantées par les « *Droits-de-l'hommes* » qui tout à coup justifient la censure : Interdiction d'émettre, poursuites en justice, amendes insupportables...

**L'ARCOM c'est sûr n'aura pas le Prix Sakharov !**

Espérons que les prédictions orwelliennes telles que : « *La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force* » ne deviendront jamais la règle dans notre pays où malgré tout,

des Cyril Hanouna peuvent encore, jusqu'à ce soir, s'exposer aux rires du public et se soumettre ainsi au verdict populaire.

## ***Oui, on marche sur la tête !***

Le Président Macron accumule les maladresses diplomatiques à l'extérieur et ne peut pas résoudre sans majorité les innombrables défis à l'intérieur.

En 1969 De Gaulle battu de peu au référendum sur la réforme du Sénat quitta immédiatement le pouvoir. Pourtant il était encore suivi par 48% de Français.

En 2024 Macron battu aux Européennes à 14.6% et, après dissolution, à nouveau battu aux législatives 25.39% reste en place alors que maintenant 80% des Français voudraient qu'il s'en aille.

Il continue à imposer ses protégés contre le Parlement (Ferrand à la Présidence du Conseil Constitutionnel pourtant mis en examen en 2017 pour prise illégale d'intérêt, Martin Adjari à la Présidence de l'ARCOM pourtant condamné en 2020 pour passation de marchés publics sans appels d'offres) et bien d'autres...

Or ni en France, ni à l'étranger un Président ne peut s'affirmer et véritablement défendre les intérêts de son pays s'il n'a pas le soutien de son peuple.

Ce n'est, quoi qu'on en pense, ni le cas de Trump ni le cas de Poutine !

Il faut donc au plus vite sortir de cette impasse.

Le mieux serait que Macron démissionne et qu'on procède à une nouvelle élection présidentielle. Peu importe qui gagnerait Droite ou Gauche. Le seul gagnant serait le Peuple Français qui retrouverait sans doute au Parlement une majorité capable de gouverner.

S'il refuse de démissionner alors au moins qu'il tranche les principaux problèmes du pays en faisant appel au référendum.

Croyez-vous un instant que si le Peuple était consulté il ne déciderait pas dans un sens ou dans l'autre sur les différentes questions qui se posent à lui : sécurité, immigration, retraites, Ukraine, etc.

Et puisqu'au cours d'un référendum on ne peut poser qu'une question à laquelle il convient de répondre par OUI ou par NON, eh bien qu'il en organise plusieurs s'il veut à tout prix rester en place.

Inutile de revenir ici sur des questions si souvent abordées. Mais puisqu'on reparle aujourd'hui de Défense européenne souvenons-nous que le projet de CED manipulé par Jean Monnet dès 1950 fut définitivement rejeté en 1954.

Aujourd'hui si l'Europe craint d'être lâché par les Américains et redoute d'être envahi par les Russes (*Il faut être sur LCI pour croire que 145 millions de Russes pourront terrasser 570 millions d'habitants d'Europe Occidentale dont 508 dans l'UE*) et si Macron veut relancer ce projet de Défense Européenne les lignes rouges sont claires :

- La France n'a aucune raison d'abandonner à l'UE son siège de membre permanent, arraché de haute lutte par De Gaulle, au Conseil de Sécurité de l'ONU
- La France, seule puissance nucléaire au sein de l'UE (puisque le Royaume Uni ne fait plus partie de l'UE et que, s'il en faisait encore partie, jamais il ne déciderait une action de dissuasion sans

l'aval des USA) doit conserver sa plus totale indépendance quant à l'utilisation de sa force de dissuasion. On ne peut pas appuyer à deux sur le fatidique bouton.

- Si les autres pays européens souhaitent bénéficier du parapluie nucléaire français au cas où les USA se détournent de l'Europe eh bien qu'ils en tirent au moins les conséquences en achetant du matériel militaire français (Rafale contre F 35 par exemple) ou en participant à des groupements européens d'industrie militaire (qu'ils ont jusqu'à présent toujours fait capoter) et non en continuant imperturbables à tout acheter aux USA.

Si le Gouvernement Bayrou ne s'empêtre pas dans les « affaires » qu'il sache bien qu'il ne sera pas jugé sur des paroles (encore moins des rodomontades comme aujourd'hui sur l'Algérie) mais sur des actes.

Incapable de s'atteler à la réduction drastique des dépenses du pays, incapable de juguler les fraudes sociales et fiscales, de restituer une légitime progressivité à l'impôt tout en baissant le taux inouï des prélèvements obligatoires, de revaloriser les salaires des plus démunis, de remettre la France au travail, de restaurer notre politique de santé, de restructurer notre éducation nationale en plein péril, de redonner à tous les Français la sécurité à laquelle ils ont droit, sur la route, dans les transports publics, dans les quartiers, dans le monde rural, de rétablir le force de la loi dans ce qu'on ose qualifier de « *territoires perdus de la République* », de ne plus subir les dictats de l'UE contraires à l'esprit du Traité de Rome,... François Bayrou ne tiendra pas longtemps à coups de 49/3 et de tentatives d'esquiver à Droite ou à Gauche les motions de censure successives.

Le peuple manipulé par les médias main stream devient imperméable à toute discussion. Il attend la prochaine dissolution en Juillet 2025 et il subit ou en attendant il se débrouille comme savent si bien le faire nos compatriotes, inventeurs du Système D !

Alors attendons-nous à ce que nos élus, soucieux d'abord et avant tout de conserver leurs privilèges, se contentent de cette situation : faire semblant de se faire peur en calculant bien les chances d'échec d'une Motion de censure, renoncer à toute tentative de destitution du Président , craindre d'arriver au pouvoir pour devoir gérer une situation catastrophique.

Et comme disait Baltazar Gracian : « *il faut vouloir quand on le peut car ni la saison ni le temps n'attendent personne !* »

## ***François Bayrou : faut-il mentir aux Français!***

J'ai bien connu François Bayrou il y a longtemps, dans les années 70, alors que je croyais encore à la possibilité pour l'UE de respecter l'Europe des Nations. Mais lorsque j'ai entendu sa déclaration de politique générale à la tribune de l'Assemblée Nationale j'ai été peiné pour lui car je suis convaincu qu'il sait parfaitement qu'il trompe les Français, obligé par sa fonction puisqu'il a enfin obtenu ce poste si longtemps espéré de Premier Ministre (encore qu'il pense toujours à celui de Président de la République), de soutenir Macron qui, lui, rêve de devenir Président de l'Europe et qui pour cela reste le petit doigt sur la couture du pantalon devant Von der Leyen !

Quels utopistes que ceux qui traitent de « *capitulards* » les géopoliticiens qui ouvrent les yeux sur la situation en Ukraine !

Egrenons les faits à l'envers :

Aujourd'hui, surtout si elle est lâchée par les Etats-Unis, l'Ukraine va perdre la guerre et plus le temps passera plus les troupes russes progresseront. Les Européens n'y pourront rien car s'engager sur le terrain auprès des Ukrainiens qui manquent cruellement d'hommes, d'équipements et de munitions, serait une déclaration de guerre à la Russie prélude possible à une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale qui risquerait bien d'être la dernière !

**La Russie est l'agresseur. Tout le monde en est d'accord.**

Mais la guerre a-t-elle vraiment commencé en 2022 ?

Ou plutôt en février 2015 lors des accords de Minsk signés par François Hollande, Angela Merkel, Petro Porochenko, Vladimir Poutine, et des représentants des républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Lougansk qui mettaient en place un cessez-le-feu alors que notre « *bécasson* » de Hollande piégé par deux humoristes russes se faisant passer pour Porochenko, l'ancien Président Ukrainien, admettait que ces accords étaient une ruse de l'Otan pour se donner le temps de militariser l'Ukraine ?

A-t-elle commencé en février 2014 après le coup d'Etat du Maïden, renversant le président ukrainien pro-russe Viktor Ianoukovitch, orchestré, comme cela a été unanimement reconnu, par la CIA, ce qui amena peu après la Russie, en rétorsion, à organiser un référendum en Crimée et, à rapatrier ensuite cette ancienne province soviétique, cédée en 1954 à l'Ukraine par Khrouchtchev, au sein de la Fédération, en contrepartie « *occulte* » d'un vote en sa faveur du PC Ukrainien au poste de Premier Secrétaire du PC de l'URSS.

A-t-elle commencé en mai 2014 lorsqu'après la Crimée, les Républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk en application de la Charte des Nations Unies (Art 1.2) consacrant le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ont dû subir l'interdiction de parler Russe, leur langue, et subir de nombreuses brimades de la part des autorités de l'Ouest de l'Ukraine.

A -t-elle commencé entre 2014 et 2022 lorsque l'armée ukrainienne n'a cessé de bombarder les républiques séparatistes faisant 15.000 morts dans les deux camps.

A-t-elle commencé en 1991 après que l'Ukraine qui ayant déclaré son indépendance par rapport à l'Union soviétique n'appliqua jamais, comme convenu dans le Traité d'indépendance, un statut autonome pour la Crimée.

A-t-elle commencé quand Poutine après sept années de relations personnelles avec Bush (George et Vladimir comme ils s'appelaient) ait exprimé son hostilité au projet américain d'implanter 10 missiles intercepteurs en Pologne et un radar ultra perfectionné en Tchéquie étendant l'OTAN dans l'ancienne zone soviétique.

A-t-elle commencé en 1990 lorsque le Secrétaire d'Etat américain James Baker affirmait après la réunification de l'Allemagne que l'OTAN ne s'étendrait jamais d'un pouce à l'Est

Faut-il remonter en sens inverse à l'attitude combien justifiée des USA dans l'affaire des missiles soviétiques à Cuba ?

### **Ouvrons les yeux !**

Les USA se détournent de l'Europe et regardent le Pacifique. S'ils s'accordent avec la Russie pour cesser les combats que pourront faire les Européens ? Continuer la guerre jusqu'au dernier Ukrainien, risquer une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale, se faire humilier dans une défaite commune avec un pays immensément corrompu qui, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est pas une démocratie ?

L'Ukraine a pris un décret selon lequel elle s'interdit de négocier avec la Russie. Seule une élection présidentielle après un cessez-le-feu, élection que Zelensky fera tout pour retarder au maximum tant il en connaît les résultats, lui permettra de revenir à la table des négociations y compris accompagnée de ses soutiens européens.

J'ai expliqué qu'une défense européenne commune ne pouvait être envisagée que sous le parapluie nucléaire français si les Etats-Unis confirmaient leur intention de lâcher l'Europe (sauf si l'Ukraine accepte de se faire dépecer de ses ressources par l'Oncle Sam qui veut être remercié, respecté, remboursé...)

Mais la France doit rester seule aux commandes et une telle demande de la part de ses voisins exigerait de très sérieuses compensations (l'achat de matériel militaire français par exemple ou le développement en commun de nouveaux types d'armements et non pas l'achat systématique et exclusif de matériel américain)

Nous n'en sommes pas là. Les rododromes de Macron et de Starmer sont faites pour amuser la galerie. **Sinon comment expliquer que tous deux se sont abstenus à l'ONU dans la résolution du 23 février votée en commun par les USA et la Russie pour renoncer à soutenir l'Ukraine alors qu'ils avaient l'un et l'autre un droit de veto ?**

Une grande conférence de paix est-elle envisageable invitant l'Europe, les USA et la Russie : pacte de non-agression, neutralité de l'Ukraine, exclusion de celle-ci de toute intégration à l'OTAN, levée des sanctions, abandon définitif de la Crimée à la Russie et des territoires conquis sur le Donbass et Lougansk, exploitation en commun des terres rares ukrainiennes pour financer la reconstruction du pays, mise en place d'une défense européenne, reprise des échanges énergétiques et commerciaux...

Les budgets militaires annuels mondiaux sont effrayants (USA 916 milliards de dollars, Chine 296, Russie 109, Inde 83, Arabie Saoudite 75, Royaume Uni 75, Allemagne 66, France 61...) De quoi faire mille fois exploser la planète. 1600 milliards de dollars par an pour les seuls pays cités, alors que 46% de la population mondiale soit près de 4 milliards d'habitants vivent avec moins de 5.5 Dollars par jour. L'arrêt des guerres permettrait de donner chaque année 400 dollars de plus à chacun !

## **Que ferait De Gaulle s'il était à nouveau au pouvoir ?**

C'est bien beau de critiquer . Il faut aussi proposer ! Mais que ferait (**peut-être**) De Gaulle s'il était à nouveau au pouvoir ?

Au moment où l'on s'inquiète des régimes autoritaires et des « *hommes forts* » Trump, Poutine, Xi Jinping, il commencerait par rappeler une fois encore son attachement à la démocratie en disant :

*« Pourquoi voulez-vous qu'à 67 ans je commence une carrière de dictateur ? La République est reniée, trahie par les partis eux-mêmes, moi, à nouveau, je redresserai ses armes, ses lois, son nom ! »*

Et l'on sait que, Cincinnatus des temps modernes, le 27 avril 1969, désavoué de peu par un peuple honteusement manipulé par ceux qui refusaient toute idée de participation et qui proclamaient :

*« Il ne faut pas politiser les ateliers ! »*

*« On introduirait inévitablement les Syndicats dans le débat ! »*

*« L'autorité de la hiérarchie sera sapée ! »*

il démissionna aussitôt de ses fonctions, un exemple que certains feraient bien de suivre !

**Imaginons donc un instant que, face à l'incroyable crise que traverse notre pays, il soit rappelé au pouvoir comme il le fut en 1958.**

D'abord il en finirait avec une Commission Européenne qui trahit sans scrupule les engagements du Traité de Rome, non pas en prônant le Frexit, car il croyait à l'Europe des Nations coopérant dans l'intérêt réciproque de leurs peuples tout en respectant le sacro-saint principe de subsidiarité, mais en rappelant les règles de base acceptées en 1957 et le refus du peuple français (trahi en 2008 par Sarkozy avec l'appui de Hollande) de ratifier le référendum de 2005 qui lui demandait d'approuver une Constitution Européenne. En cas de vive opposition il n'hésiterait pas à pratiquer à nouveau la politique de la chaise vide d'autant que la France, contributeur net, ne verrait aucune subvention européenne lui échapper de ce fait bien au contraire.

Il agirait dans l'urgence pour contribuer aux côtés des USA et de la Russie à l'arrêt des combats en Ukraine et à la boucherie qu'ils engendrent en proposant la réunion immédiate d'une conférence de la paix où Russes, Américains et Européens figeraient immédiatement la situation, arrêteraient les sanctions contre Moscou en signe de concorde, rétabliraient les relations économiques, énergétiques et commerciales de l'Atlantique à l'Oural, consolideraient la démocratie en Ukraine en planifiant les nouvelles élections présidentielles, figeraient pour un temps la situation des républiques russophones autoproclamées du Lougansk et du Donbass avec la possibilité une fois le calme revenu qu'elles se réunissent à nouveau dans leur totalité (russes, ukrainiennes ou autonomes) , et reconnaîtraient que le cadeau de la Crimée fait à l'Ukraine en 1954 par Khrouchtchev était une forfaiture qui devait à juste titre être réparée.

Si le désir des USA de se désengager de l'OTAN se confirmait, il offrirait immédiatement, seul pays membre de l'UE à posséder une force de dissuasion nucléaire, à remplacer le parapluie américain par le parapluie français car la dissuasion ne dépend pas du nombre d'ogives nucléaires (quelques-unes suffisent) mais de la possibilité de défendre nos intérêts vitaux s'ils sont attaqués tout en recherchant au sein d'une conférence mondiale sur le désarmement à réduire les dépenses militaires au profit du développement des pays les plus pauvres. Cet apport devrait en contrepartie se négocier au profit d'une coopération européenne de défense qui réunissant **450 millions d'Européens** (sans parler des pays européens non-membres de l'UE) n'aurait aucune raison de s'auto-flageller devant **340 millions d'Américains** et de **143 millions de Russes** !

Constatant la situation pitoyable de notre dette abyssale, la nécessité absolue de contrôler à nouveau nos frontières, le rétablissement vital de notre sécurité intérieure, l'effort de justice fiscale qui doit être équitablement réparti, l'urgence de rétablir nos comptes sociaux, l'effort à déployer pour retrouver une éducation nationale digne de la France, il proposerait un programme politique de résurrection nationale qui après des élections législatives devrait certainement rassembler une majorité permettant aux Institutions de fonctionner à nouveau.

Faut-il rappeler qu'en 1968 après la dissolution qui suivit les événements de Mai, l'Union des Républicains de Progrès obtint 367 Députés sur les 487 qui constituaient l'Assemblée Nationale de l'époque soit une majorité de ...75% !

#### **Quelques exemples (loin d'être limitatifs) de mesures à débattre :**

Examiner la possibilité de sortir de la zone Euro car cette monnaie trop forte plombe notre commerce extérieur depuis sa création. La France depuis l'entrée en vigueur de l'Euro a vu son déficit du Commerce extérieur se creuser impitoyablement de plus en plus chaque année. En 20 ans nous avons perdu 765 milliards d'euros qu'il a bien fallu compenser par des emprunts qui nous ont coûté une charge de la dette s'accroissant constamment (52 milliards d'€ en 2024). Le retour au Franc entraînerait certes une dévaluation de départ qui pourrait atteindre 20 à 25% et bien sûr une inflation correspondante mais notre commerce extérieur redeviendrait immédiatement positif comme il l'était avant l'Euro, créant des emplois et des ressources nouvelles tandis que notre dette de 3.200 milliards d'Euros, soit 21.000 milliards de Francs retomberait d'un coup du fait de cette dévaluation à l'équivalent en Francs Français (la lex Monetae s'impose) de 2.400 milliards d'euros !

Sortir de l'Espace Schengen, car notre pays doit contrôler ses frontières et nos douanes doivent pouvoir arrêter clandestins, drogues, trafics de tous ordres, ce qui impose aussi de négocier avec les pays d'immigration une politique de retour des OQTF, des clandestins, des délinquants ayant purgé leur peine, des indésirables quels qu'ils soient, associée à une politique d'aide au développement qui permettrait de renouer des relations apaisées avec nos voisins africains et notamment avec l'Algérie dans le respect mutuel, la coopération économique, l'entraide militaire dans la lutte antiterroriste, l'aide humanitaire. Pourquoi sous-traiter en Chine ce qui pourrait l'être à proximité, sur notre fuseau horaire en Afrique ?

Réaffirmer les valeurs de notre devise Liberté, Egalité, Fraternité en y ajoutant celle de Laïcité qui imposent que ceux qui veulent partager notre destin doivent complètement accepter notre civilisation et nos valeurs et tout faire, avec notre aide, pour s'assimiler.

Remettre la France au travail en revenant aux 39 heures comme durée légale (avec un SMIC net à 1600 €) tout en offrant la possibilité de planifier son travail sur 4 jours ou de travailler 29 heures au même salaire sur 3 jours dont le week-end pour certaines professions industrielles ou commerciales.

Proposer aux chômeurs et aux titulaires du RSA en contrepartie de la solidarité nationale au-delà d'une période raisonnable de recherche d'emploi aidée par France Travail de compléter leurs indemnités par des travaux non marchand d'intérêt général (mairies, hôpitaux, écoles, associations...)

Aider les étudiants par une réévaluation des Bourses conditionnée à la réussite aux examens et développer des Cités Universitaires implantées près des écoles.

Supprimer le Collège unique en le remplaçant par des Collèges de niveau (encadrement plus adapté pour des classes moins nombreuses pour les élèves en difficulté ou les enfants handicapés, classes plus nombreuses pour les meilleurs élèves, structure de contrôle autogestionnaire efficace pour chaque école pour protéger les professeurs et les élèves des éléments violents, responsabilité des Chefs

d'Etablissements, internats militarisés pour les harceleurs et les délinquants récidivistes financés par la suppression des aides familiales aux parents irresponsables ou radicalisés, création de CPES (classes préparatoires à l'enseignement supérieur) pour les élèves de terminale souhaitant accéder à l'Université mais de niveau insuffisant (Bac sans mention par exemple)

Lutter contre les déserts médicaux en ajoutant au Numérus Clausus des places supplémentaires et des Bourses d'études en contrepartie d'un engagement de 10 ans dans un désert médical. Créer des passerelles permettant à différentes catégories de soignants en valorisant l'expérience acquise d'évoluer plus rapidement au sein de la profession vers des métiers plus élevés (infirmières pouvant devenir médecins par exemple), demander aux praticiens installés en ville de participer aux urgences soit à leur cabinet soit à l'hôpital), contrôler plus sévèrement les abus et les fraudes sociales parfois constatées.

Investir considérablement dans l'innovation et la recherche grâce à un grand emprunt national auprès de la Banque de France (en annulant la loi scélérate « *Pompidou-Giscard-Rothschild* » de 1973) pour repositionner la France dans des domaines où elle excellait (biologie, pharmacie, mathématiques, robotique) pour rester dans la course (IA, ordinateurs quantiques, espace...) en coopération avec les nations (européennes ou autres) qui souhaiteraient faire cette route vers le futur avec nous.

Redonner à notre armée la place qu'elle a perdu dans la Nation en redynamisant notre force de dissuasion nucléaire, en développant notre industrie de défense vers de nouveaux modèles (drones, lasers, robots, ...), en lui confiant en appui aux forces de police et de gendarmerie des missions de maintien de l'ordre public, de surveillance des frontières, de lutte contre les narcotrafics et les actions anti-terroristes,...

Rétablir le service national de 9 mois (civil ou militaire) pour tous les jeunes, garçons et filles, (le temps d'une année universitaire) demandant à tous ceux qui en ont les capacités et qui ont profité des faveurs de la Nation (étudiants en Grandes Ecoles et bien d'autres) de participer à une opération « *deuxième chance* » pour les laissés pour compte du système éducatif (150.000 jeunes terminant chaque année leur scolarité obligatoire en ne dominant aucun des savoirs fondamentaux) ce qui par ailleurs permettrait de renouer un lien social entre des jeunes de tous les milieux.

S'attaquer au surnombre de fonctionnaires (plus d'1 million de trop par rapport à l'Allemagne pays pourtant plus peuplé) en ne renouvelant pas tous les départs à la retraite, en ventilant les personnels selon leurs aptitudes vers les secteurs insuffisamment dotés, en supprimant le mille-feuilles aberrant accumulé au cours du temps (communes, intercommunalités, cantons, départements, régions, état), et en revoyant les missions confiées pour disposer d'un meilleur service au public proche des citoyens et moins déshumanisé (dans ma petite commune on pouvait autrefois renouveler son passeport ou sa carte d'identité, aujourd'hui malgré l'informatique sur les 133 communes de mon département on ne peut obtenir ces services que dans 20 d'entre elles !). Rappelons qu'au cours de sa carrière un fonctionnaire coûte en moyenne 3.5 millions d'€ ce qui pour 1 million de trop correspond à ... 3500 milliards d'€.

Aider nos entreprises, alors que le nombre de dépôts de bilan dans les PME n'a jamais été aussi catastrophique (sans parler des profiteurs des PGE post-Covid qui préfèrent déposer le bilan plutôt que rembourser ! Mais cette aide doit être sévèrement contrôlée : Un exemple, toute entreprise ayant bénéficié de subventions pour la création d'emplois devrait les rembourser quelques années plus tard si elle délocalise ! Comparer les aides à la recherche aux nombre de brevets déposés, aider au développement du cofinancement mutuel dans les régions, soulager notre système de normes insupportable et n'exiger de nos industriels et de nos agriculteurs que des contraintes conformes à celles des produits que nous importons.

Revoir notre fiscalité qui ne respecte pas, loin de là, le principe de proportionnalité énoncé dans notre constitution. Certes le taux de prélèvements obligatoires est trop élevé par rapport à nos voisins (48% en France contre 42% en Allemagne 41% en moyenne dans l'UE) et doit être réajusté. Mais la fiscalité sur les revenus du travail grimpe jusqu'à 45%, alors que celle sur les revenus financiers n'est que de 30% sans parler des « optimisations fiscales » qui font que les ultra-riches paient proportionnellement moins d'impôts que la classe moyenne supérieure sans oublier que, même si 46% des ménages ne paient pas d'impôts sur le revenu, leurs faibles rémunérations les taxent beaucoup plus en proportion sur les impôts indirects (TVA, TIPP et autres) . Un effort de solidarité est donc nécessaire et pour les candidats à l'exil et l'EXIT TAX doit pouvoir aussi s'appliquer chez nous.

« *Y'a qu'à faut qu'on* » diront les cyniques. Mais c'est du dialogue tolérant entre Français que doivent naître les idées nécessaires au renouveau de notre pays. En voici quelques-unes, à vous d'y ajouter les vôtres.

## ***De Profundis***

J'ai égrené quelques propositions qui iraient sans doute dans le sens de ce qu'aurait mis en route le Général De Gaulle s'il revenait aujourd'hui au pouvoir.

Mais pour moi qui n'ai rien d'un « *Poutinophile* », même si j'essaie d'observer la situation géopolitique avec clairvoyance, je suis littéralement atterré par toutes les Fake news que nous balancent la presse et les chaînes mainstream dont on sait très bien qui les pilotent.

Comme le dit si bien Emmanuel Todd, Trump n'est pas un monstre qui dévoile subitement sa stratégie mais un élu du peuple américain qui ne fait rien d'autre que ce qu'il a promis au cours de sa campagne !

Je conçois bien que la société américaine, dont tout prouve qu'avec l'Occident elle amorce une inexorable phase de déclin, réagisse contre la guerre qu'elle ne peut plus contrôler, contre les aides de tous ordres envoyées inutilement à l'Ukraine, contre l'Europe qui tout à coup, même si elle n'en a pas les moyens, prétend rebâtir une défense indispensable mais qui ne peut qu'être nationale.

Assez de boucherie inutile ! Si après 3 ans de guerre la Russie ne contrôle finalement que 15% du territoire ukrainien peuplé de russophones, combien lui faudra-t-il de temps pour arriver jusqu'à Paris comme cherche à le faire croire nos si talentueux politiciens ? 500 ans ? Il est vrai que notre Mozart bis de la finance ayant abandonné ses anciennes prétentions présidentielles aux bords du Lac Léman avait prédit il y a 3 ans qu'il mettrait l'économie russe à genoux en 15 jours !

Oui l'Europe doit tenter encore d'exister alors que, depuis la tragique mondialisation qu'elle n'a cessé de promouvoir, comme ses complices américains, elle a exploité sous une autre forme, plus subtile mais infiniment plus efficace que pendant l'ère coloniale, tous les peuples du tiers monde.

Malheureusement, grâce à leurs commandes, nos pays qui ne voulaient plus chez eux de main d'œuvre prolétarienne, ont permis à ces nouveaux fournisseurs, Chine en tête, de se moderniser, de développer leur recherche et, dans bien des domaines, de dépasser irrémédiablement leurs donneurs d'ordre qui demain, à bout de finances devront supporter leurs dictats.

C'est vrai aussi de l'Afrique, de l'Iran, des Pays arabes, du Brésil et de tous ceux qui veulent désormais se joindre au BRICS et enterrer un vieux monde qui n'a pas eu l'intelligence de mener une autre politique que la guerre : Vietnam, Afghanistan, Iran, Irak, Lybie, Serbie et aujourd'hui l'Ukraine, engloutissant tellement d'argent parti en fumée que leurs complexes militaro-industriels sont maintenant exsangues incapables de fournir ne serait-ce que les munitions nécessaires à leurs valets ukrainiens, avec le sang desquels ils espèrent poursuivre leurs combats.

Aura-t-on assez de sagesse pour comprendre que l'adversaire n'est pas le Russe, ni le Chinois mais ces peuples innombrables qui ne veulent plus de cette domination occidentale et qui, par le poids de leur démographie, vont peser de plus en plus sur le destin du monde sans qu'aucune barrière, si sanglante soit-elle, ne puisse les arrêter ?

Certes il y a de beaux restes, comme la Silicon Valley, mais sait-on, par exemple, que, déjà, le PDG de Google, Pichai Sundararajan est indien, que la Chine est désormais le premier producteur mondial d'acier, d'appareils domestiques, de produits chimiques et, pour l'instant encore, seulement le 3<sup>ème</sup> producteur mondial de produits informatiques ?

Non, il vaut mieux endormir les Occidentaux, leur faire croire par exemple que la Russie achète des machines à laver pour récupérer des puces pour son armement mais que, malgré ça, elle va bientôt nous envahir !

Nos politiques sont incultes, ils ne se renseignent pas auprès des sachants et préfèrent « *orwelliser* » un magma « *populiste* » que les oligarchies financières qui les pilotent cherchent inlassablement à contrôler.

## Ouvrons les yeux !

Il y a tant à faire. Sauver la planète n'est-ce pas d'abord aider l'humanité à survivre! 4 milliards d'humains (la moitié de l'humanité) vivent avec moins de 160 dollars par mois , et pendant ce temps-là, l'écologie punitive prêche la décroissance prétendant tout mettre sur le dos d'un effet de serre qui reste largement à démontrer (*la même qui lutte contre les centrales nucléaires pourtant décarbonées*) alors que 10% de l'humanité , l'Occident, consomme 90% de l'énergie primaire.

A-t-on idée qu'un Occidental dépense en moyenne 12.876 KWh d'énergie primaire par mois contre 204 KWh par mois pour les 7 milliards d'autres terriens !

A-t-on idée que les dépenses annuelles de défense partant en fumée s'élèvent à 2.400 milliards de dollars de quoi donner 600 dollars de plus à chacun des 4 milliards de malheureux cités plus haut ?

Sans être angélique, comprenons que nous devons revoir certaines de nos convictions.

On ne peut pas bousculer les civilisations. Elles évoluent à leur rythme.

On ne peut pas étaler grâce à la télévision de nouveaux modes de vie « *gender fluid* » contestés par une immense partie de l'humanité, continuer à donner des leçons à la terre entière, mépriser les peuples prétendument « sous-développés », durer tant que la financiarisation de l'économie le permettra (*Encore une minute Monsieur le bourreau !*) et se laisser berner par des dirigeants qui ne s'intéressent qu'à conserver leurs privilèges.

En prendrons-nous conscience ?

## **Ma France !**

Nos dirigeants ont atteint un degré de médiocrité jamais égalé au cours de la Vème République.

Le Président qui s'impose, désavoué par une immense majorité de Français veut nous entraîner vers une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale. Bayrou, bien qu'empêtré dans une affaire personnelle est tellement heureux d'être Premier Ministre qu'il accepte tout et son contraire pour suivre son Maître qui s'arroge le droit de faire la guerre (« *Je suis votre Chef des Armées* ») sans même recueillir l'avis du Parlement.

Il veut renforcer notre défense contre des ennemis qui ne menacent pas la France au moment où nos finances n'ont jamais été aussi dégradées (On vient de dépasser les 3441 milliards de dettes) Que ne l'avait -t-il fait il y a sept ans lorsque le Général de Villiers le mettait en garde ?

Parmi les « *bécassons* » le fils de mon ami Jacques Barrot, aujourd'hui décédé, me désole par son incapacité à occuper, lui aussi, le fauteuil de Vergennes. Il va jusqu'à prétendre avec arrogance « *Si Lavrov m'appelle je ne lui répondrai pas* (sic)! »

Retailleau, à l'Intérieur a tout fait pour dépasser Wauquier dans sa tentative de prendre la direction des LR (dans l'espoir d'une candidature à la prochaine Présidentielle) en partant en guerre contre l'Algérie, vite désavoué par Macron, lequel se ridiculise aux USA, en Afrique, dans le monde rendant la parole de la France inaudible.

Toute la Macronie s'en remet à Von der Leyen qui ment comme elle respire avant que l'UE n'explose.

Où va-t-on ? Les hommes finiront-ils un jour de s'entretuer ?

### **Que convient-il de faire sans délai ?**

Rejoindre le camp américano-russe de ceux qui veulent négocier une paix durable en Ukraine et cesser nos rodomontades dégradantes avec les Anglais et quelques va-t'en guerre européens.

Retrouver immédiatement le contrôle de nos frontières en quittant l'Espace Schengen, quitte à pratiquer s'il le faut la politique de la chaise vide.

Réaffirmer notre attachement à l'Europe des Nations, souveraines, indépendantes, libres, coopérant au mieux des intérêts réciproques de leurs peuples selon le principe de subsidiarité.

Imposer à notre tour par des droits de douane un contrôle de notre balance commerciale en ne maintenant le libre échange qu'avec les pays qui respectent nos normes et qui pratiquent avec la France des échanges équilibrés.

Retrouver écoute et dignité à l'international en cessant de donner des leçons au monde entier et en se tenant à l'écart des querelles qui ne nous concernent pas (Sahara occidental par exemple)

Renforcer notre Outre-mer qui en a tant besoin et qui est une force pour la France (Macron pensait que « *la Guyane était une île* » et Valls, Ministre d'Etat de l'Outremer (!) que « *la Réunion était dans l'Océan Pacifique* » !) . Bravo !

### **Et à l'intérieur :**

Rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire, dans la rue, dans les transports, dans les Lycées et les Universités... (La Police est au bord de l'explosion surtout après les réquisitions récentes pour Meurtre contre le Policier mis en cause dans l'affaire Nahel)

Lutter contre les communautarismes en imposant les lois et les valeurs civilisationnelles de la République. La Charia n'a pas sa place sur le sol français !

Faire cesser le narcotrafic et ses immenses conséquences en redéployant toutes nos forces (Armée, Gendarmerie, Police) dans les « *territoires perdus de la République* » et sanctionner aussi véritablement les clients (prisons ou hôpitaux)

Débarrasser la France, Métropole et Outremer, des OQTF ayant commis des délits qui sont rejetés par leurs pays d'origine en les reléguant dans des villages de rétention judicieusement choisis jusqu'à ce que leur pays respectifs les acceptent.

Quitter pour cela la CEDH corrompue par l'Open society de Georges Soros, Cour qui n'a rien à voir avec l'UE qui a elle-même refusé d'en faire partie.

Garantir les Français contre l'utilisation abusive de leur Epargne en interdisant son détournement forcé vers des financements imposés (Guerre en Ukraine par exemple)

Revoir notre système judiciaire pour faire cesser des aberrations conduisant au Tribunal des Français lassés de ne pas être écoutés (Maire refusant de marier un OQTF, Propriétaires incapables de chasser des squatters, Médiathèques qui brûlent, couteaux blessant chaque jour des citoyens, trafiquants réglant leurs comptes à la Kalachnikov ou continuant à gérer leurs troupes de leur prison lorsqu'ils sont arrêtés... )

Revoir notre politique intérieure sur les nombreux points déjà signalés précédemment (Education, Santé, Retraites, Baisse drastique des dépenses publiques, Restauration de la progressivité de l'Impôt, Réindustrialisation de la France, Redéploiement de notre agriculture, Justice fiscale et sociale)

Il est temps que le peuple français s'exprime après avoir écouté des débats intègres :

- Voulez-vous envoyer vos enfants faire la guerre au Donbass ?
- Voulez-vous qu'on saisisse votre épargne pour fabriquer des munitions ?
- Voulez-vous restaurer la sécurité partout où elle est menacée ?
- Voulez-vous lutter contre l'immigration clandestine ?
- Voulez-vous retrouver une Justice équitable ?
- Voulez-vous clairement vous prononcer sur la question des retraites ?
- Voulez-vous sauver notre industrie ?
- Voulez-vous protéger notre espace rural en aidant notre agriculture ?
- Voulez-vous restreindre la dépense publique pour augmenter notre niveau de vie ?
- Voulez-vous lutter contre les fraudes fiscales et sociales ?
- Etc., etc...

De quoi faire un beau référendum avec QCM (sic) si le Conseil Constitutionnel présidé par Ferrand ne s'y oppose pas !

## ***Un bilan abyssal !***

Comme toujours le nombre de victimes est un secret bien gardé de part et d'autre de la ligne de front en Ukraine. Pourtant en 3 ans de guerre on évalue au moins à 1 million, le nombre de morts entre les deux camps, conséquence d'une guerre d'attrition conventionnelle entre deux armées régulières avides de « *chair à canons* ».

Ces chiffres dramatiques sont tenus secrets car le moral des populations civiles en dépend et chacun dans l'hypothèse de négociations entre Russes et Américains cherche à bétonner ses positions.

La Russie n'est pas prête à renoncer à la Crimée et à son grignotage territorial du Donbass et de Lougansk. Elle a libéré Kursk dont les troupes ukrainiennes avec 30.000 hommes encerclés occupaient encore une petite partie.

L'Ukraine agressée sur son territoire, malgré le lâchage de Trump, tente le forcing auprès des Européens pour ne pas subir un dictat russe trop sévère et les (peut-être) derniers jours de combat font rage avant le bilan abyssal qui ne manquera pas de faire honte à tous les protagonistes et à tous les va-t'en guerre.

Une des conséquences dont personne ne parle concerne les guerriers survivants qui, de part et d'autre, ont trop souffert et qui, relâchés dans la vie civile, seront devenus de véritables bêtes sauvages difficilement réadaptables (On se souvient de la guerre soviéto-japonaise commencée en 1945 où les « *irrécupérables* » de Stalingrad furent envoyés au massacre par Staline contre l'armée japonaise du Guangdong qui continua à se battre malgré la reddition de son Empereur).

Même s'il y a des arrière-pensées (terres rares ukrainiennes convoitées par les Américains), il faut d'urgence arrêter le massacre. Un pays à rebâtir mais qui va payer ? Un Président ukrainien qui sera très vraisemblablement désavoué lors des prochaines élections, une Europe désunie où certains veulent conserver le parapluie américain alors que les USA se désintéressent de l'OTAN, chez nous, des engagements financiers considérables exposés sans l'accord du Parlement et une défense européenne que le Président français espère mettre en place alors que les intérêts des 27 sont si divergents...

Comment en est-on arrivé là ? Comment les bellicistes européens toujours raccrochés à l'espoir d'un retour des démocrates américains ne comprennent-ils pas que Trump veut la paix et qu'eux veulent encore la guerre au prix d'une véritable intoxication du peuple qui ne passe plus ?

La Russie, poussée par l'Occident vers la Chine et l'Iran, rejointe par les BRICS, s'entendra-t-elle enfin avec les Etats-Unis ce qui exigera la neutralité de l'Ukraine, l'arrêt de la progression à l'Est de l'OTAN et espérons-le un accord durable sur la sécurité européenne ou l'ancien monde occidental attaqué de toutes parts par une immigration massive du Sud global finira-t-il par s'engluier dans les abandons successifs d'une mondialisation qu'il espérait heureuse ?

- Une ploutocratie omniprésente
- Une incompétence de nombreux dirigeants
- Un individualisme exacerbé
- Un monde en déclin
- Un envahissement massif incontrôlable
- Un wokisme décadent
- La mort de notre civilisation

**Est-ce tout cela que nous laisserons à nos enfants ?**

## Война или мир : Guerre ou Paix ?

Le Président Macron, unanimement appuyé par les médias mainstream, s'est donné un quadruple objectif :

- Se resservir de la guerre d'Ukraine pour effrayer les Français comme cela lui avait été si profitable en 2022
- Renforcer l'idée d'un fédéralisme européen (*qu'il pourrait présider !*) au moment où l'UE bat de l'aile
- Faire croire à un revirement de Trump alors que les intentions de ce dernier ont été clairement affichées avant son élection,
- Expliquer que si les Européens prennent la relève, ils peuvent encore gagner la guerre contre la Russie !

Après le clash entre Trump, Vance et Zelensky dans le bureau ovale (*heureusement que ni Trump ni Vance ne parlent russe ce qui ne leur a pas permis de comprendre le (très chic) «suka blyat »* (allez donc voir sur Google Traduction) ! *marmonné par Zelensky*), où une fois encore les médias européens n'ont montré sur 1 heure d'entretien que les 8 minutes où Zelensky s'est énervé en prétendant que « *les Ukrainiens se battaient seuls depuis 8 ans* » - ce qui lui a valu la cinglante réplique des Américains exaspérés de voir que la seule chose qui lui importait était de récupérer encore et encore de l'argent et des armes - , toute la clique européenne vendue aux démocrates et au Deep State américain n'a fait que relayer les propos de notre Leader Maximo :

- Donald Trump est à la solde de Poutine,
- Les Russes (PIB = 2000 Milliards contre 17.000 milliards pour l'UE) sont prêts à envahir Paris,
- La menace terroriste est aussi Russe (les OQTF tchétchènes que la Russie a refusé de reprendre étaient en fait des opposants au régime russe ! L'ennui c'est qu'ils avaient bénéficié du droit d'asile de la France)
- « *La Russie est devenue une menace pour la France et pour l'Europe* » clamait en reprise l'ineffable Jean-Noël Barrot !

Trump et Vance n'ont fait que redire à Zelensky que l'Ukraine avait perdu la guerre et que s'il n'acceptait pas de négocier, les Etats-Unis le lâcheraient complètement, ce qui quelques jours plus tard l'amena à Canossa !

Mais le camp des va-t'en guerre autour de Macron (Bayrou, Glucksmann et Tondelier en tête sans parler de Hollande qui pourtant s'était déshonoré après avoir été piégé par deux humoristes russes) n'avaient que quatre projets en tête :

- Sauver l'Ukraine pour sauver l'Europe,
- L'intégrer dans l'UE et dans l'OTAN,
- Créer enfin une défense européenne pouvant se substituer aux Américains,
- Investir pour cela (pour la France) 150 milliards d'€ -que nous n'avons pas- quitte à lancer un emprunt « obligatoire » ratissant l'épargne des Français !

Nous n'allons pas revenir une fois encore sur les origines du conflit remontant à la chute de l'URSS et aux promesses jamais tenues des Américains et des Européens (Joe Biden et Boris Johnson en tête) envers la Russie, l'agressé-agresseur!

Que l'on soit d'accord ou non avec lui, Trump a clairement annoncé ses objectifs avant d'être élu :

- Terminer la guerre
- Refuser l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN
- Rétablir des relations de confiance avec la Russie
- Se rembourser de l'argent prêté à l'Ukraine sur les mines de « Terres rares »

Et pour cela :

- Se désengager de l'Europe
- Laisser les Européens payer pour la reconstruction de l'Ukraine
- Remettre en question la participation US dans l'OTAN
- Se tourner vers le Pacifique et les problèmes à venir avec la Chine

Finalement Zelensky a prétendu avoir entendu le message : « *Mon équipe et moi-même sommes prêts à travailler sous la direction du président Trump pour obtenir une paix durable* » mais en proposant une Trêve d'un mois (le temps de se sortir du pétrin de Koursk où il s'était fourré) en sachant très bien que Poutine n'accepterait pas de tomber dans ce piège après les accords non respectés de Minsk I, Minsk II et Istanbul, il ne fait donc que prolonger la guerre au détriment de ses soldats et de son peuple.

Pour relancer son Europe Fédérale que de nombreux Etats-membres de l'UE refusent désormais, Macron « *Chef des Armées !* » devant à tout prix redorer son blason, emboîtant le pas à Von der Leyen et autres sbires comme Thierry Breton (*grand démocrate aux yeux des Roumains*) nous offre « *du sang et des larmes* » et fait appel à la Patrie, lui qui pourtant ne rêve que de la détruire !

- La France se relèvera-t-elle de deux quinquennats Macron ?
- Se noiera-t-elle dans la technobureaucratie bruxelloise ?
- Continuera-t-elle à servir les oligarchies qui ont amené Macron au pouvoir ?
- Ou sacrifiera-t-elle son peuple aux caprices d'un seul homme qu'une prétendue « opposition » n'aura pas voulu destituer ?

## **Notre armée**

On dit qu'il faut savoir faire la différence entre des intentions de guerre et des actes qui rendent celle-ci inévitable.

Soyons donc prudents aujourd'hui dans un monde incertain, incapable au cours d'une conférence de sécurité d'assurer au moins sur le territoire européen de l'Atlantique à l'Oural, une paix durable, un développement économique et une coopération entre Etats respectant les prérogatives de chacun.

Comme disait le Général, « *un pays n'a pas d'amis, il n'a que des intérêts* » et il ne faut pas oublier que les alliés de toujours peuvent trouver demain d'autres partenariats oubliant des engagements d'hier, ce qui est peut-être en train de se produire entre les Etats-Unis et l'Europe.

Certes toute l'actualité est tournée vers l'Ukraine dans l'espoir d'une paix durable russo-américaine, mais les propos va-t'en guerre de quelques-uns n'arrangent pas les choses !

L'Ukraine qui avait rompu unilatéralement les accords de Minsk II avec la complicité maintenant reconnue de la France et de l'Allemagne doit se reconstruire en renonçant à la Crimée qui n'a jamais été ukrainienne et aux Républiques séparatistes populaires de Donetsk et de Lougansk qu'elle aurait pu conserver dans une structure fédérale ukrainienne (si elle n'avait pas rompu unilatéralement ces accords) et qui maintenant sont annexées à la Fédération de Russie, un pays dont elles partagent la langue, la religion, la culture et depuis toujours de grands échanges industriels.

Elle doit accepter, car la géographie parle, d'être un espace neutre évitant des frontières communes entre l'OTAN et la Russie, sources potentielles de litiges au moindre incident.

Elle doit se rebâtir en coopération avec les Etats-Unis et l'Europe (et pourquoi pas demain avec la Russie puisque tant de familles ont des membres dans les deux camps) par exemple en exploitant ses ressources naturelles (terres rares) qui exigent des investissements considérables qu'elle n'a pas et bien sûr grâce à ses capacités agricoles (mais beaucoup déjà à travers des oligarques ukrainiens sont passées entre les mains de BlackRock !).

Mais à l'Est d'autres conflits potentiels peuvent apparaître en Moldavie, en Roumanie, en Géorgie, et l'on voit bien qu'une zone tampon est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour ne pas dériver vers une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale dont Albert Einstein disait qu'« *il ne savait pas comment elle serait mais qu'il était sûr que la 4<sup>ème</sup> se résoudrait à coups de bâtons et de silex* ».

Face à cette montée des périls, l'Europe doit certes repenser sa défense et revenir à un niveau de dépenses militaires analogue à celui qu'elle avait dans les années 60, disons autour de 3% du PIB (contre 2.1% actuellement) ce qui déjà est un effort méritoire si l'on veut maintenir pleinement en état de fonctionnement notre dissuasion nucléaire et ses vecteurs potentiels (avions, missiles, sous-marins).

Les techniques évoluent tellement vite que les armes d'hier ne seront plus celles de demain. On a vu l'impact incroyable des drones et constaté la quasi-inutilité des porte-avions qu'un seul missile hypersonique peut aujourd'hui détruire.

Il faudra aussi raison garder car un surarmement (5% par exemple du PIB) qui engendrerait des disparités trop fortes entre l'Europe et la Russie serait une véritable provocation à la guerre.

### **Mais deux remarques s'imposent :**

La dissuasion nucléaire ne peut pas se partager (on n'appuie pas à 27 sur le même bouton) mais la France, si ses voisins immédiats le souhaitent, peut très bien considérer qu'à l'Est ses pays frontaliers (Benelux, Allemagne, Suisse, Italie) font partie de ses intérêts vitaux, solution déjà envisagée par De Gaulle en 1964 qui bien sûr exigerait quelques contreparties. On ne peut pas revendiquer une

protection française (le Royaume-Uni ne pouvant en aucun cas se dissocier de l'Anglosphère) et acheter tout son armement aux Américains !

L'armée conventionnelle doit être remise en état de marche (aujourd'hui son recrutement mis à part les « *Cyrards* » est déplorable en raison du manque de perspectives de carrière et des salaires insuffisants). Elle doit être revivifiée avec l'appui d'une industrie de l'armement qui reste insuffisante (on fabrique 3.000 obus de 155 mm par mois en France = ½ journée de combats en Ukraine !) , d'une recherche qui, comme souvent, partant du militaire (Internet par exemple) peut déboucher sur des applications civiles incontournables et d'un redéploiement du Service national (à rétablir) pour la partie militaire qui serait offerte aux recrues.

Mais notre armée, même si c'est sa mission essentielle, ne doit pas intervenir uniquement dans l'hypothèse d'un conflit où nous serions engagés (Bien peu de pays africains feront comme autrefois appel à nous !). Elle peut, (doit) jouer un rôle indispensable dans la lutte anti-terroriste, dans le contrôle des émeutes de banlieue et dans la lutte contre le narcotrafic. Elle doit enfin concourir comme je l'ai souvent dit à une mixité sociale retrouvée (internats militarisés pour les harceleurs récidivistes, les très jeunes délinquants et les élèves violents ; école de la « deuxième chance » pour les 150.000 jeunes qui sortent chaque année de la scolarité obligatoire sans maîtriser les savoirs fondamentaux, participation à cette œuvre de tous les diplômés de l'enseignement supérieur qui rendront ainsi partiellement à la Nation ce qu'elle aura fait pour eux.

Notre armée peut redevenir un squelette structurant pour la Nation. A nous de lui donner sa chance sans se tromper d'objectif !

## **NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES, RÉSOLUS**

- à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et au respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,
- à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

### **ET À CES FINS**

- à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage,
- à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,
- à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun,
- à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

### **On croit rêver en relisant ce préambule de la Charte des Nations Unies ! Et pourtant :**

L'Union européenne vient d'adopter par 442 voix pour, 98 voix contre et 126 abstentions, au moment où Trump et Poutine sont sur la voie d'un cessez-le-feu, après seize trains de sanctions (*oh combien efficaces !*) contre Moscou depuis le début de la guerre, le gel des sommes détenues en Europe par la Banque centrale de la Fédération de Russie (*Soit environ 210 milliards d'euros*) pour financer le soutien militaire à l'Ukraine !

Une bonne manière de favoriser les négociations de paix !

Mais qui sont ces Députés Européens ? Qui est cette Présidente non élue de la Commission de l'UE ? Qui sont ces va-t'en-guerre, politiciens médiocres presque tous minoritaires devant leurs propres opinions publiques ? Que vient faire parmi eux , cajolé par Macron, le Premier Ministre Britannique qui a quitté l'UE ? Sur quels Parlements Nationaux s'appuient-ils pour risquer d'envoyer à la guerre nos propres enfants (pas les leurs qui comme leurs homologues ukrainiens continueront à mener la belle vie) ?

Jamais la politique européenne n'a volé aussi bas, incapable de réagir autrement que dans l'émotion après avoir liquidé notre diplomatie maintenant aux mains de Kaja Kallas, une Estonienne (pays de 1.3 million d'habitants), haïssant les Russes, devenue le « *Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité* » (rien que ça), poursuivie aujourd'hui en Russie pour une affaire pénale sans doute en relation avec les liens conservés par son mari avec les Russes malgré les sanctions !

Après tant de guerres intempestives (Iran, Irak, Libye, Serbie et maintenant Ukraine) sans revenir au Vietnam ou à l'Afghanistan, quand va-t-on cesser de manipuler les peuples par des désinformations coupables ?

Trump veut la paix. Doit-on le considérer comme un ennemi ?

Poutine a d'ores et déjà gagné la guerre. Malgré les sanctions son pays s'est renforcé, ses accords avec la Chine et les BRICS sont maintenant solides. Il a derrière lui tous les ex-colonisés de la planète rejetant un monde unipolaire où l'Europe, petite péninsule du continent asiatique, croît pouvoir encore jouer un rôle !

Par la faute de ses dirigeants, l'UE est morte. Seule l'Europe des Nations avait un sens. Elle permettait, et elle l'a prouvé, toutes les coopérations dans l'indépendance des patries. Elle pourrait encore avec la Russie, un inépuisable fournisseur d'énergie, avec l'Asie centrale, l'Inde et la Chine, un continent en plein essor, avec l'Afrique où des liens urgents doivent être renoués, rejouer un premier rôle pour la paix et le développement.

Eh bien non, elle choisit la guerre. Demain la paix en Ukraine se fera sans elle, Zelensky sera destitué, le pays est déjà dévasté, les USA viendront se servir en « terres rares », ni les Russes ni les Américains ne voudront financer sa reconstruction, une mafia libérée des combats après avoir tant souffert se répandra-t-elle sur les vieux pays européens pendant que les oligarques ukrainiens profiteront des fruits de la corruption ?

J'ai bien conscience que seuls les esprits libres peuvent entendre ce discours. La Droite nationale s'abstient voulant par tous les moyens se dédiaboliser, les Verts à la suite de leurs sinistres homologues allemands votent pour le réarmement, la Gauche se fracture, les Socialistes proposent un grand emprunt commun de 500 milliards d'€ « *pour sauver la paix et la sécurité en Europe* » !

Pour eux les chars russes sont à nos portes. Certes, ils ont mis 3 ans pour grignoter une partie du Donbass mais qu'à cela ne tienne, c'est sûr, demain ils défileront sur les Champs Élysées. Il est vrai que leur pays est un peu petit (il ne fait que 34 fois la France) !

Armons-nous, si nous trouvons l'argent. Au besoin servons nous (emprunt obligatoire proposé par Alain Minc) dans l'économie des Français. Provoquons les Russes plutôt que de négocier l'arrêt de la boucherie. Nous avons quand même 290 ogives nucléaires même s'ils en ont 5.500 pouvant être propulsées par des missiles hypersoniques !

J'adhère moi aussi à l'idée de restaurer notre défense nationale (*Macron en 2017 voulait même abandonner notre force de dissuasion qu'il veut maintenant partager avec l'UE*) mais cela demande un effort dans la durée et toutes les discussions sur le désarmement plutôt que les provocations seront les bienvenues.

Aujourd'hui, j'espère que Poutine libérera, s'ils déposent les armes, les 8.000 jeunes soldats encore encerclés à Koursk et les laissera regagner leur pays indemnes. Il y gagnerait en gratitude.

L'UE se craquelle, des forces centrifuges naissent (Autriche, Hongrie, Slovaquie, bientôt rejointes par l'Europe du Sud), les Pays-Bas viennent de s'opposer au programme de réarmement européen. L'Europe est exsangue et elle mettra des décennies à remonter la pente.

Ne croyez-vous pas qu'il serait temps que notre Assemblée Nationale et ses Députés, d'abord et avant tout préoccupés pour certains par leurs petits avantages matériels et pour d'autres par leur aveuglement idéologique, retrouve la voie de l'honneur en rejetant les affabulations qu'un gouvernement en perdition essaie de faire croire au pays et en le forçant à participer aux négociations de paix et à sauver des vies ?

## ***Peut-on défendre Donald Trump ?***

Depuis son élection, le Président Trump avec le style particulièrement rude qu'on lui connaît multiplie les démarches. Il veut la paix en Ukraine, il veut un rapprochement avec la Russie, il reste fidèle au soutien apporté à Israël contre le Hamas tout en cherchant à s'accorder avec le monde arabe (rappelons qu'il était à l'origine des Accords d'Abraham) et avec l'Afrique, il prend ses distances avec l'Europe, l'OTAN, l'Ukraine pour laquelle il conserve tout de même son aide malgré une attitude récente très ferme envers Zelensky .

Faut-il rappeler que l'armée ukrainienne qui avait envahi une petite portion du territoire russe à Kursk dans le but de fixer des troupes adverses sur cette enclave pour les empêcher de se déployer jusqu'au Dniepr a dû brutalement se replier et que l'avantage que Zelensky en espérait au cours des négociations s'est évidemment évanoui.

Trump veut la paix alors que de nombreux dirigeants européens veulent la guerre (mais bien sûr par ukrainiens interposés !) et son attitude autoritaire amène de très vives critiques de la part de nos politiques encore que, même si certains se ridiculisent et nous ridiculisent (comme le stupide Glucksmann demandant le renvoi de la statue de la Liberté !), nombreux sont ceux, parmi les pays de l'UE, presque tous dotés de matériels militaires américains, qui restent néanmoins très attachés au maintien de l'alliance !

Je sais très bien, et je l'ai rappelé à de nombreuses reprises, à quel point nos grands hommes politiques (De Gaulle ou Mitterrand) étaient restés plus que réservés quant à l'attitude yankee. Je n'ignore pas le rôle néfaste pour éliminer De Gaulle qu'ont joué pendant la guerre Jean Monnet, un agent US (que Macron a panthéonisé !), et Robert Schumann, un ministre de Pétain, et j'ai soigneusement conservé en souvenir un billet de l'AMGOT qui, sans le Général, serait encore aujourd'hui la monnaie française d'un pays sous influence.

La relation transatlantique née depuis la fin de la deuxième guerre mondiale reste cependant forte même si elle est momentanément troublée par les démarches intempestives de ceux qui refusent de prendre en compte les origines lointaines de la guerre d'Ukraine, de Victoria Nuland, Secrétaire d'Etat américaine qui a joué un rôle déterminant dans le coup d'Etat du Maidan, à François Hollande et Angela Merkel, parjures avoués dans les accords de Minsk II, qui ont forcé Poutine à jouer le rôle de l'agressé-agresseur !

Nous devons cependant prendre conscience du fait que les objectifs des Américains s'éloignent de nous, visant à dissocier le couple Russo-Chinois et qu'il nous faudra revoir à la hausse notre effort de défense même si les Etats Unis, qui possèdent encore plus de 800 bases militaires constituées de 200.000 hommes (10% du personnel militaire américain) réparties dans 177 pays dans le monde dont 37 en Europe regroupant près de 100.000 hommes, ont déployé en Pologne et en Roumanie des bases antimissile balistiques impressionnantes destinées à assurer la défense opérationnelle de l'OTAN en détectant et en interceptant en vol les missiles balistiques (avant les hypersoniques) qui pourraient provenir de la Russie.

Mais quand j'entends les faux espoirs du redéploiement d'une défense européenne intégrée au sein de l'UE, redéploiement qui oublie qu'en 2017, Macron voulait abandonner notre force de dissuasion nucléaire et refusait de donner à l'Armée les moyens de remplir ses missions (d'où la démission du Général de Villiers), je ne peux que rappeler qu'il faut des années pour rebâtir une industrie militaire digne de ce nom et que, lorsqu'on n'a pas d'argent, on ne peut s'équiper qu'auprès de ceux qui pourront nous prêter 800 milliards ...donc les Américains ! Un nouveau Plan Marshall qui nous engagerait pour des décennies !

Ne perdons pas de vue le fait que Trump ne peut pas faire un second mandat et que, compte-tenu des élections de « *midterm* » il n'a vraiment que deux ans devant lui pour mener à bien la mission qui lui a été confiée par une large majorité d'Américains (majorité des Etats et majorité des votants).

Trump n'hésite pas à s'affranchir des décisions de justice allant jusqu'à destituer un juge fédéral ayant ordonné la suspension d'une opération d'expulsion de migrants illégaux et notamment d'un gang criminel vénézuélien, ce qui lui a valu des remontrances de la Cour Suprême. Il se justifie en déclarant « *je fais seulement ce que les électeurs m'ont demandé* » accusant le pouvoir judiciaire de vouloir l'empêcher d'appliquer son programme.

Mais que se passerait-il s'il persistait et passait outre ? Une amende contre lui et son administration ? Il ne la paierait pas et les US Marshall chargés de faire appliquer les décisions de justice sont sous le contrôle de ...la Maison Blanche !

Il va même jusqu'à prononcer des sanctions contre la Cour Pénale Internationale qui pourra difficilement se retourner contre lui puisque les USA n'en font pas partie. A noter toutefois que la moitié seulement des pays de l'ONU ont ratifié le Statut de Rome et que la CPI fait face aujourd'hui à une contestation massive et aux départ de nombreux pays dont notamment les pays africains qui s'ajoutent à la Russie, la Chine, l'Inde, Israël et bien sûr les USA !

Qu'on aime où qu'on déteste, Trump : c'est l'affaire des Américains. Pour ceux qui veulent arrêter l'inutile boucherie actuelle il est le seul à avoir la possibilité de négocier la paix, une paix qui profitera sans doute aux deux gagnants : les USA (terres rares et rachat des plaines agricoles par des fonds américains), et la Russie (Une Ukraine redevenue neutre -Comme la Suisse ou l'Autriche- et le retour de la Crimée et d'une partie du Donbass dans la Fédération) contre les deux perdants l'Ukraine qui n'a pas respecté les accords de Minsk et qui s'est laissée manipulée par les Démocrates américains et par Boris Johnson, et l'UE qui n'est pas à la table des négociations même si demain Trump acceptait de lui réserver un strapontin !

## ***Elle a osé le faire !***

La Présidente de l'Assemblée Nationale Yaël Braun-Pivet a osé nommer Dominique Voynet, ancienne Ministre de l'Environnement, au sein d'une instance extra-parlementaire indépendante, le Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (HCTISN), et elle a également osé déclarer que cette nomination résultait d'un « *accord unanime entre les groupes parlementaires* » .

Ou elle ment ou ils sont tous devenus fous !

Rappelons le tristement célèbre parcours politique de Mme Voynet, actuellement redevenue Député du Doubs (*grâce au désistement au second tour du candidat macronien*), Ministre de l'Environnement sous Jospin de 1997 à 2001 malgré son score pitoyable aux élections présidentielles de 1995 (3.3%), tentative qu'elle réitérera en 2007 (1.57%) .

C'est elle qui a délibérément, ***en mentant à Lionel Jospin***, sabordé le nucléaire français, comme l'ont rappelé, il y a deux ans, le Président et le Rapporteur de la Commission d'enquête parlementaire visant à établir les « *raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France* ».

La « ***fossoyeuse du nucléaire français*** » qui aurait dû être traduite devant la Haute Cour de Justice de la République, médecin-anesthésiste particulièrement incompétente sur les questions de l'atome n'est guidée que par son positionnement idéologique et dogmatique en faveur d'une écologie punitive ! Elle avait même osé déclarer après la réunion de l'UE à La Haye en 2000 : « *J'avais reçu mandat de tout faire pour que le nucléaire soit exclu de la liste des énergies fossiles* ».

Mais après cet incroyable mensonge, organisé de pair avec son homologue britannique, lors de cette réunion, vaste sourire aux lèvres, elle se félicita, avec prétention, avoir grugé son Premier Ministre et œuvré pour exclure le nucléaire des « *technologies retenues au titre des mécanismes de développement propre MDP* » (et des financements dont la France aurait ainsi pu bénéficier).

Elle poussa le cynisme jusqu'à ajouter : « *Il fallait que j'aie l'air désolée de ce qui s'était passé. Ce qui m'a aussi interdit de revendiquer ça auprès de mes camarades verts.* ».

Mais elle n'en était pas à son coup d'essai.

C'est elle en effet qui après de nombreuses manifestations violentes orchestrées par les Écolos avait réussi à faire arrêter en 1998 le fameux projet Superphénix de Creys-Malville qu'elle avait présenté comme une « *folie des grandeurs* » et « *une mauvaise appréciation des besoins d'électricité du pays* » !

On mesure aujourd'hui l'inanité de ces propos et les conséquences irréparables pour la France de cette manipulation, orchestrée secrètement, selon l'ancien Président d'EDF Henri Proglio, lors d'une audition parlementaire, par « *la lutte acharnée des Allemands contre le nucléaire français et pour le démantèlement d'EDF* ».

On savait en effet depuis longtemps que les Verts allemands à travers des montages occultes de sociétés écrans, étaient financés par Gazprom pour maintenir la dépendance européenne vis-à-vis du gaz russe importé (alors que le sol européen regorge de gaz de schiste et que le nucléaire civil pouvait apporter des solutions peu coûteuses dont l'absence se fait aujourd'hui cruellement sentir).

C'est ainsi qu'à travers eux (les Verts allemands), les écologistes belges et français bénéficièrent d'importants subsides et que, selon Fondapol, le nucléaire souffrit le plus de l'incompréhensible duplicité de ces organisations qui, ne jurant que par la réduction des émissions de CO2, les mettent toujours en avant lorsqu'on parle d'énergies renouvelables (*oubliant qu'elles sont intermittentes et obligent à maintenir des centrales à charbon ou à gaz*) mais jamais lorsqu'il est question d'énergie nucléaire dont j'ai pourtant démontré dans des éditos précédents les irremplaçables qualités, les immenses perspectives d'avenir et , désormais, la plus parfaite innocuité !

Cette terrible constatation n'exonère ni la Droite, ni la Gauche de toute responsabilité dans la sortie partielle du nucléaire (responsabilité propre d'EDF, d'AREVA, échec de l'EPR, vente de GDF à Engie).

Les Gouvernements successifs ont maintenu l'adhésion au marché unique même s'il a démontré après la mise en œuvre de l'Euro qu'il nous était de plus en plus défavorable, creusant chaque année davantage le déficit du commerce extérieur de la France ! Nous avons de plus accepté sans discuter le monopole intégrant les services publics en réseau, la délégation de la régulation à Bruxelles, la transposition des directives européennes et l'ouverture du marché aux exploitants alternatifs d'électricité qui, sans avoir à investir, se sont littéralement gavés et se gavent encore !

Sous la pression des écologistes français, Hollande était prêt à fermer le parc nucléaire pour grappiller quelques voix. Tchernobyl et Fukushima ont été montés en épingle en se gardant bien d'en expliquer les causes pourtant bien connues, pendant que les Think Tanks allemands et les ONG antinucléaires françaises poursuivaient leur guerre d'influence pour un objectif dément de mix énergétique à 50/50 à l'horizon 2025, puis 2030 !

L'interminable chantier de l'EPR n'a pas arrangé les choses et les constructeurs français (rattrapés par les Chinois) ont perdu leur inestimable savoir-faire, des ingénieurs en génie nucléaire aux soudeurs de cuves !

Les obligations d'achat d'électricité par EDF à un tarif imposé très supérieur au coût de notre électricité nucléaire ont profité honteusement à ces « exploitants alternatifs » prêts à tous les lobbying pour maintenir leurs avantages injustifiés.

Jospin puis Hollande puis Macron ont adopté progressivement des dispositions moins favorables au nucléaire même si l'indiscutable malveillance allemande qui ne voulait pas d'une industrie française plus compétitive, grâce au coût réduit de son énergie, se retourne aujourd'hui contre eux depuis le sabotage de Nord Stream II.

Ne leur souhaitons pas néanmoins d'avoir eux-aussi une Dominique Voynet qui s'acharnera à les décourager de revenir à une énergie nucléaire encore meilleure (Réacteurs à neutrons rapides, centrales au Thorium, et demain, ITHÉRA)

## **Entre Frexiteurs et Européistes ?**

Même si l'opinion publique est inlassablement manipulée par nos médias, aux mains de célèbres milliardaires (Arnaud, Bolloré, Niel, Bouygues, Drahi, Lagardère) qui ont investi dans ce secteur chroniquement déficitaire uniquement pour pouvoir influencer nos concitoyens et notamment pour faire élire ceux qui (comme Macron) protégeront au mieux leurs intérêts, les sondages effectués sur le Frexit donnent des résultats surprenants : 7 Français sur 10 ont une mauvaise opinion sur le fonctionnement de l'UE mais, pourtant, les deux tiers sont opposés à une sortie de l'Europe et à un abandon de l'Euro !

### **Que faudrait-il proposer ?**

Il est maintenant clair que l'Europe ne garantit pas la paix dans son espace géographique (Serbie, Kosovo, Ukraine) mais au moins, espérons-le, garantit-elle la paix entre les membres de l'UE.

Une meilleure coordination de la défense européenne est donc impérative mais elle ne peut s'envisager, au moment où l'Amérique semble vouloir se tourner vers le Pacifique qu'au sein d'une nouvelle alliance indépendante de l'OTAN qui n'a sans doute plus guère de raison d'être, en tant que telle, depuis la fin du Pacte de Varsovie !

Attention cependant à ce que cette défense européenne n'apparaisse pas comme exclusivement « *braquée* » contre la Russie car, contrairement à nos menteurs européistes patentés, le danger pour les pays de l'UE ne vient sans doute pas principalement de l'Est !

Mais cette défense coordonnée ne peut pas être une défense commune. Chaque pays doit pouvoir décider de ses intérêts vitaux et même si la France, qui est la seule puissance nucléaire indépendante du territoire européen (*Le Royaume Uni sera toujours totalement lié aux USA*) accepte de considérer que les autres membres de l'UE peuvent être protégés par elle, sa défense qui n'est qu'un aspect de sa politique extérieure ne peut dépendre que d'elle-même.

### **En quoi l'Europe des Nations est-elle différente de l'UE ?**

Si l'on revient au traité de Maastricht (1992) où Chirac, trahissant la vision gaulliste, a remporté la ratification de justesse (51%) grâce à l'abstention de l'Extrême Gauche (*Avec ses 2% Lutte Ouvrière qui s'était déclarée hostile au Traité, en décidant finalement de s'abstenir, a fait balancer le résultat*), on doit reconnaître que 13 ans plus tard, en 2005, les Français ont rejeté par 54.87 % le Traité de Constitution Européenne que Sarkozy et Hollande ont pourtant en 2008 fait ratifier par le Congrès en le renommant Traité de Lisbonne (Arrêtons de dire que la Démocratie est le Gouvernement du Peuple par le Peuple et pour le Peuple) !

Une bureaucratie bruxelloise a pu ainsi se mettre progressivement en place et comme « *les fonctionnaires sont fait pour fonctionner* » elle n'a pas manqué de proche en proche, jusqu'à la nausée, d'élargir illégalement ses droits et de bafouer par ses directives les pouvoirs des Nations en prétextant que le droit communautaire prévalait sur les droits nationaux !

Ni la suédoise Ylva Johansson, Commissaire européenne aux Migrations, ni l'Estonienne Kaja Kallas, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité (*excusez du peu*) et encore moins leur « *patronne* » Ursula Von der Leyen n'auront leur place dans une Europe des Nations, espérons-le retrouvée en 2027, 70 ans après le Traité de Rome !

La Commission ne peut être qu'un groupe réduit de concertation et d'information entre les pays membres de l'UE et les coopérations devront s'établir directement et sans intermédiaires d'Etat à Etat.

Le Parlement européen lui-même si peu représentatif des territoires et les 48.000 lobbyistes agréés qui tournent autour de ses Députés seraient sans doute plus efficaces (et tellement moins coûteux) s'ils étaient remplacés par une délégation proportionnelle de Députés Nationaux qui, comme pour le Conseil de l'Europe réunissant les Chefs d'Etats, pourrait se retrouver quelques fois par an pour de simples coordinations.

- La politique migratoire qui dépend des capacités d'accueil et d'assimilation de chaque pays ne peut être décidée par l'Europe.
- La politique étrangère est le domaine inviolable de chaque Nation
- L'ouverture sans contrôle des mouvements de capitaux est incompatible avec des pressions fiscales si différentes d'un pays à l'autre
- Le libre-échange supprimant les droits de douane exige une réciprocité qui, face à une concurrence tellement faussée, y compris entre les Etats membres, ne peut subsister sans contreparties.
- La maîtrise de nos frontières, même si elle peut être simplifiée pour les citoyens de l'UE, ne peut se suffire de la passoire de Schengen ouverte à tous vents.

L'Euro, monnaie commune et non monnaie unique, est par essence (même si nos concitoyens la trouve plaisante) la pire fausse bonne idée qui depuis 2002 a plongé notre commerce extérieur dans un abîme chaque année plus profond compensé par une dette publique chaque année plus abyssale (3.452 milliards d'€ aujourd'hui).

En 20 ans depuis 2002 (arrivée de l'€) notre balance des échanges a chuté de **+ 36.8 milliards d'€** à **-73.9 milliards**. Longue descente aux enfers due au fait que cette monnaie calquée sur le Deutsche Mark n'est pas compatible avec la compétitivité de l'industrie et de l'agriculture française

Tout cela pour démontrer que si les belles réussites de la coopération européenne démarrées avant même le Traité de Rome (CECA, Euratom, Concorde, Airbus, Ariane, ...) liées à la libre volonté des Nations et non à une Commission omnipotente doivent se poursuivre et s'intensifier, chaque Etat, pour défendre ses propres intérêts, doit rester libre de ses décisions.

Autrement dit, pas besoin de Brexiter, de Frexiter et paraît-il même pour certains Allemands de Dexiter, il suffit de **revenir au Traité de Rome** et de se débarrasser de toutes les extensions qui n'ont jamais été honnêtement soumises à la ratification des peuples.

Les aides bilatérales qui pourraient être apportées par un Etat au profit d'un autre dans le cadre d'une coopération élargie seraient certainement plus efficaces. La PAC par exemple est une escroquerie présentée aux Agriculteurs français par les Européistes pour deux raisons évidentes :

- La France est un contributeur net : Elle pourrait donc encore plus largement aider directement son agriculture
- La PAC profite principalement à « *une poignée d'industriels de la terre* » et si elle était directement répartie aux agriculteurs par nos Régions son efficacité serait sans doute améliorée

D'ailleurs si la France quittait l'UE, celle-ci disparaîtrait aussitôt car notre pays serait immédiatement suivi par de nombreux pays du Sud et par certains pays de l'Est de l'Europe et sans notre importante

contribution la Commission ne pourrait plus « gaver » ses serviteurs, ô combien gloutons (*Thierry Breton par exemple en quittant ses fonctions va percevoir une retraite de 710.000 € par an !*)

***La voie de la coopération européenne, dans l'indépendance des Nations, doit nous rappeler que l'Europe occidentale est une réalité géographique et historique incontournable mais il est de notre devoir de redonner à la France un rôle mondial et d'assurer son indépendance !***

## ***C'est tout de même dommage !***

L'évolution des querelles entre l'Europe et la Russie et la montée inexorable d'une russophobie entretenue par des médias que certains, comme LCI (Télé Bouygues), reprennent quotidiennement à l'envi, aura deux graves conséquences :

- L'Europe ne pourra pas gagner la guerre et sera humiliée par des négociations dont à l'évidence elle sera écartée par les USA et la Russie
- L'Europhobie qui en découlera chez les Russes mettra du temps à se résorber

Or

- La Russie au moins jusqu'à l'Oural fait incontestablement partie de l'Europe et dispose de ressources naturelles et notamment énergétiques dont l'Europe et surtout la France qui s'est fâchée avec l'Afrique manque cruellement.
- La société ukrainienne partagée entre le monde lithuano-polonais et le monde russe avec tant de familles mixtes ne s'en remettra pas
- L'Union Russo-Chinoise sera plus solide qu'espérée y compris par Trump
- Les Brics ont inauguré un monde multipolaire que personne ne pourra plus jamais remettre en cause.

Voilà ce que nous va-t'en guerre comme Emmanuel Macron nous auront finalement apporté !

Il est trop tard et nous devons boire le calice jusqu'à la lie !

- Nous voudrions ponctionner les avoirs des Européens pour une prétendue économie de guerre (Avec 800 milliards on n'atteindra jamais le stock des 5500 ogives nucléaires des Russes)
- Nous voudrions essayer d'envoyer des troupes qualifiées de « *Maintien de la Paix* » en Ukraine malgré la mise en garde de Poutine, exposant nos soldats à la mort
- Nous voudrions poursuivre des sanctions inutiles (*que les Américains abandonneront*) qui dévastent nos économies et non l'économie russe, quoi qu'en pense notre Ex-champion des finances , celui-là même qui avait osé dire qu'il avait sauvé l'économie française après avoir en 7 ans fait plonger notre dette publique de plus de 1000 milliards
- Nous frôlerons une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale où seule la Russie avec ses 17 millions de km<sup>2</sup> pourrait trouver peut-être (même en cas de destruction de Moscou et de Saint-Pétersbourg) une chance de survie alors que l'Europe occidentale serait complètement détruite.

Mais qui sont les Macron, Merz , Starmer, Von der Leyen ... se congratulant à grand renforts d'embrassades lors d'incessants Comités militaires ?

Comment avec leurs dettes abyssales, leurs économies en débandade, leurs populations vieillissantes, les risques d'invasion (où pour certains de grand remplacement) par les pays du Sud, peuvent-ils croire un seul instant que des géants comme la Chine, l'Inde, l'Afrique, l'Indonésie, les Pays arabes , le Brésil pourront accepter de se soumettre à nouveau à un joug colonial ?

Bien au contraire, ils se joindront majoritairement à la Russie contre l'Occident et telles les marées humaines qui détruisirent l'Empire romain, ils détruiront l'Europe !

**Une solution ?**

Je vais pour la beauté du geste proposer un **scénario de sortie de crise** qui, je le sais bien, ne sera entendue par aucun de nos dirigeants.

- Macron finit par démissionner à la suite du vote d'une nouvelle motion de censure du Gouvernement Bayrou.
- Des nouvelles élections présidentielles sont organisées. Le (ou la) vainqueur quel qu'il soit (mais évidemment ni un gamin comme Attal ou Bardella, ni un clown comme Glucksmann qui veut rapatrier la Statue de la Liberté ou un fou furieux comme Mélenchon) mesure la gravité de la situation
- Il propose un changement radical à Poutine pour jouer les bons offices entre Ukrainiens, Russes et Américains (Arrêt des combats, démilitarisation et neutralité de l'Ukraine, attribution à la Russie des territoires conquis, autonomie des régions russophones restant en Ukraine et préservation de leur langue, participation de tous, Russes, Américains, Européens à l'effort de reconstruction de l'Ukraine, arrêt solennel de l'élargissement de l'OTAN, fin des sanctions, début immédiat d'une conférence de paix garantissant les nouvelles frontières, relance des accords de désarmement nucléaire, reprise de la coopération Russo-Européenne et Russo-Américaine, réparation du gazoduc Nord-Stream II, reprise du contrat de transit du gaz russe à travers l'Ukraine (*Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, le gaz qui transitait par ce gazoduc (près d'un tiers des importations de gaz russe dans l'UE, soit quelque 14 milliards de m3) prive Gazprom, et donc pour l'État russe, de 6,3 milliards d'euros par an (l'Ukraine se privant pour sa part d'environ 800 millions d'euros de droits de transit).*)
- Et immédiatement arrêt des sanctions par la France, arrêt des livraisons d'armes, maintien d'une aide humanitaire à l'Ukraine, reprise des échanges commerciaux avec la Russie

**Un monde multipolaire s'unissant pour résoudre ses problèmes de développement et les risques planétaires de tous ordres pourrait-il succéder à l'actuel cauchemar ?**

Désolé, j'arrête de rêver, je viens de me réveiller !

## ***Un manuel de survie !***

Alors que le Gouvernement (ou plutôt le Président Macron) envisage d'adresser à tous les Français d'ici l'été un « *Manuel de survie* » d'une trentaine de page « *en cas de crise* », sans doute proposé par une habituelle « *Agence de com* », on se demande effectivement si nous sommes encore gouvernés ou si l'on peut continuer à jeter l'argent par les fenêtres !

Outre le fait que l'idée est d'une rare stupidité : « *Si une explosion atomique a lieu près de chez vous, pensez à fermer portes et fenêtres (s'il en reste)* » on aurait pu au moins le diffuser sur Internet mais non, les rétrocommissions des imprimeries ont encore de beaux jours devant elles.

La Russie, l'ai-je dit et répété, avec ses 145 millions d'habitants dans un territoire 34 fois plus grand que la France n'a aucune intention de s'étendre vers l'Europe occidentale et ses 450 millions d'habitants et à plus forte raison vers les 920 millions d'habitants des pays de l'OTAN, sauf si elle était agressée notamment par une progression de nos forces militaires à l'Est et dans ce cas elle n'aurait pas besoin d'envoyer des chars, quelques missiles hypersoniques Orechnik, d'abord porteurs de bombes conventionnelles, à titre d'avertissement avant l'apocalypse, suffiraient sans doute à calmer les plus belliqueux.

La désinformation tragique à laquelle sont soumis chaque soir nos concitoyens devant leur Télé est tout simplement écœurante et l'annonce d'un réarmement au pas de charge (après tant d'années d'inconséquence) n'arrangera pas les choses (crainte pour l'épargne, crainte face aux dévaluations, crainte pour les retraites, crainte pour les salaires dans une « *économie de guerre* »...)

Si on donnait suite au plan concocté par le couple infernal Macron-Von der Leyen, qui en profiterait ? Les Américains prêts à nous vendre leurs armements contre des prêts supplémentaires, les Allemands, capables de reconvertir leurs industries automobiles en usines d'armement plus rapidement que nous, Dassault qui depuis sa création n'a pas vendu 1 seul Rafale à un pays de l'UE ?

Notre pays a perdu presque toutes ses capacités de production industrielle et agricole. En dehors des commerces, seuls les services (Tourisme grâce à nos monuments et nos beaux paysages) et industries du luxe emploient encore des salariés productifs. Le reste du pays se répartit entre consommateurs (qui achètent à la Chine) et assistés sociaux (qui plombent le budget de l'Etat).

Même notre monnaie commune, l'Euro, qui depuis 2008 a perdu 25% de sa valeur face au dollar, et qui détruit l'économie française (avec un déficit record de notre balance commerciale uniquement compensé par nos emprunts répétés) commence à battre de l'aile dans un monde multipolaire qui se restructure entre le dollar, le yuan et le rouble.

Croire comme Trump que la Russie pourra se dissocier de la Chine et des Brics est une utopie car les Russes savent très bien que les Américains avec leur système politique instable ne sont pas fiables (déjà certains pensent que Trump sera peut être battu aux élections du midterm... dans deux ans !)

L'Ukraine sacrifiée vit les derniers soubresauts d'une guerre où, elle aussi, s'est laissée manipuler par les démocrates américains et par Boris Johnson et seul Macron et quelques autres dirigeants stupides croient encore à la poursuite de la guerre.

Voyons les choses en face:

Notre pays doit retrouver une productivité industrielle et agricole, gage de l'emploi et de l'autosuffisance alimentaire. Le temps du libre-échange est terminé et seul un renouveau de la production intérieure permettra de survivre aux droits de douane excessifs que déjà les Américains veulent nous imposer.

Notre société doit se réformer profondément, rebâtir notre système éducatif si délabré, rebâtir notre système de soins au pays des déserts médicaux, rebâtir à côté d'une agriculture exportatrice intensive une agriculture des territoires sauvant nos espaces ruraux, débarrasser notre administration d'une avalanche de normes européenne ou à plus forte raison de normes surtransposées qui découragent tous ceux qui veulent entreprendre, faire à nouveau rayonner la recherche et booster nos start-ups, reconstruire notre armée dans la durée en conservant la dissuasion nucléaire sur notre unique responsabilité, et bien sûr résoudre au plus vite nos problèmes intérieurs, fiscalité progressive, retraites, emploi des jeunes, sécurité, lutte contre le narcotrafic, intégration des immigrés, contrôle de nos frontières...

Alors seulement une France retrouvant sa grandeur pourra en suivant sa propre politique étrangère apporter à nouveau au monde une contribution nouvelle respectant les peuples et leurs modes de gouvernement, se gardant de donner des leçons à tous, renouant avec des amitiés perdues, participant au développement des pays faisant appel à elle.

## ***Quelle menace existentielle : La Russie ou Macron ?***

*Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde.*

*Aimé Césaire*

**Lorsqu'on est incapable de résoudre les problèmes intérieurs d'un pays, la meilleure parade est de trouver un conflit extérieur qui permettra de manipuler les foules.**

Emmanuel Macron en 2020 a pu échapper à la menace des Gilets Jaunes grâce au Covid, il espère renouveler cet exploit en 2025 grâce à la guerre en Ukraine.

Pourtant les problèmes intérieurs demeurent : Santé, Education, Pouvoir d'achat, Fiscalité, Retraites, Sécurité, Immigration, Agriculteurs, Dette publique... Ils se sont même considérablement aggravés et la France doit de toute urgence les résoudre si elle ne veut pas sombrer à son tour comme Chypre ou la Grèce.

Quand on n'a rien fait depuis 2017 pour l'Armée au point de pousser à la démission le Chef d'État-Major de l'époque, est-il opportun de faire croire à un peuple stupéfait qu'on trouvera 800 milliards pour reconstituer une défense européenne ?

Quand moins d'un quart des Français ont un travail industriel ou agricole, prétendra-t-on qu'on pourra toujours vivre grâce aux emprunts, sans rien produire, en achetant chinois, alors que notre balance du commerce extérieur n'a jamais été aussi catastrophique ?

Quand nos jeunes pour plus de la moitié, diplômés de l'Enseignement supérieur (au moins Bac+2) cherchent désespérément du travail dans un pays où les petits cadres, telle une armée mexicaine, sont maintenant plus nombreux que les ouvriers, pense-t-on que les débats itératifs sur les retraites ne sont plus d'actualité ?

Quand les médias, de jour en jour, cherchent à détourner notre attention sur des problèmes existentiels par tous les moyens, désinformation sur l'Ukraine, sécurité intérieure, tensions avec l'Algérie, qui les ramènera enfin à nos vraies préoccupations ?

Cessons immédiatement toute aide militaire à l'Ukraine et maintenons uniquement notre aide humanitaire. Cette guerre n'est pas la nôtre et il serait insensé de provoquer une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale.

Rapprochons-nous de la Russie et des USA pour œuvrer pour une plus grande sécurité européenne et un désarmement réciproque et poussons l'Europe à proposer des mesures plus pérennes que celles inconstantes des Américains qui partout commencent les guerres mais laissent toujours le chaos derrière eux (Irak, Libye, Serbie, Afghanistan, Israël...)

Revivifions notre agriculture et notre industrie pour permettre dès que possible un retour plus équilibré de nos échanges commerciaux.

Contrôlons nos frontières quitte à pratiquer à Bruxelles la politique de la chaise vide sans craindre les représailles financières (puisque nous sommes des contributeurs nets) qu'une technocratie européenne étouffante impose déjà à la Hongrie et s'apprête à faire à la Roumanie, si elle « vote mal ».

Retrouvons au plus vite, dès juillet 2025 une majorité à l'Assemblée, quelle qu'elle soit, pour pouvoir à nouveau gouverner la France, après une XIème dissolution, puisque sauf nouveau mouvement de révolte ou sauf prise de conscience par le Parlement de la nécessité de provoquer une destitution il ne faut guère espérer de Présidentielles anticipées avant 2027.

Une démission serait pourtant la meilleure façon pour Macron de se réserver un avenir politique mais il se voit déjà en « *Chef de Guerre* » (et, sur ce motif, il pourrait même essayer de repousser les prochaines élections présidentielles) ou en futur leader d'une Europe fédérale dont à l'évidence les peuples européens ne veulent pas.

## ***Après Macron, Attal ou Bardella ?***

Alors que les sondages donnent Marine Le Pen largement en tête (37%) dans les sondages pour les futures présidentielles, la Juge Bénédicte Giraud de Perthuis de Laillevault vient de sortir de l'anonymat en prononçant un verdict particulièrement sévère à l'encontre de celle-ci (4 ans de prison dont 2 avec sursis aménageable par bracelet électronique).

Bravo Madame ! Et cette sanction est en plus accompagnée d'une peine de 5 ans d'inéligibilité d'exécution immédiate censée lui interdire les prochaines échéances électorales, législatives s'il y avait dissolution, puis présidentielle s'il fallait attendre 2027 pour espérer se débarrasser de celui que l'oligarchie nous a imposé en 2017.

Peut-on dans un monde aussi troublé où des décisions diplomatiques d'envergure doivent être prises, laisser la France être représentée par des personnages à peine sortis de l'enfance, n'ayant aucune expérience qui devraient affronter demain des Présidents redoutables (Trump, Poutine, Xi Jinping) ?

N'avons-nous pas subi au cours de ces derniers mois suffisamment d'humiliations ? Va-t-on demain être encore la risée du monde entier (USA, Russie, Europe, Brics) avec tous nos leaders politiques en prison, Sarkozy, Le Pen et combien d'autres à venir ?

Certes, les avocats du Rassemblement National ont demandé au Premier Président de la Cour d'Appel de Paris un sursis à statuer pour l'exécution provisoire puisqu'il n'y a ni récidive, ni proportionnalité, ni trouble (pour l'instant) à l'ordre public ? Mais ils obtiendront tout au plus une date de procès en appel en 2026.

13 millions de Français (ce que les sondages envisagent en faveur de Marine Le Pen au premier tour) seront-ils privés de leur candidate, ce qui, quoi qu'on pense d'elle, serait un véritable déni de démocratie ?

Descendront-ils dans la rue pour manifester comme le font actuellement les Roumains privés eux-aussi par leurs Juges du candidat Călin Georgescu arrivé en tête au premier tour ?

Des personnalités discutées qui commencent à « bavasser », telles que Thierry Breton ou Alexis Corbière, justifieront-elles cette décision ?

D'autres plus en vue (Bayrou, Mélenchon) se mureront-elles dans le silence ?

D'autres enfin (Attal, Philippe, Wauquiez, Retailleau, Zemmour) se frotteront-elles les mains en espérant retrouver une petite chance de revenir dans la course ?

Bardella mesurera-t-il le cadeau empoisonné qui lui reviendrait car candidat, il sera sans doute battu et bien pire encore si par invraisemblance il était élu ?

Vox Populi, vox Dei ! C'est au peuple et à lui seul que devrait revenir le choix de son prochain Président ou de sa prochaine Présidente.

Faut-il en effet rappeler qu'à la différence du Pouvoir exécutif et du Pouvoir législatif, l'Autorité Judiciaire n'est pas un Pouvoir !

Elle s'était pourtant précipitée contre François Fillon en 2017 pour ce qui n'était que des broutilles (Rappelons que les Sénateurs ont parfaitement le droit d'embaucher comme Attachés parlementaires des membres de leur famille et que si les Députés n'ont plus ce droit ils peuvent facilement s'arranger entre eux « *Emploie mon fils, j'emploierai ta maîtresse* » !)

Bayrou, Premier Ministre, gracié pour le Modem pour les mêmes accusations que le RN, va-t-il user de son influence pour éviter à l'Assemblée un RN que plus rien ne retiendrait ?

Macron, tout occupé par sa nouvelle mission de « *Chef de guerre* » restera-t-il également silencieux ?

Le peuple, usé par tant de problèmes en suspens, réagira-t-il ou se contentera-t-il encore d'avaler, comme chaque soir devant sa Télé, les sornettes qu'on lui débite ?

L'hubris de ces trois magistrates du Tribunal Judiciaire mélangeant hardiment arguments politiques et considérations juridiques leur reviendra peut-être en boomerang lors du jugement d'appel, un niveau juridictionnel d'une autre trempe qui relèvera sans doute :

- Un traitement bien inégal entre le Modem et le RN pour les mêmes délits
- Une inéligibilité d'exécution immédiate pour Marine Le Pen sans tenir compte de la suggestion du Conseil Constitutionnel
- Un silence du Président de la République tout occupé à sa guerre qui pourrait lui accorder au moins une grâce partielle
- L'accumulation des affaires (Sarkozy, Le Pen...) qui ne manquera pas, demain, de toucher d'autres justiciables politiques ...
- La perte de toute confiance du peuple envers ses élus
- Le ressentiment des Européens envers la Commission et les écarts de celle-ci (procès contre Von der Leyen en Belgique à propos du contrat Pfeizer pour des écarts tellement supérieurs à ceux de Marine Le Pen)
- La tiédeur de ceux qui ne l'attaquent pas
- Le contentement manifeste en France de ceux qui la haïssent.
- La consternation à l'étranger (USA, Russie) de ceux qui s'élèvent contre la France

#### **Qu'arrivera-t-il demain ?**

- Les partisans de Marine Le Pen se mobiliseront-ils au besoin dans la rue ?
- Le RN finira-t-il par proposer la candidature de Bardella ce qui permettra au second tour de se gausser de son manque d'expérience?
- Et si par inadvertance, il réussissait, Marine Le Pen nous ferait-elle le coup de Poutine avec Medvedev en devenant la Première Ministre de son poulain et en se représentant en 2032 (elle n'aurait que 61 ans et sa condamnation serait purgée?)

Et la France dans tout cela, épuisée par 7 années de Macronisme, devra encore faire face à la compétition mortelle envers ses successeurs potentiels (Philippe, Attal, Bayrou, Hollande...). On se demande bien ce qu'ils pourraient apporter après leurs exploits avec Macron.

Pendant que la Droite sera, elle-aussi, incapable de s'entendre (Le Pen ou Bardella , Zemmour, Wauquiez ou Retailleau, ...)

Les problèmes s'accumuleront, la dette se creusera, l'épargne des Français sera confisquée – ne serait-ce que par l'inflation- l'Union Européenne se délitera rapidement.

Et dans 5 ou 6 ans après Appel, si la condamnation est maintenue, et après Cassation, elle écopera d'un bracelet électronique (faveur insigne accordée par la présidente !)

La Cour Européenne des Droits de l'Homme qui serait saisie pourrait même condamner la France. Quelle serait alors 8 ou 10 ans plus tard la hauteur du préjudice ?

**Il serait pourtant si simple de laisser les Français trancher et voter pour qui ils veulent !**

## **La Haine !**

Depuis l'annonce de la condamnation de Marine Le Pen, les médias se déchaînent, journalistes et intervenants, médias main stream et alternatifs, repris par des distributions de tracts et des rassemblements, les uns hostiles au RN, les autres hostiles à la « tyrannie » des Juges.

**La France va mal et les Français s'opposent aux Français**, fureurs des uns criant au vol des électeurs, ricanements sardoniques des autres, semblant tout à coup favorables aux Juges !

Chacun pourra se faire son opinion !

Je n'ai jamais voté pour Marine Le Pen mais, depuis des siècles, la Justice souvent servile (sans remonter à l'Affaire Dreyfus on se souvient, sous Pétain, de De Gaulle condamné en 1940 à la peine de mort par contumace, jugement qui ne fut révisé qu'en 1945) se comporte comme un Pouvoir supérieur (elle n'est qu'une Autorité) stigmatisant volontiers les opposants mais rarement l'Exécutif en place (il n'est qu'à constater pour les mêmes « délits » le traitement différentiel du cas Bayrou et de celui de Marine Le Pen) !

Bien sûr on ne peut qu'être effarés de voir sur les réseaux sociaux des menaces proférées à l'égard des Juges qui vont devoir bénéficier d'une protection policière et on ne peut que condamner leurs auteurs et se demander quand sur ces réseaux on supprimera enfin l'anonymat !

Certes, il est normal dans une démocratie de voir une majorité et une opposition s'affronter parfois violemment, mais, depuis que sous les ordres du Président Mitterrand la Télévision d'Etat a favorisé la montée du Front National (*en 1974 Jean-Marie Le Pen n'avait fait que 0.75% et en 1981, il n'avait même pas pu se présenter faute de parrainages*) les interviews télévisés de ses militants n'ont été constamment marquées que par des attitudes hostiles, voire insultantes, les journalistes semblant s'adresser à des pestiférés.

C'est encore le cas aujourd'hui depuis le prononcé de l'inéligibilité d'application immédiate de Marine Le Pen !

Nous avons tant de problèmes urgents à résoudre, la dette, l'insécurité, l'immigration, l'éducation, les retraites, la défense, le pouvoir d'achat, que les déclarations hypocrites socialo-écologiques (Faure, Tondelier, Hollande, Vallaud...), macroniennes (Attal, Darmanin) ou même républicaines (Bertrand) et celles faussement compatissantes des justiciables potentiels (Bayrou, Mélenchon) ne sont tempérées que par quelques autres voies de Droite (Wauquiez, Zemmour, de Villiers) alors que plus de 2 ans nous séparant de l'élection présidentielle, **la Magistrature va audier dès 2026 le procès en Appel** de sorte que si Marine Le Pen était déclarée innocente ou si l'application immédiate de l'inéligibilité était levée en attente du jugement définitif après éventuelle Cassation, cette dernière pourrait se présenter face à ses seuls juges véritablement légitimes, le Peuple Français, au nom duquel d'ailleurs sont prononcés les condamnations ou les acquittements.

Cette haine, visible dans les affrontements politiques, déborde même le cas de la sphère publique et pourrit parfois les discussions familiales (Israël, Gaza, antisémitisme, rassemblement national, climatosceptiques, antinucléaires, européistes, nationalistes, populistes...)

**Que faire ? Réagir ou aller cultiver notre jardin ?**

## ***Peut-on critiquer les décisions de justice ?***

Je redis à quel point, moi aussi, je m'élève avec vigueur contre les menaces proférées sur les réseaux sociaux à l'encontre des Magistrats du Tribunal correctionnel de Paris qui ont condamné en première instance Marine Le Pen.

Mais la question posée aujourd'hui et la réponse reprise à l'envi aussi bien par Attal et Darmanin que par Tondelier, Faure et de nombreux autres, porte sur le fait de critiquer ou non les décisions de justice.

Rappelons à nouveau que répondre NON à cette question c'est condamner Voltaire dans l'Affaire Calas, Zola dans l'Affaire Dreyfus et bien d'autres qui se sont élevés contre des erreurs judiciaires ou des condamnations disproportionnées.

Et d'ailleurs, relever appel c'est déjà bien entendu critiquer la décision de première instance et la loi française organisant systématiquement le droit au recours et à la cassation permet à des magistrats eux-mêmes de critiquer et même de réformer éventuellement les délibérés de leurs prédécesseurs.

Il peut même arriver qu'une fois la décision devenue définitive, le recours devant la CEDH redresse le jugement et condamne la France.

N'oublions pas que Marine Le Pen ayant relevé appel est aujourd'hui « **présumée innocente** » comme le serait tout justiciable dans les mêmes circonstances et les déclarations péremptoires de tous ses opposants ne méritent que mépris.

La Justice est exercée par des hommes et certes ils ont le droit d'avoir leurs propres opinions politiques (*Mme la Présidente Bénédicte de Perthuis n'a-t-elle pas évoqué son admiration pour Eva Joly qui l'a conduite à embrasser la carrière judiciaire*) mais elle doit rester impartiale et dans l'allégorie bien connue de la Justice, la déesse Thémis, épouse de Zeus, tenant dans une main un glaive et dans l'autre une balance, un bandeau lui couvrant les yeux, doit peser avec équité et impartialité les arguments des parties opposées.

Or, le symbole va plus loin que l'allégorie. Le bandeau signifie non pas que la Justice est aveugle, mais qu'elle ne veut se laisser influencer ou distraire ni par le monde extérieur ni par les agitations humaines si changeantes et contradictoires. C'est elle-même qui s'est bandée les yeux ! Rien ne doit la détourner du but qu'elle veut atteindre.

Mais la Justice, fruit de la volonté des hommes est malheureusement, parfois, largement influencée par leurs motivations. Détenant sur les autres un droit de vie et de mort, elle peut devenir Némésis, déesse de la vengeance si le glaive, fait pour châtier, placé entre des mains malveillantes, déséquilibre les plateaux de la balance faisant que Justice et injustice s'accommodent à la guise des convictions et des ressentis.

### **En sommes-nous là ?**

Ne soyons pas dupes. Même si la Cour d'Appel a eu la sagesse d'annoncer un jugement d'ici fin 2026, l'affaire ne sera pas définitivement tranchée, sauf si le jugement est anéanti, car sinon le délai de Cassation porterait bien après l'élection de 2027 et s'il innocentait Marine Le Pen, les dégâts seraient irréparables.

Mais surtout pour ses adversaires, cela fera peser sur la candidate et ses équipes un rude poids qui n'avantagera pas sa campagne, c'est d'ailleurs visiblement ce qu'ont voulu les Juges !

Ah ! Il aurait fallu qu'elle vienne à Canossa ou que, comme les bourgeois de Calais, elle se prosterne humblement devant le tribunal, la corde au cou, pour espérer la clémence d'une inéligibilité non immédiatement exécutoire !

Mais quel accusé ne demande pas à ses avocats de proclamer son innocence ?

On connaît les raisons toutes circonstanciées de Bayrou, « *troublé* » par l'application de l'inéligibilité immédiate (sic) ? ou de Mélenchon protestant que « *le droit de révoquer un élu ne peut revenir qu'au peuple* ». Même Emmanuel Macron souligne que « *Tous les justiciables ont droit à un recours* »

Ceux qui affirment que puisque la Justice s'exerce « *Au Nom du Peuple Français* » ce serait au peuple de décider dans les urnes si Marine Le Pen doit ou non être la Présidente de la République, ont tout simplement oublié que depuis le référendum de 2005 on sait avec Berthold Brecht que « ***Puisque le peuple vote contre le Gouvernement, il faut changer le peuple*** » !

## **Après Marine Le Pen , Jordan Bardella sera-t-il condamné ?**

Une association anticorruption (l'Association de défense écologiste de la démocratie et des libertés - Adelibe), a saisi mardi 25 mars le procureur de la République de Paris, 6 jours avant le prononcé du jugement contre Marine Le Pen, d'une plainte contre Jordan Bardella pour «*détournement de fonds publics, recel de détournement de fonds publics, faux, usage de faux, escroquerie et tentative d'escroquerie*» visant à «*éviter l'acquisition d'une prescription extinctive qui pourrait toucher lesdites infractions*» présumées.

Le piège tente de se refermer pour favoriser l'élection en 2027 d'un candidat centriste européiste. Il ne reste parmi les gêneurs que Jean-Luc Mélenchon qui s'attend au pire !

Certes, Marine Le Pen ne manque pas de combativité mais, elle l'a dit elle-même «*le chemin est étroit* » car même si la date d'Appel a été rapprochée, rien ne permet d'affirmer que la Cour réformera le jugement de première instance soit sur la condamnation soit même simplement sur l'exécution provisoire de l'inéligibilité avant cassation éventuelle !

Macron prépare la suite. Au cas où Ferrand n'arriverait pas à faire modifier la Constitution pour qu'il puisse tenter un troisième mandat, il lui faudrait un successeur docile, prêt à l'appuyer pour sa candidature à la Présidence de l'UE !

Rappelons tout de même qu'avant d'être nommé par Macron à la Présidence du Conseil Constitutionnel, Ferrand (*bénéficiaire d'une prescription*) après avoir déclaré sur la question d'un «*troisième mandat* » que la Constitution ne le permettait pas, ajouta : «*Cependant, à titre personnel, je regrette tout ce qui bride la libre expression de la souveraineté populaire. La limitation du mandat présidentiel dans le temps, le non-cumul des mandats, etc... Ça affaiblit notre vie politique en qualité et en densité, et la rend moins attractive. Changeons tout cela.*" !

Edouard Philippe va tenter sa chance, il a de l'expérience même si le souvenir qu'il a laissé aux Gilets Jaunes lorsqu'il était à Matignon est loin d'être impérissable, Attal pourrait affronter Jordan Bardella, jeunisme contre jeunisme, sauf si celui-ci était à son tour condamné, l'un et l'autre accrochés à leurs fiches bien incapables s'ils étaient élus de se mesurer un jour à Trump, Poutine ou Xi Jinping !

Zemmour, Retailleau, Wauquiez, Bertrand, Bayrou, Ciotti, Glucksmann, Valls, Péresse et autres Hollande ont évidemment bien peu de chances. Reste toujours des outsiders possibles selon les circonstances ! Mais de toutes façons comme disait Mark Twain «*les politiciens sont comme les couches, il faut les changer souvent et pour les mêmes raisons* ».

Kohler en retrait à la Société Générale, a organisé sa sortie en faisant nommer Emmanuel Moulin, ancien Président du Club Opinions qui rassemblait des jeunes rocardiens dont Edouard Philippe (sic) et Alexis Kohler (sic) puis Directeur de Cabinet de Bruno Le Maire et enfin de Gabriel Attal à Matignon.

La main sur le tiroir-caisse et les oligarques propriétaires des médias dans la poche, Kohler n'a pas dit son dernier mot, loin de là. Mais cela n'étonnera personne !

Marine Le Pen (et on la comprend) a voulu dédramatiser son parti de la funeste ascendance paternelle mais même si la politique est «*l'art d'avaler des couleuvres* » cela l'a conduit à avaler des anacondas : Pertes de sièges au bureau de l'Assemblée, Nomination de Ferrand au Conseil Constitutionnel, Non-censure du Gouvernement Bayrou qui désormais en cas de dissolution lui ferait perdre son siège de Député et maintenant condamnation extrêmement sévère pour un délit que TOUS les Partis sans

exception ont commis au sein d'un Parlement Européen devenu une énorme caisse de gaspillage avec l'argent des pays contributeurs nets (comme la France) soumise aux vents des lobbies de toutes sortes.

Tant que de Gaulle était à la barre, la mécanique pourtant bien initiée par Monnet et Schumann aux ordres des Américains visant à détruire l'Europe des Nations pour mieux la vassaliser, restait bloquée mais depuis Giscard et jusqu'à l'acmé du référendum de 2005, la France a progressivement perdu le rôle pourtant essentiel qu'elle jouait dans le concert des Nations, celui de pouvoir poursuivre une politique indépendante des blocs lui permettant de parler à tout le monde.

Européistes ou Souverainistes vont s'affronter. Qui l'emportera ? La France est en danger. Qui pourra la sauver ?

## ***Mais où va la France ?***

Le spectacle incroyable de ces deux femmes, Députés Socialistes, qui harcelaient et brusquaient hier à l'Assemblée Nationale la petite journaliste de Frontières n'est pas sans rappeler le même épisode intolérable qui en 1997 avait amené Jean-Marie Le Pen poursuivant une élue de gauche à être condamné par la Justice à une peine d'un an d'inéligibilité, 3 mois de prison avec sursis et 5.000 F d'amende...

On se demande si ces deux « tricoteuses » subiront le même sort ou si la Justice les oubliera purement et simplement !

Elles sont de même nombreuses, ces têtes de Turcs ineffables de l'Ultra Gauche, Bompard, Panot, Obono, Caron, Boyard, Arnault... qui déshonorent l'Assemblée, fascistes traitant les autres de fascistes, antisémites traitant les autres d'islamophobes, Français méprisant la France et les Français mais toujours prêts à défendre les OQTF, les délinquants, les clandestins, les émeutiers, les narco-trafiquants.

Et pourtant qui ne comprend que l'état catastrophique dans lequel se trouve notre pays mériterait comme au lendemain de la deuxième guerre mondiale, lorsqu'un CNR (Conseil National de la Résistance) qui n'a évidemment rien à voir avec le piteux CNR (Conseil National de la Refondation) de Macron, avait lancé son programme de gouvernement « *Les Jours Heureux* » rétablissant le suffrage universel, les nationalisations, la sécurité sociale...pour redresser la France.

Est-on seulement conscient du risque de faillite de notre pays auquel s'ajoutent les innombrables faillites de nos entreprises, où nos concitoyens chômeurs, RMIstes, ne subsistent plus que grâce à l'aide sociale qui va bientôt se tarir ?

Il faut en finir avec les dépenses inconcevables : Guerre en Ukraine, gabegie des dépenses publiques, fraudes sociales et fiscales, évasion des capitaux, mort programmée de notre agriculture et de notre industrie planifiée par ceux qui nous promettaient une bien illusoire « *mondialisation heureuse* »

L'oligarchie qui a porté Macron au pouvoir a gagné sur tous les tableaux, les riches n'ont jamais été aussi riches, les pauvres aussi pauvres, les jeunes aussi craintifs pour leur avenir, l'éducation en berne, les hôpitaux désertifiés, l'insécurité omniprésente.

Seul un sursaut massif, une véritable union nationale, une reconquête de notre souveraineté pourraient peut-être encore nous faire espérer des lendemains meilleurs. Mais il est bien tard et ce ne sont pas ces querelles grotesques et ces affrontements indignes qui nous aideront à voir le bout du tunnel.

- Redéfinir le fonctionnement de l'UE pour que la Commission cesse d'outrepasser ses compétences et son harcèlement technobureaucratique incessant
- Rétablir un contrôle de nos frontières (immigration clandestine, mouvements de capitaux, exit fiscal, retour à l'équilibre des échanges commerciaux (quotas, normes, droits de douane)
- Réindustrialiser la France et revenir à une souveraineté alimentaire par une agriculture enfin protégée
- Lutter contre les déserts médicaux en refondant notre système de soins
- Redresser notre Éducation Nationale et renouer avec l'ascenseur républicain
- Investir massivement dans la recherche
- Consentir un effort de défense centré sur notre force de dissuasion
- Restaurer nos forces de sécurité (Police, Gendarmerie, Armée)
- Retrouver une administration des territoires plus girondine

Voilà quelques pistes indispensables qui ne pourront éclore que si les Français arrêtent de lutter contre les Français !

## ***Droits de douane ?***

Combien de Macronistes autour de moi tempêtent contre les droits de douane que Trump veut imposer au monde entier !

On peut aimer ou détester sa façon d'être mais convenons au moins que c'est un Président élu par une large majorité du petit peuple américain contre le Deep State des Démocrates.

Réindustrialiser l'Amérique, c'est pour lui lutter contre la pauvreté, le chômage, le coût des aides sociales toujours insuffisantes, l'immigration clandestine...

Tout cela prend du temps et coûte cher. Mais il faut y regarder de plus près !

A de nombreuses reprises, concernant la politique « *globaliste* » des multinationales j'ai écrit que leur nouvelle devise, celle de la mondialisation prétendument heureuse était de « *produire meilleur marché dans les pays à bas coût de main d'œuvre pour vendre le plus cher possible dans les pays encore solvables et constater leurs profits dans les paradis fiscaux* »

Cela a eu pour conséquence un enrichissement inouï de leurs actionnaires (n'oublions pas que 8% de la population occidentale détient 95% des actions mondiales cotées en bourse) mais les conséquences ont été la désindustrialisation, la mort de l'agriculture, le chômage et la perte de pouvoir d'achat pour nombre de ménages.

Il a fallu réagir et compenser ces pertes par des dispositifs d'aide sociale. Ce que ne procurait plus le travail était remplacé par le RSA ! Sauf que, depuis 1974, le montant total des aides sociales versées en France s'élève à plus de 3.000 milliards d'€ ! On les a donc intégralement financées par l'emprunt !

Mais cela n'a qu'un temps !

Opposer des droits de douane aux productions étrangères, c'est évidemment favoriser le mouvement inverse, réindustrialisation, développement agricole, diminution du déficit commercial, diminution de la dette.

Oui mais, me direz-vous, l'augmentation du coût des produits importés sera payée par les consommateurs ! Plusieurs réponses à cela.

On ne peut tout d'abord imposer des droits de douane que sur les produits qu'on est capables plus ou moins vite de fabriquer à nouveau sur place. Pour cela au lieu de laisser nos entreprises délocaliser sans scrupule, il faut rétablir un contrôle des mouvements de capitaux, favoriser l'implantation de firmes étrangères sur notre territoire par des incitations qui compenseront les coûts trop élevés qu'on leur impose (Impôt des sociétés à 25% au lieu de 15% en Amérique, charges sociales excessives, normes administratives ahurissantes... )

Ah ! Mais l'Amérique n'achètera plus nos vins et spiritueux ! Croyez-vous que nos exportateurs n'ont pas déjà imaginé la parade en créant des sociétés aux USA auxquelles il vendront leur produits à prix coûtant. Ils constateront leurs bénéfices sur place et ne paieront que 15% d'impôts alors que, ne faisant plus de bénéfices en France, ils n'y paieront plus d'impôts. Bernard Arnaud notre fameux multimilliardaire ne paie que 7 à 8% de ses impôts en France au lieu des 25% de toute PME !

Oui mais pour les petits budgets ? Trump a résolu le problème en mettant en place plusieurs mesures nouvelles comme par exemple, la suppression des impôts pour les ménages gagnant moins de 150.000

dollars par an ou la déduction fiscale intégrale des intérêts d'emprunt pour les achats de voitures américaines.

Cela ne compensera peut-être pas tout immédiatement mais très vite l'attractivité de ces mesures attirera des entreprises étrangères à venir s'installer aux USA. Déjà les Taiwanais, grands fabricants de puces électroniques se précipitent mais aussi les firmes automobiles allemandes et beaucoup d'autres.

N'oublions pas que c'est l'UE qui nous a infligé le libre échange qui face à la concurrence de l'Asie du Sud-Est ne repose plus que sur « *la liberté du renard libre dans un poulailler libre* » !

Chaque pays doit pouvoir se protéger des compétitions faussées fiscalement, socialement environnementalement.

Une règle serait pourtant simple.

- Pas de droits de douane entre pays ayant des échanges commerciaux équilibrés (la règle ne peut qu'être nationale)
- Droits de douane élevés et quotas pour les produits ayant leurs équivalents en France
- Droits de douane réduits pour les produits que nous ne savons pas encore fabriquer (ou refabriquer) à un coût compétitif
- Application intégrale aux produits importés des normes que nous imposons à nos propres producteurs.
- Réductions fiscales et TVA sociale abaissant les charges pour les petits contribuables touchés par l'inflation temporaire liée à cette politique de reconquête.

On se souvient de ces idiots qui disaient il y a 30 ans « *Pourquoi continuer à fabriquer en France des produits agricoles ou industriels. On développera des services et ce n'est pas demain que les Chinois feront des ordinateurs !* » Or c'est pourtant ce qui s'est passé et on ne reviendra plus en arrière.

Quand le consommateur français achète une paire de baskets 150 €, sait-il que c'est le salaire mensuel que perçoit l'ouvrier vietnamien qui l'a fabriquée ?

Mais l'avidité des multinationales asiatiques qui sont nées de notre inconséquence les atteint à leur tour et les entreprises chinoises qui délocalisent en Ethiopie par exemple paient leurs ouvriers 27 dollars par mois car les salaires à Shangaï (500 dollars par mois) sont maintenant trop élevés !

Redevenons un pays de producteurs alors que par paresse nous avons cru qu'on pourrait indéfiniment rester un pays de consommateurs et aidons à faire de même les pays en développement qu'on ne pourra pas indéfiniment exploiter sans risquer le retour de bâton d'un immense tsunami migratoire.

## ***La meilleure Cour suprême, c'est le peuple.***

On se souvient de cette formule gaullienne qui résume à elle seule une certaine conception de la souveraineté nationale. Dans l'esprit de la Constitution de 1958, le Général de Gaulle entendait faire du Président de la République non seulement le garant de la Constitution, mais aussi celui des traités à l'image du « *Commander in Chief américain* ». Une telle fonction impliquait naturellement, dans la droite ligne de la célèbre définition d'Abraham Lincoln « *la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* », que le Chef de l'État soit en permanence adossé à la légitimité populaire. Cela supposait qu'en cas de doute sur son autorité ou sa vision, il consulte directement les Français, notamment par le biais du référendum. Et si, par cet acte solennel, le peuple venait à le désavouer, il devait en tirer les conséquences immédiates. C'est ce que fit le Général, avec une rigueur rare, en avril 1969.

Hélas, ses successeurs n'eurent ni ce courage ni cette rigueur. Aucun, de François Mitterrand à Emmanuel Macron, en passant par Jacques Chirac, n'eut le scrupule démocratique d'appliquer cette exigence à lui-même. Pire encore : depuis le référendum de 2005, où les Français rejetèrent le traité constitutionnel européen, leur voix fut purement et simplement contournée. Depuis ce désaveu cinglant, le recours au référendum fut abandonné comme s'il représentait une menace, une imprudence, un archaïsme. Et pourtant, sur bien des questions essentielles, l'immigration, la sécurité, les retraites, la justice, nul doute que la voix du peuple aurait différé profondément de celle d'un pouvoir politique de plus en plus désincarné, de plus en plus impuissant, parfois même cyniquement indifférent.

Or, dans cette époque troublée, l'État semble désormais prisonnier de sa propre architecture juridique. La hiérarchie des normes, telle qu'elle est invoquée, devient une camisole. Elle a permis, au fil du temps, de substituer à la souveraineté populaire une souveraineté juridique sans visage, dominée par les injonctions de Bruxelles, souvent en contradiction flagrante avec les traités initiaux de l'Union. Depuis le tandem initial Monnet-Schuman au mains des Américains, l'intégration européenne avance « *pas à pas* », par glissements successifs, imposés non plus par les peuples, mais par une Commission européenne non élue, appuyée par ses deux bras juridico-normatifs : la CJUE et la CEDH, lesquelles proclament, en toute circonstance, la suprématie du droit européen sur les souverainetés nationales.

Qu'il s'agisse de la politique migratoire, de la libre circulation sans frontières, du flux incontrôlé des capitaux, de l'idéologie du libre-échange mondialisé, ou plus récemment encore d'une défense européenne commune, après les désillusions de la politique sanitaire commune lors du Covid, chaque tentative d'un gouvernement national de réaffirmer ses prérogatives est immédiatement réprimée. L'on voit ainsi la Pologne, l'Italie ou la Hongrie se heurter à des sanctions financières, à des suspensions de subventions, dès lors qu'elles contestent les dogmes d'une Europe fédérale qui n'ose pas encore dire son nom, mais qui ne cesse de s'infiltrer dans les rouages institutionnels des États membres. Même la très respectée Cour constitutionnelle de Karlsruhe peine désormais à se faire entendre. Et que dire de la France, dont le président actuel, Emmanuel Macron, cherche à s'imposer comme le plus fervent apôtre d'un européisme sans frein ?

Son ancienne « *Lettre aux citoyens d'Europe* », véritable profession de foi en faveur d'une Europe-puissance centralisée, loin de susciter l'adhésion, n'a fait que raviver les fractures, en particulier avec l'Allemagne, ancien partenaire stratégique. Loin est désormais le temps où la France parlait et le monde l'écoutait. Aujourd'hui, le chef de l'État se dresse, avec une témérité malheureuse, face à la Russie, à la Chine, aux États-Unis, à l'Afrique... Espérons seulement que les crises qu'il accumule ne débordent pas avant la fin de son mandat.

Et pourtant, si aujourd'hui l'on posait au peuple cette simple question : « *Souhaitez-vous mettre fin par anticipation au mandat du Président de la République ?* », la réponse serait si massive, si évidente, qu'elle suffirait à elle seule à clore le débat. Mais cette question, personne ne la laissera être posée.

La France est aujourd'hui profondément divisée, et seule une véritable campagne présidentielle, libre, transparente, disputée, pourrait raviver un peu d'espérance. Mais si le choix se réduit à une confrontation entre Bardella, Attal ou Mélenchon, l'horizon s'assombrit encore davantage, et la crainte du pire s'installe dans les esprits.

Il reste pourtant une voie : celle de l'Europe des peuples et des patries, celle que portaient jadis la voix lucide du Général De Gaulle. Cette Europe-là, on la croyait effacée. Elle renaîtra. Elle renaîtra contre ceux qui la veulent inclusive à toutes les minorités, multiculturelle par dogme, ouverte aux vents du wokisme et aux injonctions des plus radicaux. Elle renaîtra contre ceux qui, sous couvert d'universalisme, nient les Nations, méprisent les enracinements, et œuvrent, consciemment ou non, à leur dissolution.

Elle renaîtra, car une Europe de la subsidiarité, fidèle à ses peuples et respectueuse de leur diversité, ne peut indéfiniment être étouffée par une technocratie bruxelloise non élue mais toute-puissante.

## ***Il va falloir choisir !***

Deux ans avant l'échéance car, sauf une grande révolte de la rue, on imagine mal Emmanuel Macron accepter de renoncer en cours de route à son second mandat, même si sa côte de popularité est descendue en-dessous des 20 % , les noms évoqués de différents candidats se pressent comme toujours mais il y a loin de la coupe aux lèvres !

Parmi les **candidats déjà déclarés**, seuls, Marine Le Pen, si l'Appel en cours ne confirme pas son inéligibilité et Edouard Philippe ont quelques chances de se retrouver en finale. Mais il faudra bien entendu y ajouter les noms de nombreux **candidats pressentis**, Jordan Bardella, Gabriel Attal, Olivier Faure, Raphaël Glucksmann, Dominique de Villepin dont certains entreront peut-être en lice.

Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau se sont peut-être départagés au cours de l'élection du Président des LR, Eric Zemmour sera certainement candidat même s'il traîne quelques regrettables erreurs commises lors de la présidentielle de 2022, Jean-Luc Mélenchon n'arrivera au second tour que si le NFP maintient son unité ce qui est peu probable et si c'était le cas, sa défaite au second tour serait sanglante. Des candidatures de témoignage sont toujours envisageables, Fabien Roussel, Nicolas Dupont-Aignan, Claudine Autain, François Ruffin, et comme toujours des surprises sont encore possibles si des mouvements de fond réveillent un peuple anesthésié par les médias des milliardaires ou si des personnalités fortes (Philippe de Villiers par exemple) qui ne se sont pas encore manifestées finissaient par se déclarer.

Marion Maréchal et Sarah Knafo peuvent se joindre au cortège. Quant à François Asselineau, malgré ses analyses très souvent convaincantes, son invisibilité médiatique commandée par son appel au Frexit lui porte un immense préjudice.

Aujourd'hui, la France continue de s'enfoncer dramatiquement dans la crise et rien ne permet d'affirmer que d'ici 2027 elle ne tombera pas sous la coupe du FMI.

Je vous conseille de jeter un coup d'œil à l'horloge de la dette publique <https://horloge-de-la-dette-publique.com/depenses-publiques-france/> 3.369.567 milliards aujourd'hui ( 49.111 € par habitant) où vous constaterez que tous les compteurs sont désespérément accablants (et encore le déficit hors bilan est soigneusement dissimulé).

Jamais la France n'a été aussi pauvre (le dernier budget équilibré remonte à 1974), jamais le petit peuple n'a été aussi désespéré, jamais la classe moyenne n'a été aussi appauvrie mais jamais les milliardaires n'ont été aussi nombreux (la fortune des 147 milliardaires français augmente, pur scandale, de 13 millions d'€ par jour).

Pour sortir de l'impasse, une majorité présidentielle, quelle qu'elle soit, doit impérativement émerger lors des prochaines législatives. Seul un régime fort donc disposant d'une vraie majorité à la Chambre pourra mettre en œuvre les indispensables réformes dont le pays a besoin s'il veut rebondir.

A ceux qui s'offusqueraient de l'arrivée d'un régime autoritaire ne faudra-t-il pas répondre : *Si la France tombe sous la coupe du FMI qui, comme hier en Grèce, prendra les décisions et les mesures que les politiques n'arrivent pas à prendre, est-ce que ce ne sera pas un régime autoritaire ?*

Diminution drastique des retraites, renvoi de fonctionnaires, blocage des salaires, baisse massive des dépenses publiques, fonte des dépenses sociales, ... jusqu'à un retour à l'équilibre ?

Pour éviter une telle crise, il importe que le pays soit gouverné. Or, il ne l'est plus depuis 2017.

### **1000 milliards de dettes de plus en 7 ans et cela pourquoi ?**

- Pour avoir déversé des aides fantastiques à des entreprises qui ne respectent pas un minimum de dignité vis-à-vis de la Nation ? Elles délocalisent mais ne remboursent jamais les subventions qu'elles ont perçues auparavant pour créer des emplois ! Auchan de son refuge belge est devenu un des champions de l'optimisation fiscale. LVMH sur 13 milliards de bénéfices ne paie guère plus de 2 milliards d'impôts en France. Total qui n'a pas rien payé pendant des années refuse de communiquer la part spécifique d'impôts sur les sociétés qu'il consent à payer aujourd'hui.
- Pour des éoliennes et des parcs photovoltaïques largement subventionnés par l'Etat (alors qu'on a laissé abusivement fermer des centrales nucléaires) ? Elles ont l'immense inconvénient d'être impilotables. EDF est obligée d'acheter toute leur production à 112 € par MWh contre 60 € par MWh coût de production de ses propres centrales nucléaires alors qu'elle est parfois obligée de la revendre à un prix négatif lorsque la production excède la demande pour éviter d'avoir à arrêter et redémarrer nos centrales.
- Pour une décentralisation budgétivore où les potentats locaux (Régions, Départements, Communes, Intercommunalités) ont décuplé le mille-feuilles administratif ( 5.7 millions de fonctionnaires en France pour 68 millions d'habitants contre 4.5 millions en Allemagne pour 83 millions d'habitants), où l'Etat multiplie les dépenses somptuaires (On se souvient de la reine Elizabeth en visite à Paris portant elle-même son parapluie alors qu'Anne Hidalgo qui l'accompagnait était abritée sous le parapluie largement déployé par le fonctionnaire endimanché qui la suivait )
- Pour une avalanche d'Agences (1200) de toutes sortes parfaitement inutiles (on a même des CESE régionaux totalement injustifiés en plus de celui du Palais d'Iéna) mais également budgétivores, de subventions dispendieuses à des Associations parfois en lutte contre l'Etat, de décorum d'un autre âge à tous les niveaux, d'avantages injustifiés à d'anciens grands élus (Premiers Ministres, Ministres de l'Intérieur...), de petits arrangements avec le ciel largement partagés ...
- Pour une Union Européenne dont la Commission non élue nous abrutit de normes excessives que souvent même nous surtransposons !

Et nous envisageons même alors que nous ne sommes en guerre contre personne (pas encore) et que seul des pays de l'UE nous disposons d'une force de dissuasion nucléaire, à nous endetter encore davantage pour relancer une prétendue défense européenne

Oui tout va mal. Il faut le plus vite possible un sursaut salvateur :

- Un meilleur partage du travail et des revenus
- Une éducation enfin digne de notre passé
- Une sécurité publique retrouvée
- Une impitoyable chasse au Gaspi et aux fraudes fiscales et sociales
- Une plus juste proportionnalité de l'impôt
- Une aide vigoureuse à la réindustrialisation de la France et au renouveau de son agriculture
- Une cure d'amaigrissement pour la dépense publique
- Un renouveau de notre politique de soins luttant efficacement contre les déserts médicaux
- Une défense de la ruralité et une prise en compte de ses besoins spécifiques

***Courage...mais il faudra savoir choisir !***

## ***Wokisme : les nouveaux Gardes Rouges !***

Le terme « *woke* », issu à l'origine des milieux militants afro-américains, visait à désigner un éveil aux injustices sociales et raciales encore vives aux USA. Mais cette notion a progressivement muté pour se transformer en une idéologie dogmatique et coercitive évoquant dans sa forme la plus extrême, les méthodes violentes des Gardes Rouges de la Révolution culturelle chinoise, dans leur volonté de rééducation idéologique et de surveillance de la pensée.

Apparu sur les campus américains dans les années 1960/70, ce courant idéologique s'est nourri de théories marxistes et postcoloniales à l'encontre de récits qualifiés de dominants en matière de race, de diversité et de justice sociale. Il s'est rapidement complété par le néo-féminisme, les droits LGBTQ+, le mouvement Black Lives Matter ou encore MeToo, avant de s'imposer à travers les réseaux sociaux comme un militantisme autoritaire engendrant telle une « **secte** » une intolérance envers toute forme de dissidence.

Sous couvert de vigilance morale, le wokisme instaure une lecture binaire de la société et invente des problématiques justifiant une posture de victimisation perpétuelle. La moindre objection est perçue comme une agression, et toute critique, assimilée à un discours de haine.

Sa politique identitaire, qui insiste sur les appartenances raciales, genrées ou sexuelles, prétend corriger les déséquilibres historiques mais elle engendre en fait confusion et tensions sociales. L'idée par exemple que le genre ne serait qu'une construction sociale, distincte du sexe biologique, s'inscrit dans cette perspective, et l'intersectionnalité conçoit la marginalisation comme une superposition de dominations imbriquées : jeune femme noire bisexuelle contre homme blanc hétérosexuel de 50 ans (sic).

L'inclusion, en cherchant à faire entendre les voix des minorités, finit par instaurer des mécanismes de discrimination inversée compromettant les principes de compétence et de méritocratie, et alimentant les tensions dans les universités, les administrations et les entreprises. Ainsi par exemple l'exigence d'un langage normatif (iels) et la surveillance permanente des paroles aboutissent à l'autocensure, réduisant liberté et pluralité du débat.

La volonté de déconstruire les structures perçues comme oppressives conduit souvent à une attaque indistincte contre toutes traditions, processus de démolition idéologique produisant un affaiblissement des repères, une instabilité sociale et une perte de confiance envers nos valeurs civilisationnelles.

Le wokisme remet en cause le réel, au nom d'une critique du pouvoir et du langage, compromet la légitimité de la science au profit de théories subjectives fragilisant la raison et favorise des affrontements idéologiques plutôt que des discussions rationnelles.

La pensée décoloniale propose d'effacer tout héritage colonial mais ses propositions concrètes (restitution des terres ou réécriture idéologique des récits historiques) sont irréalistes et menacent la cohésion nationale.

C'est ainsi qu'en France, l'idéologie woke s'est largement répandue dans les domaines de l'éducation, des médias, de la culture, de la politique et du monde professionnel. A Paris VIII, à Sciences Po, la politisation des contenus pédagogiques, la pratique de la non-mixité, la référence anti-constitutionnelle à la notion de race, favorise un formatage idéologique, les médias adoptent des lignes éditoriales valorisant systématiquement les perspectives minoritaires. La culture populaire

s'imprègne de plus en plus de ces thématiques identitaires, accentuant les fractures sociales au lieu de les surmonter.

Les politiques publiques ne sont pas épargnées. Certaines mesures présentées comme des avancées vers plus d'égalité (parité, lutte contre les discriminations, diversité culturelle) deviennent des instruments d'idéologisation exacerbant les divisions sociales et provoquant des conflits en matière de laïcité, d'intégration et de conception de l'identité nationale.

Des grandes entreprises adoptent, par crainte des réseaux sociaux, des politiques d'inclusion sapant la logique de compétence et aboutissant parfois à des nominations moins qualifiées qui affectent la performance et suscitent des ressentiments.

La fameuse « *cancel culture* » vise à ostraciser toute personne exprimant une opinion jugée déviante, la présomption de culpabilité encourageant la pression publique, la censure ou la mise à l'écart professionnelle.

Même la promotion de politiques d'équité, censées corriger les inégalités historiques, entre en tension directe avec les principes de mérite individuel. Les groupes s'enferment dans des camps idéologiques opposés, réduisant la possibilité de dialogue et de compromis.

Les partis woke (Écologistes, Insoumis) à la recherche d'électeurs n'hésitent pas à agréger des groupes pourtant incompatibles, islamistes et homosexuels par exemple. Cela, à terme, mettra en péril ces idéologies sectaires, intolérantes et destructrices.

Il devient donc crucial de préserver notre société fondée sur la liberté d'expression, la pluralité des idées et l'unité nationale, de cette pensée militante hégémonique. Oui, la vigilance s'impose pour sauvegarder les fondements du débat démocratique et de notre civilisation.

## ***Redonner à la Nation son école : Restaurer l'autorité, le mérite, la fierté d'apprendre***

Il y a des effondrements silencieux qui préparent les grandes fractures. L'effondrement de notre école en fait partie. Ce n'est plus une crise passagère. C'est un désastre structurel. Un désastre dont les causes sont parfaitement connues mais que trop de responsables refusent encore de nommer, par lâcheté, par idéologie ou par pure démission. Et pourtant : il suffit d'ouvrir les yeux, d'écouter nos professeurs, nos chefs d'établissement, nos familles, pour comprendre que l'école républicaine s'effondre sous nos yeux.

Les résultats sont là, implacables. La France est reléguée à la 26<sup>ème</sup> place du classement PISA, et ses élèves figurent parmi les plus démotivés et les plus inégalement instruits d'Europe. Les écarts entre les meilleurs et les plus faibles explosent. Le niveau général recule. La discipline s'efface. Le respect des professeurs disparaît. Et la violence gagne de nombreux établissements.

Cet effondrement n'est pas une fatalité. Il est le fruit de choix politiques et syndicaux calamiteux.

Depuis trente ans, le « pédagogisme » a tout détruit : la méthode syllabique remplacée par des dogmes fumeux, la transmission des savoirs sacrifiée au profit d'une école du ressenti, le respect de l'autorité remplacé par le culte de l'élève intouchable, et le mérite honni comme une injustice.

Ce pédagogisme, cette prétendue culture du « *vivre ensemble* » sans exigence, ce pitoyable collège unique reposant sur la croyance que tous les élèves doivent suivre le même parcours au même rythme, ont tué l'école. Et que dire de la politique du « *pas de vagues* », qui impose aux enseignants le silence face à la violence, au communautarisme et parfois à la haine de la France? Cette lâcheté d'État, entretenue par une administration hors-sol et des syndicats dogmatiques, a sacrifié des générations entières d'enfants.

L'Université dans certaines disciplines est aujourd'hui prisonnière d'un numerus clausus absurde, qui restreint les recrutements dans des secteurs pourtant essentiels, alors que dans d'autres elle entasse des étudiants dans des voies déconnectées des besoins du pays. A l'exception de nos Classes préparatoires aux Grandes Écoles, on préfère souvent des recrutements médiocres à des formations exigeantes, utiles, concrètes.

Dans ce contexte, l'enseignement privé sous contrat est souvent préféré. Les familles quand elles le peuvent fuient l'école publique, ses classes ingérables, son idéologie égalitariste et sa tolérance au désordre. Elles cherchent un cadre, une exigence, une instruction digne de ce nom. Même les familles modestes, qui jadis plaçaient tous leurs espoirs dans l'école de la République, se détournent de ce qui n'est plus qu'un appareil à fabriquer de la résignation.

### **Il faut tout reprendre.**

La méthode syllabique doit redevenir la norme pour l'apprentissage de la lecture. Les sciences cognitives nous confirment ce que les anciens savaient déjà : lire, c'est déchiffrer, comprendre, structurer. Ce n'est pas une compétence fluide, c'est une discipline. Dès la maternelle, il faut appliquer les découvertes des neurosciences sur la mémoire, l'attention, la répétition. Et plus tard, les outils de l'intelligence artificielle bien encadrés doivent permettre un suivi individualisé de chaque élève, au service du mérite, pas de l'idéologie.

Il faut aussi redonner sa dignité à l'enseignement professionnel. Trop longtemps considéré comme une voie de relégation, il est pourtant une chance pour la Nation, à condition d'être valorisé, bien financé, connecté aux besoins économiques, et de permettre à ceux qui en ont le courage et les capacités de rejoindre par la suite un enseignement général de haut niveau. Les passerelles doivent être encouragées, et non bloquées. Il n'y a pas de parcours figé dans une République du mérite.

L'université ne peut être l'antichambre du chômage ni un lieu d'endoctrinement. Il faut mettre fin au droit d'accès automatique conféré par le baccalauréat qui ne doit plus être une simple formalité mais redevenir un véritable examen. L'accès à l'enseignement supérieur doit reposer sur des prérequis solides, des filières orientées, et une véritable politique de recherche ambitieuse pour tirer vers le haut nos universités, aujourd'hui déclassées par rapport à nos grandes écoles.

Le réarmement intellectuel de la Nation passe par le réarmement moral de son école. Il faut restaurer l'autorité du maître qui, dans sa classe, est le garant de la République. Pour cela son salaire, ses conditions de travail, sa position sociale, son engagement responsable doivent pouvoir lui permettre, avec le soutien de sa hiérarchie, d'enseigner sans craindre les insultes, les menaces, ou les représailles d'un parent agressif. Toute agression contre un professeur doit être pénalement poursuivie, et les parents qui les tolèrent doivent être sanctionnés quitte à menacer les familles d'une suppression des allocations familiales en cas de démission éducative flagrante.

Pour les élèves perturbateurs chroniques, il faut créer des internats militarisés à encadrement renforcé, avec une discipline stricte, un rythme de vie régulé, un encadrement ferme. L'école n'est pas un champ de bataille, c'est un sanctuaire. À ceux qui refusent d'en respecter les règles, la République doit répondre par la fermeté.

Pourquoi ne pas imposer l'uniforme scolaire dans tous les établissements publics plutôt que de tolérer des vêtements propageant les communautarismes ou des signes religieux ostentatoires, pour l'égalité, pour l'ordre, pour l'unité. Il faut interdire toutes les structures (cantines, piscines) qui participent du grignotage communautaire de l'espace scolaire, sanctuariser la laïcité, non comme un slogan, mais comme une ligne de force.

Enfin, nous devons restaurer la justice sociale véritable : celle qui donne à chacun les moyens de réussir par le mérite. Cela passe par la création d'un tutorat national obligatoire, gratuit pour les enfants issus de familles modestes. Ce tutorat, assuré par des étudiants, des retraités, des enseignants volontaires, devra être organisé, évalué, soutenu, pour permettre à chaque enfant d'atteindre son meilleur niveau et cela pas seulement dans ces écoles réservées à une « nomenklatura » qui de l'Ecole Alsacienne à l'ENA prétend nous imposer son entre-soi.

Notre école est malade parce qu'on a cessé de croire en sa mission. Elle doit redevenir un creuset d'unité, de savoir, de mérite et de fierté nationale. Une école qui élève, et non qui excuse. Une école qui forme des citoyens, pas des consommateurs. Une école républicaine, enracinée dans l'excellence française. Il en va de la survie même de notre nation.

## ***Retrouver notre souveraineté : le choix entre soumission et renaissance***

### ***Comment retrouver une France libre, indépendante, maîtresse de son destin ?***

Le discours dominant affirme que l'Union européenne, la zone euro et l'OTAN sont les piliers de la paix, de la prospérité et de la sécurité de la France. Il prétend que toute sortie de ces structures serait un saut dans l'inconnu, un repli frileux et un affaiblissement. Ce discours, abondamment relayé par les institutions européennes, les gouvernements successifs et une large partie des élites économiques et médiatiques, néglige pourtant une vérité fondamentale : la souveraineté nationale n'est ni un archaïsme ni une option réactionnaire. Elle est la condition première de la liberté d'un peuple à décider pour lui-même, à défendre ses intérêts et à affirmer son rôle dans le monde.

Depuis le traité de Maastricht, la France a cédé des pans entiers de cette souveraineté. Elle ne contrôle plus sa politique monétaire, déléguée à une Banque centrale européenne insensible aux spécificités nationales. Elle ne décide plus librement de ses lois économiques, soumises aux règles rigides du Pacte de stabilité. Elle subit des réglementations techniques, budgétaires ou sociales élaborées à Bruxelles sans mandat démocratique clair. Elle ne maîtrise plus ses frontières, ni ses relations extérieures. Enfin, elle est liée militairement par l'OTAN à des logiques étrangères à ses intérêts. Cette dépendance est devenue un carcan qui peut nous entraîner dans des combats non désirés.

Faut-il, alors, quitter l'Union, l'Euro et l'OTAN pour retrouver une souveraineté monétaire et budgétaire, libérer la France du carcan normatif européen, définir une politique extérieure indépendante et redonner du sens à la démocratie ?

L'euro, conçu pour rapprocher les économies européennes, a en réalité figé les divergences et pénalisé la France. Entravée dans ses marges de manœuvre budgétaires, elle ne peut ni relancer efficacement son économie, ni ajuster sa monnaie pour restaurer sa compétitivité. Une sortie de la zone euro permettrait de retrouver la maîtrise de la politique monétaire, d'adapter les taux d'intérêt à la conjoncture nationale, et de stimuler les exportations par une dévaluation réaliste.

Mais cette perspective comporte aussi des risques financiers importants qu'il faut évaluer avec rigueur. La France, fortement endettée, verrait immédiatement ses taux d'intérêt remonter sur les marchés. Le soutien implicite ou explicite de la BCE – par ses rachats de dette ou sa politique de taux bas – serait perdu. Il faudrait alors convaincre de nouveaux créanciers sans la garantie d'un prêteur en dernier ressort européen, ce qui exigerait une politique budgétaire beaucoup plus crédible et des mécanismes de pilotage financier solides. Sans cela, le coût de refinancement de la dette publique exploserait, mettant en péril les finances de l'État.

Par ailleurs, une dévaluation initiale importante de la nouvelle monnaie nationale serait très probable. Si elle constitue un levier potentiel de redressement économique, elle pourrait aussi provoquer une inflation importée significative et une érosion du pouvoir d'achat, en particulier pour les ménages modestes. Il conviendrait d'accompagner cette transition par des mécanismes de compensation sociale, de quotas et de régulation des prix stratégiques.

En parallèle, la sortie devrait être juridiquement encadrée et minutieusement planifiée. Elle nécessiterait, comme en Islande, des mesures de contrôle temporaire des mouvements de capitaux afin de prévenir les fuites spéculatives. Si ces précautions étaient prises, la stabilité monétaire et fiscale retrouvée pourrait devenir, à moyen terme, un atout pour attirer les investissements productifs ancrés dans la réalité économique française, et non des flux volatils exclusivement spéculatifs.

Sur le plan diplomatique, la France ne serait pas seule. Elle pourrait renouer avec une stratégie autonome, reconstruire ses partenariats bilatéraux, s'ouvrir davantage aux puissances émergentes. Ce serait à nouveau pour elle l'occasion d'assumer pleinement sa vocation mondiale, affranchie des inerties institutionnelles bruxelloises.

Enfin, quitter l'OTAN permettrait de renouer avec la tradition d'indépendance stratégique, de non-alignement, et de maîtrise des engagements militaires extérieurs, selon une éthique d'État-nation et non selon l'agenda d'alliances dominées par d'autres puissances.

### ***Une voie médiane : retrouver l'esprit du traité de Rome***

Mais faut-il pour autant tout quitter d'un bloc ? Un départ immédiat, brutal et unilatéral comporte des risques massifs. Il existe une autre voie : celle d'un réarmement souverain progressif au sein même de l'Union.

Cette option consisterait à rester membre de l'Union européenne, tout en renégociant notre participation sur une base nouvelle, fidèle à l'esprit du traité de Rome de 1957, qui ne prévoyait ni fédéralisme, ni transfert de souveraineté, ni primauté automatique du droit européen sur les constitutions nationales.

L'objectif serait de rompre avec les logiques introduites par les traités de Maastricht et de Lisbonne, qui ont gravé dans le marbre un modèle d'intégration contraignante, technocratique et déséquilibrée. Il s'agirait de retrouver un fonctionnement réellement intergouvernemental, fondé sur la coopération entre États, la réversibilité des politiques communes, et le respect des identités nationales et des parlements souverains.

Mais une telle position suppose une stratégie d'alliance. Seule, la France s'exposerait à une marginalisation dans les processus de décision : une « politique de la chaise vide » isolée, à l'image de celle des années 1960 choisie par le Général De Gaulle, risquerait aujourd'hui de fragiliser davantage ses intérêts qu'elle ne les défendrait.

Il faut donc chercher des États partenaires – en Europe du Sud, en Europe centrale, voire en Europe du Nord – également réticents à l'évolution fédéraliste de l'Union. Des pays comme la Hongrie, la Pologne, l'Italie, l'Espagne, voire les Pays-Bas ou l'Autriche dans certaines circonstances, pourraient être les alliés d'un nouveau pacte européen, fondé sur le respect de la souveraineté, la maîtrise des politiques migratoires, la diversité des modèles économiques et la limitation des compétences de la Commission.

Une telle initiative supposerait le courage de provoquer une réforme du traité de fonctionnement de l'Union européenne, en invoquant la clause de révision (article 48 TUE), et en posant clairement les conditions de notre maintien. Il s'agirait non de rompre avec l'Europe, mais de la refonder sur des bases plus saines, plus souples, plus démocratiques.

### ***Souveraineté ou dissolution ?***

Le choix est donc fondamental. La France peut continuer à s'effacer dans une structure supranationale illisible, renoncer à ses leviers fondamentaux, laisser sa voix s'éteindre dans les consensus opaques de Bruxelles. Ou elle peut choisir de redevenir une nation souveraine, indépendante, ouverte sur le monde, forte de ses alliances, mais maîtresse de ses lois, de ses frontières, de sa monnaie, de sa défense et de son avenir. Plutôt qu'un Frexit, le début d'un vrai débat, aujourd'hui confisqué pourrait permettre pour nous et nos voisins, dans une coopération repensée, une véritable renaissance nationale.

## ***Restaurer l'ordre, défendre la République : pour une reconquête sécuritaire***

La France traverse une crise sécuritaire profonde. Qu'il s'agisse des violences urbaines, de la délinquance au quotidien, des trafics de drogue, du terrorisme islamiste, des agressions gratuites, des attaques au couteau dans les lycées, ou encore de la cybercriminalité et des émeutes de banlieue. La situation est de plus en plus alarmante. Le sentiment d'impunité s'est enraciné, l'autorité de l'État est contestée chaque jour, la République a perdu pied dans trop de quartiers. Il est temps d'assumer un changement de cap, de rétablir l'ordre, l'autorité, la sanction.

Le premier enjeu est territorial . Dans de nombreuses communes, quartiers ou cités, l'État ne fait plus la loi : les trafiquants, les islamistes et les bandes imposent leurs codes, leurs règles, leurs violences. Ces zones de non-droit sont une offense à l'idée même de nation. Il faut restaurer la souveraineté régaliennne par tous les moyens, avec des opérations de reconquête durables, coordonnées, et assumées. On devra pour cela créer un commandement unique de reconquête territoriale associant police, gendarmerie, CRS, RAID, GIGN, douanes et justice d'exécution quitte à instaurer un état d'urgence sécuritaire localisé à ces « territoires perdus de la République », autorisant fouilles, couvre-feux, vidéosurveillance massive et contrôles renforcés et rétablir dans les banlieues les plus sensibles un îlotage policier permanent, quitte s'il le fallait à faire appel à l'Armée en cas de débordements incontrôlables.

Sans tomber dans une paranoïa attendant aux libertés publiques, il faudra prendre conscience que les trafics de drogue gangrènent les villes, financent les armes, la corruption, les mafias et le terrorisme. Il faut donc casser le narcotrafic et frapper définitivement l'économie de la drogue.

Les consommateurs, jusqu'ici épargnés, doivent désormais être considérés comme des acteurs directs du chaos social : traque systématique des acheteurs de drogues, contrôles au moindre doute en sortie de boîte, de festivals, de zones de deal, amendes dissuasives, travaux d'intérêt général, au besoin stages obligatoires de désintoxication et même hospitalisation immédiate sur avis médical pour les plus atteints.

Saisies express et confiscations automatiques des véhicules, armes, téléphones, liquidités et biens liés aux trafiquants y compris la surveillance des mineurs guetteurs (les choufs) avec une responsabilisation financière directe de leurs familles.

Le terrorisme islamiste reste une menace permanente. À cela s'ajoute une insécurité culturelle alimentée par des réseaux salafistes, des prédicateurs radicalisés, des associations écrans et des enclaves communautaristes. Il faudra sans faiblesse expulser immédiatement les fichés S étrangers, sans possibilité de recours où les placer en zone de relégation en l'absence de livrets consulaires.

Le rétablissement des peines planchers pour les délits liés au fondamentalisme islamiste, la fermeture administrative immédiate et définitive des mosquées radicales et des écoles hors contrat ne respectant pas la loi et les programmes, la création d'un parquet national anti-islamisme indépendant, tout cela facilitera l'organisation et le contrôle de ce fléau.

Une tolérance zéro devra être appliquée contre la délinquance ordinaire, vols, cambriolages, violences sexuelles, agressions dans les transports, attaques au couteau : les Français sont pris en otage par une insécurité du quotidien banalisée. Il faudra mettre en œuvre la construction d'au moins 30 000 places de prison supplémentaires en cinq ans, en procédant par préemption foncière dans chaque Département.

Des quartiers carcéraux de haute sécurité pour les détenus violents ou radicalisés seront édifiés dans des zones désertes, bien isolées et faciles à contrôler. On rétablira des peines renforcées pour les récidivistes et on supprimera définitivement les réductions automatiques de peine.

Chaque jour, des policiers, gendarmes ou pompiers sont agressés, insultés, pris pour cibles. Il faut en finir avec les refus d'obtempérer, les émeutes et les violences contre les forces de l'ordre. Chaque refus d'obtempérer est un acte de défi à la République.

On requalifiera en délit aggravé tout refus d'obtempérer mettant en danger la vie d'autrui et on considérera comme légitime l'usage de la force pour les forces de l'ordre confrontées à ce type d'agression .

L'utilisation de cagoules et de masques dans les rassemblements urbains sera immédiatement qualifiée d'acte délinquant que des unités d'intervention anti-émeute permanentes, formée au maintien de l'ordre en milieu ultra-violent pourront réprimer.

L'immigration irrégulière alimente les trafics, l'économie parallèle et l'insécurité. Il faudra d'urgence reprendre le contrôle de nos frontières au besoin contre les directives de l'UE et expulser les clandestins. Les OQTF (Obligations de quitter le territoire français) devront être exécutées et ni archivées ni soutenues par des associations (parfois subventionnées) qui par leur complaisance alimentent les trafics et noient le système judiciaire.

On suspendra toute aide sociale aux personnes en situation irrégulière qu'on hébergera en attendant leur expulsion dans des zones de rétention territorialisées.

Nos policiers, gendarmes, surveillants pénitentiaires sont aujourd'hui en première ligne, sans protection suffisante, sans moyens adaptés. Il conviendra donc de protéger les forces de l'ordre et de restaurer leur autorité, de revaloriser leurs salaires et leurs indemnités.

On créera un statut pénal aggravé pour les violences contre toute autorité publique et on simplifiera le cadre d'usage des armes pour les forces confrontées à des agressions graves.

Pour lutter contre la cybercriminalité, nouvelle frontière du crime, piratage, escroqueries en ligne, manipulation numérique, trafic sur le dark web, il faudra créer une brigade numérique nationale, dotée de moyens extrajudiciaires équivalents à ceux des criminels, renforcer les pouvoirs de blocage, saisie, décryptage et neutralisation, ce qui nécessitera une formation massive de cyber-enquêteurs, avec une passerelle entre filières informatiques et ministère de l'Intérieur.

Il ne peut y avoir de sécurité sans une justice ferme, rapide, lisible, alignée sur les exigences de sécurité. Pour cela le dédoublement des effectifs de magistrats du parquet, spécialisés en comparution immédiate, la généralisation des cours criminelles départementales pour les infractions graves, la suppression du numerus clausus de l'École nationale de la magistrature, pour accélérer la réorientation pénale, devront être envisagés.

Face à une société fracturée, l'autorité de l'État ne se proclame pas, elle se démontre. L'insécurité n'est pas une fatalité, c'est un abandon. Il est temps de rompre avec les discours d'excuse, les demi-mesures, les politiques de la peur du conflit. Sans sombrer dans un régime policier, il sera temps de restaurer un État fort, juste, respecté, qui protège ses citoyens avant de se soucier de ses détracteurs. La sécurité est la première des libertés. Sans elle, la République n'est plus qu'un mot creux.

## ***Peut-on être plus stupides ?***

La scène aurait prêté à sourire si elle n'avait pas été, une fois encore, une gifle symbolique infligée à la France.

Lors des funérailles du pape François, à la basilique Saint-Pierre, le Président Emmanuel Macron, manifestement obnubilé par l'idée d'exister encore un instant sur la scène internationale, tenta de s'immiscer dans un échange privé entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky. Non convié à cette discussion, il fut sèchement écarté, tel un intrus par Donald Trump « *You have no business here* » alors que Zelensky, qui avait pourtant vu Macron le matin même à l'Ambassade de France à Rome et qui souhaitait visiblement sa présence, n'osa rien dire. Ce camouflet illustre tristement la marginalisation de la diplomatie française, naguère encore admirée pour son indépendance et son habileté et aujourd'hui réduite à une agitation sans portée.

Le symbole est cruel, mais révélateur. Alors que Russes et Américains semblent, en coulisse, chercher les termes d'un apaisement stratégique, notamment autour d'un nouveau partage d'intérêts énergétiques et commerciaux, les Européens, eux, s'évertuent à se saborder avec une application déconcertante. Pire encore, ce sont les dirigeants mêmes des anciennes puissances fondatrices de l'Union européenne, France, Allemagne, Royaume-Uni, qui alimentent la tension, au lieu d'œuvrer pour une désescalade. Résultat : une Europe otage de ses propres sanctions, convertie en vassale énergétique, diplomatique et militaire de Washington, et incapable de définir ses intérêts propres.

Un exemple parmi tant d'autres éclaire cette dérive : l'homme d'affaires américain Stephen Lynch serait en passe de racheter le pipeline Nord Stream 2 à Gazprom. Ce gazoduc, jadis instrument de rapprochement économique entre la Russie et l'Europe, a été saboté, sans doute, comme de nombreux indices le laissent entendre, par une opération conjointe des États-Unis et de la Norvège. Nord Stream II avait pourtant été cofinancé à 50 % par des entreprises européennes. Le scénario serait cynique : Gazprom, acceptant de vendre, céderait son actif stratégique à un « partenaire » américain, lequel servirait ensuite d'intermédiaire pour revendre à prix fort du gaz russe aux Européens... Nous paierions ainsi pour être humiliés, ruinés et asservis.

La duplicité est encore plus grotesque lorsque l'on observe les effets réels des sanctions. Car si nos dirigeants, la main sur le cœur, proclament leur vertu en multipliant les interdictions à l'égard de la Russie (plus de 2000 sanctions à ce jour !), ils organisent eux-mêmes leur contournement dans l'ombre. Le pétrole russe transite par l'Inde, le gaz russe transite par l'Azerbaïdjan, l'uranium russe transite par le Kazakhstan, et tous ces pays prélèvent au passage un lourd tribut. Les Français, eux, règlent la note, en toute ignorance ou presque.

Comment ne pas voir l'ironie cruelle d'une politique qui interdit l'exploitation des gaz de schiste sur notre sol, au nom de l'écologie, tout en important massivement du GNL américain... précisément issu des gaz de schiste ? Comment admettre que ceux qui ont bloqué, affaibli ou retardé le développement du parc nucléaire français, devenu pourtant indispensable à la décarbonation de notre économie, soient les mêmes qui installent à la va-vite éoliennes et panneaux solaires tout en supplantant leur intermittence par du charbon ou du gaz importé, hors de prix, et polluant ?

L'Allemagne, elle, poursuit un double jeu. Elle a tout fait pour torpiller les projets d'armement commun avec la France, refusant notamment le char franco-allemand ou le SCAF, n'achetant aucun avion Rafale.... Mais aujourd'hui, affaiblie par la fuite aux USA de ses industries automobiles attirées par les subventions massives de l'Inflation Reduction Act, elle réclame à Bruxelles par l'entremise de la Présidente de la Commission non élue Ursula Von der Leyen un effort commun de défense, à financer

par l'emprunt... au profit de ses propres industriels, notamment Rheinmetall. Qui donc, à ce niveau, ose encore parler de solidarité européenne ?

L'histoire se répète : naïveté, suivisme, soumission. Quand l'Europe occidentale, forte de sa démographie et de ses capacités technologiques, pourrait peser de tout son poids, elle choisit la division, l'aveuglement stratégique d'une Russophobie malade et l'abandon de ses intérêts. Pire encore : elle confond loyauté atlantiste et suicide collectif.

Ce n'est pas seulement de stupidité qu'il s'agit. C'est aussi, parfois, de trahison. Une trahison intellectuelle, d'abord : celle d'élites aveuglées par l'idéologie mondialiste, persuadées que la souveraineté est un archaïsme et que la nation est un danger. Une trahison économique ensuite : car nombre de décideurs ont intérêt à cette reconfiguration, qui enrichit certains groupes transnationaux au détriment des peuples. Une trahison enfin, politique et morale : car les peuples européens ne veulent pas d'une guerre prolongée ni d'un asservissement silencieux. Ils veulent la paix, la stabilité, l'indépendance. On les méprise, on les endette, on les rééduque. Jusqu'à quand ?

Peut-on être plus stupides ? Sans doute. Mais peut-on continuer ainsi sans que les peuples ne finissent par se réveiller ? Là est la vraie question.

## ***Quelle place en Europe pour une France libre, forte et souveraine ?***

La France se trouve à un moment charnière de son histoire. La question européenne s'impose désormais comme un carrefour politique et civilisationnel.

Trois voies principales s'ouvrent devant nous. La première consiste à **poursuivre dans la direction actuelle**, celle d'une intégration toujours plus poussée au sein d'une Union européenne technocratique, impersonnelle, déconnectée des peuples, où les décisions majeures sont prises à Bruxelles, parfois au mépris de leur volonté nationale.

Cette orientation, inscrite dans le prolongement du traité de Maastricht de 1992 et du traité de Lisbonne de 2007 — adopté malgré le « Non » massif exprimé par les Français lors du référendum de 2005 — a progressivement soumis notre droit national au droit de l'Union. Les règlements et décisions de la Commission européenne, ratifiés mécaniquement par un Parlement européen déconnecté des réalités nationales, nous interdisent désormais toute action libre en matière de contrôle des frontières, de politique migratoire, de normes industrielles et agricoles, de régulation énergétique, de liberté commerciale. Nous ne sommes plus maîtres chez nous.

La seconde option serait celle d'une **rupture nette** : sortir unilatéralement de l'Union européenne, de la zone euro et de l'OTAN. Cette voie permettrait, sans ambiguïté, de restaurer notre souveraineté pleine et entière. Elle est cohérente. Mais elle implique une transition complexe : retour à une monnaie nationale, redéfinition de nos relations commerciales, réaffirmation stratégique, rétablissement de notre autonomie juridique, restructuration de notre dette publique. Elle exigerait une préparation rigoureuse, des institutions solides et surtout une volonté populaire claire et constante.

La troisième voie consisterait à **tenter de réformer les traités de l'intérieur**. C'est la plus réaliste à court terme, mais elle n'a de sens qu'à la condition de construire une alliance de nations souverainistes en Europe, décidées à rompre avec l'idéologie fédéraliste, à faire retrouver le principe initial de subsidiarité, à défendre des coopérations volontaires et réciproquement avantageuses. Cette stratégie ne pourra aboutir que si un bloc politique de pays suffisamment forts s'élève ensemble contre la technocratie bruxelloise afin de rendre aux États membres la maîtrise de leurs politiques vitales.

Voilà les choix. Pour nous, **c'est au peuple français qu'il revient, souverainement, d'y répondre**. Il ne s'agit pas de repli mais d'une réaffirmation de notre souveraineté démocratique. Le programme évoqué ici s'adresse à une majorité nouvelle, lucide sur l'état réel du pays, capable d'unir les forces républicaines autour d'un projet de redressement. Car si la France est désormais plutôt à droite aujourd'hui, il est urgent que cette droite retrouve enfin la volonté, la cohérence, et surtout le courage de gouverner dans l'union.

Il nous faut d'abord retrouver notre **souveraineté nationale**. Depuis les dérives des traités européens, notre droit n'est plus que le reflet de normes extérieures. Nos choix économiques, nos règles agricoles, notre politique énergétique, notre fiscalité, nos frontières mêmes sont soumises à des autorités étrangères à notre peuple. Nous devons tenter de recouvrer le contrôle intégral de notre législation, de notre économie, de nos décisions commerciales et stratégiques, soit en sortant des traités s'il le faut, soit en les réécrivant comme au départ (Traité de Rome) dans un cadre intergouvernemental.

Il nous faut ensuite **restaurer une politique étrangère indépendante**. La voix de la France s'est effacée. Elle est aujourd'hui confisquée par des commissaires européens sans légitimité, à l'image de Madame Kallas, Estonienne maladivement russophobe, représentante d'un petit pays de 1,3 million d'habitants, qui incarne tout ce que notre diplomatie ne doit pas être : étroite, idéologique, sans portée universelle. Nous avons connu mieux, nous valons mieux. Mais il est vrai que son relais à Paris, le

président Macron, paraît bien mal placé pour lui donner une quelconque leçon. La diplomatie française doit cesser d'être alignée mécaniquement sur Washington ou Bruxelles. La France doit redevenir une puissance d'équilibre, de médiation, de rayonnement, au service de nos intérêts fondamentaux et de la paix mondiale.

Nous devons **refonder notre défense nationale**. Notre armée a été affaiblie, soumise à des politiques extérieures erratiques, notamment en Afrique, où l'on ne veut plus de nous. Nous sommes les seuls Européens à disposer d'une dissuasion nucléaire indépendante. Il est de notre devoir de la maintenir opérationnelle et de faire en sorte qu'elle ne dépende que de nous-mêmes. Il faut redéfinir nos priorités : défendre notre territoire, protéger nos frontières, aller jusqu'à créer une véritable Garde nationale, mobilisable pour épauler en cas de besoin nos forces de sécurité sur notre sol.

La **sécurité intérieure** doit redevenir une priorité absolue. Le Ministère de l'Intérieur et celui de la Justice doivent marcher d'un même pas. Nous devons lutter efficacement contre le terrorisme, les trafics de drogue, la délinquance juvénile, les émeutes, les attaques au couteau, les refus d'obtempérer, les violences du quotidien, les dérives communautaristes, racistes ou antisémites. Il nous faut construire davantage de prisons, adaptées à différents profils : des établissements hautement sécurisés, d'autres plus souples, permettant l'application effective de peines courtes, notamment pour les primo-délinquants. Et il faut expulser sans délai les délinquants étrangers et les OQTF et garder en réclusion ceux que leur pays d'origine refuse d'accueillir en contravention avec le droit international.

Il faut aussi redresser notre **système éducatif**. Tourner la page du pédagogisme stérile et des déviances wokistes qui corrompent notre jeunesse, comme ces cours d'éducation sexuelle prévus à partir de la prochaine rentrée dès la Maternelle ! Redonner aux maîtres leur autorité, leur statut, et leur salaire. Soutenir les enseignants dans leur mission, expulser les harceleurs récidivistes, responsabiliser les parents défaillants, accompagner les familles monoparentales, établir un tutorat scolaire obligatoire, gratuit pour les familles les plus modestes, payant avec déduction fiscale pour les autres. L'école doit redevenir le sanctuaire du savoir, de la transmission et de l'émancipation.

Il faut repenser entièrement notre **politique énergétique**, gravement affaiblie par des décisions irresponsables depuis la gauche de Lionel Jospin jusqu'aux pantouflards opportunistes qui se sont enrichis grâce à l'éolien intermittent. Nous devons relancer notre programme nucléaire, réactiver les surgénérateurs, réévaluer sérieusement la question du gaz de schiste, et expliquer à une jeunesse souvent intoxiquée par les discours militants les vrais enjeux de l'indépendance énergétique.

Notre **industrie** doit retrouver la place qui était la sienne lorsque la France figurait au quatrième rang mondial. Cela suppose un soutien massif à la recherche, à la robotisation, à l'intelligence artificielle. Cela suppose aussi de rétablir la compétitivité de nos PME et de réguler, si nécessaire, l'importation de produits en provenance de pays ne respectant pas nos normes. Il faudra parfois imposer des quotas et des droits de douane, afin de rééquilibrer avec certains pays des échanges qui seraient trop désavantageux.

Quant à notre **agriculture**, elle doit redevenir un pilier stratégique de notre souveraineté. Elle doit viser l'autosuffisance alimentaire (nous importons aujourd'hui plus de 50% de nos fruits et légumes), le développement des exportations et l'entretien de notre ruralité. Nous distinguerons les aides de mécanisation nécessaires aux « industriels de la terre » de celles à accorder aux exploitants familiaux, qui doivent pouvoir vivre dignement grâce à des contrats de pays s'ajoutant à leurs propres productions en échange de services rendus à l'environnement, à la forêt, aux cours d'eau, à la beauté des paysages.

Notre **politique migratoire** doit être entièrement revue. Elle doit prendre en compte à la fois nos capacités d'accueil et nos besoins économiques réels. Nous ne devons accueillir que ceux à qui nous

pouvons offrir un emploi, un logement, une perspective, et à condition qu'ils acceptent sincèrement de s'intégrer à notre nation, d'acquérir progressivement nos valeurs civilisationnelles, de respecter nos lois, de refuser les logiques communautaristes qui excluent et divisent.

Il faut aussi refonder notre **système de santé**. Fini le *numerus clausus*, fini les déserts médicaux, fini les urgences saturées, les maternités à quarante-cinq kilomètres, les abus techniques et financiers, les dérives à l'américaine de certains praticiens. Il faut restaurer notre industrie pharmaceutique, rationaliser l'administration hospitalière, et permettre à la recherche médicale française d'accéder aux financements qu'elle mérite.

Notre **fonction publique et nos institutions** doivent être profondément repensées. Nous ne pouvons plus supporter le niveau de prélèvements le plus élevé du monde pour entretenir une véritable armée mexicaine de fonctionnaires désœuvrés. Nous devons réduire le nombre d'élus (348 Sénateurs en France contre 100 aux USA), supprimer les privilèges, traquer les gaspillages publics, maîtriser les dépenses sociales incontrôlées, renforcer la lutte contre les fraudes fiscales et sociales. Et surtout redonner de la vision, de l'imagination, à des dirigeants politiques qui semblent ne plus en avoir.

Enfin et surtout, **le pouvoir doit revenir au peuple**. Il faut mettre un terme à la concentration orwellienne de l'information entre quelques mains. Nous devons garantir une pluralité réelle des médias, recourir systématiquement au référendum pour trancher les grandes questions, et faire participer davantage les salariés aux côtés des actionnaires et du management à la gestion de leurs entreprises.

Voilà un cap possible. Ce programme proposé n'est pas un programme de repli. C'est un programme de reconquête. Une exigence de lucidité, de souveraineté et de justice. Il vise à **rendre à la France sa dignité, sa liberté et sa puissance**. Il ne s'agit plus de gérer le déclin, mais de bâtir une espérance, une ambition nouvelle, un sursaut salvateur pour notre nation et pour les générations futures.



## **Rappel**

**Résumé synthétique p.201**

**Recommandations par rubrique p.202**

***Une dissolution qui se voulait machiavélique.***

***Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose !***

***Une Assemblée ingouvernable***

***Aux urnes citoyens !***

***La pantomime politicienne ! p.203***

***La honte des déserts médicaux !***

***Sécurité routière ?***

***Une manière indolore de donner du pouvoir d'achat aux plus pauvres !***

***Peut-on réduire la dette de la France ? p.204***

***Existe-t-il un avenir pour Marine Le Pen ?***

***Assez parlé de politique politicienne !***

***Immigration et assimilation p.205***

***Sécurité au quotidien***

***Les retraites face aux problèmes démographiques***

***Réformer l'Education Nationale***

***L'urgence d'un référendum ! p.206***

***Adieu aux armes ?***

***Quelle proportionnelle pour la France ?***

***Réalités préoccupantes et solutions à envisager***

***Le retour à l'instabilité politique et les solutions pour en sortir p.207***

***Vers un renouveau politique, économique et social p.59***

***Peut-on encore ostraciser le Rassemblement National ? p.62***

***Part à deux ? p.65***

***Comment les Députés pourraient-ils se répartir ? p.208***

***Comment accueillir les migrants ?***

***Rassembler les Français***

***Les vœux promptés !***

***Les Tartuffes sont toujours là ! p.209***

***La Paix ou la 3<sup>ème</sup> Guerre mondiale en Ukraine ?***

***Il est mort !***

***Gémissons ... mais espérons ! p.210***

***Faut-il en rire ou en pleurer ?***

***Mea Culpa ?***

***Beaucoup de bruit pour rien !***

***Nos relations avec l'Algérie ? p.211***

***Quel spectacle !***

***Il va falloir choisir : immigration ou relance de la natalité ?***

***Make Europe Great Again!***

***La France et l'Europe face aux défis économiques, militaires et diplomatiques p.212***

***Éducation Nationale : Et si on cassait tout ?***

***Démocratie ou État de Droit ?***

***Quand la justice défie la souveraineté populaire***

***La Fin de Vie : Vers un accompagnement Digne et Équitable ? p.213***

***Il est temps , il est grand temps que le Gouvernement s'en aille !***

***« Puissance publique : remettre l'État au centre du jeu »***

***Remettre la France au travail ! p.214***

*Peut-on revenir en arrière ? Ou faut-il tout reconstruire ?*  
*Retour aux fondamentaux de l'Europe Gaulliste*  
*Manipulations II : l'art de tromper les peuples p.215*  
*L'Europe : Frexit, Soumission ou Politique de la chaise vide ?*  
*Quand la France (une fois de plus) se ridiculise ! p.216*  
*Cela prête à rire alors qu'il faudrait en pleurer !*  
*Voltaire ! Au secours p.217*  
*On marche sur la tête*  
*François Bayrou ! Faut-il mentir aux Français ?*  
*Que ferait De Gaulle s'il était à nouveau au pouvoir*  
*De Profundis*  
*Ma France p.218*  
*Un bilan abyssal*  
*Guerre ou Paix*  
*Notre armée*  
*Nous, peuples des Nations Unies p.219*  
*Peut-on défendre Donald Trump ?*  
*Elle a osé le faire p.220*  
*Entre Frexiteurs et Européistes*  
*C'est tout de même dommage p. 221*  
*Un manuel de survie*  
*Quelle menace existentielle : La Russie ou Macron p.222*  
*Après Macron, Attal ou Bardella ?*  
*La Haine*  
*Peut-on critiquer les décisions de justice ? p.223*  
*Après Marine Le Pen, Jordan Bardella sera-t-il condamné ?*  
*Mais où va la France ?*  
*Droits de douane p.224*  
*La meilleure Cour suprême c'est le peuple*  
*Il va falloir choisir*  
*Wokisme : les nouveaux Gardes Rouges !*  
*Redonner à la Nation son école, restaurer l'autorité, le mérite*  
*Retrouver notre souveraineté : le choix entre soumission et renaissance*  
*Restaurer l'ordre, défendre la République : pour une reconquête sécuritaire p.225*  
*Peut-on être plus stupides ?*  
*Quelle place en Europe pour une France libre, forte et souveraine ? p.226*  
Mesures complémentaires p.228  
*Education Nationale*  
*Justice p.229*  
*Justice fiscale p.232*  
*Identité nationale p.233*  
*Laïcité p.234*  
*Souveraineté nationale*  
*Défense nationale p.235*  
*Diplomatie p.236*  
*Ukraine p.237*  
*Relations avec l'Algérie p.238*  
*Souveraineté européenne*  
*France et UE p.239*  
*Europe des Nations p.240*  
*Un monde multipolaire p.241*

## Résumé synthétique

### Gouvernance et Démocratie

- Encadrer strictement le pouvoir de dissolution pour éviter les dissolutions opportunistes.
- Renforcer le rôle du Parlement et instaurer des référendums réguliers pour maintenir la souveraineté populaire.
- Favoriser la transparence, la responsabilité et la redevabilité des élus et gouvernants.
- Mettre en place un référendum d'initiative citoyenne (RIC) avec garde-fous constitutionnels.
- Réformer le mode de scrutin pour un meilleur équilibre entre représentativité et gouvernabilité.
- Garantir l'égalité de traitement médiatique et institutionnel de tous les partis légaux.
- Lutter contre le cumul des mandats et imposer des critères d'intégrité pour l'accès aux fonctions électives.

### Souveraineté et Politique Étrangère

- Reprendre le contrôle des lois, des frontières et des politiques économiques face aux institutions supranationales.
- Refonder l'Union européenne sur le principe d'une confédération respectueuse des souverainetés nationales.
- Promouvoir une diplomatie indépendante et un rôle médiateur de la France dans les crises internationales.
- Renforcer la défense nationale, en particulier la dissuasion nucléaire et l'industrie de défense.
- Favoriser la coopération européenne équilibrée sans dépendance à des blocs extérieurs.

### Économie et Finances

- Réduire la dette publique par un audit rigoureux et la suppression des gaspillages.
- Simplifier la fiscalité et alléger les charges pour soutenir l'emploi et la compétitivité.
- Favoriser la relocalisation industrielle et la protection des entreprises stratégiques.
- Mettre en place des droits de douane protecteurs pour soutenir la production nationale.
- Encourager la formation professionnelle et la réinsertion rapide dans l'emploi.

### Éducation et Culture

- Restaurer l'autorité de l'école et recentrer les programmes sur les savoirs fondamentaux.
- Valoriser le mérite et réintroduire des parcours différenciés adaptés aux élèves.
- Renforcer la formation des enseignants et le lien avec les familles.
- Promouvoir la liberté d'expression, l'esprit critique et la tolérance dès l'école.
- Lutter contre les idéologies dogmatiques et les pédagogies inefficaces.

### Sécurité et Justice

- Renforcer les forces de l'ordre avec une tolérance zéro contre la délinquance.
- Réformer la justice pour accélérer les procédures et augmenter la fermeté des sanctions.
- Garantir l'indépendance judiciaire tout en réaffirmant la primauté de la souveraineté populaire.
- Encadrer les critiques des décisions de justice dans un cadre respectueux et démocratique.
- Lutter contre la haine et promouvoir le dialogue social.

### Questions Sociales et Sociétales

- Conditionner l'immigration à la capacité réelle d'intégration et limiter l'immigration illégale.
- Encourager la natalité par une politique familiale ambitieuse et une priorité nationale.
- Assurer un accompagnement digne de la fin de vie, avec un accès universel aux soins palliatifs.
- Promouvoir un récit national commun pour rassembler les citoyens autour des valeurs républicaines.
- Encourager l'engagement citoyen par des dispositifs participatifs et la transparence.

## Recommandations par rubrique

### ***Une dissolution qui se voulait machiavélique***

- Réformer la Constitution pour encadrer le pouvoir de dissolution par des conditions strictes, telles qu'une crise institutionnelle ou l'adoption préalable d'une motion de censure constructive.
- Rétablir un équilibre des pouvoirs en renforçant le rôle du Parlement et en rendant obligatoire l'approbation d'une dissolution par une majorité qualifiée des représentants élus.
- Interdire les dissolutions tacticiennes en imposant une procédure de consultation formelle des forces politiques représentatives avant toute annonce.
- Organiser des référendums intermédiaires sur les grandes orientations politiques afin de soumettre régulièrement le pouvoir exécutif au jugement populaire.
- Instituer un principe de responsabilité démocratique selon lequel un président désavoué lors d'un scrutin national devrait se retirer.

### ***Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose !***

- Sanctionner pénalement la diffusion délibérée de fausses informations par des responsables publics, en particulier lorsqu'elles portent sur des sujets engageant l'intérêt général.
- Instaurer une obligation de transparence renforcée pour les membres du gouvernement, les contraignant à produire des preuves documentées pour toute affirmation publique engageant la Nation.
- Créer une instance indépendante de vérification des déclarations politiques, dotée d'un pouvoir de saisine citoyenne et d'un droit de réponse médiatique équivalent.
- Renforcer les sanctions administratives ou électorales contre les récidivistes du mensonge politique, notamment par l'inéligibilité temporaire.
- Intégrer dans les programmes scolaires un enseignement critique des médias et de la rhétorique politique afin d'armer les citoyens contre les manipulations discursives.

### ***Une Assemblée ingouvernable***

- Modifier le mode de scrutin législatif en instaurant une dose de proportionnelle pour mieux refléter la diversité politique tout en garantissant une majorité de gouvernement stable.
- Fixer une règle de responsabilité politique claire imposant la démission automatique du gouvernement en cas de rejet répété de ses textes fondamentaux.
- Encourager la formation de coalitions programmatiques en amont des élections afin de structurer une majorité cohérente dès l'ouverture de la législature.
- Réduire le nombre de partis représentés à l'Assemblée en instaurant un seuil minimal de représentativité nationale pour limiter l'émiettement.
- Valoriser le rôle des commissions parlementaires avec un droit d'initiative législative renforcé et un pouvoir de contrôle accru sur l'exécutif.

### ***Aux urnes citoyens !***

- Rendre le vote obligatoire avec reconnaissance du vote blanc comme suffrage exprimé pour renforcer la légitimité démocratique.
- Instaurer un scrutin de listes avec prime majoritaire ou majorité à deux tours pour garantir une gouvernabilité tout en assurant la représentation.

- Mettre en place le référendum d'initiative citoyenne (RIC) législatif et abrogatif, accessible sous conditions claires et contrôlées.
- Faciliter l'inscription automatique sur les listes électorales et généraliser la procuration en ligne pour lutter contre l'abstention.
- Imposer la transparence du financement des campagnes et sanctionner lourdement les abus de ressources ou le contournement des règles.

### ***La pantomime politicienne !***

- Instaurer une obligation de résultats pour les élus, conditionnant une part de leur rémunération à la réalisation effective de leurs engagements majeurs.
- Supprimer le cumul des mandats dans le temps afin de renouveler le personnel politique et de favoriser une respiration démocratique.
- Réduire drastiquement les privilèges parlementaires et renforcer la transparence sur les activités annexes des élus.
- Réformer les conditions d'accès aux mandats électifs en imposant des critères d'intégrité et un casier judiciaire vierge.
- Ouvrir les débats parlementaires aux citoyens via des plateformes interactives consultatives permettant de signaler les priorités législatives.

### ***La honte des déserts médicaux !***

- Instaurer une obligation d'installation temporaire pour les jeunes médecins dans les zones sous-dotées en contrepartie du financement de leurs études.
- Revaloriser significativement les actes médicaux dans les territoires fragiles afin de rendre leur exercice attractif et soutenable.
- Développer un réseau national de centres de santé publics, multiservices et pluridisciplinaires, implantés prioritairement en zones rurales.
- Généraliser la télémédecine avec accompagnement humain local pour compenser l'absence de professionnels, tout en garantissant la qualité des soins.
- Favoriser la mobilité des praticiens par la création d'équipes médicales itinérantes ou mutualisées entre plusieurs communes.

### ***Sécurité routière ?***

- Renforcer la présence des forces de l'ordre sur les routes avec des contrôles ciblés, notamment sur les comportements dangereux et les conduites addictives.
- Réinstaurer la cohérence et la lisibilité des limitations de vitesse pour en finir avec les politiques de sanction perçues comme arbitraires.
- Investir dans l'entretien du réseau routier secondaire, particulièrement accidentogène, en priorisant les zones rurales délaissées.
- Développer des campagnes de prévention percutantes sur l'usage du téléphone au volant, l'alcool, la drogue et la fatigue.
- Moderniser les infrastructures avec davantage de dispositifs de sécurité passive : glissières renforcées, bandes rugueuses, signalétique nocturne.

### ***Une manière indolore de donner du pouvoir d'achat aux plus pauvres !***

- Supprimer les taxes sur les produits de première nécessité (alimentation de base, hygiène, énergie domestique) pour soulager immédiatement les ménages modestes.

- Réduire les prélèvements sociaux sur les bas salaires pour améliorer le revenu net sans alourdir les charges des employeurs.
- Conditionner une partie des aides sociales à la consommation locale ou nationale pour dynamiser les circuits économiques de proximité.
- Mettre en place un chèque énergie élargi, ciblé sur les foyers les plus fragiles, modulé selon les besoins et les zones géographiques.
- Encadrer strictement les pratiques de marges abusives dans la grande distribution sur les biens essentiels.

### ***Peut-on réduire la dette de la France ?***

- Lancer un audit indépendant et exhaustif de la dette publique pour identifier les dépenses inutiles, les gaspillages et les intérêts indus.
- Réduire le train de vie de l'État en supprimant les agences et structures redondantes, en rationalisant les missions et en décentralisant les compétences.
- Conditionner toute nouvelle dépense publique à une évaluation rigoureuse de son efficacité économique et sociale.
- Réinstaurer un contrôle strict du déficit budgétaire avec une règle d'or constitutionnelle, tout en excluant les investissements stratégiques.
- Favoriser la croissance endogène par la relocalisation industrielle et le soutien ciblé aux PME exportatrices, seules sources de recettes durables.

### ***Existe-t-il un avenir pour Marine Le Pen ?***

- Refonder le débat public sur les idées plutôt que sur les personnes, en garantissant un traitement équitable de toutes les forces politiques respectant la légalité républicaine.
- Assurer une représentation médiatique équilibrée des courants d'opposition pour rétablir la confiance dans le pluralisme démocratique.
- Protéger le droit d'accès à toutes les candidatures conformes à la Constitution, sans entraves administratives ou judiciaires détournées.
- Imposer aux chaînes de service public une stricte neutralité dans la couverture des campagnes électorales, avec contrôle effectif.
- Ouvrir un grand débat national sur les institutions et la représentativité, afin de lever les blocages structurels à l'alternance politique.

### ***Assez parlé de politique politicienne !***

- Réorienter le débat public vers les enjeux concrets du quotidien (emploi, sécurité, logement, santé) en réduisant la place médiatique accordée aux querelles de personnes.
- Imposer des obligations de résultat aux responsables politiques avec des bilans réguliers de mandat, accessibles et vérifiés par des organes indépendants.
- Limiter la durée des campagnes électorales et interdire la diffusion de sondages orientés ou manipulés à des fins stratégiques.
- Réformer la formation des élus pour renforcer leur compétence en gestion publique, économie, droit et sociologie.
- Encourager les citoyens à s'impliquer dans la vie locale par des budgets participatifs et des jurys citoyens ayant un pouvoir d'initiative.

## ***Immigration et assimilation***

- Conditionner l'immigration légale à la capacité d'accueil et d'intégration effective de la Nation, sur des critères objectifs : logement, emploi, maîtrise de la langue, adhésion aux valeurs républicaines.
- Supprimer le droit du sol automatique et instaurer une acquisition de la nationalité fondée sur le mérite, la durée de séjour, et la volonté manifeste d'intégration.
- Expulser systématiquement les étrangers en situation irrégulière ou condamnés pour des faits graves, en renforçant les moyens juridiques et diplomatiques nécessaires.
- Suspendre l'octroi de prestations sociales non contributives aux étrangers pendant les premières années de résidence, sauf cas d'urgence humanitaire.
- Mettre en œuvre un contrat d'intégration exigeant, avec suivi linguistique, formation civique et insertion professionnelle obligatoire.

## ***Sécurité au quotidien***

- Rétablir une présence policière permanente dans les quartiers sensibles par la réimplantation de commissariats de plein exercice.
- Appliquer une tolérance zéro face à la délinquance du quotidien, avec des sanctions immédiates, effectives et dissuasives, notamment en cas de récidive.
- Renforcer les effectifs des forces de l'ordre, améliorer leur équipement, et revaloriser leur statut pour restaurer l'autorité républicaine.
- Développer les peines alternatives à l'incarcération pour les délits mineurs, tout en garantissant une réponse judiciaire systématique.
- Mettre en place une véritable police de proximité, enracinée dans les territoires, favorisant la prévention, le renseignement local et le dialogue avec les habitants.

## ***Les retraites face aux problèmes démographiques***

- Réformer le système de retraites en instaurant un âge pivot flexible selon la pénibilité et les carrières longues, pour garantir l'équilibre sans injustice.
- Encourager la natalité par une politique familiale ambitieuse : allocations renforcées, fiscalité incitative, services de garde accessibles.
- Développer un fonds souverain de réserve pour les retraites alimenté par les excédents budgétaires et les recettes exceptionnelles de l'État.
- Favoriser le cumul emploi-retraite simplifié pour les seniors qui souhaitent continuer à travailler sans pénalisation fiscale.
- Lutter activement contre la fraude sociale et les pensions indûment versées, notamment à l'étranger, par un contrôle accru et numérisé.

## ***Réformer l'Éducation Nationale***

- Restaurer l'autorité et la transmission des savoirs fondamentaux en recentrant les programmes sur le français, les mathématiques, l'histoire et les sciences.
- Revaloriser le métier d'enseignant en augmentant les rémunérations, en garantissant le respect de leur autorité, et en améliorant leur formation initiale et continue.
- Instaurer un véritable mérite scolaire, avec une évaluation exigeante, une orientation sélective et la fin du collège unique généralisé.
- Réintroduire des classes de niveau ou des parcours différenciés pour adapter l'enseignement aux capacités réelles des élèves.

- Rétablir un partenariat étroit entre les familles et l'école en responsabilisant les parents et en sanctionnant les manquements graves à l'assiduité ou au respect des règles.

### ***L'urgence d'un référendum !***

- Réactiver l'usage du référendum comme instrument central de la souveraineté populaire, notamment sur les sujets de société majeurs et les traités internationaux.
- Introduire un référendum d'initiative citoyenne (RIC) avec seuils de déclenchement raisonnables, contrôles constitutionnels, et procédure transparente.
- Interdire toute ratification parlementaire d'un texte rejeté par référendum, comme ce fut le cas en 2005, afin de respecter la volonté populaire.
- Organiser des référendums locaux à l'échelle des collectivités pour les projets d'aménagement majeurs ou les décisions fiscales structurantes.
- Garantir une égalité de moyens entre partisans du « oui » et du « non » dans les campagnes référendaires, avec un contrôle strict de l'impartialité médiatique.

### ***Adieu aux armes ?***

- Réinvestir massivement dans les capacités opérationnelles de l'armée française en augmentant le budget de défense au minimum à 2,5 % du PIB.
- Maintenir une dissuasion nucléaire indépendante et crédible en modernisant les composantes stratégiques de la force de frappe.
- Réarmer moralement la Nation en revalorisant le service militaire volontaire ou universel dans une version modernisée et civique.
- Développer l'industrie de défense nationale, en renforçant l'autonomie stratégique et en limitant la dépendance aux équipements étrangers.
- Redéfinir nos engagements extérieurs selon une doctrine d'intérêt national strict, en réduisant les opérations sans issue ou mandat clair.

### ***Quelle proportionnelle pour la France ?***

- Introduire une dose de proportionnelle nationale pour les élections législatives, permettant une meilleure représentativité sans paralyser la gouvernabilité.
- Fixer un seuil minimal de 5 à 7 % des suffrages exprimés pour accéder à la répartition proportionnelle, afin d'éviter l'éparpillement.
- Maintenir une part majoritaire par circonscription pour préserver le lien de proximité entre élus et électeurs.
- Expérimenter le scrutin proportionnel intégral pour les élections intermédiaires (européennes, régionales) avant toute généralisation nationale.
- Garantir l'alternance politique en interdisant les modifications du mode de scrutin à moins d'un an d'un scrutin national.

### ***Réalités préoccupantes et solutions à envisager***

- Mettre en place un plan national de redressement fondé sur le triptyque souveraineté, sécurité et solidarité, avec des priorités budgétaires clairement identifiées.
- Refonder les politiques publiques à partir d'un audit global des institutions, visant à supprimer les doublons, réduire la bureaucratie et restaurer l'efficacité de l'État.
- Restaurer l'autorité de l'État dans tous les domaines régaliens (justice, police, école, frontières) comme préalable à toute relance nationale.

- Mobiliser un « Conseil de refondation » pluraliste, associant experts, élus et citoyens, pour définir des objectifs clairs à moyen terme.
- Réévaluer tous les engagements internationaux ou européens qui limitent la souveraineté française, afin de rétablir une marge de manœuvre nationale.

### ***Le retour à l'instabilité politique et les solutions pour en sortir***

- Refondre les institutions pour clarifier la responsabilité politique en instaurant un véritable régime parlementaire ou une présidentialisation assumée avec majorité stable.
- Instaurer une culture de coalition en obligeant les partis à présenter des alliances de gouvernement avant les scrutins législatifs.
- Réduire le nombre de partis subventionnés par l'État en conditionnant le financement public à un seuil électoral significatif et durable.
- Réformer le calendrier électoral pour éviter l'enchaînement de scrutins dispersés et redonner de la lisibilité à l'action publique.
- Associer davantage les corps intermédiaires et les collectivités locales à l'élaboration des politiques publiques pour stabiliser l'architecture institutionnelle.

### ***Vers un renouveau politique, économique et social***

- Lancer un plan national de renaissance fondé sur le triptyque souveraineté, production, cohésion, pour refonder l'indépendance économique et le lien social.
- Instaurer une priorité nationale dans l'accès aux aides publiques, aux marchés publics et à l'emploi subventionné pour relancer l'esprit de solidarité et d'appartenance.
- Réformer profondément la fiscalité pour qu'elle favorise la production nationale, l'investissement de long terme et la justice intergénérationnelle.
- Créer un véritable statut de l'entreprise française à mission stratégique, protégée contre les prédatations étrangères et accompagnée par l'État.
- Réhabiliter la notion d'intérêt général dans la politique, en revalorisant les services publics essentiels et en enravant leur délitement.

### ***Peut-on encore ostraciser le Rassemblement National ?***

- Garantir l'égalité de traitement médiatique et institutionnel de tous les partis représentés au Parlement, en particulier dans l'accès aux débats et à l'audiovisuel public.
- Interdire toute entrave administrative, réglementaire ou judiciaire à la candidature d'un parti légalement constitué respectant la Constitution.
- Mettre fin à la diabolisation systématique de certains courants politiques en instaurant une charte d'impartialité pour les responsables publics et les médias financés par l'État.
- Encourager la reconnaissance du pluralisme démocratique comme fondement de la République, en promouvant le débat d'idées plutôt que l'exclusion.
- Sanctionner les abus de pouvoir institutionnels visant à empêcher un vote libre et éclairé, notamment par des manipulations ou des pressions électorales.

### ***Part à deux ?***

- Favoriser l'émergence d'alliances stratégiques à droite sur la base d'un programme commun clair, centré sur la souveraineté, l'autorité et l'identité.
- Dépasser les logiques partisans en instaurant des primaires ouvertes ou conventions programmatiques permettant de départager les candidatures d'union.

- Encourager la constitution d'un front républicain de droite face à la gauche radicale et aux compromis technocratiques du centre.
- Structurer une plateforme commune de gouvernement rassemblant les sensibilités de droite conservatrice, libérale et souverainiste.
- Promouvoir une dynamique unitaire dans les scrutins locaux comme test de faisabilité avant toute ambition nationale.

### ***Comment les Députés pourraient-ils se répartir ?***

- Rééquilibrer la répartition des sièges à l'Assemblée nationale en fonction des évolutions démographiques réelles, en revalorisant les territoires ruraux et périurbains sous-représentés.
- Instaurer un découpage électoral impartial, confié à une autorité indépendante, garantissant l'égalité des suffrages et la neutralité des critères retenus.
- Adapter le nombre de députés à la population réelle représentée, tout en maintenant un seuil minimal pour les départements faiblement peuplés.
- Renforcer la représentation des Français de l'étranger et des outre-mer dans une logique de continuité territoriale et d'unité nationale.
- Garantir la stabilité du découpage électoral sur la durée d'une législature pour éviter toute manipulation à des fins électorales.

### ***Comment accueillir les migrants ?***

- Subordonner toute politique d'accueil à une capacité réelle d'intégration : logement, emploi, santé, langue, et acceptation des lois et valeurs françaises.
- Instaurer un quota annuel d'immigration fixé par le Parlement en fonction des besoins économiques et des capacités d'accueil locales.
- Accélérer les procédures d'asile tout en distinguant clairement réfugiés politiques et immigration économique illégale.
- Conditionner les aides sociales à un minimum de séjour légal et à une volonté d'insertion effective dans la société d'accueil.
- Rendre effectives les reconduites à la frontière pour les déboutés du droit d'asile et les clandestins, par une coopération renforcée avec les pays d'origine.

### ***Rassembler les Français***

- Restaurer un récit national commun en réaffirmant les fondements historiques, culturels et spirituels de la France dans l'éducation et les institutions.
- Lancer un plan de reconquête civique fondé sur les devoirs partagés, la responsabilité individuelle et la fierté d'appartenir à la Nation.
- Combattre les logiques communautaristes par l'affirmation d'un modèle républicain unitaire, refusant les accommodements identitaires.
- Promouvoir l'égalité réelle entre citoyens par une politique sociale fondée sur le mérite, le travail et la dignité plutôt que sur les quotas ou l'assistanat.
- Renforcer les symboles et rites républicains (drapeau, hymne, cérémonies) comme leviers d'unité nationale et de cohésion intergénérationnelle.

### ***Les vœux promptés !***

- Interdire l'usage de prompteurs dans les allocutions officielles sans signalement explicite au public, pour restaurer la sincérité du discours politique.

- Valoriser les interventions improvisées ou sans artifice, notamment dans les débats parlementaires ou les campagnes électorales, comme gage d'authenticité.
- Former les responsables publics à l'expression directe, claire et incarnée, en limitant le recours aux communicants.
- Sanctionner politiquement les discours déconnectés du réel, saturés d'éléments de langage creux ou de slogans préfabriqués.
- Réinstaurer une culture de la parole vraie en politique, ancrée dans la responsabilité personnelle et la cohérence entre les actes et les mots.

### ***Les Tartuffe sont toujours là !***

- Mettre en place une autorité indépendante de déontologie politique chargée de contrôler les conflits d'intérêts, l'enrichissement suspect et les promesses non tenues.
- Rendre obligatoire la publication annuelle d'un rapport d'activité pour chaque élu, détaillant ses votes, absences, et actions concrètes sur le terrain.
- Supprimer les subventions aux associations ou structures impliquées dans des activités contraires à l'intérêt général ou détournant les fonds publics.
- Interdire tout mandat ou fonction publique aux personnes condamnées pour corruption, fraude ou abus de confiance.
- Instaurer un référentiel d'éthique publique opposable, avec sanctions effectives en cas de duplicité manifeste ou de discours volontairement trompeurs.

### ***La Paix ou la 3ème Guerre mondiale en Ukraine ?***

- Promouvoir une diplomatie d'équilibre visant à rétablir la paix par la négociation, en refusant toute logique d'escalade militaire systématique.
- Redonner à la France un rôle d'intermédiaire stratégique en renouant le dialogue avec toutes les parties, y compris la Russie, dans un cadre multilatéral.
- Refuser l'alignement automatique sur les positions de l'OTAN ou de Washington, pour préserver notre autonomie stratégique et nos intérêts nationaux.
- Conditionner toute aide militaire à des objectifs politiques clairs et à des garanties de non-prolongation du conflit.
- Soutenir une architecture de sécurité européenne fondée sur la souveraineté des nations, la limitation des alliances permanentes et le respect du droit international.

### ***Il est mort !***

- Restaurer une culture du respect républicain dans les hommages rendus aux personnalités publiques, quels que soient leurs engagements passés.
- Instaurer un protocole national de deuil républicain pour les grandes figures de la vie politique, culturelle ou militaire.
- Refuser l'instrumentalisation partisane des décès dans le débat public, en garantissant la neutralité des institutions lors des commémorations.
- Intégrer dans l'enseignement scolaire un travail de mémoire équilibré sur les figures marquantes de l'histoire contemporaine.
- Renforcer la transparence sur les funérailles nationales en encadrant les critères d'attribution et les moyens engagés.

### ***Gémissons ... mais espérons !***

Refonder un discours politique de vérité, lucide sur les difficultés mais porteur d'espérance, ancré dans le sens du devoir et du bien commun.

- Valoriser les réussites collectives et individuelles dans l'espace public pour ranimer la confiance nationale et le sentiment d'appartenance.
- Recentrer les médias publics sur leur mission d'élévation du débat démocratique, en refusant le sensationnalisme anxiogène.
- Encourager les initiatives locales porteuses de renouveau (associatives, éducatives, économiques) par un soutien ciblé et durable.
- Promouvoir dans l'éducation et la culture une vision de la France non culpabilisante mais exigeante, enracinée et tournée vers l'avenir.

### ***Faut-il en rire ou en pleurer ?***

- Instaurer un droit de réponse citoyen face aux décisions absurdes ou injustifiables des administrations ou des autorités politiques.
- Créer un observatoire indépendant des politiques publiques chargé de relever et d'exposer publiquement les mesures incohérentes ou contre-productives.
- Renforcer la formation des décideurs publics pour éviter l'amateurisme et les décisions déconnectées du terrain.
- Encourager une culture de l'humilité politique, fondée sur l'auto-évaluation, la reconnaissance des erreurs et la responsabilité individuelle.
- Promouvoir dans les médias une critique constructive des politiques publiques, distincte du sarcasme systématique ou du discrédit global.

### ***Mea Culpa ?***

- Introduire un devoir de reconnaissance des fautes politiques graves, assorti de conséquences concrètes comme la démission ou l'inéligibilité temporaire.
- Inscrire dans la vie publique une pratique régulière d'auto-évaluation des politiques menées, avec publication de bilans transparents et contradictoires.
- Créer une instance d'éthique politique chargée d'examiner les erreurs stratégiques ou les dérives institutionnelles majeures et d'en tirer des recommandations officielles.
- Intégrer dans les formations politiques et administratives un enseignement sur les échecs passés de l'action publique, afin d'en tirer des leçons opérationnelles.
- Favoriser une culture politique de la responsabilité individuelle plutôt que du déni ou du report systématique des fautes sur l'« héritage » ou les circonstances.

### ***Beaucoup de bruit pour rien !***

- Imposer aux responsables politiques une obligation de discrétion et de retenue dans les prises de parole, en réservant les déclarations officielles aux sujets réellement majeurs.
- Sanctionner la diffusion de fausses polémiques ou de controverses artificielles destinées à détourner l'attention des enjeux fondamentaux.
- Réformer la communication gouvernementale pour en faire un outil d'information claire et factuelle, au service du citoyen, et non un instrument de diversion.
- Encourager les médias à recentrer leurs priorités éditoriales sur les problématiques structurantes plutôt que sur l'écume médiatique.

- Instaurer une réserve médiatique temporaire pour les membres de l'exécutif après des décisions importantes, afin d'éviter la surenchère interprétative.

### ***Nos relations avec l'Algérie ?***

- Refonder les relations franco-algériennes sur un partenariat de respect mutuel, débarrassé des culpabilités unilatérales et des ingérences mémorielles.
- Conditionner toute coopération bilatérale (économique, universitaire, migratoire) à des engagements réciproques vérifiables, notamment en matière de réadmission des clandestins.
- Mettre fin aux privilèges post-coloniaux dans les régimes de séjour, de retraite ou d'allocations, au nom de l'égalité entre les citoyens et de la souveraineté nationale.
- Promouvoir un dialogue culturel apaisé en valorisant une histoire partagée, sans repentance excessive ni glorification univoque.
- Renforcer le contrôle des flux migratoires en provenance du Maghreb par des accords de coopération fondés sur des intérêts communs et des garanties concrètes.

### ***Quel spectacle !***

- Rehausser le niveau d'exigence et de décence au sein de l'Assemblée nationale en imposant un code de conduite strict et des sanctions automatiques en cas de manquement.
- Instaurer une évaluation des députés sur la base de leur participation, de la qualité de leurs interventions et de leur respect des règles républicaines.
- Réserver les commissions parlementaires techniques à des élus ayant une compétence avérée ou une formation préalable dans le domaine concerné.
- Supprimer les interventions purement démagogiques ou provocatrices par un rappel renforcé à l'ordre et un encadrement des temps de parole.
- Valoriser les travaux de fond, les auditions d'experts et la production législative sérieuse dans la communication institutionnelle.

### ***Il va falloir choisir : immigration ou relance de la natalité ?***

- Mettre en œuvre une politique familiale ambitieuse pour encourager la natalité des Français, avec des allocations majorées, un congé parental renforcé et un accès facilité aux modes de garde.
- Réaffirmer la priorité nationale dans les politiques de soutien démographique, en orientant les aides vers les familles stables et insérées dans la société.
- Conditionner l'immigration à la capacité réelle d'assimilation et à la non-concurrence avec les politiques de relance démographique.
- Intégrer la démographie dans les stratégies de planification nationale (logement, santé, éducation) afin d'anticiper les besoins structurels sans recours systématique à l'immigration.
- Promouvoir une culture de la vie et de la transmission dans les discours publics, en valorisant le rôle des familles dans la continuité nationale.

### ***Make Europe Great Again !***

- Refonder l'Union européenne sur le principe d'une confédération des Nations, respectueuse des souverainetés et centrée sur les projets stratégiques communs.
- Réorienter les priorités de l'Europe vers la puissance économique, l'autonomie industrielle, la défense commune et la protection des frontières extérieures.

- Mettre fin à l'ingérence idéologique des institutions européennes dans les politiques nationales, notamment en matière migratoire, budgétaire ou sociétale.
- Exiger une réforme profonde de la Commission européenne, avec des membres désignés par les États et responsables devant les Parlements nationaux.
- Promouvoir une diplomatie européenne cohérente et indépendante, libérée des alignements systématiques sur les intérêts extra-européens.

### ***La France et l'Europe face aux défis économiques, militaires et diplomatiques***

- Réaffirmer la souveraineté nationale comme boussole de toute participation aux coopérations européennes, en matière économique comme militaire.
- Réorienter les fonds européens vers des projets stratégiques de réindustrialisation, de défense, d'énergie et d'agriculture, avec un pilotage commun mais respectueux des choix nationaux.
- Créer une alliance européenne de défense structurée autour des États volontaires, en complément de l'OTAN mais indépendante dans ses décisions.
- Défendre la préférence européenne dans les marchés publics, les normes industrielles et la recherche stratégique, afin de préserver la compétitivité du continent.
- Mettre fin à la dépendance technologique, militaire et énergétique de l'Europe en relocalisant les chaînes de valeur et en consolidant des champions continentaux.

### ***Éducation Nationale : Et si on cassait tout ?***

- Refonder l'Éducation nationale sur une logique de transmission des savoirs fondamentaux, d'excellence et d'autorité pédagogique.
- Instaurer une autonomie réelle des établissements avec une direction responsabilisée, une équipe pédagogique stable et un projet éducatif clairement défini.
- Mettre fin au dogme du collège unique en réintroduisant des parcours différenciés valorisant les voies professionnelles, techniques et l'apprentissage.
- Évaluer systématiquement les établissements, les enseignants et les méthodes pédagogiques selon des critères de résultats et de progrès.
- Supprimer les expérimentations idéologiques ou pédagogiques inefficaces et recentrer l'école sur sa mission républicaine d'élévation et de cohésion.

### ***Démocratie ou État de Droit ?***

- Réaffirmer la primauté de la souveraineté populaire sur toute autre autorité, y compris juridictionnelle, par une réforme constitutionnelle claire.
- Limiter l'extension du gouvernement des juges en encadrant strictement les possibilités de censure des lois votées par le Parlement.
- Instaurer une responsabilité politique des magistrats pour les décisions manifestement contraires à l'intérêt général ou à la volonté populaire.
- Rééquilibrer les pouvoirs entre législatif, exécutif et judiciaire en réaffirmant le rôle central du suffrage universel dans la hiérarchie des normes.
- Soumettre les nominations aux plus hautes fonctions judiciaires à l'avis conforme du Parlement pour en renforcer la légitimité démocratique.

### ***Quand la justice défie la souveraineté populaire***

- Réformer le Conseil constitutionnel et les juridictions suprêmes pour en garantir l'impartialité et la soumission au cadre démocratique issu du suffrage universel.

- Subordonner les décisions des juridictions internationales (CEDH, CJUE) à une clause de sauvegarde nationale en cas d'atteinte manifeste à la souveraineté.
- Instaurer un contrôle démocratique sur les magistrats du siège et du parquet dans leurs fonctions les plus sensibles, via une procédure de validation parlementaire.
- Rendre aux représentants du peuple le dernier mot sur les grandes lois de société, par le biais du référendum ou d'un vote solennel non censurable.
- Créer un Haut Conseil de la souveraineté chargé de veiller à la compatibilité des décisions judiciaires avec l'intérêt supérieur de la Nation.

### ***La Fin de Vie : Vers un accompagnement Digne et Équitable ?***

- Garantir un accès universel aux soins palliatifs de qualité sur tout le territoire, comme préalable à toute réforme législative sur la fin de vie.
- Instaurer un droit opposable à l'accompagnement médical, psychologique et spirituel en phase terminale, sans discrimination territoriale ni sociale.
- Refuser toute légalisation de l'euthanasie active tant que l'offre de soins palliatifs reste insuffisante et inégalitaire.
- Créer une instance éthique indépendante chargée d'évaluer chaque situation complexe, dans le respect de la dignité humaine et du consentement éclairé.
- Former systématiquement les professionnels de santé à l'écoute, à la gestion de la douleur et à l'accompagnement de la fin de vie.

### ***Il est temps, il est grand temps que le Gouvernement s'en aille !***

- Rendre possible la révocation populaire du gouvernement ou du chef de l'État en cours de mandat par voie de référendum d'initiative citoyenne sous conditions strictes.
- Instaurer un mécanisme institutionnel clair de responsabilité politique permettant au Parlement de forcer la démission du gouvernement sur des motifs de carence manifeste.
- Limiter les mandats successifs à une seule réélection pour les fonctions exécutives nationales afin de prévenir l'usure du pouvoir.
- Renforcer les obligations de transparence, de résultat et de reddition de comptes des membres du gouvernement tout au long de leur mandat.
- Encourager une culture politique de l'alternance régulière et apaisée, respectueuse du suffrage et des institutions.

### ***Puissance publique : remettre l'État au centre du jeu***

- Réaffirmer le rôle stratégique de l'État dans la planification, la protection et la direction des grandes orientations économiques, sociales et industrielles.
- Renationaliser ou sécuriser les secteurs stratégiques (énergie, santé, numérique, défense) afin de garantir la souveraineté et l'intérêt général.
- Réorganiser les services publics autour de leur mission première, avec des objectifs de service, des moyens renforcés et une exigence de résultats.
- Rétablir une haute fonction publique d'État compétente, dépolitisée et responsable, au service exclusif de la Nation.
- Lutter contre l'émiettement des responsabilités administratives en recentralisant les leviers essentiels là où l'efficacité exige unité et autorité.

### ***Remettre la France au travail !***

- Simplifier et alléger les charges sociales et fiscales pesant sur les entreprises et les salariés pour encourager l'emploi et la compétitivité.
- Mettre en œuvre une politique active de formation professionnelle adaptée aux besoins réels du marché du travail et aux transitions économiques.
- Encourager le dialogue social responsable avec des partenaires sociaux engagés dans la recherche de compromis équilibrés et durables.
- Réformer les dispositifs d'indemnisation du chômage pour privilégier la réinsertion rapide dans l'emploi.
- Favoriser le développement de l'économie locale et des PME par des incitations fiscales, des aides à l'innovation et un accès facilité au crédit.

### ***Peut-on revenir en arrière ? Ou faut-il tout reconstruire ?***

- Accepter que certaines réformes profondes soient irréversibles, tout en identifiant les domaines où un retour en arrière est nécessaire pour restaurer les fondements républicains.
- Initier une grande consultation nationale pour définir collectivement les priorités de reconstruction institutionnelle, sociale et économique.
- Mettre en place un plan de reconstruction progressif et cohérent, fondé sur l'expertise, la transparence et la participation citoyenne.
- Réhabiliter les valeurs fondamentales de la République comme socle de toute refondation.
- Favoriser l'innovation sociale et économique en accompagnant les initiatives locales tout en garantissant la cohésion nationale.

### ***Retour aux fondamentaux de l'Europe Gaulliste***

- Rétablir le principe d'unanimité dans toutes les décisions stratégiques de l'Union européenne.
- Réduire drastiquement les pouvoirs de la Commission européenne et supprimer la supranationalité dans l'élaboration des normes.
- Supprimer le pouvoir de sanction de la CJUE et rétablir la primauté des Constitutions nationales.
- Transformer le Conseil européen en organe décisionnel avec droit de veto renforcé pour chaque État.
- Réformer les accords de Schengen pour permettre à chaque État de contrôler ses frontières nationales.
- Mettre fin aux quotas migratoires européens et expulser systématiquement les clandestins extra-européens.
- Conditionner l'octroi de visas aux pays extra-européens à une coopération stricte en matière de lutte contre l'immigration illégale.
- Encadrer les mouvements de capitaux par un contrôle renforcé des transferts vers les paradis fiscaux et les puissances extérieures.
- Instaurer un veto national sur les rachats d'entreprises stratégiques par des fonds étrangers.
- Réformer les règles de la BCE pour limiter la financiarisation excessive de l'économie européenne.
- Harmoniser progressivement la fiscalité et les salaires pour mettre fin au dumping social et fiscal intra-européen.
- Rééquilibrer les contributions financières à l'UE et encadrer strictement le recours à l'endettement communautaire.

- Instaurer des audits indépendants sur l'utilisation des fonds européens pour lutter contre la gabegie.
- Promouvoir une refondation de l'UE sur les principes d'une coopération entre États souverains.
- Réaffirmer l'Europe comme un outil au service des nations et non un carcan bureaucratique supranational.

### ***Manipulations II : l'art de tromper les peuples***

- Rétablir la liberté d'expression et interdire toute censure d'État ou manipulation de l'information par les pouvoirs publics.
- Encadrer constitutionnellement le pouvoir du Conseil constitutionnel, notamment sur le champ référendaire, pour garantir la souveraineté populaire.
- Interdire les conflits d'intérêts manifestes dans la nomination des membres des institutions constitutionnelles.
- Réformer la fiscalité du capital pour mettre fin aux privilèges fiscaux des ultra-riches et restaurer l'équité entre revenus du travail et revenus du capital.
- Instaurer une fiscalité plus progressive sur les grandes fortunes, alignée sur les standards allemands ou européens équivalents.
- Rendre les aides publiques aux grandes entreprises conditionnelles à des engagements durables d'emplois et de localisation.
- Rétablir un équilibre entre presse libre et pluralisme médiatique en limitant la concentration des médias aux mains de quelques groupes.
- Renégocier les contributions financières de la France à l'Union européenne pour rétablir une équité budgétaire.
- Refuser toute cession du siège français à l'ONU ou de la dissuasion nucléaire à une entité supranationale.
- Réintroduire la possibilité d'un protectionnisme ciblé pour défendre l'économie française.
- Supprimer les quotas migratoires imposés par l'UE et restaurer la souveraineté nationale en matière migratoire.
- Imposer la transparence totale sur les dépenses militaires engagées à l'étranger et soumettre toute opération à un vote du Parlement.

### ***L'Europe : Frexit, Soumission ou Politique de la chaise vide ?***

- Rétablir une pleine souveraineté nationale en matière budgétaire, monétaire, migratoire et législative.
- Refuser toute cession de siège au Conseil de sécurité de l'ONU, toute mutualisation de la dissuasion nucléaire ou toute armée européenne intégrée.
- Mettre fin aux quotas migratoires imposés par l'UE et restaurer le droit pour la France de contrôler seule ses frontières.
- Instaurer une clause de non-soumission à la majorité qualifiée lorsque les intérêts fondamentaux de la France sont en jeu.
- Développer une stratégie de résistance active en bloquant les décisions contraires aux intérêts français (politique de la chaise vide, veto budgétaire, refus d'application de directives nuisibles).
- Réaffirmer le droit de la France à se retirer de toute structure européenne devenue incompatible avec la souveraineté nationale, sans pour autant renier tout projet de coopération.
- Promouvoir une coalition d'États souverainistes au sein de l'UE pour faire pression sur les institutions supranationales.

- Élaborer un plan de transition réaliste en cas de sortie volontaire de l'euro ou de l'UE, pour garantir la stabilité des échanges et la continuité des services publics.
- Interdire toute décision communautaire engageant la souveraineté française sans ratification par référendum.
- Exiger la réécriture ou l'abrogation des traités contraires à l'indépendance nationale.

### ***Quand la France (une fois de plus) se ridiculise !***

- Retrouver une souveraineté diplomatique pleine et entière en cessant de déléguer la politique étrangère à l'Union européenne.
- Soumettre toute intervention militaire extérieure à l'approbation du Parlement et à un débat public démocratique.
- Mettre fin à l'implication de la France dans des conflits sans stratégie claire, ni mandat national validé.
- Refuser toute délégation de la politique étrangère à des représentants non élus ou dépourvus de légitimité stratégique (ex. Haute Représentation européenne).
- Promouvoir une diplomatie indépendante fondée sur l'intérêt national et le dialogue équilibré avec toutes les puissances.
- Clarifier publiquement la position de la France sur la guerre en Ukraine, en refusant l'escalade militaire et en appelant à des négociations de paix.
- Mettre fin à la rhétorique guerrière sans consistance stratégique et restaurer la crédibilité de la parole française sur la scène internationale.
- Réformer l'enseignement diplomatique pour réancrer les élites dans une culture de souveraineté, de lucidité géopolitique et de sens historique.
- Redonner un rôle central au Quai d'Orsay dans la définition et la mise en œuvre de la politique étrangère.
- Rappeler que la France ne peut être respectée dans le monde que si elle agit de façon indépendante, cohérente et digne de sa tradition historique.

### ***Cela prête à rire alors qu'il faudrait en pleurer !***

- Réformer en profondeur le mode de nomination au Conseil constitutionnel pour garantir une indépendance réelle et une compétence juridique minimale.
- Interdire l'accès aux fonctions constitutionnelles à toute personne condamnée pénalement, même en l'absence de peine d'inéligibilité explicite.
- Supprimer le droit automatique pour les anciens présidents de la République de siéger à vie au Conseil constitutionnel.
- Renforcer les exigences de probité pour tous les membres du Conseil en interdisant les nominations entachées de conflits d'intérêts ou d'affaires judiciaires passées.
- Rendre obligatoire la publication intégrale du casier judiciaire n°2 pour toute candidature à une fonction publique élective ou constitutionnelle.
- Soumettre les nominations présidentielles à un vote d'approbation à la majorité qualifiée, et non à un simple défaut d'opposition.
- Encadrer strictement les rémunérations des membres du Conseil constitutionnel en les conditionnant à une participation effective et vérifiée aux travaux.
- Supprimer toute possibilité d'auto-nomination croisée ou de nomination de complaisance par des élus ou anciens présidents sous contrôle judiciaire.
- Étendre les règles de moralisation de la vie publique aux élus sans exception, en rendant inéligible tout condamné pour manquement à la probité.
- Renforcer le contrôle citoyen sur les nominations constitutionnelles par une publication systématique des débats en commission parlementaire.

### ***Voltaire ! Au secours***

- Défendre sans compromis la liberté d'expression, y compris pour les idées controversées, dans le respect de la loi et des droits fondamentaux.
- Renforcer la formation civique et philosophique dès l'école pour développer l'esprit critique, le dialogue et la tolérance.
- Lutter activement contre la censure, la désinformation et les atteintes à la pluralité des opinions dans les médias et sur les réseaux sociaux.
- Encourager le débat public dans un cadre apaisé, fondé sur la raison et l'argumentation plutôt que sur l'invective ou la stigmatisation.
- Protéger les institutions garantissant la liberté intellectuelle, comme les universités, les bibliothèques et les lieux de culture.

### ***On marche sur la tête***

- Rétablir une politique cohérente et responsable fondée sur des données scientifiques solides et des analyses rigoureuses, rejetant les modes idéologiques passagères.
- Restaurer l'autorité des experts reconnus et indépendants dans les domaines économiques, sociaux et sanitaires.
- Recentrer les débats publics sur les réalités objectives plutôt que sur les émotions ou les slogans simplistes.
- Encourager une culture politique du bon sens et de la prudence dans la prise de décision.
- Mettre en place des mécanismes de contrôle démocratique renforcés pour prévenir les décisions irréfléchies ou contraires à l'intérêt général.

### ***François Bayrou ! Faut-il mentir aux Français !***

- Promouvoir la transparence totale des responsables politiques sur leurs engagements, leurs décisions et leurs erreurs.
- Instaurer un code d'éthique politique contraignant, assorti de sanctions en cas de mensonge avéré ou de dissimulation d'informations importantes.
- Renforcer le rôle des médias et des organes de contrôle indépendants pour vérifier les déclarations publiques et garantir l'exactitude de l'information.
- Sensibiliser les citoyens à l'importance du discernement critique face aux discours politiques, notamment via l'éducation civique.
- Encourager une culture de l'honnêteté politique, valorisant la sincérité comme fondement de la confiance démocratique.

### ***Que ferait De Gaulle s'il était à nouveau au pouvoir***

- Rétablir une politique étrangère indépendante, fondée sur la souveraineté nationale et la diplomatie multilatérale équilibrée.
- Restaurer l'autorité de l'État en renforçant les institutions républicaines et en valorisant le rôle du Président de la République.
- Promouvoir une réforme constitutionnelle pour clarifier les pouvoirs et garantir la stabilité gouvernementale.
- Relancer une politique industrielle ambitieuse visant à l'autosuffisance économique et technologique.
- Encourager une mobilisation nationale autour des valeurs de responsabilité, d'unité et de patriotisme.

## ***Ma France***

- Renforcer la cohésion nationale par une politique d'intégration respectueuse des valeurs républicaines et de l'identité française.
- Défendre la souveraineté économique en soutenant les secteurs stratégiques et en protégeant les entreprises nationales.
- Promouvoir l'excellence éducative et la transmission des savoirs fondamentaux pour former des citoyens éclairés et engagés.
- Réhabiliter la justice et la sécurité pour garantir la paix civile et la protection de tous.
- Encourager un engagement citoyen renouvelé à travers des dispositifs participatifs et de proximité.

## ***Un bilan abyssal***

- Effectuer un audit complet des politiques publiques pour identifier les échecs, les gaspillages et les dysfonctionnements majeurs.
- Mettre en place une cellule de suivi et d'évaluation indépendante pour garantir la mise en œuvre effective des réformes.
- Revoir les priorités budgétaires en privilégiant les secteurs stratégiques et en supprimant les dépenses inutiles.
- Responsabiliser les décideurs politiques par un contrôle renforcé et des mécanismes de sanction en cas de manquement grave.
- Favoriser la transparence totale dans la gestion publique pour restaurer la confiance des citoyens.

## ***Guerre ou Paix***

- Adopter une diplomatie active de paix, fondée sur le dialogue, la négociation et la médiation internationale.
- Maintenir une défense nationale crédible et moderne, capable d'assurer la sécurité et la dissuasion.
- Renforcer les alliances stratégiques européennes tout en conservant une autonomie décisionnelle nationale.
- Encourager la coopération multilatérale pour prévenir les conflits et gérer les crises globales.
- Promouvoir l'éducation à la paix et à la résolution non violente des différends dans la société civile.

## ***Notre armée***

- Porter l'effort de défense à un niveau soutenable et crédible, autour de 3 % du PIB, pour garantir l'autonomie stratégique de la France et le maintien de la dissuasion nucléaire.
- Réaffirmer que la dissuasion nucléaire française est nationale, non partageable, tout en considérant l'extension de la protection à certains pays frontaliers, sous conditions.
- Réorganiser l'armée conventionnelle en revalorisant les carrières, les salaires, les perspectives d'évolution et le prestige du métier.
- Relancer l'industrie de défense française, en augmentant les capacités de production (munitions, blindés, missiles) et en soutenant la recherche duale.
- Rétablir un Service national adapté, intégrant un volet militaire et civique, pour renforcer la cohésion nationale et former les jeunes à l'engagement républicain.
- Confier à l'armée des missions élargies de soutien à la sécurité intérieure : lutte anti-terroriste, contrôle des émeutes urbaines, lutte contre les trafics organisés.

- Développer des internats militarisés pour les jeunes délinquants, les élèves violents ou en échec scolaire, dans une logique de réintégration et d'exigence.
- Créer un service civique élargi et valorisé pour les diplômés de l'enseignement supérieur, contribuant à des missions d'intérêt général sous encadrement militaire.
- Renforcer la coopération européenne en matière de défense, sans confondre mutualisation et dilution des souverainetés.
- Moderniser les équipements en tenant compte des nouvelles technologies de guerre (cyberdéfense, drones, guerre électronique) tout en évitant un surarmement provocateur.

### ***NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES,***

- Œuvrer activement au retour de la paix en Ukraine par des négociations diplomatiques directes entre grandes puissances, en cessant tout soutien militaire unilatéral sans débat parlementaire préalable.
- Refuser l'escalade guerrière décidée par des institutions européennes non élues ou déconnectées des souverainetés nationales.
- Mettre fin au gel des avoirs russes en Europe pour favoriser les conditions d'un cessez-le-feu durable et crédible.
- Délégitimer la fonction de Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères dès lors qu'elle est exercée par des personnalités radicalisées ou en conflit d'intérêts.
- Exiger que toute décision européenne engageant la France militairement fasse l'objet d'un vote clair de l'Assemblée nationale.
- Rétablir une diplomatie de bon voisinage fondée sur la coopération continentale, notamment avec la Russie, l'Asie centrale, l'Inde, la Chine et l'Afrique.
- Refonder l'Union européenne sur une base confédérale, respectueuse des nations, et cesser toute politique étrangère commune irréaliste.
- Soutenir toutes les initiatives visant à une architecture de sécurité collective en Eurasie, intégrant toutes les puissances continentales.
- Lutter contre les manipulations de masse et la propagande guerrière, en rétablissant un débat pluraliste et éclairé sur les enjeux géopolitiques.
- Rappeler l'esprit fondateur de la Charte des Nations Unies : la paix, la coopération, et la primauté du droit international.

### ***Peut-on défendre Donald Trump ?***

- Soutenir toute initiative diplomatique sérieuse, même controversée, dès lors qu'elle vise à mettre fin à un conflit par la négociation plutôt que par l'escalade militaire.
- Restaurer une autonomie stratégique de la France vis-à-vis des États-Unis, sans rompre l'alliance atlantique, mais en refusant les alignements systématiques.
- Réévaluer les priorités de la relation transatlantique à la lumière des intérêts divergents sur l'Ukraine, la Russie et la politique industrielle.
- Refuser toute délégation de la défense nationale à une hypothétique armée européenne intégrée, particulièrement si elle est subordonnée aux logiques américaines.
- Refonder la politique de dissuasion nucléaire française sur une doctrine claire d'indépendance et de crédibilité, sans ambition de mutualisation.
- Exiger un débat parlementaire préalable à toute coopération militaire d'envergure ou à tout engagement budgétaire lié à la défense européenne.
- Refuser un « Plan Marshall inversé » qui engagerait la France dans un endettement à long terme au profit de l'industrie militaire américaine.
- Réaffirmer que la justice internationale ne peut être instrumentalisée à des fins idéologiques ou politiques, et que le respect des souverainetés reste une exigence démocratique.

- Promouvoir une coopération internationale sur la base du respect mutuel entre les États, au lieu d'imposer un modèle unipolaire en déclin.
- Défendre la liberté des peuples à choisir leurs dirigeants et leurs alliances, sans ingérence extérieure.

### ***Elle a osé le faire !***

- Interdire la nomination à toute autorité indépendante dans le domaine scientifique ou technique de personnalités dont l'idéologie ou les positions passées ont causé des dommages avérés à l'intérêt national.
- Réformer en profondeur la gouvernance du secteur énergétique en garantissant l'indépendance stratégique de la France et la promotion du nucléaire civil.
- Soumettre à un contrôle parlementaire strict toutes les nominations dans les instances extra-parlementaires ayant un rôle de conseil ou de régulation.
- Protéger le secteur nucléaire français contre les influences idéologiques hostiles et les conflits d'intérêts, en instaurant des critères de compétence scientifique et d'expérience industrielle.
- Mettre fin à l'influence des lobbys antinucléaires dans les décisions publiques en rétablissant un débat fondé sur la science et les faits techniques.
- Instaurer un comité de surveillance énergétique composé de professionnels qualifiés, indépendant du pouvoir politique, chargé d'évaluer objectivement les politiques énergétiques.
- Réexaminer les décisions historiques ayant mené à l'arrêt de programmes stratégiques comme Superphénix, afin d'en tirer les conséquences institutionnelles.
- Démanteler les mécanismes européens qui imposent l'ouverture forcée du marché de l'électricité à des opérateurs alternatifs sans investissement propre.
- Réhabiliter la filière nucléaire française (EPR, réacteurs de quatrième génération, thorium, projets expérimentaux) comme pilier de la souveraineté énergétique.
- Interdire toute nomination à des postes d'influence stratégique dans l'énergie de responsables ayant, par leurs choix passés, porté gravement atteinte à l'indépendance énergétique du pays.

### ***Entre Frexiteurs et Européistes ?***

- Sortir de la logique supranationale de l'Union européenne pour revenir à une coopération intergouvernementale fondée sur la souveraineté des États.
- Refuser toute mutualisation de la défense au sein de l'UE et préserver l'indépendance stratégique de la France, notamment en matière nucléaire.
- Réformer le fonctionnement de l'UE pour mettre fin à la prééminence de la Commission et du Parlement européens, au profit des coopérations directes entre États.
- Réserver à la seule souveraineté nationale les politiques migratoire, fiscale, douanière et étrangère.
- Transformer l'euro en monnaie commune, non unique, pour restaurer la compétitivité industrielle et agricole de la France.
- Conditionner la libre circulation des capitaux à l'harmonisation fiscale et à des contreparties équitables.
- Supprimer les droits de tirage excessifs des institutions européennes et réaffirmer la primauté des Constitutions nationales sur le droit communautaire.
- Réorienter la PAC vers un soutien national direct et équitable aux agriculteurs, en fonction des besoins territoriaux.

- Remplacer le Parlement européen par une assemblée composée de délégués des parlements nationaux, réunie ponctuellement.
- Créer une alliance des Nations européennes librement consentie, basée sur des projets communs industriels, scientifiques ou diplomatiques.

### ***C'est tout de même dommage !***

- Proposer un scénario de sortie de crise reposant sur la démission du Président de la République, de nouvelles élections et une médiation française entre les belligérants.
- Négocier une paix durable en Ukraine avec neutralité du pays, retour de la Crimée et d'une partie du Donbass à la Russie, et participation conjointe à la reconstruction.
- Mettre fin immédiatement aux sanctions contre la Russie, reprendre les échanges commerciaux et restaurer la coopération énergétique.
- Refuser tout engagement militaire français en Ukraine sous couvert de « missions de maintien de la paix ».
- Annuler toute mesure de confiscation des avoirs russes en Europe, contraire au droit international et aux principes de neutralité diplomatique.
- Rejeter l'idée d'un réarmement massif européen et d'une économie de guerre imposée par l'UE sans l'aval des peuples.
- Dénoncer publiquement l'irresponsabilité des dirigeants européens bellicistes qui engagent les nations sans mandat démocratique.
- Stopper les livraisons d'armes à l'Ukraine et réserver l'aide française à la seule assistance humanitaire.
- Lancer une conférence internationale pour la paix en Europe, avec la participation des grandes puissances et des acteurs régionaux.
- Rétablir un gazoduc fonctionnel pour le transit du gaz russe et garantir à nouveau l'approvisionnement énergétique de l'Europe.

### ***Un manuel de survie !***

- Refuser tout projet de diffusion massive d'un prétendu « manuel de survie » sans débat public, ni utilité opérationnelle réelle.
- Cesser de financer des campagnes de communication coûteuses et inutiles, au bénéfice de prestataires privés.
- Rappeler que seule une politique de souveraineté, de production intérieure et d'autosuffisance énergétique garantit la sécurité nationale.
- Reconstruire une base industrielle et agricole forte pour assurer l'autonomie stratégique de la France.
- Réformer en profondeur le système éducatif, le système de soins, la fiscalité, la justice et la sécurité intérieure.
- Redonner à la France sa capacité de défense indépendante en relançant l'industrie militaire et en consolidant la dissuasion nucléaire.
- Mettre fin au libre-échange déloyal et protéger l'économie française par des barrières douanières ciblées.
- Alléger la réglementation étouffante, notamment les normes européennes et leur surtransposition, pour redonner un élan à l'innovation et à l'entrepreneuriat.
- Réaffirmer une politique étrangère autonome, respectueuse des autres civilisations et centrée sur la coopération internationale.
- Inscrire la souveraineté, la dignité nationale et la défense des intérêts français comme socles indépassables de l'action publique.

### ***Quelle menace existentielle : La Russie ou Macron ?***

- Cesser immédiatement toute aide militaire à l'Ukraine et maintenir uniquement une aide humanitaire.
- Initier un rapprochement stratégique avec la Russie et les États-Unis en vue d'un désarmement réciproque et d'une nouvelle architecture de sécurité européenne.
- Rebâtir une agriculture et une industrie nationales fortes pour rééquilibrer nos échanges commerciaux et sortir de la dépendance aux importations.
- Réinstaurer le contrôle des frontières nationales, même au prix de représailles financières de la Commission européenne.
- Rechercher dès juillet 2025 une majorité parlementaire permettant à la France de redevenir gouvernable.
- Provoquer une destitution présidentielle ou pousser à une démission, en cas d'impasse politique durable.
- S'opposer à tout report des élections présidentielles sous prétexte de conflit international.
- Dénoncer la tentation fédéraliste européenne incarnée par Emmanuel Macron et restaurer la primauté des États-nations.
- Refuser toute illusion d'une défense européenne mutualisée sans fondement industriel ni volonté populaire.
- Réorienter les priorités politiques vers les urgences intérieures : santé, éducation, pouvoir d'achat, fiscalité, retraites, sécurité, dette publique.

### ***Après Macron, Attal ou Bardella ?***

- Garantir au peuple français le droit de choisir librement son président, sans exclusion judiciaire injustifiée d'un candidat légitime.
- Réformer les conditions d'inéligibilité pour éviter les manipulations politiques du calendrier judiciaire.
- Empêcher toute exécution immédiate d'une peine d'inéligibilité sans recours suspensif préalable.
- Réclamer l'égalité de traitement entre les partis politiques devant la justice (Modem vs RN).
- Préserver la stabilité institutionnelle en assurant une continuité démocratique malgré les poursuites judiciaires.
- Rétablir la confiance du peuple envers ses institutions en garantissant l'indépendance réelle de la justice.
- Éviter la judiciarisation de la vie politique et rappeler que l'autorité judiciaire n'est pas un pouvoir souverain.
- Refuser toute exclusion d'un candidat en tête dans les sondages sans que le peuple ait pu s'exprimer par les urnes.
- Dénoncer les procès à visée politique orchestrés dans des calendriers électoraux sensibles.
- Garantir le pluralisme démocratique, même face aux partis jugés contestataires ou marginalisés.

### ***La Haine !***

- Dénoncer la montée des tensions politiques et médiatiques alimentées par la judiciarisation du débat public.
- Exiger l'application stricte du principe de présomption d'innocence et le respect des procédures judiciaires.
- Demander l'interdiction de tout propos haineux ou appel à la violence contre des magistrats ou des élus, y compris sur les réseaux sociaux.

- Mettre fin à l'anonymat sur les plateformes numériques pour responsabiliser les auteurs de menaces et propos diffamatoires.
- Garantir l'égalité de traitement médiatique pour tous les partis et candidats, quels que soient leurs positionnements idéologiques.
- Rappeler que seule l'élection démocratique confère la légitimité politique, et non les campagnes de presse ou les procédures judiciaires.
- Éviter l'importation dans les familles et les sphères privées de polémiques idéologiques toxiques pour la cohésion nationale.
- Encourager un débat public apaisé, respectueux des divergences, fondé sur des faits et des principes républicains.
- Refuser les logiques de diabolisation systématique à l'encontre de courants politiques entiers.
- Redonner à la politique sa finalité : servir la Nation et non diviser ses citoyens.

### ***Peut-on critiquer les décisions de justice ?***

- Rappeler que critiquer une décision de justice n'est pas en soi un délit, et que l'histoire (Affaire Calas, Affaire Dreyfus) en donne de nombreux exemples.
- Réaffirmer le droit au recours et à la présomption d'innocence tant que le jugement n'est pas définitif.
- Insister sur la nécessaire impartialité de la Justice, qui ne doit être ni partisane ni idéologique.
- Souligner les risques d'instrumentalisation politique de la Justice dans une démocratie en crise.
- Appeler à la retenue dans les réactions politiques et médiatiques avant les décisions d'appel ou de cassation.
- Refuser toute justice d'exception ou jugement influencé par les circonstances ou la personnalité des accusés.
- Renforcer les garanties procédurales contre les condamnations à exécution immédiate sans caractère d'urgence.

### ***Après Marine Le Pen, Jordan Bardella sera-t-il condamné ?***

- Dénoncer l'instrumentalisation possible des plaintes pour écarter un candidat politique.
- Exiger l'égalité de traitement entre tous les partis dans les procédures judiciaires.
- Souligner les dérives potentielles d'un pouvoir qui chercherait à éliminer ses adversaires par voie judiciaire.
- Rejeter toute modification opportuniste de la Constitution visant à prolonger un mandat présidentiel.
- Mettre en garde contre la manipulation de la Justice à des fins électorales.
- Réclamer une séparation stricte des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, y compris en matière de nomination.
- Rappeler que la légitimité politique repose avant tout sur le suffrage universel et la confiance populaire.

### ***Mais où va la France ?***

- Dénoncer les divisions politiques et la haine croissante entre camps opposés.
- Refuser la criminalisation sélective des partis politiques ou de leurs électeurs.
- Appeler à un véritable sursaut national face aux défis économiques, sociaux et géopolitiques.

- Mettre fin aux dépenses inconsidérées, aux guerres par procuration et aux politiques imposées par Bruxelles.
- Restaurer la souveraineté nationale, notamment sur l'immigration, l'économie, la fiscalité, la sécurité.
- Réformer profondément l'Éducation nationale, la Santé, la Défense, la Justice et l'Administration.
- Œuvrer à une Union nationale autour de priorités partagées, loin des affrontements idéologiques.
- Redonner au peuple sa place dans les décisions fondamentales, par le référendum et le respect du suffrage universel.

### ***Droits de douane ?***

- Instaurer des droits de douane différenciés selon le degré de réciprocité commerciale et de capacité nationale à produire.
- Réserver les droits élevés aux produits concurrents d'équivalents français ; appliquer des quotas pour préserver nos filières stratégiques.
- Imposer aux produits importés le respect intégral des normes imposées aux producteurs français.
- Rétablir un contrôle des mouvements de capitaux pour empêcher les délocalisations spéculatives.
- Favoriser la relocalisation des industries par une fiscalité incitative, une simplification normative, et des aides ciblées.
- Créer une TVA sociale ou une compensation fiscale pour protéger les ménages à faible revenu de l'impact inflationniste temporaire.
- Réserver les exonérations fiscales aux entreprises produisant localement, avec transparence sur les bénéfices et leur imposition réelle.

### ***La meilleure Cour suprême, c'est le peuple***

- Restaurer le recours au référendum sur les grandes orientations nationales, notamment en matière de souveraineté.
- Prévoir dans la Constitution la fin de mandat anticipée du Président en cas de désaveu populaire référendaire.
- Subordonner toute extension de compétence de l'UE à une ratification populaire directe.
- Limiter le pouvoir de la CJUE et de la CEDH en matière de droit interne ; affirmer la supériorité du droit national.
- Supprimer la hiérarchie automatique des normes communautaires sur les constitutions nationales.
- Réformer les institutions européennes pour les rendre réellement représentatives et responsables devant les peuples.
- Promouvoir une Europe des Nations fondée sur la subsidiarité, la coopération volontaire, et le respect des souverainetés.

### ***Il va falloir choisir !***

- Former une majorité politique claire et stable pour mettre en œuvre les réformes urgentes dès les prochaines législatives.
- Réduire massivement la dépense publique par un audit de toutes les agences, doublons administratifs et subventions non contrôlées.

- Restaurer la souveraineté budgétaire en refusant tout alignement sur des critères imposés par Bruxelles ou le FMI.
- Réindustrialiser la France en soutenant l'investissement, en contrôlant les aides publiques, et en fermant les niches fiscales injustifiées.
- Revenir à une énergie pilotable et compétitive en soutenant le nucléaire plutôt que les renouvelables intermittents subventionnés.
- Simplifier le millefeuille territorial en réduisant les strates et en responsabilisant les élus locaux sur leur gestion.
- Mettre fin à la spirale de l'endettement en bloquant les dépenses superflues et en rétablissant une fiscalité juste et proportionnée.

### ***Restaurer l'ordre, défendre la République : pour une reconquête sécuritaire***

- Créer un commandement unique de reconquête territoriale associant toutes les forces de sécurité (police, gendarmerie, CRS, RAID, GIGN, douanes, justice).
- Instaurer un état d'urgence sécuritaire localisé dans les zones de non-droit avec fouilles, couvre-feux, vidéosurveillance et contrôles renforcés.
- Réinstaurer l'îlotage policier permanent dans les cités sensibles et mobiliser l'armée en cas de chaos incontrôlable.
- Traquer les consommateurs de drogues comme complices actifs du narcotrafic ; instaurer sanctions, soins obligatoires et saisies.
- Confiscation automatique des biens des trafiquants, responsabilisation financière des familles des mineurs impliqués.
- Expulser systématiquement les fichés S étrangers ou les placer en zone de rétention s'ils sont inexpulsables.
- Rétablir les peines planchers pour islamisme radical, fermer d'office les mosquées et écoles hors contrat non conformes.
- Construire 30 000 places de prison, avec des quartiers de haute sécurité et fin des remises de peine automatiques.
- Requalifier en délit aggravé les refus d'obtempérer mettant en danger autrui, autoriser l'usage de la force en légitime défense renforcée.
- Créer une brigade numérique nationale dotée de pouvoirs extrajudiciaires pour lutter contre la cybercriminalité.
- Dédoubler les effectifs du parquet et des magistrats pour accélérer les comparutions immédiates.
- Protéger les forces de l'ordre : revaloriser salaires, créer un statut pénal aggravé pour les violences contre les agents publics.
- Expulser tous les clandestins, supprimer leurs aides sociales, territorialiser les centres de rétention.
- Simplifier les règles d'usage des armes pour les forces confrontées à des agressions graves.

### ***Peut-on être plus stupides ?***

- Restaurer une diplomatie française indépendante, centrée sur les intérêts nationaux, refusant les postures inutiles sur la scène internationale.
- Refuser l'alignement automatique sur les États-Unis et sortir de la logique de vassalisation stratégique, énergétique et militaire.
- Empêcher la prise de contrôle étrangère des infrastructures critiques européennes (ex. Nord Stream II) et garantir leur souveraineté.

- Renégocier la politique des sanctions contre la Russie pour éviter les contournements hypocrites et les surcoûts pour les Européens.
- Interdire les doubles discours écologiques : cesser d'importer du gaz de schiste tout en interdisant son exploitation nationale.
- Reprendre une politique énergétique cohérente et indépendante, fondée sur le nucléaire et des partenariats stables.
- S'opposer à la militarisation de l'Europe par endettement commun au seul profit industriel de l'Allemagne.
- Réformer l'UE pour sortir de l'idéologie mondialiste et redonner priorité à la souveraineté des peuples.
- Refuser toute nouvelle spirale belliciste imposée par des élites technocratiques et déconnectées des peuples.

### ***Quelle place en Europe pour une France libre, forte et souveraine ?***

- Sortir de l'intégration technocratique de l'UE ou, à défaut, réformer en profondeur les traités pour restaurer le principe de subsidiarité.
- Construire un bloc de nations souverainistes pour contrer l'idéologie fédéraliste de Bruxelles.
- Retrouver notre souveraineté juridique, économique, fiscale, migratoire et commerciale, quitte à sortir des traités si nécessaire.
- Restaurer une politique étrangère indépendante, non alignée, au service de la paix, du rayonnement et de l'intérêt national.
- Maintenir notre dissuasion nucléaire et recentrer la défense nationale sur la protection du territoire.
- Renforcer la sécurité intérieure : lutte contre la délinquance, le terrorisme, les trafics et les violences ordinaires.
- Refonder l'école autour du mérite, du savoir, de l'autorité, en supprimant les dérives pédagogiques et wokistes.
- Relancer un programme énergétique fondé sur le nucléaire, les surgénérateurs, et une autonomie stratégique.
- Réindustrialiser la France et restaurer la souveraineté agricole avec une politique volontariste d'autosuffisance.
- Réformer la politique migratoire : accueil sélectif, intégration réelle, refus du communautarisme.
- Refonder le système de santé : suppression du numerus clausus, lutte contre les déserts médicaux, relance de la recherche.
- Réduire le poids de l'État et le nombre de fonctionnaires non essentiels, traquer les gaspillages publics.
- Instaurer un contrôle démocratique renforcé : référendums, pluralisme médiatique, participation des salariés à la gestion.

### ***Wokisme : les nouveaux Gardes Rouges***

- Réaffirmer la liberté d'expression, la laïcité et la neutralité de l'école, de l'université, des médias et des services publics.
- Interdire les pratiques de non-mixité raciale et les dérives identitaires dans l'enseignement supérieur.
- Supprimer les subventions aux associations diffusant une idéologie woke contraire aux valeurs républicaines.
- Instaurer un contrôle strict des programmes éducatifs et lutter contre l'endoctrinement idéologique.

- Protéger la méritocratie et la compétence contre les politiques de discrimination inversée.
- Défendre les principes de la République face aux tentatives de réécriture communautariste de l'histoire ou de la langue.
- Sanctionner la « cancel culture » en entreprise et garantir la liberté de pensée dans le monde professionnel.

### ***Redonner à la Nation son école : restaurer l'autorité, le mérite, la fierté d'apprendre***

- Rétablir la méthode syllabique et appliquer les principes des sciences cognitives dès la maternelle.
- Restaurer l'autorité du maître et sanctionner toute agression d'enseignant.
- Supprimer le collège unique et revaloriser l'enseignement professionnel.
- Instaurer un uniforme scolaire et interdire les signes communautaristes à l'école.
- Mettre fin à l'accès automatique à l'université et exiger des prérequis solides.
- Créer des internats à encadrement renforcé pour les élèves perturbateurs chroniques.
- Développer un tutorat national obligatoire pour les élèves défavorisés.
- Réformer le baccalauréat pour en faire un véritable examen d'exigence.
- Réorienter l'université vers la recherche et les besoins du pays.

### ***Retrouver notre souveraineté : le choix entre soumission et renaissance***

- Sortir de l'euro, de l'UE ou de l'OTAN si nécessaire, ou renégocier les traités pour restaurer la souveraineté nationale.
- Retrouver une politique monétaire autonome et maîtriser nos finances publiques.
- Rétablir des frontières contrôlées, notamment pour la politique migratoire.
- Construire des alliances souverainistes en Europe pour refonder l'Union selon un modèle intergouvernemental.
- Redonner à la France une diplomatie indépendante et équilibrée.
- Maintenir une dissuasion nucléaire indépendante et recentrer la défense sur la protection nationale.
- Redéployer notre industrie, soutenir notre agriculture, garantir notre autonomie énergétique.
- Repenser notre système éducatif, notre système de santé, et réduire les dépenses publiques.
- Lancer une réforme institutionnelle redonnant la parole au peuple : référendums, pluralisme médiatique, et participation des salariés.

## **Éducation nationale**

Restaurer l'autorité des enseignants, en leur redonnant la maîtrise de leur pédagogie, en rétablissant les notes, les punitions et les sanctions en cas de comportement inapproprié.

Renforcer les fondamentaux, en mettant l'accent sur la maîtrise de la langue française, le calcul, l'histoire de France, la culture générale. L'école doit transmettre un socle de connaissances solides, et non se perdre dans des expérimentations pédagogiques.

Réformer la formation des enseignants, en mettant fin aux doctrines pédagogistes des instituts nationaux supérieurs du professorat (INSPÉ), et en privilégiant une formation fondée sur les savoirs disciplinaires et la pratique de classe.

Revaloriser les carrières des enseignants, en augmentant les salaires, mais aussi en instaurant une véritable progression de carrière fondée sur le mérite, et non sur l'ancienneté. Rétablir le baccalauréat comme diplôme national, avec des épreuves anonymes et des barèmes stricts, garantissant un niveau de compétence réel.

Limiter le contrôle continu, qui doit rester complémentaire des épreuves terminales, et non se substituer à elles. Adapter l'enseignement supérieur aux besoins de l'économie, en orientant les étudiants vers des filières porteuses, en valorisant l'apprentissage, en renforçant les partenariats avec les entreprises.

Développer les internats d'excellence, pour offrir à tous les élèves, quels que soient leur origine sociale ou leur lieu de résidence, la possibilité de bénéficier d'un enseignement de qualité.

Mettre fin à la politique de non-remplacement des enseignants absents, qui pénalise les élèves les plus fragiles. Les moyens doivent être garantis pour assurer une continuité pédagogique.

Redonner toute sa place à l'histoire de France, à la littérature classique, à la philosophie, pour former des esprits éclairés et critiques, capables de comprendre le monde dans lequel ils vivent.

Les enseignants doivent pouvoir sanctionner les élèves perturbateurs, avec le soutien de leur hiérarchie. Les agressions contre les enseignants doivent être systématiquement sanctionnées.

Revenir aux méthodes d'enseignement traditionnelles : La lecture syllabique, l'apprentissage de la grammaire, du calcul mental doivent redevenir les priorités. Les « pédagogies innovantes » doivent être réservées aux élèves en difficulté.

Revaloriser les savoirs fondamentaux : La langue française, les mathématiques, l'histoire, la géographie, les sciences doivent redevenir les matières principales. Les disciplines « transversales » doivent être réduites.

Rétablir des évaluations nationales régulières : Les élèves doivent être évalués de manière objective, avec des notes, des classements, des contrôles réguliers. Les diplômes doivent garantir un niveau de compétence réel.

Redonner toute leur place aux filières professionnelles : Les lycées professionnels doivent être modernisés, les formations adaptées aux besoins de l'économie. Les apprentissages doivent être valorisés.

Rendre l'université sélective : Les étudiants doivent être orientés en fonction de leur niveau, de leur projet professionnel. Les licences « non sélectives » doivent être réformées, les échecs réduits.

Protéger les enseignants contre les pressions : Les enseignants doivent pouvoir enseigner librement, sans craindre les représailles des parents d'élèves ou des associations militantes.

Rétablir la discipline dans les établissements : Les élèves perturbateurs doivent être sanctionnés, exclus si nécessaire. Les parents doivent être tenus responsables des actes de leurs enfants.

Revaloriser la formation des enseignants : Les enseignants doivent être formés aux savoirs disciplinaires, aux méthodes d'enseignement, à la gestion de classe. Les concours de recrutement doivent être renforcés.

Redonner aux élèves le goût de l'effort : Les élèves doivent comprendre que la réussite passe par le travail, la discipline, l'effort. Les discours de « bienveillance » ne doivent pas masquer l'exigence.

## **Justice**

Accélérer les délais de traitement des affaires judiciaires en augmentant les moyens des juridictions, notamment par le recrutement de magistrats, de greffiers et de personnels de soutien.

Mettre fin à l'impunité des délinquants multirécidivistes en appliquant systématiquement les peines prévues, sans possibilité de remise de peine pour les récidivistes.

Construire de nouvelles places de prison, adaptées aux différents profils de détenus, avec des établissements sécurisés pour les criminels dangereux et des centres de réinsertion pour les petits délinquants.

Revoir la formation des magistrats en y intégrant une sensibilisation aux attentes des victimes, aux réalités du terrain et aux enjeux de sécurité publique.

Renforcer la protection des forces de l'ordre en garantissant des sanctions exemplaires pour toute agression contre des policiers ou des gendarmes.

Limiter strictement les aménagements de peine aux primo-délinquants et interdire les réductions de peine pour les multirécidivistes.

Rendre les décisions de justice claires et compréhensibles pour les victimes, avec une information systématique sur le suivi des condamnations. Introduire la comparution immédiate pour les délits de violences, garantissant une réponse pénale rapide et dissuasive.

Assurer une séparation claire entre les droits des victimes et les droits des délinquants, en garantissant une véritable protection des victimes.

Renforcer les contrôles sur les conditions de libération conditionnelle et soumettre ces décisions à un suivi strict, garantissant que les personnes libérées ne représentent pas une menace pour la société.

Rétablir la fermeté des peines : Les peines de prison doivent être appliquées intégralement. Les réductions de peine automatiques doivent être supprimées. Les récidivistes doivent être sanctionnés plus sévèrement.

Augmenter les moyens de la justice : Les tribunaux doivent être renforcés, les magistrats, les greffiers, les procureurs mieux rémunérés. Les moyens technologiques doivent être modernisés.

Construire de nouvelles prisons : Les établissements pénitentiaires doivent être modernisés, les places de prison augmentées. Les conditions de détention doivent être dignes, mais fermes.

Protéger les victimes : Les victimes doivent être informées de la suite de leur plainte, protégées contre les représailles, indemnisées rapidement. Les associations d'aide aux victimes doivent être soutenues.

Rendre les peines de prison réellement dissuasives : Les peines de sursis, les bracelets électroniques, les travaux d'intérêt général doivent être réservés aux délits mineurs. Les crimes doivent être sanctionnés par des peines de prison ferme.

Lutter contre la récidive : Les récidivistes doivent être sanctionnés plus sévèrement. Les criminels dangereux doivent être isolés, les radicalisés suivis de manière stricte.

Garantir l'indépendance de la justice : Les magistrats doivent être protégés contre les pressions politiques, les instructions, les directives. Les procureurs doivent être indépendants.

Simplifier les procédures : Les démarches judiciaires doivent être simplifiées, les délais de jugement réduits. Les victimes doivent pouvoir déposer plainte facilement, suivre leur dossier.

Former les magistrats à la réalité de la délinquance : Les magistrats doivent être formés aux réalités de terrain, sensibilisés aux enjeux de la sécurité, de la protection des victimes. Les stages en commissariat doivent être généralisés.

Renforcer la protection des policiers : Les policiers, les gendarmes, les surveillants pénitentiaires doivent être protégés contre les agressions, les menaces, les violences. Les agresseurs de policiers doivent être sévèrement sanctionnés.

Accélérer les délais de traitement des affaires judiciaires en augmentant les moyens des juridictions, notamment par le recrutement de magistrats, de greffiers et de personnels de soutien.

Mettre fin à l'impunité des délinquants multirécidivistes en appliquant systématiquement les peines prévues, sans possibilité de remise de peine pour les récidivistes.

Construire de nouvelles places de prison, adaptées aux différents profils de détenus, avec des établissements sécurisés pour les criminels dangereux et des centres de réinsertion pour les petits délinquants.

Revoir la formation des magistrats en y intégrant une sensibilisation aux attentes des victimes, aux réalités du terrain et aux enjeux de sécurité publique.

Renforcer la protection des forces de l'ordre en garantissant des sanctions exemplaires pour toute agression contre des policiers ou des gendarmes.

Limiter strictement les aménagements de peine aux primo-délinquants et interdire les réductions de peine pour les multirécidivistes.

Rendre les décisions de justice claires et compréhensibles pour les victimes, avec une information systématique sur le suivi des condamnations. Introduire la comparution immédiate pour les délits de violences, garantissant une réponse pénale rapide et dissuasive.

Assurer une séparation claire entre les droits des victimes et les droits des délinquants, en garantissant une véritable protection des victimes.

Renforcer les contrôles sur les conditions de libération conditionnelle et soumettre ces décisions à un suivi strict, garantissant que les personnes libérées ne représentent pas une menace pour la société.

Rétablir la fermeté des peines : Les peines de prison doivent être appliquées intégralement. Les réductions de peine automatiques doivent être supprimées. Les récidivistes doivent être sanctionnés plus sévèrement.

Augmenter les moyens de la justice : Les tribunaux doivent être renforcés, les magistrats, les greffiers, les procureurs mieux rémunérés. Les moyens technologiques doivent être modernisés.

Construire de nouvelles prisons : Les établissements pénitentiaires doivent être modernisés, les places de prison augmentées. Les conditions de détention doivent être dignes, mais fermes.

Protéger les victimes : Les victimes doivent être informées de la suite de leur plainte, protégées contre les représailles, indemnisées rapidement. Les associations d'aide aux victimes doivent être soutenues.

Rendre les peines de prison réellement dissuasives : Les peines de sursis, les bracelets électroniques, les travaux d'intérêt général doivent être réservés aux délits mineurs. Les crimes doivent être sanctionnés par des peines de prison ferme.

Lutter contre la récidive : Les récidivistes doivent être sanctionnés plus sévèrement. Les criminels dangereux doivent être isolés, les radicalisés suivis de manière stricte.

Garantir l'indépendance de la justice : Les magistrats doivent être protégés contre les pressions politiques, les instructions, les directives. Les procureurs doivent être indépendants.

Simplifier les procédures : Les démarches judiciaires doivent être simplifiées, les délais de jugement réduits. Les victimes doivent pouvoir déposer plainte facilement, suivre leur dossier.

Former les magistrats à la réalité de la délinquance : Les magistrats doivent être formés aux réalités de terrain, sensibilisés aux enjeux de la sécurité, de la protection des victimes. Les stages en commissariat doivent être généralisés.

Renforcer la protection des policiers : Les policiers, les gendarmes, les surveillants pénitentiaires doivent être protégés contre les agressions, les menaces, les violences. Les agresseurs de policiers doivent être sévèrement sanctionnés.

## **Justice fiscale**

Réduire les impôts sur les revenus du travail : les taux d'imposition sur le revenu doivent être abaissés, notamment pour les classes moyennes. Les heures supplémentaires doivent être totalement exonérées d'impôt.

Alléger les charges sur les salaires : les charges sociales qui pèsent sur les salaires doivent être réduites, afin de favoriser l'emploi, d'augmenter les salaires nets, de renforcer le pouvoir d'achat des travailleurs.

Réformer la TVA pour la rendre plus juste : les produits de première nécessité (alimentation, énergie, médicaments) doivent être soumis à une TVA réduite, tandis que les produits de luxe doivent être plus lourdement taxés.

Supprimer les impôts de production pour les entreprises : les impôts de production, qui pénalisent les entreprises françaises par rapport à leurs concurrentes étrangères, doivent être supprimés. Les entreprises doivent être encouragées à investir, à embaucher, à innover.

Réduire les droits de succession : les droits de succession, qui frappent les familles, doivent être réduits. Les héritages modestes doivent être exonérés, les transmissions familiales simplifiées. Simplifier le système fiscal : les déclarations d'impôt doivent être simplifiées, les régimes fiscaux unifiés, les niches fiscales limitées. Les citoyens doivent pouvoir comprendre leur fiscalité, sans avoir recours à des conseillers.

Lutter contre la fraude fiscale : les grandes entreprises, les multinationales, les fortunes dissimulées à l'étranger doivent être contrôlées, les fraudes sanctionnées. Les paradis fiscaux doivent être combattus, les évasions fiscales poursuivies.

Protéger les épargnants : les livrets d'épargne, les assurances-vie, les plans d'épargne retraite doivent être protégés de la fiscalité confiscatoire. Les petits épargnants doivent être encouragés à épargner.

Garantir la transparence fiscale : les citoyens doivent pouvoir comprendre comment est utilisé leur impôt. Les dépenses publiques doivent être contrôlées, les gaspillages sanctionnés.

Réduire les dépenses publiques pour alléger la fiscalité : les dépenses de l'État doivent être maîtrisées, les subventions inutiles supprimées, les administrations rationalisées. Chaque euro dépensé doit être justifié.

## Identité nationale

Restaurer l'enseignement de l'histoire de France dans les écoles : l'histoire de France doit être enseignée de manière chronologique, avec un accent sur les grandes figures, les grands événements, les grandes réalisations. Les élèves doivent connaître Clovis, Charlemagne, Jeanne d'Arc, Louis XIV, Napoléon, De Gaulle. Ils doivent comprendre que la France est une nation millénaire, riche de ses victoires, mais aussi de ses épreuves.

Défendre la langue française : la langue de Molière doit être protégée contre les anglicismes, valorisée dans les médias, les entreprises, les institutions. Les diplômes universitaires doivent être délivrés en français, les communications officielles rédigées en français, les œuvres littéraires françaises promues.

Mettre fin à la repentance permanente : la France n'a pas à s'excuser de son histoire. Elle a connu des heures de gloire et des moments sombres, comme toutes les nations. Mais elle a aussi été une source de progrès, de liberté, de civilisation. Les discours de repentance doivent être remplacés par des discours de fierté.

Renforcer les symboles de la République : le drapeau tricolore, la Marseillaise, le portrait de Marianne doivent être présents dans toutes les écoles, les mairies, les administrations. Les cérémonies nationales doivent être revalorisées, les jeunes générations associées aux commémorations.

Lutter contre les communautarismes : les lois de la République doivent s'appliquer partout sur le territoire national. Les coutumes communautaires contraires aux valeurs françaises doivent être interdites. Les associations qui prônent le séparatisme doivent être dissoutes. Les financements étrangers des lieux de culte strictement encadrés.

Promouvoir la culture française : le cinéma français, la littérature française, la musique classique, les arts plastiques doivent être soutenus. Les artistes doivent être encouragés à s'inspirer de l'histoire et des valeurs de la France, plutôt que de céder à la mode du cosmopolitisme.

Réhabiliter les grandes figures de l'histoire de France : les statues de nos héros doivent être restaurées, les noms de rue portant le nom de grands Français protégés. Les programmes scolaires doivent valoriser les écrivains, les savants, les soldats, les explorateurs qui ont fait la grandeur de notre pays.

Revaloriser la laïcité : la laïcité n'est pas une option, elle est un principe fondamental de la République. Les signes religieux ostentatoires doivent être interdits dans les écoles, les administrations, les entreprises publiques. Les lieux de culte doivent respecter les lois de la République.

Renforcer l'intégration par l'assimilation : les nouveaux arrivants doivent apprendre la langue française, respecter les lois et les coutumes de la France. Les naturalisations doivent être conditionnées à une connaissance de l'histoire et des valeurs françaises.

Redonner aux Français la fierté de leur nation : les discours publics doivent valoriser la France, son histoire, sa culture. Les dirigeants politiques doivent incarner cette fierté, défendre notre identité face aux critiques, affirmer que la France est une nation unique, avec une vocation universelle.

## Laïcité

Contrôler les financements étrangers des lieux de culte : les mosquées financées par des puissances étrangères doivent être placées sous surveillance. Les imams formés à l'étranger doivent être interdits de prêcher en France.

Expulser les prêcheurs de haine : les imams radicaux, les militants islamistes, les prédicateurs étrangers qui prônent la haine de la République doivent être expulsés sans délai.

Interdire les signes religieux ostentatoires dans les services publics : les agents publics, les enseignants, les élèves des écoles, les étudiants des universités doivent respecter la neutralité religieuse. Le port de signes religieux ostentatoires doit être interdit.

Protéger les enseignants contre les pressions communautaires : les enseignants doivent pouvoir aborder librement tous les sujets sans craindre pour leur sécurité. Les atteintes à la liberté pédagogique doivent être sévèrement sanctionnées.

Dissoudre les associations communautaristes : les associations qui prônent le séparatisme, qui incitent à la haine ou qui exploitent la religion à des fins politiques doivent être dissoutes.

Renforcer l'enseignement de la laïcité à l'école : les élèves doivent comprendre le sens de ce principe, connaître son histoire, savoir pourquoi il est indispensable à la paix civile.

Garantir la neutralité religieuse des entreprises : les entreprises doivent pouvoir interdire les signes religieux pour garantir la paix sociale. Les revendications religieuses ne doivent pas s'imposer aux règles internes.

Imposer le respect des valeurs républicaines : les associations qui reçoivent des subventions publiques doivent s'engager à respecter la laïcité, l'égalité entre les hommes et les femmes, la liberté de conscience.

Redonner aux Français la fierté de leur modèle laïque : les discours publics doivent défendre la laïcité sans ambiguïté. Les dirigeants politiques doivent cesser de flatter les communautarismes et de relativiser les valeurs républicaines.

## Souveraineté nationale

Restaurer la primauté de la Constitution française sur le droit européen : les lois françaises doivent prévaloir sur les directives et règlements européens. Les décisions des juridictions européennes ne doivent pas s'imposer automatiquement à la justice française.

Renégocier les traités européens : la France doit retrouver sa liberté de décision en matière économique, commerciale, migratoire, judiciaire. Si cette renégociation échoue, il faudra envisager une sortie de l'Union européenne.

Rétablir le contrôle de nos frontières : la France doit pouvoir décider librement de qui elle accueille sur son sol. Les accords de Schengen doivent être renégociés, et les migrants illégaux doivent être systématiquement expulsés.

Retrouver notre souveraineté monétaire : la France doit pouvoir gérer sa propre monnaie, fixer ses taux d'intérêt, utiliser la dévaluation si nécessaire. Si la BCE refuse toute réforme, la sortie de l'euro doit être envisagée.

Protéger notre économie et nos entreprises : les accords de libre-échange doivent être renégociés, les produits qui ne respectent pas nos normes doivent être interdits. Les aides publiques doivent être réservées aux entreprises qui produisent en France.

Reprendre le contrôle de notre politique agricole : la France doit pouvoir soutenir ses agriculteurs, fixer ses propres normes sanitaires, protéger ses terroirs contre les produits étrangers de qualité inférieure.

Sortir de la soumission aux juridictions européennes : les décisions de la CJUE et de la CEDH doivent être considérées comme de simples recommandations, et non comme des obligations.

Garantir l'indépendance énergétique de la France : la France doit pouvoir développer son nucléaire, sécuriser son approvisionnement énergétique, sans subir les diktats de la Commission européenne.

Redonner la parole au peuple français : les décisions stratégiques doivent être soumises à référendum, afin que les citoyens puissent choisir leur destin.

Rétablir une politique étrangère indépendante : la France doit pouvoir nouer librement des alliances, défendre ses intérêts, négocier avec toutes les puissances, sans dépendre de la politique étrangère de Bruxelles.

## **Défense nationale**

Reconstituer les effectifs de nos forces armées : les armées doivent retrouver des effectifs suffisants pour assurer la défense du territoire, mais aussi pour mener des opérations extérieures si nécessaire. Les réserves doivent être renforcées, mais aussi mieux formées et mieux encadrées.

Moderniser le matériel militaire : les chars, les hélicoptères, les avions, les navires doivent être remplacés par des équipements modernes, adaptés aux menaces actuelles. Les programmes de défense doivent être financés sur le long terme, et les industries de défense nationales doivent être soutenues.

Garantir la souveraineté nucléaire de la France : la dissuasion nucléaire, pilier de notre stratégie de défense, doit être préservée. Les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, les missiles balistiques, les avions de la force de dissuasion doivent être modernisés.

Renforcer la défense du territoire national : les unités de défense territoriale doivent être reconstituées, pour assurer la protection des infrastructures critiques, la surveillance des frontières, le maintien de l'ordre en cas de crise.

Revaloriser la condition militaire : les soldes des militaires doivent être augmentées, leurs conditions de vie améliorées. Les familles de militaires doivent bénéficier d'un soutien renforcé, les blessés de guerre doivent être mieux pris en charge.

Définir une doctrine de défense claire : la France doit cesser de se disperser dans des interventions sans objectif stratégique. Les opérations extérieures doivent être limitées aux missions d'intérêt national, avec des moyens adaptés.

Renforcer notre capacité de renseignement : les services de renseignement, qu'il s'agisse de la DGSE, de la DRM, de la DGSI, doivent disposer des moyens humains et technologiques nécessaires pour anticiper les menaces.

Restaurer la souveraineté industrielle de défense : les industries de défense nationales doivent être protégées, soutenues, encouragées. Les programmes européens ne doivent pas se faire au détriment de notre autonomie.

Former une nouvelle génération de citoyens-soldats : l'enseignement de la défense et de la sécurité doit être renforcé dans les écoles. Le service national universel (SNU), aujourd'hui simple stage de citoyenneté, doit être transformé en une véritable formation militaire, pour préparer les jeunes Français à défendre leur pays.

## **Diplomatie française**

Retrouver une diplomatie indépendante : la France doit cesser de se soumettre aux décisions de Bruxelles, de Washington ou de Berlin. Elle doit retrouver sa liberté de parole, défendre ses intérêts nationaux, dialoguer avec toutes les puissances, sans exclusive.

Réorienter notre politique européenne : la France doit cesser de sacrifier ses intérêts au nom de la « solidarité européenne ». Les relations avec l'Allemagne doivent être rééquilibrées, les accords de libre-échange doivent être renégociés, la politique migratoire doit être contrôlée.

Développer une politique africaine ambitieuse : la France doit cesser de se comporter comme une puissance néocoloniale, mais elle doit aussi défendre ses intérêts stratégiques en Afrique. Cela passe par des partenariats économiques équilibrés, un soutien aux États souverains, une lutte implacable contre les groupes djihadistes.

Retirer nos troupes des interventions sans issue : les opérations extérieures doivent être limitées aux situations où nos intérêts nationaux sont clairement en jeu. Les soldats français ne doivent pas être sacrifiés dans des conflits qui ne nous concernent pas.

Renouer le dialogue avec toutes les grandes puissances : la France doit pouvoir dialoguer avec la Russie, avec la Chine, avec l'Iran, avec la Syrie, sans se laisser dicter sa politique par Washington ou Bruxelles. L'intérêt national doit primer sur les considérations idéologiques.

Réformer notre réseau diplomatique : les ambassades doivent être renforcées dans les zones stratégiques, les diplomates doivent être mieux formés, mieux soutenus, mieux encadrés. La diplomatie économique doit être développée pour soutenir nos entreprises à l'étranger.

Protéger nos expatriés et nos ressortissants : les Français de l'étranger doivent être protégés, soutenus, défendus. Les consulats doivent disposer de moyens suffisants pour assurer leur sécurité et leur assistance.

Renforcer notre capacité de renseignement : les services de renseignement, en particulier la DGSE, doivent disposer des moyens humains et technologiques pour anticiper les menaces, protéger nos intérêts, garantir notre sécurité.

Cesser la diplomatie de la repentance : la France n'a pas à s'excuser de son histoire, à renier son passé, à adopter une posture de culpabilité permanente. Elle doit défendre son héritage, assumer son rôle de grande puissance, se faire respecter.

Redonner à la France une voix claire dans le monde : les discours diplomatiques doivent être clairs, fermes, cohérents. Les dirigeants français doivent incarner la dignité de la France, défendre ses intérêts avec courage, refuser les humiliations.

La France n'est pas un petit pays, une simple région d'Europe, un relais de Washington. Elle est une grande nation, une puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle doit retrouver la fierté de sa diplomatie, la force de sa parole, l'indépendance de ses choix.

Car une nation qui renonce à sa politique étrangère, qui se contente de suivre les décisions des autres, qui accepte les humiliations sans réagir, est une nation qui se condamne à la soumission. La France mérite mieux que cette diplomatie de la soumission et de la confusion. Elle mérite de redevenir une puissance respectée, une voix écoutée, une nation souveraine.

## **Ukraine**

Rompre avec le double langage : la France doit tenir un discours clair et cohérent sur la guerre en Ukraine, défendre une solution négociée et refuser les surenchères guerrières.

Favoriser la diplomatie : la France doit proposer une médiation entre la Russie et l'Ukraine, en s'appuyant sur ses partenaires européens et en dialoguant avec les puissances non-alignées (Chine, Inde, Turquie).

Protéger les intérêts économiques français : les entreprises françaises doivent être protégées contre les conséquences des sanctions, les prix de l'énergie stabilisés, les échanges commerciaux diversifiés.

Garantir notre sécurité nationale : la France doit développer sa propre politique de défense, indépendante de l'OTAN, renforcer ses capacités militaires et garantir la sécurité de ses frontières.

Respecter les principes du droit international : la France doit défendre la souveraineté des nations, refuser les ingérences, respecter les engagements pris, promouvoir une solution diplomatique négociée.

Soutenir les populations civiles : les réfugiés ukrainiens doivent être accueillis dignement, les populations civiles protégées, les aides humanitaires renforcées.

Lutter contre la propagande : les informations sur le conflit doivent être vérifiées, les fausses nouvelles d'où qu'elles viennent combattues, la liberté de la presse garantie.

Protéger les intérêts énergétiques français : la France doit diversifier ses sources d'énergie, renforcer son parc nucléaire et négocier des contrats de gaz à long terme.

Refuser l'escalade militaire : les livraisons d'armes doivent être strictement encadrées, les initiatives diplomatiques privilégiées, les contacts maintenus avec toutes les parties.

Défendre la souveraineté française : la France doit refuser tout alignement systématique sur les décisions américaines, défendre ses propres intérêts, renouer avec une diplomatie indépendante.

## ***Relations avec l'Algérie***

Mettre fin à la repentance permanente : la France doit assumer son histoire sans culpabilité, reconnaître les souffrances de toutes les communautés, Algériens, Français y compris celles des Français d'Algérie, des Harkis, des Pieds-Noirs.

Renégocier les accords migratoires : les visas doivent être accordés en fonction des besoins économiques de la France, les expulsions de clandestins facilitées, les accords de réadmission respectés.

Contrôler les transferts financiers : les transferts d'argent entre la France et l'Algérie doivent être surveillés, les fraudes fiscales combattues, les circuits financiers rendus transparents.

Protéger les Français en Algérie : les ressortissants français, les binationaux, les entreprises françaises doivent être protégés contre les exactions, les discriminations, les spoliations.

Limiter les investissements publics : les projets de coopération doivent être sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la France, les subventions conditionnées au respect des accords bilatéraux.

Défendre les intérêts économiques français : les entreprises françaises doivent être protégées contre les nationalisations, les expropriations, les pressions fiscales abusives.

Valoriser une coopération culturelle équilibrée : les programmes éducatifs, les échanges culturels doivent promouvoir une vision équilibrée de l'histoire, fondée sur la reconnaissance des souffrances partagées.

Exiger le respect des accords bilatéraux : les accords signés entre la France et l'Algérie doivent être appliqués dans les deux sens

Réduire les visas en cas de non-coopération : les visas accordés aux ressortissants algériens doivent dépendre de la coopération algérienne en matière de réadmission des clandestins.

Renforcer la coopération avec les pays du Maghreb : la France doit diversifier ses partenariats en Afrique du Nord et promouvoir une véritable politique méditerranéenne.

## **Souveraineté européenne**

Rétablir la primauté du droit national : les décisions européennes doivent être soumises à l'approbation des parlements nationaux. La souveraineté juridique française doit être protégée.

Garantir l'indépendance économique : la France doit renforcer ses industries stratégiques (énergie, défense, numérique), réduire sa dépendance aux importations, protéger ses entreprises.

Maîtriser ses frontières : la politique migratoire doit être définie par la France, les frontières nationales doivent être contrôlées, les accords de Schengen réexaminés.

Protéger la souveraineté énergétique : la France doit produire son électricité, son gaz, son pétrole, renforcer son parc nucléaire, diversifier ses sources d'approvisionnement.

Réformer l'Union européenne : les institutions européennes doivent être démocratisées, les pouvoirs de la Commission européenne limités, les décisions soumises aux États.

Défendre les intérêts agricoles français : les agriculteurs français doivent être protégés contre les importations déloyales, les réglementations européennes doivent être adaptées aux réalités nationales.

Renforcer la politique industrielle : les entreprises françaises doivent être soutenues, les brevets protégés, les investissements étrangers contrôlés.

Garantir la souveraineté militaire : l'armée française doit être renforcée, l'autonomie stratégique développée, les coopérations européennes limitées aux véritables partenaires.

Défendre la souveraineté numérique : les données personnelles des citoyens français doivent être protégées, les entreprises numériques nationales soutenues.

Promouvoir la coopération intergouvernementale : les alliances doivent être fondées sur les intérêts communs, les coopérations définies par les États, les décisions prises à l'unanimité.

## ***France et UE***

Renégocier les traités européens : la France doit exiger la révision des traités européens, notamment sur la primauté du droit européen, la politique migratoire, la politique énergétique, la défense.

Rétablir la souveraineté juridique : les décisions européennes doivent être soumises à l'approbation des parlements nationaux, la primauté du droit français doit être garantie.

Contrôler les frontières nationales : la France doit pouvoir décider de sa politique migratoire, contrôler ses frontières, expulser les clandestins, limiter les regroupements familiaux.

Protéger les entreprises françaises : les entreprises stratégiques (énergie, défense, numérique) doivent être protégées contre les rachats étrangers, les brevets stratégiques préservés.

Défendre la souveraineté énergétique : la France doit renforcer son parc nucléaire, développer une filière hydrogène, diversifier ses sources d'énergie, réduire sa dépendance aux importations.

Garantir la souveraineté agricole : les agriculteurs doivent être protégés contre les importations déloyales, les quotas européens doivent être supprimés, les normes adaptées aux réalités françaises.

Développer une défense indépendante : l'armée française doit être renforcée, l'autonomie stratégique garantie, les coopérations européennes limitées aux véritables partenaires.

Protéger la souveraineté numérique : les données personnelles des citoyens français doivent être protégées, les entreprises numériques nationales soutenues.

Valoriser les services publics : les hôpitaux, les écoles, les tribunaux doivent être renforcés, les moyens augmentés, les privatisations limitées.

Promouvoir une diplomatie indépendante : la France doit dialoguer avec toutes les nations, refuser tout alignement systématique sur les décisions américaines, défendre ses propres intérêts.

## ***Europe des Nations***

Renégocier les traités européens : la France doit exiger la révision des traités européens, notamment sur la primauté du droit européen, la politique migratoire, la politique énergétique, la défense.

Rétablir la souveraineté juridique : les décisions européennes doivent être soumises à l'approbation des parlements nationaux. La primauté du droit français doit être garantie.

Contrôler les frontières nationales : la France doit pouvoir décider de sa politique migratoire, contrôler ses frontières, expulser les clandestins, limiter les regroupements familiaux.

Protéger les entreprises françaises : les entreprises stratégiques (énergie, défense, numérique) doivent être protégées contre les rachats étrangers, les brevets stratégiques préservés.

Défendre la souveraineté énergétique : la France doit renforcer son parc nucléaire, développer une filière hydrogène, diversifier ses sources d'énergie, réduire sa dépendance aux importations.

Garantir la souveraineté agricole : les agriculteurs doivent être protégés contre les importations déloyales, les quotas européens doivent être supprimés, les normes adaptées aux réalités françaises.

Développer une défense indépendante : l'armée française doit être renforcée, l'autonomie stratégique garantie, les coopérations européennes limitées aux véritables partenaires.

Protéger la souveraineté numérique : les données personnelles des citoyens français doivent être protégées, les entreprises numériques nationales soutenues.

Valoriser les services publics : les hôpitaux, les écoles, les tribunaux doivent être renforcés, les moyens augmentés, les privatisations limitées.

Promouvoir une diplomatie indépendante : la France doit dialoguer avec toutes les nations, refuser tout alignement systématique sur les décisions américaines, défendre ses propres intérêts.

## ***Un Monde multipolaire***

Renouer avec une diplomatie indépendante : la France doit dialoguer avec toutes les puissances, sans alignement systématique, en défendant ses propres intérêts. Qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine, des États-Unis, de l'Afrique, la France doit être un acteur de paix, une puissance de médiation, un pont entre les blocs.

Renforcer les capacités militaires : l'armée française doit être modernisée, les effectifs augmentés, les équipements renouvelés. Les programmes de défense (Rafale, sous-marins, porte-avions) doivent être soutenus. L'autonomie stratégique doit être garantie.

Développer une politique énergétique indépendante : la France doit renforcer son parc nucléaire, développer une filière hydrogène, diversifier ses sources d'énergie, réduire sa dépendance aux importations, notamment en matière de gaz.

Protéger les entreprises stratégiques : les entreprises françaises dans les secteurs clés (énergie, défense, numérique) doivent être protégées contre les rachats étrangers, les brevets stratégiques préservés.

Renforcer la francophonie : la langue française doit être valorisée dans le monde, les alliances francophones renforcées, les institutions culturelles soutenues. L'enseignement du français doit être promu.

Promouvoir une politique de coopération africaine : la France doit renforcer ses partenariats avec les pays africains, soutenir les projets de développement, valoriser les échanges culturels, économiques, scientifiques.

Garantir la souveraineté numérique : les données personnelles des citoyens français doivent être protégées, les entreprises numériques nationales soutenues, les infrastructures numériques sécurisées.

Renégocier les traités européens : la France doit exiger la révision des traités européens, notamment sur la primauté du droit européen, la politique énergétique, la défense.

Protéger les frontières nationales : la politique migratoire doit être contrôlée, les frontières sécurisées, les flux migratoires maîtrisés.

Promouvoir une Europe des Nations : la France doit défendre une Europe de la coopération, du respect mutuel, de la souveraineté, et non une Europe fédérale, centralisée, bureaucratique.



**Pierre CHASTANIER**

*Ingénieur physicien, Docteur en Médecine  
Ancien Doyen de la Faculté de Médecine de Saint-Etienne  
Fondateur de Dialogue et Démocratie Française (2004)  
Et du Cercle Inter Universitaire de Paris (2011)*